VINGT JOURS EN SICILE

LE CONGRÈS DE PALERME.

AU DIRECTEUR DE LA *REVUE*.

Ischia, 20 septembre 1875.

Cher monsieur,

Vous m'avez demandé de vous dire quelque chose du congrès de Palerme, où nous avons trouvé tant de sympathie, et du voyage de Sicile qui a suivi. Dans le séjour tranquille d'Ischia, et à la distance de quelques jours, ce rapide voyage nous apparaît comme un songe. Tant de monumens, tant de souvenirs, tant de vie, tant de passion se sont déroulés devant nous, que par momens nous croyons rêver d'un autre monde. En vingt jours, nous avons fait ce qui, dans d'autres conditions, eût exigé des mois. Nous l'avons fait surtout en renonçant au sommeil. Maintenant que nous avons reposé paisiblement, nous craignons, en rappelant ces images d'une course féerique, d'être dupes d'une illusion.

La lettre de mon confrère et ami M. Amari, qui m'invitait au congrès de Palerme, me surprit juste au moment où je pensais à revoir ces mers méridionales, que je me figure toujours comme des sources de jeunesse et de vie. Ce mauvais été s'était montré pour moi plein de traîtrises. Il m'avait rendu des douleurs que je croyais endormies; pour la première fois je pensais à la vieillesse, je me plaignais qu'elle fût prématurée, tout en reconnaissant que, mon œuvre

essentielle étant à peu près achevée, je devais me mettre au nombre des privilégiés du sort. Comme protestation contre une infirmité précoce, je songeais à un grand voyage, le dernier sans doute.

Extremum hunc, Arethusa, mihi concede laborem,

disais-je, et voici qu'Aréthuse elle-même venait m'inviter à visiter son beau rivage. J'acceptai, et le 24 août je m'embarquai à Gênes pour Palerme avec deux jeunes amis, M. Gaston Paris et le marquis Joseph de Laborde, dont les fraîches sensations me rappelaient celles que j'éprouvai il y a vingt-six ans en touchant pour la première fois la terre d'Italie.

I.

La vue de la Sicile, à la hauteur de Palerme, nous frappa d'admiration. Ce n'est ni la Syrie, ni la Grèce; c'est plutôt l'Afrique, quelque chose de torride et de gigantesque, donnant l'idée de l'indomptable et de l'inaccessible. Quand on entre dans la baie, la scène change. Bornée à ses deux extrémités, d'un côté par le mont Pellegrino, de l'autre par le mont Catalfano, comme la baie de Naples l'est par Ischia et Caprée, la baie de Palerme le cède à cette dernière pour la grandeur et la variété; mais elle a une simplicité de lignes qui charme. A droite et à gauche, deux redoutables masses arides, terminant une sorte de ligne d'or, formée par des constructions éblouissantes; — derrière la ville, une précinction de verdure et de végétation tout égyptienne; — à l'horizon, les plus arides sommets que j'aie vus depuis l'Antiliban, voilà Palerme. La ceinture de jardins doit sa vie à de nombreuses sources qui sortent du pied de la montagne. Des hauteurs de Montréal, on dirait la *Ghouta* de Damas; seulement, les ruisseaux étant cachés sous les arbres, rien ne rappelle ces innombrables petits filets d'argent qui sillonnent la plaine de Damas et qui, vus de la coupole de Tamerlan, font un effet qu'on n'oublie pas. Ce qui caractérise Palerme, c'est la gaîté et la vie. Les rues, avec leurs balcons avancés et les saillies que forment les accessoires des fenêtres, sont d'un effet très agréable. Le soir, vers huit ou neuf heures, le mouvement des grandes voies est plein de caractère. Une population éveillée, attentive, curieuse, connaissant ses étrangers par leur nom au bout d'un jour ou deux, s'y presse, et, grâce à une profusion d'éclairage, stationne à certains endroits comme en un salon. Dans les constructions modernes, le mauvais goût espagnol a laissé trop souvent son empreinte; mais les restes de l'art arabe et siculo-normand émergent à chaque pas

comme de véritables bijoux semés au milieu de ce mauvais goût. La cathédrale, certaines parties du palais royal, les palais Chiaramonti et Sclafani, la Catena, la Martorana, Saint-Jean-des-Ermites, la Couba, la Ziza, sont des ouvrages qui ne ressemblent à rien de ce que l'on voit ailleurs.

Palerme en effet, en y joignant Montréal, Cefalù et, si l'on veut, Messine, bien que l'ancien caractère des monumens de cette dernière ville soit un peu effacé, forme un chapitre à part dans l'histoire de l'art. Une combinaison sans exemple hors de la Sicile s'est produite ici. Les Arabes, durant leur domination prospère dans la partie occidentale de l'île, y avaient introduit leur charmante manière de bâtir; dans l'est cependant, la domination byzantine continuait. Quand les chefs normands firent la conquête de l'île, la population arabe continua ses habitudes, ses pratiques, ses arts. Quand les Roger et les Guillaume voulurent se bâtir des palais, des maisons de plaisance, des chapelles, des abbayes, ils eurent recours aux architectes et aux maçons arabes, qui naturellement leur firent ce qu'ils savaient faire. Les décorateurs byzantins brochèrent sur le tout. Enfin le clergé normand semble avoir exercé une influence décisive. Les conquérans normands n'avaient pas de maçons avec eux, mais ils avaient des clercs. Ceux-ci voulaient des églises conformes au style qu'ils connaissaient et imposaient plus ou moins leur plan général. L'abbaye de Montréal, la cathédrale de Cefalù, c'est Saint-Étienne de Caen revêtu de mosaïques et traité dans le détail selon les habitudes arabes et byzantines. Ainsi sous l'influence du grand, noble et conciliant esprit de cette dynastie, qui fut la maison vraiment nationale de la Sicile, se forma un art qui, à sa date (commencement du XIIe siècle), fut le premier du monde. Comme nos rois capétiens, les rois normands de Sicile furent des personnages à demi ecclésiastiques, chefs puissans d'un clergé riche et dès lors patriote. Les images du roi normand couronné directement par Jésus-Christ ou le Père éternel sont prodiguées; sur le principal siége de chaque grande église, à droite du chœur, du côté de l'évangile, on lit en gros caractères : *Sedes regis*. La conquête normande eut ici son effet ordinaire, qui était de réunir, en vue d'un but commun et national, sous la main de vigoureux chefs, bientôt identifiés avec le peuple conquis, toutes les forces vives, tous les élémens du pays. En Sicile, ces élémens étaient prodigieusement divers. C'était, si j'ose le dire, une civilisation trilingue; les inscriptions où l'on se plaisait à faire figurer l'un à côté de l'autre le grec, l'arabe et le latin (1), étaient la plus parfaite

(1) On y joignait même quelquefois l'hébreu, à cause des juifs.

image de ce monde mêlé et pourtant plein de vie et d'originalité.

Certes la période souabe fut brillante au plus haut degré. Palerme fut, durant quelques années, la capitale de l'Europe, le centre des grandes affaires; mais la Sicile se trouva entraînée par les Hohenstaufen dans une querelle qui n'avait rien de national pour elle, la guerre de l'empire et de la papauté. Cette guerre du laïque et de l'église, l'Italie sait la faire à sa manière; mais sa manière n'est pas du tout la manière allemande. L'Allemagne procède par guerre ouverte, par antipapes; l'Italie soutire l'orage au lieu de l'amonceler. Elle n'a que faire d'antipapes, puisque son pape à elle est toujours le pape de Rome, le pape véritable. Les maladresses des Hohenstaufen n'eurent d'autre résultat que d'amener cette triste domination ultramontaine de la maison d'Anjou, aussi fâcheuse pour la France que pour la Sicile et la papauté, et qui nous fit jouer pour la première fois dans le monde le rôle toujours gauche de zouave pontifical.

Il ne faut jamais demander à l'art la raison des procédés qu'il emploie pour produire son impression. Le monde byzantin, le monde latin, le monde arabe, semblent trois élémens inconciliables. La Sicile a su les mélanger dans des monumens dont l'effet est charmant. La chapelle Palatine et ce qu'on appelle la chambre de Roger doivent compter entre les perles du monde. Je ne m'imaginais point pareille chose d'après ce que j'avais vu en Orient : une chapelle bâtie sur le plan d'une mosquée, avec un plafond décoré de pendentifs en forme de stalactites et orné d'inscriptions coufiques, voilà ce que les chrétiens d'Orient n'ont jamais osé; ils auraient horreur pour une église de motifs si purement musulmans. La coupole de la chapelle Palatine est une merveille de grâce et d'élégance de construction. C'est une petite mosquée d'Omar; comme dans cette dernière, les ordres grecs sont employés avec un sentiment juste de leur valeur primitive. Et pourtant tout cela a été bâti en 1132 par Roger II. — L'église Sain-Jean-des-Ermites, avec ses trois absides et ses cinq petites coupoles hémisphériques, paraît de même au premier coup d'œil une mosquée, et pourtant elle a été bâtie pour église; il ne peut exister aucun doute à cet égard.

Que dire de la Martorana, ce petit chef-d'œuvre d'église avec ses inscriptions arabes et grecques, si bizarrement devenue une chapelle de religieuses, lesquelles, sans toucher beaucoup aux parties primitives, les ont appropriées à leurs usages au moyen d'additions du style le plus prétentieux assurément, mais le plus réjouissant dans sa naïveté. La question des restaurations se pose ici dans toute sa netteté. Faut-il supprimer tous ces petits joujoux de cuivre et de marbre polychrome, dont les pauvres recluses s'amusèrent, ces

belles grilles dorées qui leur permettaient de satisfaire leur curiosité sans rompre leur clôture, et derrière lesquelles on croit voir se dessiner encore plus d'un joli visage voilé, cette tribune ou plutôt ce salon Pompadour où elles chantaient aux jours de fête, ces petits guichets où les mosaïques primitives se mêlent aux enfantillages du rococo le plus effréné? Pour moi, j'hésiterais à porter la main sur tout cela. Le baroque est expressif à sa manière. L'histoire qu'est-elle autre chose, si ce n'est la plus ironique et la plus incongrue des associations d'idées? Tout a son prix comme souvenir. Un monument doit être accepté comme le passé nous le lègue; il faut, autant que possible, l'empêcher de se détruire, voilà tout. On a bien dépassé cette mesure en France; sous prétexte de ramener les édifices à une prétendue unité d'époque qu'ils n'eurent jamais, on a détruit, réédifié, achevé, complété, et préparé ainsi les malédictions des archéologues de l'avenir, dont la tâche aura été rendue singulièrement difficile par ces indiscrètes retouches. On commet parfois la même faute en Italie. Sous prétexte de ramener les édifices à ce qu'ils furent, on est en train de supprimer le XVIIe et le XVIIIe siècle. Assurément ce furent des siècles de décadence pour l'art italien. Les méfaits qui s'y commirent sur les édifices du moyen âge ne peuvent être assez déplorés; mais le mal est fait. Si, en enlevant les bibelots de la Martorana, on pouvait espérer retrouver des parties anciennes recouvertes, je serais bien d'avis qu'on les enlevât; mais la disparition de ces enfantillages ne nous rendra pas un atome de ce qui est perdu. Laissez donc ce petit monument tel qu'il est. Et puis le goût est si changeant! Qui peut se vanter de le fixer? Le XVIIe siècle sabrait le moyen âge, sans se douter qu'un jour cet art barbare, incorrect, souvent sauvage, aurait son prix. On détruit maintenant le XVIIe siècle comme fade et sans caractère. Qui sait quel sera le goût de l'avenir, et si le XIXe siècle ne sera pas traité de vandale à son tour? Il n'y a qu'une manière sûre pour n'être pas traité de vandale : c'est de ne rien détruire, c'est de laisser les monumens du passé tels qu'ils sont. L'Italie, avec ses contrastes éloquens ou bizarres, nous paraît si belle comme elle est que nous ne voyons pas sans crainte porter la main sur une partie quelconque de ce décor merveilleux, même sur les parties mauvaises, même sur le rococo.

La Ziza et la Couba furent longtemps tenues pour des constructions de l'époque arabe. La similitude est parfaite, et on raconte qu'Abd-el-Kader, ayant visité ces charmans édifices, se prit à pleurer au souvenir des déchéances de sa race. Les inscriptions arabes, visibles encore, quoique mutilées, et commençant par la formule : « Au nom de Dieu, clément et miséricordieux, » n'étaient-

elles pas la meilleure des preuves? Le premier, M. Amari a lu ces inscriptions en entier, et que disent-elles? Que Guillaume Ier et Guillaume II ont élevé ces châteaux pour leur habitation et leurs plaisirs. Ici donc encore les Arabes travaillèrent pour les Normands. Les architectes firent comme Edrisi, qui écrivit en arabe pour Roger son fameux traité de géographie, comme les poètes qui faisaient des *kasida* arabes en l'honneur de leurs nouveaux maîtres.

A Montréal, à Cefalù, l'influence arabe est moins forte qu'à Palerme. L'abbaye de Montréal, la cathédrale de Cefalù, sont des églises romanes décorées à la byzantine. La mosaïque y flamboie dans toute sa splendeur. Qu'on se figure une de nos cathédrales historiée de bas en haut comme les pages d'une Bible resplendissante. L'exécution à Cefalù offre une perfection qu'on ne trouve pas ailleurs. A Montréal, quelques scènes bibliques, surtout celle de la création, sont représentées d'une façon entièrement neuve. Les portes de bronze de Montréal rappellent celles de Ghiberti à Florence pour la grandeur et la naïveté; elles sont de 1186. Dans le cloître, chacun des chapiteaux sculptés voudrait une étude de plusieurs heures.

II.

Ces merveilles de l'art siculo-normand ayant leur centre à Palerme, nous pûmes les étudier à loisir, sans déserter les travaux du congrès. La visite que nous fîmes aux belles fouilles dirigées par le prince de Scalea et M. Cavallari dans l'ancienne ville phénicienne de Solonte ne nous empêcha pas non plus de donner à ces intéressantes discussions l'attention qu'elles méritaient. Les congrès de *scienziati*, établis vers 1840 par quelques savans patriotes et libéraux, entre lesquels on doit nommer le prince de Canino, jouèrent autrefois un grand rôle dans l'œuvre de l'unité et de l'indépendance de l'Italie. Le but en était alors, il faut bien le dire, plus politique que scientifiqne. Il s'agissait de donner aux hommes éclairés des différentes parties de l'Italie la facilité de se voir et de s'entendre. L'œuvre nationale une fois accomplie, on eût pu tenir pour superflues des réunions qui avaient servi de prétexte, à une époque de suspicion, pour préparer cette œuvre. On ne le fit pas, et l'on eut raison. On conserva comme un souvenir ces assemblées périodiques, devenues désormais moins importantes en un sens, et dans un autre plus sincères. Le congrès de Palerme a été digne de son titre et des savans italiens qui s'y sont trouvés réunis. Un parlement scientifique dont faisaient partie le père Secchi, M. Bla-

serna, M. Canizzaro, M. Palmieri, M. Amari, M. Fiorelli, M. Imbriani, M. Conestabile, M. Raina, M. Salinas, M. Pitré, ne pouvait manquer d'être fructueux. Le vénérable doyen de la philosophie italienne, M. Mamiani, présidait à tout avec sa haute tolérance, son esprit large et conciliant. La présence du prince Humbert et celle de M. Bonghi, ministre de l'instruction publique, contribuaient à une œuvre non moins utile que celle de la science, à une œuvre de bonne politique et de bonne administration.

Un des motifs, en effet, qui avaient porté à choisir Palerme pour siége du congrès national de la science italienne était une idée de concorde et d'apaisement. Depuis plusieurs années, la Sicile était froissée; elle se croyait délaissée du reste de l'Italie, prétendait ne pas avoir sa part dans la répartition des faveurs nationales. La loi d'exception récemment votée semblait présenter la province à laquelle elle s'appliquait comme un pays barbare et en dehors du droit commun. Or, comme tous les insulaires, les Siciliens sont très patriotes, et, comme tous les patriotes, ils sont susceptibles. Le regret d'être peu visités, la persuasion qu'on n'attribuait pas à la Sicile dans le présent et dans le passé la place qu'elle mérite, leur avaient inspiré quelque chose du sentiment de l'enfant qui se prétend dans la famille moins aimé que les autres. Il ne fallait, pour faire tomber ces préventions parfois injustes, qu'un acte de courtoisie. Le congrès, et surtout le voyage du prince Humbert, guérirent toutes les meurtrissures. Ce mouvement, cet aliment à la curiosité, ces visites des principaux personnages de l'état, furent d'un effet excellent. Les provinces voisines de Palerme voulurent avoir leur part; on leur promit le ministre et les *scienziati*. Elles témoignèrent par les sacrifices qu'elles s'imposèrent pour les recevoir le prix qu'elles attachaient à une pareille faveur.

Tel qu'il nous fut donné de l'étudier dans ces circonstances avantageuses pour tout voir, le caractère sicilien se révéla à nous comme un fait singulièrement tranché et avec une rare puissance d'individualité. On a souvent dit que les insulaires forment, par le seul fait de leur situation géographique et indépendamment de la race, une catégorie dans l'espèce humaine. Cela est très vrai. Ces frontières, les plus naturelles de toutes, inspirent un patriotisme intense, opposent nettement l'indigène au reste du monde, créent une histoire à part. En apparence, il n'y a pas de peuple plus mêlé que celui de Sicile. Anciens Sicanes, Grecs, Phéniciens et Carthaginois, Romains, Byzantins, Arabes, Normands, Français, Allemands, Espagnols, Napolitains, tout est venu s'y confondre. Malgré cette diversité d'origine, l'unité du caractère national est parfaite; nulle part la fusion des races n'a été plus absolue. Quelques familles

nobles ont seules le souvenir de leur provenance, et encore cette noblesse, tout entière d'origine normande, souabe ou espagnole, n'a-t-elle la prétention de représenter qu'une situation sociale supérieure et la grande propriété. Elle est profondément sicilienne et ne se sépare en rien des destinées du pays.

Ce qui domine évidemment dans ce mélange de races, c'est l'élément arabe ou plutôt berber et l'élément gréco-byzantin, le premier l'emportant dans l'ouest, le second dans l'est de l'île. En traversant les villages de la pointe occidentale, vers Alkamo, on se croit parfois en Barbarie. Les femmes vivent dans une demi-retraite; le sentiment de l'indépendance tourne facilement au banditisme. A Syracuse au contraire, on est en Grèce. Les femmes vous accueillent d'un air souriant, on trouve plus d'humeur facile et de gaîté. Ces analyses sont difficiles et toujours sujettes à bien des réserves. Ce qui est clair, c'est le résultat d'ensemble. Un caractère ardent, passionné, généreux, libéral, plein de feu pour ce qui est noble et beau, un tempérament où le cœur surabonde et devance parfois la réflexion, voilà la nature sicilienne. La passion profonde de l'Arabe et le libéralisme grec s'y réunissent. En somme, si l'on veut voir la vie grecque se prolonger encore de nos jours, c'est en Sicile, c'est dans la baie de Naples qu'il faut aller. La Grèce proprement dite a été trop dépeuplée, il s'y est fait trop de substitutions de races. Ici, au contraire, la verve, l'élan primitif, l'abondance facile ont survécu à toutes les aventures historiques et s'épanouissent encore sous nos yeux.

Une aisance surprenante, parfois un peu de présomption, sont le fruit du haut sentiment que le Sicilien a de sa noblesse. L'idée qu'il est inférieur à qui que ce soit ne lui vient jamais. Les mièvreries que nous appelons réserve et discrétion sont chez nous le reste d'une longue inégalité sociale. Le Grec non plus ne connaît pas de pareilles timidités. D'abord je fus surpris de ces lettres innombrables, de ces cosmogonies, de ces traités « de l'univers, » « de la nature des choses, » de ces projets de réforme universelle, que je recevais chaque jour. Il est rare chez nous qu'un inconnu vienne vous dire : « Votre philosophie est la mienne, » ou bien « Vous êtes du petit nombre de ceux qui sont arrivés au juste concept du créé. » Puis on se souvient qu'on est en Grèce, que les choses se passaient ainsi du temps d'Empédocle, et que c'est grâce à cet éveil que l'humanité s'est engagée à la recherche des causes. La Sicile est peut-être le pays où le goût de la spéculation est le plus naturel. Si quelque chose peut encore nous donner l'idée d'un pays où, comme en Grèce, le goût des belles choses était le fait de tout un peuple, et où la différence de culture entre les classes inférieures et les autres

classes n'existait qu'en degré, c'est la Sicile. Ce qui nous paraît naïf est simplement antique. La joie avec laquelle la visite du congrès était saluée dans les campagnes était un spectacle qu'aucun pays de l'Europe n'eût offert. A Sélinonte, sur un rivage entièrement désert, des barques contenant des centaines de personnes accourues de dix lieues à la ronde venaient au-devant de nous en criant : « Vive la science. » Cet enthousiasme nous rappelait les beaux vers ou Empédocle raconte les triomphes enfantins de la science au milieu d'un peuple enivré de ses premiers miracles : « Amis qui habitez l'acropole de la grande ville que baigne le blond Acragas, gens soucieux des bonnes choses, salut. Je suis pour vous un dieu ambrosien, non un mortel; je marche entouré de vos honneurs, couronné par vous de bandelettes et de couronnes,... etc. (1). »

Au fond, ces braves gens, qui nous accueillaient au cri de *vive la science*, ne répétaient pas seulement un mot d'ordre. Ils savaient assez bien, quoique vaguement, ce qu'ils disaient. La « science » signifiait pour eux la liberté de l'esprit, la protestation contre toute chaîne imposée au nom d'une autre autorité que la raison. Il faut se rappeler que le fanatisme religieux n'a jamais été fort en Sicile. Les populations abandonnèrent l'islamisme et l'église grecque sans crise violente. L'inquisition fut en Sicile une institution espagnole, plus politique encore que religieuse. L'extrême éveil des esprits, une grande chaleur de prosélytisme, l'ardeur de travailler à l'œuvre du temps, sont les sentimens qui dominent, même dans une partie du clergé. Cet enthousiasme, qui nous reportait de deux mille quatre cents ans en arrière, en pleine Grèce, quand les religions de l'Orient n'avaient pas élevé contre la science la plus forte barrière qui fut jamais, aboutira-t-il à quelque chose de fécond? Nous n'hésitons pas à le croire. Le grand nombre d'excellentes têtes que la Sicile a produites de nos jours permet de tout espérer pour l'avenir. La Sicile es une motte de terrain aurifère non encore lavé. Après avoir aimé la science, la jeunesse de Sicile voudra sérieusement en faire. Nul pays, si l'on excepte la Hongrie, n'est plus près d'une réforme religieuse. Nul pays, la Hongrie et la Croatie toujours exceptées, n'a un clergé moins fanatique, plus fondu dans la population, plus dégagé des liens d'un parti étranger. La Sicile a pu un moment être une difficulté pour l'Italie; elle deviendra un des plus beaux joyaux de sa couronne et une des principales sources de sa prospérité.

L'état révolutionnaire où la Sicile a été pendant plus de cinquante ans a dissipé beaucoup de forces vives. Cet état, à plusieurs égards justifié, touche à son terme. Le détestable gouvernement que la

(1) Diogène Laerte, l. VIII, ch. II, § 62.

Sicile a eu depuis le commencement de ce siècle ne pouvait provoquer que la révolution. Les divers mouvemens qui se sont succédé ont été essentiellement nationaux, tous ont été faits avec l'appui de la noblesse. *Che fanno i signori?* était la première question que le peuple s'adressait. A l'heure qu'il est, deux vérités sont incontestables. Politiquement parlant, les Bourbons n'ont pas en Sicile un seul partisan sérieux. Il y a dans certaines parties de l'opinion publique une opposition vive, à peine y a-t-il une trace de parti radical. L'idée que la Sicile puisse former une république indépendante est le rêve de quelques esprits, mais ce n'est rien de plus qu'un rêve. Dans la pratique, tous sont d'accord pour maintenir l'état de choses actuel, état imposé par la meilleure des raisons, une évidente nécessité.

On ne peut nier que le banditisme, ou plutôt un état d'insubordination locale, ait existé dans les provinces de l'ouest et y ait produit des actes regrettables. Il ne faut pas demander à des populations mal gouvernées durant des siècles l'ordre et le respect de la loi, qui sont le résultat d'une longue habitude de paix et de régularité. La *vendetta* est au fond de la plupart de ces méfaits. Chez des populations ardentes, pour lesquelles la garantie de l'état a été nulle durant des siècles, la vengeance privée se présente comme une sorte de devoir. Nul ne doit se faire justice à soi-même; cela est facile à dire dans des sociétés où le gouvernement se charge très réellement d'une mission de justice et de protection. Mais une telle abdication du droit de la défense personnelle eût paru une amère dérision avec les gouvernemens que la Sicile a eus durant six cents ans. Une autre source d'actes regrettables est le sentiment plus fier que légal avec lequel le tenancier entend ses droits à l'égard du propriétaire. Les exigences de celui-ci vont souvent se briser contre une idée de la propriété qui a été celle du passé et n'est plus celle de notre temps. Le chef féodal n'était pas un propriétaire comme celui qui de nos jours achète une terre; dans beaucoup de pays, ses vassaux étaient ses copropriétaires. Blessé dans une prétention instinctive, à laquelle sa fierté ne peut renoncer, le tenancier va jusqu'à l'assassinat sur le régisseur, et à partir de ce moment devient un homme hors la loi. Un fait que nous avons pu observer, c'est que les grands propriétaires nobles qui traitent leurs fermiers selon les anciens usages peuvent traverser la Sicile sans rencontrer autre chose que la sympathie et le respect. Une autre génération se pliera mieux aux exigences nouvelles. Les chemins de fer surtout amèneront une transformation complète dans l'état de la Sicile. Nul pays n'en a plus besoin, car c'est un pays fait surtout pour l'exportation. L'extraction du soufre produit des millions; cette extraction

se fait par des procédés singulièrement primitifs. De malheureux enfans, une lampe attachée au milieu du front, amènent la matière première par des escaliers ou plutôt des précipices de 200 et 300 mètres; des ânes transportent ensuite le soufre extrait de ces minéraux. Que de forces seraient épargnées par un treuil et quelques rails! La richesse extrême de la côte orientale de l'île, au pied de l'Etna, cette prospérité sans égale de Catane, d'Aci-Reale, de Messine, ne tient qu'à une seule cause, aux chemins de fer. Les réclamations de la Sicile sur ce point sont tout à fait fondées.

En somme, le Sicilien a de graves défauts et de précieuses qualités. Les défauts peuvent être atténués, et les qualités bien employées. Les défauts sont un amour-propre excessif, une certaine tendance à se contenter de généralités superficielles, un feu qui ne se gouverne point assez, trop peu d'horreur pour l'effusion du sang. Les qualités sont celles qui ne se remplacent pas, le cœur, l'enthousiasme, l'intelligence vive et prompte, l'instinct sûr, l'ardeur sans bornes. On me dit que, dans ce qui touche à l'éducation militaire, le Sicilien apprend en cinq jours ce que l'Italien d'autres provinces n'apprend qu'en un mois. Les chants et les croyances populaires recueillis par M. Pitré prouvent ce qu'il y a dans cette race d'esprit, de vie, de poésie. Nous autres, races du nord, devons éviter de croire que nos solides qualités suffisent à l'œuvre du progrès. A nous seuls, nous n'aurions jamais fait la civilisation. Il y faut le brillant, la désinvolture de ceux qui ne doutent de rien. Un étranger (non un Français) que l'un de nos amis consultait sur l'état moral du pays et sur les réformes urgentes : « Des réformes? dit-il. Une seule serait efficace; ce serait une inondation qui montât aussi haut que l'Etna, de façon que la Sicile fût débarrassée des Siciliens. » Ce sévère critique n'ajoutait pas ce qu'il pensait sans doute, savoir : que la Sicile fût repeuplée par des gens de sa nation. Erreur; l'espèce humaine est un ensemble bien plus compliqué qu'on ne croit. Les dons les plus divers y sont nécessaires; la race qui dit : « La civilisation, c'est mon œuvre; l'esprit humain, c'est moi, » blasphème contre l'humanité.

III.

M. Bonghi décida qu'après l'achèvement des travaux du congrès, la commission nationale des antiquités visiterait toutes les grandes ruines de la Sicile, pour se bien rendre compte des points où il importe le plus d'exécuter le travail des fouilles. Il voulut faire partie lui-même de cette rapide expédition, et il y invita les savans

étrangers venus au congrès. Les voyages de Montréal, de Solunto, de Cefalù, avaient pu être accomplis en une journée. Une course de dix jours fut savamment organisée pour nous montrer ensuite les grands monumens de l'antiquité qui assurent à la Sicile un rang archéologique presque égal à celui de la Grèce. Cette course a produit chez ceux qui l'ont faite une vive impression. L'infatigable activité du ministre ne laissait aucune place au repos; pendant dix jours, nous ne sûmes guère ce que c'est que le sommeil; mais le spectacle du passé et du présent était si étrange que nous ne sentîmes la fatigue que plus tard. Chose singulière, ma jambe raide et mon pied traînant ne se refusèrent pas une fois à leurs devoirs les plus pénibles. Le mal n'était pas guéri, il était oublié.

Nous dîmes adieu aux grands arceaux du château de Roger le mardi, 7 septembre, à cinq heures du soir. Nous revîmes Montréal à la nuit tombante; je saluai la belle abside du roi Guillaume II, et je pus serrer la main à ce bon chanoine qui, lors de notre première visite, voulut bien être mon guide, mon exégète et mon soutien. La nuit nous prit gravissant les sommets qui forment le fond du bassin de Palerme. Nous entrions dans le bassin du golfe de Castellamare, dans les vallées qui produisent le délicieux vin de Zucco. Tous les villages étaient illuminés; la vue d'un représentant du gouvernement que ces populations n'avaient connu jusque-là que de loin les remplissait de joie. Chaque fois le ministre devait descendre; les *scienziati* étaient aussi fort demandés; on les avait annoncés, les localités qui avaient voté des fonds pour la réception voulaient les avoir. Cet empressement était touchant et empreint d'une cordialité extrême. Partout on nous servait des rafraîchissemens excellens et les vins du pays. Le patriotisme local s'en mêlait. A Partenico : « Trouvez-vous nos glaces meilleures que celles de Borgetto? » A Borgetto : « Notre vin, n'est-ce pas, vaut mieux que celui de Zucco? — Oui, sans doute, » répondions-nous, et c'était vrai. Ces vins de Sicile sont des sirops exquis. Ils diffèrent de village à village et le meilleur paraît celui qu'on a goûté le dernier.

Ce mot de village demande explication. L'analogue de ce que nous appellerions en France un gros bourg, un chef-lieu de canton, est en Sicile une ville de 10, 15, 18,000 âmes. L'absence de hameaux et de population éparse dans les campagnes explique cette singularité. Il n'y a pas de pays où il y ait autant de villes populeuses, et ces villes sont situées à deux ou trois lieues l'une de l'autre. Il est vrai qu'à certains égards ces grandes villes n'étaient dernièrement encore que des villages. Bagheria, à la porte de Palerme, a 15,000 habitans, et n'avait pas une école sous l'ancien gouvernement.

Nous devions coucher à Alkamo, ancien chef-lieu arabe, où les mœurs sont encore très bien conservées. Le syndic, en véritable cheik, avait fait demander qu'on lui spécifiât bien les qualités des personnes qui devaient venir, pour que chacun fût traité selon son rang. Il était trois heures du matin quand nous arrivâmes. Ces campagnes sont très fiévreuses. Plusieurs s'endormaient de fatigue au fond des voitures; mais les Siciliens ne le souffraient pas, prétendant que l'on courait ainsi un grand danger de prendre la fièvre. Les murs et les tours d'Alkamo illuminés faisaient à 2 et 3 lieues dans la campagne un effet saisissant. La réception fut particulièrement chaleureuse. A quatre heures, nous délibérâmes. Se coucher pour se lever à six heures était peu sage. On remonta donc en voiture pour atteindre le plus tôt possible les ruines de Ségeste. Nous vîmes l'aube se lever sur les bords du Crimissus, témoins de cette brillante campagne de Timoléon contre les Carthaginois où naquit la stratégie, bientôt poussée plus loin encore par les capitaines de l'école d'Alexandre. Vers sept heures, un temple magnifique, intact en apparence, nous apparut à l'horizon, noyé dans les rayons du soleil. C'était Ségeste. Nous laissâmes les voitures sur les bords du Crimissus, et en une demi-heure de cheval nous atteignîmes le temple, situé au pied de la ville antique qui, par son alliance avec les Romains, joua dans l'histoire de la Sicile un rôle si décisif.

Pour l'archéologue, le temple de Ségeste a des problèmes singuliers. Il semble n'avoir pas été achevé. Sans doute, la destruction de la ville par les Carthaginois, en 409 avant Jésus-Christ, aura suspendu l'ouvrage. Les cannelures des colonnes ne sont pas faites; les superfluités ne sont pas abattues; la cella semble n'avoir jamais existé. Pour l'artiste, le temple de Ségeste est un des monumens qui ont le plus d'effet. La colonnade, l'architrave, les triglyphes, les métopes non sculptées sont tout à fait intacts. Les chapiteaux doriques ont une mollesse, une flexibilité de courbe qui n'a pas été surpassée. La couleur de la pierre, son aspect spongieux, la certitude que la main d'aucun restaurateur n'a ici passé entre l'antiquité et nous, fait que l'on reste pensif durant des heures à l'ombre de ces colonnes. La ville antique a disparu, excepté le théâtre. Rome ne rendit à son alliée qu'une existence éphémère, et la fable d'une origine troyenne ne suffit pas pour la préserver de l'abandon.

Ségeste est un désert; mais Calatafimi et toutes les localités environnantes y étaient accourues pour voir le ministre et les *scienziati*. Sous une tente dressée avec goût, nous trouvâmes un déjeuner excellent. On but aux vieux héros de Ségeste, à la paix et à la concorde qu'ils ne surent pas fonder, aux morts de 1860 qui, plus heureux que leurs ancêtres, donnèrent sur ce champ de bataille la

Sicile à l'Italie, et vers une heure, sous un soleil ardent, nous remontâmes en voiture pour atteindre Trapani avant la fin du jour.

Nous contournâmes l'Éryx (Monte San-Giuliano), que tant de fois dans mes voyages j'avais vu, en doublant vers Maritimo le cap Lilybée, se profiler à l'horizon. Il est plus beau encore du côté de la terre que du côté de la mer. Coupé à pic, il soutint dans la première guerre punique des siéges de deux années. Monter à l'Éryx, voir les traces de ce célèbre sanctuaire de la Vénus Érycine, que le marin phénicien voyait de 20 lieues à la ronde se dessiner comme le paradis où il aurait la récompense de ses peines, eût été mon rêve. Il fut impossible d'y songer; les heures étaient comptées, et il faut un jour pour gravir le Monte San-Giuliano. M. Polizzi d'ailleurs, l'excellent bibliothécaire de Trapani, du pied de la montagne m'expliquait tout, pierre par pierre, me racontait ses recherches pour retrouver la célèbre inscription carthaginoise d'Éryx et me prouvait qu'il ne faut pas espérer la revoir. Cette pierre curieuse a été vue au XVIIe siècle par un nommé Cordici, qui a laissé une histoire manuscrite de Monte San-Giuliano, laquelle se trouve à la bibliothèque communale de Palerme. Cordici en donne un dessin des plus grossiers, que Torremuzza reproduisit par à peu près, et que Gesenius reprit avec peu de soin dans l'ouvrage de Torremuzza. Ainsi défaçonnée par trois intermédiaires, l'inscription était indéchiffrable; il eût mieux valu ne pas s'en occuper, surtout à une époque où l'interprétation des monumens phéniciens était à l'état d'enfance. Je ne sais quelle chimère a porté Gesenius, Ebrard, Meier, Blau, à y voir un morceau de littérature, une lamentation funèbre sur la mort d'une jeune fille. Toutes ces belles choses sont à biffer. Grâce à M. Polizzi, à M. Amari, à M. Salinas, nous possédons maintenant des calques rigoureusement exacts et des photographies de la copie de Cordici qui est à la bibliothèque de Palerme. En outre une autre copie également autographe de l'ouvrage de Cordici a été découverte à Monte San-Giuliano. Avec ces secours, on peut apercevoir l'original mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, et, bien qu'on soit loin encore d'avoir lu tout l'ensemble, on en voit assez pour affirmer que l'inscription était votive et s'adressait à *Rabbath Astoreth* (Vénus Érycine), sous le vocable de « Prolongatrice de la vie (1). »

Nous avions un besoin extrême de repos; mais comment résister aux invitations de la municipalité de Trapani, qui nous convoquait à un banquet pour onze heures du soir? L'amabilité extrême de nos hôtes nous permettait du reste cette quiétude, ce

(1) Ou « force de vie, » *Kebar hayyim*. Comparez *Oz hayyim* dans l'inscription de Lapithos (Chypre).

demi-sommeil les yeux ouverts que nous devions pratiquer durant huit jours. Un splendide éclairage au gaz faisait de la salle une étuve où tous les rhumatismes du monde eussent dû céder. Les *brindisi* se succédaient dans un état de demi-rêve que l'indulgence de nos voisins acceptait en souriant. Le lendemain à huit heures, nous avions visité la bibliothèque, le musée, et nous étions embarqués sur l'*Archimède*, belle frégate à vapeur où la courtoisie de M. le commandant Conti nous avait préparé la plus aimable des installations.

Je revis Éryx de la mer, et je saluai à distance cette petite île de Maritimo qui me rappelait de vifs souvenirs. Lors de mon premier voyage d'Orient, je m'éveillai le second matin après le départ en face de cette petite île, rayonnante de soleil, parée de verdure par les pluies d'octobre. Cette fois je la trouvai aride, sans rosée. Un mois de différence est beaucoup en cette saison, mais quinze ans aussi sont beaucoup dans la vie. Peut-être Maritimo m'apparut ainsi

Quand' era in parte altr' uom da quel ch' i' sono.

Des parties de moi sont mortes depuis; nous mourons, à vrai dire, par lambeaux.

Verrions-nous Sélinonte? Telle était la question que nous nous adressions depuis que la frégate avait doublé Marsala (le cap Lilybée). Sélinonte ne saurait guère être visité que par mer. Or cette côte, dénuée de port, offre à un grand navire des difficultés extrêmes. Obligé de se tenir à une demi-lieue du rivage, il ne peut lancer ses embarcations que si la mer est sûre; le moindre grain, le moindre caprice rend le retour des chaloupes impossible (nous avions failli en faire l'expérience à Cefalù). Le commandant ne nous laissa descendre qu'en nous avertissant que si, pendant notre visite aux ruines, le vent s'élevait, il devrait gagner Trapani et nous abandonner à notre sort. Le temps nous fut merveilleusement propice. Nous croyions aborder à un désert: des vingtaines de barques nous attendaient; un débarcadère, une route, avaient été improvisés par les gens de Castelvetrano; des voitures nous avaient été préparées. Sûrement les ruines eussent gagné à être visitées dans la solitude; mais ces attentions, cette cordialité, ce sentiment naïf de gens qui se croyaient oubliés du monde, maintenant fiers qu'un ministre et des hommes qu'ils supposent célèbres viennent visiter leur île, tout cela, dis-je, avait quelque chose qui nous allait au cœur. Le syndic de Castelvetrano nous le disait d'une manière touchante; quand parfois la foule nous étouffait: « Songez, messieurs, que ces gens ont fait 30 milles pour vous voir. » La politesse et les égards avec lesquels les auto-

rités traitaient jusqu'au moindre enfant nous frappèrent. Des glaces, des sorbets excellens, un vin de feu, nous attendaient à chaque ruine. Il n'en fallait pas moins pour nous soutenir. Un soleil terrible, une terre gercée par cinq mois torrides et que perçait seul un délicieux petit lis blanc double, un marais infect, autrefois desséché, dit-on, par Empédocle, mais qui, depuis la mort du grand ingénieur agrigentin, a repris tous ses droits à empester le pays, faisaient de cette journée la plus rude de toutes; mais quel sublime spectacle! Sept temples, dont cinq énormes, sont là gisant sur le sol; le diamètre des colonnes va à $3^{m},32$, et partout ces merveilleux chapiteaux doriques, la plus belle chose que l'homme ait jamais inventée! Nulle part on ne saisit mieux qu'ici, pas à pas, les progrès de ces courbes divines arrivant à la perfection. Chaque essai, chaque tâtonnement est visible, et, chose plus extraordinaire que tout le reste! quand les créateurs de cet art merveilleux eurent réalisé le parfait, ils n'y changèrent plus rien. Voilà le miracle que les Grecs seuls ont su faire : trouver l'idéal, et, une fois qu'on l'a trouvé, s'y tenir.

Ah! pourquoi ces demi-dieux crurent-ils qu'il était de leur devoir de s'entre-dévorer? Les ruines de Sélinonte font sous ce rapport l'impression la plus triste. Cette immense destruction, accomplie savamment et avec un dessein arrêté, fait sûrement maudire Carthage, qui amena sur ce monde délicat les sauvages mercenaires de l'Afrique; mais elle fait surtout détester ces divisions de ville à ville, ces guerres fratricides où s'est abîmé le monde grec. La destruction de Sélinonte fut l'œuvre de Ségeste, et Ségeste, un an après, tombait à son tour. On comprend qu'après cela la paix romaine ait semblé un bienfait.

Ces ruines de Sélinonte sont dignes de la Grèce par la grandeur et la perfection du travail. La commission archéologique fut unanime pour demander au ministre que désormais le grand effort des fouilles siciliennes portât sur ce point. Déjà les recherches de M. Cavallari ont eu les plus heureux résultats, en particulier autour de l'acropole. Là ont été trouvées ces métopes célèbres qui font maintenant l'ornement du musée de Palerme, monumens d'un style archaïque, encore asiatique, et qui expliquent peut-être la transition tant cherchée entre l'art de l'Orient et celui de la Grèce. Les autres métopes de Sélinonte nous montrent pas à pas les progrès de la sculpture. Comme au moyen âge, ces progrès n'allèrent pas tout à fait de pair avec ceux de l'architecture. Celle-ci avait arrêté ses formes quand la sculpture hésitait encore. L'école dorique de Sicile se laissa devancer par l'école attique. Plusieurs de ces œuvres un peu gauches sont contemporaines du Parthénon. Un trait bien

remarquable, c'est que les parties nues des figures de femmes y sont exécutées en marbre blanc, exactement comme, sur les vases peints, les mains, les pieds, les têtes des personnages féminins sont en blanc pâle. La polychromie, recouvrant le tout, pouvait dissimuler ce que ces rajustages de matières différentes ont pour nous de choquant.

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, l'*Archimède* nous porta de Sélinonte à Agrigente. La ville de Girgenti, bâtie dans l'acropole de la vieille Agrigente, se trouvant assez éloignée de la mer, il s'est bâti au pied de la montagne un petit port qui, depuis quelques années, a pris une extrême importance commerciale par l'expédition du soufre; on l'appelle *Porto Empedocle*. Nous y abordâmes sous un portique décoré des statues de Victor-Emmanuel et d'Empédocle. Empédocle en effet est encore le demi-dieu d'Agrigente. Philosophe, savant, ingénieur, musicien, médecin, prophète, thaumaturge, il trouva encore avec cela le temps d'être un démocrate, de donner une constitution à sa république, de fonder l'égalité civile, de refuser une couronne, d'abattre l'aristocratie de son temps. Ce dernier trait n'a pas peu contribué à sa moderne fortune. Le parti libéral de Girgenti vit à la lettre d'Empédocle. Son image se voit à chaque pas; son nom est prodigué aux lieux publics à l'égal de celui de Garibaldi; à peine y eut-il un discours où sa gloire ne fût rappelée. Cette gloire est en somme de bon aloi. Empédocle ne le cède à aucun de ces génies extraordinaires de la philosophie grecque anté-socratique, qui furent les vrais fondateurs de la science et de l'explication mécanique de l'univers. Les fragmens authentiques que nous avons de lui nous le montrent soulevant tous les problèmes, approchant souvent des solutions qu'on devait trouver deux mille deux cents ans plus tard, côtoyant Newton, Darwin, Hegel. Il fit des expériences sur la clepsydre, reconnut la pesanteur de l'air, eut l'idée de l'atome chimique, de la chaleur latente, soupçonna la fécondité de l'idée d'attraction, entrevit le perfectionnement successif des types animaux et le rôle du soleil. En biologie, il ne fut pas moins sagace : il proclama le grand principe *Omnia ex ovo*, l'appliqua à la botanique, eut quelque notion du sexe des plantes, vit très bien que le mouvement de l'univers n'est qu'un réemploi d'élémens désagrégés, que rien ne se crée ni ne se perd. Il conçut même la chimie des corps organisés, et se passa des dieux dans ses hypothèses. Lucrèce lui doit autant qu'à Épicure. Par d'autres côtés, ce Newton paraît doublé d'un Cagliostro; il ne marchait dans les rues d'Agrigente que grave et mélancolique, avec des sandales de bronze, une couronne d'or sur la tête, au milieu de jeunes gens qui l'acclamaient. Il se défendait faiblement quand on lui prêtait des

miracles, même des résurrections, et qu'on l'adorait comme un dieu. Les Agrigentins modernes n'admettent pas ces reproches et ne veulent voir dans leur célèbre compatriote qu'un « savant tout occupé à moraliser le peuple, qu'un grand citoyen qui rendit à sa patrie ses droits politiques et donna l'exemple de l'abnégation en refusant l'autorité suprême. »

Sélinonte n'est plus qu'un cadavre de ville. Agrigente vit encore et compte près de 20,000 habitans. L'aspect de ce sommet couronné de maisons serrées, s'élevant sur les substructions antiques et sur les flancs taillés du rocher, est grandiose, austère. Le manque d'eau, l'aspect aride de la campagne, portent encore à la tristesse. La ville moderne, avec ses rues étroites, son air sombre, inaccessible et fermé, sa cathédrale étrange, tout espagnole, semble un reste d'un autre monde. A mi-côte s'étend la ville antique avec ses sept ou huit temples, rangés pour la plupart le long de l'ancien mur, de façon que du port cette ligne d'édifices se profilait sur le ciel. Le temple dit des géans était sûrement quelque chose d'unique; il présente les plus grandes colonnes doriques que l'on connaisse. Diodore dit vrai à la lettre : un homme peut se tenir dans leurs cannelures; l'abaque des chapiteaux renversés à terre produit une sorte de stupéfaction. Un seul des talamons qui portaient l'architrave est étendu sur le sol. L'effet de ce colosse, dont les pièces désarticulées semblent les osselets d'un squelette, est tout à fait saisissant. Les pieds sont joints et minces; ces colosses n'ont jamais rien porté effectivement; ils étaient adossés à un mur ou à des pilastres. J'incline à croire qu'ils avaient l'air de soutenir un plafond à l'intérieur de la cella, ce qui expliquerait comment Diodore n'en parle pas. A l'extérieur, un tel décor eût trop frappé pour qu'on eût pu le passer sous silence. Le curieux sceau de Girgenti au moyen âge, représentant l'*aula gigantum* (1), fournit des argumens pour et contre cette opinion. Ce qui me paraît certain en tout cas, c'est que ce temple des géans se rapporta primitivement à un culte oriental. Girgenti offre bien d'autres traces d'influence phénicienne dans son temple de Jupiter Atabyrius (du Tabor), de Jupiter Polieus (Melkarth), situé à l'intérieur de l'acropole, et dans les indices du culte de Moloch qui se lisent clairement dans les fables relatives au taureau de Phalaris. Ces géans, s'ils étaient à l'intérieur de la cella, pouvaient jouer le rôle des colosses osiriens dans les avenues des temples d'Égypte, et des *séraphim* dans le temple de Jérusalem.

(1) Signat Agrigentum mirabilis aula gigantum.

Piccone, *Memorie storiche agrigentine*, p. 453.

Les autres temples d'Agrigente sont beaux sans doute; mais, quand on a vu Athènes, on est difficile. Le soin de l'exécution y est bien moindre que dans les édifices athéniens. Une sorte de stuc revêtait la colonne et dissimulait toutes les imperfections du travail. Des négligences, des à-peu-près comme ceux qu'on remarque dans la plupart des temples égyptiens, se rencontrent ici à chaque pas. L'imprévoyance de l'architecte se trahit. Décidément, la perfection a été l'invention des Athéniens. Venant les derniers, ils ont innové en réalisant l'idée d'édifices bâtis *a priori* dans la carrière, d'édifices où chaque pierre est taillée d'avance pour la place qu'elle doit occuper. L'exécution des détails de l'Erechtheum par exemple est une merveille qui dégoûte de tout ce que l'on voit ensuite. Dans les temples d'Agrigente, l'enduit et la polychromie masquaient les défauts. Tout voyage, toute recherche, toute étude nouvelle est ainsi un hymne à Athènes. Athènes n'a rien créé de première main; mais en toute chose Athènes a introduit l'idéal. Et quel respect pour la Divinité! Comme on ne cherche pas à la tromper! On a découvert dans un trou devant le Parthénon un tas de tambours de colonnes rebutés. Il faut y regarder de très près pour apercevoir le défaut qui les a fait rejeter. Ce qu'on ne voit pas est aussi soigné que ce qui est visible. Rien de ces honteux décors vides, de ces apparences menteuses qui forment l'essence de nos édifices sacrés.

Cette rude journée nous avait épuisés, et le cordial banquet que nous donnèrent les Agrigentins sur le champ même des ruines n'avait fait que nous inspirer le désir du repos. Nous reçûmes avec joie la nouvelle que l'hospitalité nous était préparée chez Gellias. Gellias fut un riche citoyen de l'ancienne Agrigente (ve siècle avant Jésus-Christ) qui avait fait bâtir un grand nombre d'hôtelleries, à chacune desquelles était attaché un portier qui invitait les étrangers à entrer pour recevoir une gratuite et splendide hospitalité. Son nom est devenu celui d'un hôtel, où nous prîmes un fort doux repos, — doux, mais court. A cinq heures du matin, une course rapide, exécutée partie en chemin de fer, partie en voiture, partie à cheval, nous mena au cœur de la Sicile, à Racalmuto, centre de l'extraction du soufre, industrie qui prend de tels développemens, par suite des besoins de l'industrie moderne, que la province de Girgenti en deviendra l'un des pays les plus riches du monde. C'est l'Afrique que nous vîmes ce jour-là se dérouler devant nous en cette chaîne de collines brûlées par les fumées sulfureuses, sans arbres, sans verdure, sans eau. La gaîté sicilienne résiste à tout. Les réceptions de Grotte et de Racalmuto furent de toutes peut-être les plus originales, les plus empreintes de curiosité aimable. Je n'oublierai jamais la *banda* musicale de Grotte. Elle s'obstinait à résoudre un

problème que j'aurais cru insoluble, à suivre le ministre après son départ en jouant à perte d'haleine. Je vois encore un ophicléide passant à travers les roues des voitures sans omettre une seule note. Le chef de la troupe, jouant de la clarinette avec une volubilité sans nom, courait d'une course effrénée, se servant de son instrument comme d'un bâton indicateur pour montrer le chemin à ses compagnons. Le Sicilien ne se soucie pas de savoir si on le regarde; il agit pour sa satisfaction propre. L'idée de se surveiller pour éviter un prétendu ridicule ne vient qu'à des gens qui ne sont pas sûrs de leur noblesse historique, et qui n'ont pas toujours conscience d'obéir à un entraînement élevé.

En une nuit et une matinée, l'*Archimède* nous eut portés à Syracuse. La ville actuelle n'occupe plus que l'île d'Ortygie, la plus petite des parties de l'ancienne cité. Achradine, Néapolis, Tyché, les Épipoles, sont occupés par des champs ou des jardins. Tout cela faisait une enceinte qui égalait presque celle de Paris avant les fortifications. Au premier coup d'œil on dirait que les monumens antiques de Syracuse ont disparu; une étude attentive révèle bientôt tout un monde. Quel temple savamment restauré vaut cette cathédrale bâtie dans un temple dorique des plus nobles proportions? La transformation s'est faite d'une manière étrange. La cella a été supprimée, les colonnades ont été embloquées dans un mur qui embrasse les fûts, les chapiteaux, l'architrave, visibles encore, quoiqu'en partie noyés dans le moellon. Je ne connais pas d'autre exemple de ce genre d'appropriation chrétienne. Souvent la cella a été transformée en église, comme cela eut lieu au Parthénon. A Aphrodisias en Carie, on a bâti deux murs extérieurs au péristyle, si bien que les colonnades devinrent intérieures, et dessinèrent trois nefs comme à Sainte-Marie-Majeure. Ici le mur a été fait sur la colonnade elle-même. L'architrave est conservée; à certains endroits, les triglyphes font créneau sur l'architrave. J'ai vu peu d'effets d'un pittoresque aussi complet. Cette fois encore je me trouvai en désaccord avec de zélés archéologues, dont l'admiration pour l'antiquité est parfaitement éclairée, mais peut-être un peu exclusive. Faire voter des fonds pour bâtir à l'évêque une nouvelle cathédrale et dégager le temple antique était le vœu que j'entendais former autour de moi. Je ne pus le partager entièrement. Le temple se voit bien tel qu'il est, et le vide même de la cathédrale avec ses trois nefs fait ressortir la grandeur de l'édifice antique.

Les fouilles de M. Cavallari ont été à Syracuse, comme ailleurs, fructueuses et bien dirigées. Un temple des plus anciens, avec une belle inscription archaïque, est sorti de ces déblaiemens, qui mériteraient d'être continués. Le théâtre, l'amphithéâtre, le nymphæum,

la voie des tombeaux, les fortifications de l'Épipole, élevées par Denys le Tyran, et surtout ces *latomies* grandioses, qui jouent un si grand rôle dans l'histoire de Syracuse, font la plus vive impression. Rien ne peut rendre l'effet de ces carrières à ciel ouvert, d'une profondeur énorme, au fond desquelles s'étalent, à l'abri des masses taillées par la scie antique, de frais et luxurians jardins de figuiers et d'orangers. La nature inégalement friable des couches de calcaire a produit dans les parois les jeux les plus bizarres; une belle végétation de lierre et de rinceaux pendans forme devant chaque échancrure de rocher des rideaux transparens de verdure. Un déjeuner avait été préparé dans une de ces salles à demi hypogées; un écran de citronniers et de grenadiers rejoignant les guirlandes naturelles que formaient les plantes grimpantes produisait un délicieux demi-jour. A une hauteur immense au-dessus de nos têtes, et comme suspendus aux parapets de tours démesurées, se dessinaient quelques spectateurs mêlés aux arbres suspendus sur l'abîme. Une musique excellente faisait retentir ces longs couloirs de l'hymne royal de Savoie; mais nous avions peine à ne pas entendre, à travers ces sons harmonieux, les gémissemens qui remplirent autrefois ces cavités aujourd'hui si riantes, et particulièrement le désespoir des 7,000 Athéniens, qui y périrent de faim et de misère après la folle expédition de 413.

Les catacombes et une vieille crypte ornée de peintures ont de l'intérêt pour l'archéologie chrétienne; le musée, outre une Vénus bien connue, a quelques fragmens grecs qu'on dirait provenir du Parthénon; mais la perle antique de Syracuse, c'est encore l'Anapus. Seul à peu près entre tous les fleuves de Sicile, l'Anapus a toute l'année un volume d'eau supérieur à celui d'un ruisseau. La beauté plantureuse de la campagne de Syracuse vient des eaux de ce petit fleuve, dérivées de la montagne et amenées par des aqueducs anciens sur les hauteurs des Épipoles. La vallée, malgré toutes ces saignées, conserve encore une masse d'eau assez sérieuse, laquelle, à 2 kilomètres environ de la mer, est triplée ou quadruplée par une énorme source, la fontaine Cyanée, qui naît dans la basse vallée d'un gouffre analogue à celui du Loiret, et envoie ses eaux à l'Anapus après un cours d'environ une lieue et demie. Elle est tout ce temps navigable pour de fortes barques. Cette petite navigation, avec ses effets tour à tour gais et mélancoliques, est une des choses les plus ravissantes qui se puissent voir. Peu de choses m'ont fait autant de plaisir. On prend une barque au quai de Syracuse; on traverse ce beau port, l'un des plus grands, des plus profonds, des plus sûrs du monde; on franchit non sans peine une barre à l'embouchure du fleuve et l'on entre dans une belle eau limpide,

profonde, rapide, bientôt après dans une petite forêt de roseaux immenses et de papyrus. Le papyrus ne croît en Europe que dans la vallée de l'Anapus. En Égypte, il devient rare. Si cette plante, qui a rendu de si grands services à l'esprit humain et qui mérite une place si capitale dans l'histoire de la civilisation, pouvait un jour être en danger de disparaître, je voudrais que les nations civilisées, à frais communs, lui assurent une pension alimentaire dans la vallée de l'Anapus. Ces masses touffues de tiges vertes, flexibles, de 15 et 18 pieds de haut, couronnées par un élégant épanouissement de fils légers terminés en éventail, forment de petites îles impénétrables dans l'eau pure de Cyanée. La végétation aquatique qui s'établit dans ces canaux rarement troublés est d'une fraîcheur exquise. Ce sont de vraies prairies flottantes qui couvrent la surface du ruisseau et ondulent sous le mouvement de la rame, comme l'eau elle-même. De belles feuilles vertes en forme de conques tournées vers le soleil étalent tout le luxe voluptueux d'une végétation hâtive. D'innombrables petites grenouilles sautent sur ces surfaces vertes; nous nous prîmes à envier leur bonheur : il est vrai qu'il y a l'hydre des ruisseaux qui les mange; mais elles n'y pensent pas, et peut-être beaucoup meurent de vieillesse, « de leur belle mort, » comme on dit bien improprement.

Le gouffre même de Cyanée est un miracle de limpidité. On voit à des profondeurs infinies le trou d'où elle émerge et les innombrables poissons qui poursuivent dans l'abîme leur heureuse vie d'éternel mouvement. Cyanée, comme Aréthuse, fut une nymphe chaste. Elle mourut de chagrin de n'avoir pu empêcher Pluton d'enlever Proserpine, et fut changée en fontaine à force de pleurer; mais, plus heureuse qu'Aréthuse (celle-ci a disparu (1); le bassin qu'on montre aujourd'hui dans Ortygie provient d'un aqueduc), Cyanée a été immortelle. Hélas! elle est toujours sévère pour ceux qui l'approchent. Rester une heure de trop sur ses bords à certaines heures, c'est s'exposer à la fièvre. Le coucher du soleil y est comme un coup de théâtre. Un froid subit vous pénètre; chaque mouvement de l'air semble apporter un frisson; les fleurs et les feuilles se ferment; le petit monde qui s'ébattait sur les prairies flottantes se retire dans les profondeurs; un autre, invisible jusque-là, apparaît dans les airs. Cette fraîcheur semble délicieuse; prenez garde, la nature est traîtresse; elle n'est jamais plus caressante que quand elle tue.

Une scène charmante nous transporta aux jours des *muses sicé-*

(1) Ceci est énergiquement nié par les Syracusains modernes, qui prétendent que l'Aréthuse actuelle est bien une source provenant des montagnes voisines.

lides, à ces jours où la musique et la poésie pastorale sortirent de la bonne humeur des pâtres siciliens. Un son de flûte venait à nous à travers les roseaux et les papyrus. Le son se rapprochant peu à peu, nous nous trouvâmes bientôt en face d'un paysan étendu dans les herbes, au bord même du ruisseau, et jouant d'inspiration. Il y avait des heures qu'il était là; le passage de nos barques ne lui fit ni lever la tête, ni interrompre son jeu un seul instant. Il chantait à Cyanée, à une nature verte et fraîche, sous un beau ciel. C'était la vive image de l'invention de la flûte. Ce bon Sicilien la créait pour son compte, au nom du besoin instinctif qu'a l'homme de répondre par des sons joyeux à l'harmonie de la nature et à son sourire bienveillant.

Syracuse est la tête d'une ligne de chemin de fer, et désormais le voyage n'offrait plus aucune difficulté. Catane, grande ville, presque toute neuve, active, pleine d'avenir, Aci-Reale, à quelques lieues de là, étonnent par leur richesse et leur prospérité. Ce qu'on admire, c'est l'Etna, ses belles formes, son éternel panache, les riches cultures qui jusqu'à une certaine hauteur couvrent ses flancs. Comme le Vésuve, l'Etna n'appartient pas à une chaîne de montagnes, c'est un soulèvement isolé; cela donne à ses lignes une souplesse que n'ont jamais les pics étouffés par la chaîne dont ils font partie. Heureux ceux qui peuvent monter à ce sommet! Je dis adieu, non sans envie, à mes deux jeunes amis, qui nous quittèrent pour entreprendre la rude expédition. J'eus ma revanche la nuit suivante. Vers minuit, en allant de Catane à Aci-Reale, nous trouvâmes Aci-Castello tout illuminé; le vieux château en ruines de Roger de Loria resplendissait au milieu de la mer. Les gens du village avaient préparé des barques et nous firent faire au clair de lune le tour des grands rochers que, selon les mythes divers, le cyclope aurait lancés sur Acis, sur Galatée, sur Ulysse. De nuit, rien de plus romantique que ces masses basaltiques en forme d'aiguilles, au pied desquelles se soulevait en silence une mer sombre, pleine de terreurs.

Le théâtre de Taormina mérite sa réputation par sa grandeur, son beau style, sa situation unique, la perspective dont on jouit à travers les brèches du grand mur de la scène, et aussi par ses terribles souvenirs. Là furent égorgés, dans la première guerre servile, des milliers d'esclaves révoltés. C'est bien le premier théâtre du monde; celui d'Orange n'est que le second, bien que l'état de conservation qui nous étonne dans celui de Taormina soit dû en partie à des restaurations faites au XVIIIe siècle. La beauté de ces grandes cuves, quand elles étaient remplies par la foule, devait être quelque chose d'enivrant. Un orchestre placé sur le *proscenium*, et

jouant piano, s'entendait bien sur les gradins les plus élevés; la voix humaine au contraire y parvenait indistincte. Je ne crois pas que de pareilles enceintes servissent habituellement aux exercices de littérature. Si les conférences ont une place dans l'archéologie sicilienne, je la trouverais bien plutôt à Syracuse, dans ce petit édifice où l'on a vu à tort des bains, et qui peut-être s'expliquerait mieux par une sorte de gymnase littéraire.

La ville même de Taormina, conservée sans rajeunissement depuis des siècles, et à vrai dire impossible à rajeunir à cause de son site escarpé, ne doit point être négligée. Il ne faut pas, comme on le fait souvent, s'en tenir au théâtre; il faut pénétrer dans ces rues étroites et pittoresques, où l'imprévu se rencontre à chaque pas. De superbes échappées sur la mer, des souvenirs d'histoires tragiques, de charmans détails d'architecture ogivale, vous retiendront par un charme puissant. Le chemin de fer est au pied; en une heure, vous serez à Messine, c'est-à-dire au seuil de la Sicile, au croisement de toutes les grandes voies de la Méditerranée.

La ville éclairée de Messine et son active université ne restèrent pas en arrière des manifestations libérales qui nous avaient partout accueillis. Je connaissais Messine par les escales que j'y avais faites en allant en Orient. Déjà, comme le disent les Persans, « le corbeau de la séparation croassait au-dessus de nos têtes. » Le jeudi 16 septembre, nous serrions une dernière fois la main de tant d'hommes distingués avec lesquels nous avions contracté de si agréables habitudes de société. A quatre heures, nous étions dans le détroit, au milieu de ces petits tournans créés par les courans contraires qui produisirent dans l'antiquité les fables de Charybde et de Scylla. Il n'en faut pas trop rire : Scylla et Charybde ne font plus de victimes; mais elles sont pourtant assez fortes pour dévier sensiblement un grand bateau à vapeur qui les traverse. Nous avions perdu de vue l'Etna, et nous approchions de Stromboli, qui paraissait en un moment d'assez forte activité. Le lendemain, nous nous réveillâmes entre Capri et le cap de Sorrente. Les plans intérieurs de cette baie merveilleuse se déroulaient successivement. Le Vésuve nous parut plus beau encore que l'Etna; à l'horizon était Ischia, le terme de notre voyage, le but cherché par nous, comme Ithaque le fut par Ulysse, à travers d'assez forts détours. Dans le port même, sans descendre à terre, nous passâmes à bord du petit bateau qui mène de Naples à Procida et à Ischia. Chiaia, Pausilippe, la Mergellina, Nisida, Pouzzoles, Baïa, le cap Misène, se déroulèrent devant nous en trois heures, dont nous eussions voulu retenir le cours.

Ischia, où je venais chercher un équivalent de Vichy et de Carlsbad, sous un ciel plus beau, est un petit paradis terrestre. Nous y

avons trouvé un parfait repos, un doux climat, une solitude absolue et un ami, M. Hébert, habitué depuis longtemps à venir chercher à Ischia la santé et les inspirations du genre de celles qu'il aime. Ischia est un ancien volcan, l'Épomée, autrefois rival du Vésuve, et qui il y a cinq cents ans bouillonnait encore. La variété, l'imprévu des petits paysages formés par les déchirures des flancs de la montagne ne peuvent se décrire. Les constructions, massives, irrégulières, semblent faites exprès pour le plaisir des peintres. Je ne peux expliquer que par une occupation arabe l'usage de la coupole hémisphérique et des habitudes de bâtir qui rappellent tout à fait l'Orient. Rien de changé dans les vieilles mœurs. De tous côtés, les chants de la vendange; hier, illumination splendide de toute l'île pour la fête de je ne sais pas bien quelle madone. La petite ville de Forio, avec ses églises peintes et ses *torri de' Saraceni*, nous a enchantés. J'y ai trouvé un vrai capucin, qui met encore saint François sur le même pied que Jésus-Christ. Hébert lui ayant demandé pourquoi des deux bras stigmatisés qui décorent toutes les églises franciscaines, l'un est vêtu, l'autre nu : « L'un est le bras de Jésus-Christ, l'autre celui de saint François, nous répond-il, *perchè erano fratelli.* » Il a raison. François d'Assise est l'homme qui a le plus ressemblé à Jésus, et c'est à la grande apparition du XIIIe siècle qu'il faut demander des analogies pour expliquer les origines du christianisme. Nous demeurons à mi-côte de la colline de Casamicciola, en face de Gaëte et de Terracine, dans une maison perdue parmi les vignes, au milieu d'un labyrinthe de terrasses superposées et de petits sentiers, qui n'ont pas l'affreuse banalité des grands chemins. Rien de cet apprêté si fatigant en Suisse; pas un indigène ne s'aperçoit que tout cela est exquis. La petite Orsolina, dont Hébert fait une image excellente, ne sait pas ce que c'est que poser. C'est le Liban, avec plus de charme encore. Il nous sera bon d'être ici; le repos est doux quand on l'a bien acheté.

ERNEST RENAN.

UNE

BOURGEOISE DE PARIS

ET UN ROI DE POLOGNE

Mme GEOFFRIN ET STANISLAS-AUGUSTE PONIATOWSKI.

—

Correspondance inédite du roi Stanislas-Auguste Poniatowski et de Mme Geoffrin, avec une introduction de M. Charles de Moüy, 1 vol.; Plon, éditeur.

On croit toujours avoir épuisé les secrets de ce XVIIIe siècle qui a été emporté dans le torrent des révolutions, on pense toujours en avoir fini avec ce temps passé, et à chaque instant des révélations nouvelles viennent nous en parler encore. Tantôt c'est la politique qui se démasque et ne craint plus de découvrir ses ressorts cachés, ses mobiles intimes, ses combinaisons et ses duplicités; mémoires, dépêches et divulgations de toute sorte la montrent telle qu'elle a été dans un temps qui a vu la guerre de la succession d'Autriche, la guerre de sept ans, le partage de la Pologne, l'émancipation de l'Amérique, Frédéric II, Marie-Thérèse, Catherine de Russie, M. de Choiseul, la diplomatie décousue de Louis XV et le reste. Tantôt c'est la vie mondaine qui livre ses mystères les plus délicats ou les plus obscurs, mystères de galanterie, de fragilité élégante, d'intrigue ou d'ambition.

Ce n'est point sans doute un XVIIIe siècle tout nouveau qui revient ainsi à la lumière, c'est un XVIIIe siècle plus vrai, plus complet, dépouillé de couleurs factices, reparaissant sous des traits plus

distincts dans l'originalité de ses mœurs et de son esprit, dans la diversité de ses groupes, dans cet éclat de sociabilité et d'intelligence qui a été une des fascinations de l'Europe. Vous avez vu à Versailles un petit tableau représentant une soirée au Temple, chez ce prince de Conti à demi guerrier, à demi politique, à demi philosophe, qui s'était donné l'abbé Prévost pour aumônier. Les personnages, à peine dessinés d'un pinceau léger, s'appellent la maréchale de Luxembourg, Mme de Beauvau, Mme de Mirepoix, le prince de Conti lui-même, le président Hénault, le mathématicien de Mairan, Pont de Veyle. La conversation anime la scène, où règne une aimable liberté, et tandis que la dame souveraine du Temple, la comtesse de Boufflers, fait les honneurs en présidant au « thé à l'anglaise, » il y a au clavecin un enfant qui sera Mozart. C'est comme un rêve du passé fixé sur la toile; c'est l'image vaguement esquissée de cette vie sociale dont on n'a eu pendant longtemps que la légende, dont l'histoire se dégage et se recompose maintenant par degrés.

Que de faits peu connus ou mal connus qui sont désormais mieux précisés et retrouvent leur signification réelle! Que de figures et de caractères à peine entrevus, qui se détachent pour ainsi dire avec une netteté plus frappante dans ce mouvement de société où se mêlent la politique, la diplomatie, la philosophie, les lettres, les arts, les liaisons romanesques, à travers la comédie éternelle du monde! C'est le charme et le profit de toutes ces correspondances, qui se multiplient un peu, j'en conviens, qui vont souvent jusqu'à la minutie, mais qui en définitive n'ont pas tellement tort, puisqu'elles éclairent et animent l'histoire en la complétant, en lui rendant même parfois des personnages presque nouveaux ou des particularités inconnues des contemporains. Un jour, c'est cette duchesse de Choiseul éclipsée jusqu'ici par son brillant époux, et qui se révèle tout entière dans sa fleur de grâce honnête et d'esprit, telle qu'Horace Walpole l'avait laissé entrevoir. Un autre jour, c'est le roman de Mme de Sabran et du chevalier de Boufflers; maintenant c'est cet épisode des relations de celle qui s'appelait plaisamment elle-même « la reine de Saba, » de Mme Geoffrin, et de Stanislas-Auguste Poniatowski. Ces lettres, retrouvées dans des archives de famille, recueillies et commentées avec autant de savoir que de tact par M. Charles de Moüy, ces lettres sont, elles aussi, d'une certaine façon un roman, — le roman d'une bourgeoise parisienne, parvenue de la société polie, qu'une destinée singulière transforme en amie, en correspondante d'un jeune prince de fortune, parvenu du trône, élu roi de Pologne à la mauvaise heure.

C'est, à vrai dire, une des figures curieuses du XVIIIe siècle, cette

Mme Geoffrin, dont le nom est partout entre 1750 et 1775, dont le salon est un des premiers dans un temps où les salons sont presqu'une institution, à un moment où la France semble se consoler, par l'éclat de son influence sociale et intellectuelle, du déclin de son influence politique. Régner dans ce monde oublieux et facile quand on a le prestige de la naissance et de la position, ou les ressources de l'opulence, ou les séductions de la beauté, ou la supériorité de la grâce et de l'intelligence, ce n'est point un miracle. N'avoir ni la naissance, ni le rang, ni la jeunesse, ni la beauté, ni un esprit brillant, ni même une fortune démesurée, et arriver néanmoins à être une puissance reconnue, flattée, attirant à elle tout ce qui a un nom, courtisée de loin par les têtes couronnées elles-mêmes, voilà le difficile, — et c'est précisément la destinée de Mme Geoffrin d'avoir résolu ce singulier problème, d'avoir triomphé de tout.

Elle sortait en réalité de la bourgeoisie la plus obscure, elle était la fille d'un valet de chambre de la dauphine, et par son mariage elle n'était rien de plus que la femme d'un manufacturier de glaces, riche, laid et nul, bonhomme à qui on donnait à lire plusieurs fois de suite le même volume d'un ouvrage et qui trouvait que le livre avait du mérite, mais que l'auteur se répétait un peu. Cet honnête mari ne fit jamais de bruit dans la maison, il disparut comme il avait vécu, et comme on demandait des nouvelles de cet inconnu qu'on ne voyait plus, la bonne dame répondit : « C'était mon mari, — il est mort! » Il avait donné à sa femme son nom, une large aisance et une fille qui devint la marquise de La Ferté-Imbault. Mme Geoffrin n'avait pas de naissance, elle n'avait pas non plus d'instruction. Ce qu'elle savait, elle le tenait d'une grand'mère qui était d'avis que sa petite-fille en saurait toujours assez, si elle avait de l'esprit, qui s'était surtout appliquée à former son jugement, et à son plus beau temps Mme Geoffrin ne se piquait pas d'être instruite, témoin ce jour où, importunée de flatteries par un Italien qui vantait son savoir et ses perfections, elle répliquait vivement : « Mais, monsieur, je ne suis pas savante, mon suffrage n'est rien. Je ne sais pas l'italien,... je ne sais même pas l'orthographe... » De la beauté, Mme Geoffrin n'en eut jamais, et je ne sais trop ce que signifie cette plaisante exclamation prêtée par Diderot à Greuze : « Mort-Dieu! si elle me fâche, qu'elle y prenne garde, je la peindrai! » On dirait presqu'une menace de représailles. Enfin, quand Mme Geoffrin parut tout à fait sur la scène, elle n'était plus jeune, elle touchait au demi-siècle, elle datait de 1699, et elle en prenait gaîment son parti; elle se serait vieillie plutôt que de chercher à se rajeunir, elle semble avoir été toujours vieille. Comment donc s'explique cette fortune?

Non, Mme Geoffrin n'avait ni l'éclat du rang, ni les dons extérieurs, mais elle avait une éducation naturelle raffinée par l'expérience, un esprit adroit et souple, un sentiment délié des intérêts, des vanités et des faiblesses avec le goût des affaires du monde. Elle savait se prêter à tous sans se donner jamais, faire le bien à propos et sans illusion, offrir à chacun une occasion de briller, et c'est ainsi que, servie par la fortune du bonhomme Geoffrin, formée aux premières périodes du siècle dans la maison de Mme de Tencin, elle arrivait par degrés, patiemment, à rassembler autour d'elle un monde d'élite qui lui appartenait, où se rencontraient la bonne compagnie, les lettres, la philosophie et les arts. C'est ainsi qu'elle devenait cette puissance visible dont on sollicitait les suffrages, que Marie-Thérèse faisait complimenter, à qui Catherine II écrivait, auprès de qui les ministres étrangers demandaient à être accrédités! Le salon de Mme Geoffrin est le miracle de l'art tout personnel d'une femme habile à se servir de tout, à tout ménager, sachant mettre de la mesure, de la justesse et de l'ordre jusque dans les affaires mondaines. Cette maîtresse femme administrait supérieurement le royaume qu'elle s'était fait, elle avait ses réceptions savamment organisées, ses dîners préparés et combinés avec soin. Le lundi, elle réunissait à sa table les artistes, Vanloo, Boucher, Latour, Vien, Lagrenée; le mercredi, c'était le tour des lettrés, des philosophes, d'Alembert, Helvétius, d'Holbach, Grimm, Marmontel, Marivaux, Saint-Lambert, un membre de l'Académie des Inscriptions aujourd'hui oublié, Burigny, — l'abbé Morellet. Le soir, la maison était ouverte à la bonne compagnie, aux étrangers d'élite qui passaient ou vivaient à Paris, les Creutz, les Gibbon, les Hume, les Walpole, les Caraccioli, les Galiani et bien d'autres.

Ce n'était point sans doute un salon du grand monde comme celui du Temple, dont la comtesse de Boufflers était la reine, ou comme celui de la maréchale de Luxembourg, ou même comme celui de cette terrible marquise Du Deffand, qui parlait avec un si aristocratique dédain de « la Geoffrin » et de sa « célébrité; » ce n'était pas non plus ce qu'on appelait alors un « bureau d'esprit, » un cercle exclusivement littéraire. C'était un mélange de tout cela, un ensemble maintenu, gouverné d'une main exercée, et, dans ce salon devenu le rendez-vous du XVIIIe siècle, le personnage le plus frappant est encore cette maîtresse de maison que Mme Suard représente avec « sa taille élevée, ses cheveux d'argent couverts d'une coiffe nouée sous le menton, sa mise si noble et si décente et son air de raison mêlée à la bonté. » Diderot dit de son côté : « Je remarque toujours le goût noble et simple dont cette femme s'habille;... une étoffe simple d'une couleur austère, des manches

larges, le linge le plus uni et le plus fin, et puis la netteté la plus recherchée... » Ainsi elle apparaît, bourgeoise par la tenue comme par le caractère et par l'esprit, propre, décente, inspirant un certain respect par son honnêteté et au besoin puisant dans une conscience tranquille une bonne humeur relevée d'un ton de gronderie protectrice.

Sans être une femme du grand monde et sans être jeune, Mme Geoffrin ne laissait pas d'être recherchée par les femmes les plus brillantes comme par la jeunesse, et c'est elle qui écrit un jour : « Je suis si gaie qu'un troupeau de jeunes dames de vingt ans viennent me voir quand elles veulent se divertir. Je les fais pâmer de rire. Mme d'Egmont est à leur tête. Elles me demandent souvent des petits soupers. Je les gronde sur l'usage qu'elles font de leur jeunesse, et je les prêche pour se procurer une vieillesse saine et gaie telle qu'est la mienne. » Mme Geoffrin ne se refusait pas aux petits soupers avec les jeunes dames de vingt ans; mais il est bien clair que ce n'est pas le ton dominant chez elle. Son salon appartient avant tout aux lettres, à la philosophie; c'est le salon de l'*Encyclopédie*, des idées nouvelles. Là Mme Geoffrin déploie tout son art, et en vérité elle traite ses philosophes, ses écrivains, ses artistes, comme elle traite les jeunes dames de ses petits soupers; elle les gronde au besoin, elle les rappelle à la discipline; quand ils vont trop loin, elle les arrête d'un mot : « voilà qui est bien! » Elle est un peu un témoin et un censeur dans ses réunions. C'est ce rôle de censeur que Grimm, un ami de la maison, met spirituellement en relief dans ce qu'il appelle les *annonces et bans de l'église philosophique*. « Mère Geoffrin, dit-il, fait savoir qu'elle renouvelle les défenses des années précédentes, et qu'il ne sera pas plus permis que par le passé de parler chez elle ni d'affaires intérieures, ni d'affaires extérieures, ni d'affaires de la cour, ni d'affaires de la ville, ni de politique,... ni de finances, ni de paix, ni de guerre, ni de religion, ni de gouvernement, ni de théologie, ni de métaphysique,... ni en général d'une matière quelconque... » Mme Geoffrin est une personne prudente qui veut bien être philosophe, mais qui, par modération de caractère autant que par prévoyance, craint les opinions trop ardentes, qui tient surtout à ne point être dérangée dans sa vie et qui règle l'atmosphère de son salon.

Ce rôle d'intendante de l'esprit ne lui était pas toujours facile; il l'exposait à des crises intimes et quelquefois à de bien autres railleries que celles de Grimm. Un jour, Montesquieu lui-même prenait feu pour l'abbé Guasco, qui avait eu quelque mésaventure chez Mme Geoffrin, et il écrivait de celle qui avait été son amie : « Elle ne donne pas le ton dans Paris, et il ne peut y avoir que quelques es-

prits rampans et subalternes et quelques caillettes qui daignent modeler leur façon de penser sur la sienne. » Un autre jour, elle était mise en scène d'une façon transparente, avec son amie Mlle de Lespinasse, dans la comédie des *Prôneurs*, où Dorat persiflait légèrement la « marraine des grands hommes, » ses mercredis, sa cour d'étrangers, — ou bien c'était une satire plus brutale que spirituelle qui livrait au ridicule Marmontel-Faribole, Diderot-Cocus, d'Alembert-Rectiligne, le « carnaval des philosophes mené par Mme de Folincourt. » Mme Geoffrin laissait passer ces petits orages, redoublant d'habileté, soignant ses relations et en définitive gardant la plupart de ses amis. Elle méritait l'influence qu'elle avait su conquérir, la considération attentive dont l'entouraient ses amis, d'abord parce que, si elle les grondait, c'était, comme elle le disait avec une ingénieuse bonhomie, pour sa propre satisfaction, sans prétendre corriger personne, et puis parce que, si elle morigénait ses écrivains, ses artistes, elle les aimait encore plus. Elle n'était pas seulement pour eux un mentor, elle s'occupait de leurs affaires, elle s'intéressait à leur bien-être comme à leur renommée, et au besoin elle savait même faire respecter leur dignité, on peut le voir par ces lettres qu'on publie aujourd'hui.

Mme Geoffrin se faisait la providence discrète et active de ce monde au milieu duquel elle vivait. Elle ne donnait pas seulement des « culottes de velours » et des dîners, elle pénétrait dans l'intérieur des uns et des autres, observant ce qui manquait, devinant ce qu'on ne lui disait pas, et sachant placer ses libéralités avec un tact très fin, comme si elle se faisait plaisir à elle-même. Elle s'ingéniait pour créer une existence indépendante à d'Alembert, à Thomas, à Morellet, à Mlle de Lespinasse. Elle logeait Marmontel jusqu'au moment où le bruit que fit *Bélisaire* vint déranger le voisinage, et un jour elle écrit : « L'ami Burigny est toujours grondé et il s'en porte fort bien; mais comme je l'aime autant que je le gronde, voyant qu'il devenait vieux et qu'il avait besoin d'être soigné, je lui ai donné un joli petit appartement chez moi. » C'était une personne aussi délicate que généreuse, usant de sa fortune pour les autres, ingénieuse à donner, scrupuleuse jusqu'à la susceptibilité pour elle-même et n'ayant de repos, le jour où elle s'était vue la légataire universelle du mathématicien De Mairan, que lorsqu'elle avait distribué la succession aux parens, aux amis, aux serviteurs du mort. « Dieu soit loué ! disait-elle, j'ai achevé de donner ce matin ce qui me restait de la succession de ce pauvre De Mairan. Cet argent m'embarrassait. » Elle a « l'humeur donnante, » dit-on; elle ne donne que pour sa satisfaction comme elle gronde, elle ne fait le bien que pour son plaisir; convenez seulement que ce

qu'on appelle la « charité bien ordonnée » ne commence pas toujours par les autres, et que cette « humeur donnante, » si active, si ingénieusement déployée, doit être pour quelque chose dans une fortune mondaine si singulière.

Une autre raison de cet ascendant si patiemment conquis par Mme Geoffrin dans le plus brillant des mondes, c'est que sans être savante ni instruite, sans savoir même l'orthographe, comme elle le dit, elle a néanmoins autant de jugement que d'esprit. Esprit et jugement ne sont pas le fruit de l'étude, ils sont le résultat de l'expérience pratique, d'une sagacité et d'une justesse naturelles. Elle n'est certes pas de force, quand elle s'en mêle, à déchiffrer un Frédéric II; elle sait très bien pénétrer les hommes qui ne dépassent pas sa sphère, saisir chez eux le trait distinctif, démêler pourquoi Diderot ne réussit pas à la cour de Russie et pourquoi au contraire Grimm doit réussir. « Diderot, dit-elle, n'a ni finesse pour apercevoir ni la délicatesse de tact de Grimm... Diderot est toujours en lui-même et ne voit rien dans les autres que ce qui est relatif à lui. C'est un homme de beaucoup d'esprit, mais dont la nature et la tournure ne le rendent bon à rien, et plus que cela, le rendraient très dangereux dans quelque emploi qu'il fût. Grimm est tout le contraire... » La langue devient ce qu'elle peut, le jugement est juste. L'esprit de Mme Geoffrin n'a rien de littéraire; c'est l'esprit de conversation, d'observation, qui, au courant d'une lettre, s'aiguise parfois dans ces mots à la Franklin : « l'économie est la source de l'indépendance et de la liberté, » ou bien « il ne faut pas laisser croître l'herbe sur le chemin de l'amitié, — il faut faire commodément ce qu'on veut faire tous les jours, — ce n'est pas ce que l'on sait qui nous fait agir, c'est ce que l'on sent. »

L'originalité de Mme Geoffrin est dans ce mélange d'esprit naturel, de sagacité, d'humeur bienfaisante, d'habileté pratique dont le dernier mot est une raison imperturbable. D'autres ont la passion, la flamme, l'imagination, et, selon le mot de Mme Geoffrin elle-même, gravissent les montagnes; elle aime, quant à elle, le « terrain uni » au moral comme pour sa promenade. Elle représente au XVIIIe siècle la raison même, la raison toute simple, la raison dans la vie de tous les jours comme dans le langage. Elle est tout le contraire d'une de ses brillantes contemporaines qui écrit d'un ton leste : « Je vous ai dit que je n'entendais rien à l'art qu'on met dans la conduite. » Mme Geoffrin, elle, sait se conduire, elle sait même conduire les autres, et c'est Horace Walpole qui la résume tout entière en écrivant à lady Harvey : « Mme Geoffrin est venue l'autre soir et s'est assise deux heures durant à mon chevet. J'aurais juré que c'était milady Harvey, tant elle fut pleine de bonté pour moi. Et

c'était avec tant de bon sens, de bon conseil et d'à-propos! Je n'ai jamais vu, depuis que j'existe, personne qui atteigne si au vif les défauts, les vanités, les faux airs d'un chacun... La prochaine fois que je la verrai, je compte bien lui dire : *O sens commun*, assieds-toi là; j'ai été jusqu'ici pensant de telle et telle sorte, dis, n'est-ce pas bien absurde?.. » Après cela, si l'on veut, ce sens commun, cette raison, cette activité bienfaisante ne sont point exempts d'artifice ou même d'une certaine sécheresse. Mme Geoffrin est à sa manière une femme du XVIIIe siècle; elle a plus de netteté que d'élévation, et tout compte fait, dans des conditions honnêtes, elle ne croit guère qu'à la bienséance. Qui aurait dit cependant que dans cette âme paisible, si ennemie des exagérations, il y avait place pour l'émotion ou l'illusion d'un sentiment assez extraordinaire, et que Mme Geoffrin, elle la plus Parisienne des Parisiennes, qui n'avait jamais découché, était capable un jour, à soixante ans passés, de commander son carrosse pour s'en aller à travers l'Europe rendre visite à un jeune roi de Pologne qu'elle appelle « un autre Salomon, » en se comparant elle-même à « la reine de Saba? »

Rien n'est certes plus étrange que ce voyage, ces relations, cette intimité entre deux personnages si différens, si peu faits pour se rencontrer sur les mêmes chemins, entre une vieille femme gouvernant avec un « art de cardinal romain » un salon de Paris et un jeune seigneur polonais montant sur un trône vacillant au milieu des divisions meurtrières d'un peuple menacé de toutes parts. C'est le roman de Mme Geoffrin, disais-je, et la bonne dame, elle prête un peu elle-même par ces lettres recueillies aujourd'hui à toutes les interprétations, comme son voyage de 1766 était l'objet de tous les commentaires et peut-être de plus d'un sourire en Europe. Dès les premiers mots, elle ne se contient plus, elle prodigue les expressions de tendresse les plus singulières. Est-ce donc qu'elle soit l'involontaire et déplorable jouet de quelque amour équivoque de vieille femme? C'était bon pour Mme Du Deffand de poursuivre Horace Walpole de ses adorations surannées et importunes au risque de se faire rabrouer par le brillant et caustique Anglais qui ne voulait pas se laisser affubler de ce ridicule. Évidemment Mme Geoffrin n'est point une possédée de ce genre. La vérité est qu'elle avait connu à Paris et même un peu sauvé de la prison Stanislas Poniatowski au moment où il faisait son tour d'Europe, jouissant de ses vingt ans et de la vie, se livrant au plaisir et multipliant les dettes. C'était là l'origine d'une liaison tout affectueuse que Mme Geoffrin ramenait plus tard à sa vraie nature en écrivant à son jeune pupille devenu roi : « Quand j'ai eu l'honneur de connaître votre majesté pour la première fois, elle n'était pas d'âge à avoir pu encore s'at-

tacher à personne par le pur sentiment d'amitié. Quand on est jeune, le plaisir, les passions et les mêmes goûts forment les liaisons et les désunissent. Mon sentiment et mon attachement n'avaient aucun de ces motifs... » La vérité est encore que, dans toutes ces exubérances, il y a un peu de la bourgeoise entichée et infatuée de voir monter sur un trône un jeune homme qui par une ancienne habitude l'appelle sa mère, qu'elle appelle son fils. « Mon roi! mon fils! Quelle est la simple particulière qui peut dire cela? Moi seule. » Il y a chez elle un peu de cette « vaine gloire » dont parle Marmontel. C'est assez pour qu'elle s'intéresse d'une amitié passionnée à cette fortune nouvelle qu'elle voit surgir avec un naïf orgueil, comme si elle se sentait remuée et relevée à ses propres yeux.

Quel est donc ce jeune roi avec qui Mme Geoffrin est en correspondance intime et familière dès la première heure de son règne, de qui elle reçoit des lettres pleines d'effusion, qu'elle entreprend d'aller visiter dans son lointain royaume? Ce n'est point assurément un personnage sans intérêt; c'est une destinée romanesque et fatale. Stanislas-Auguste Poniatowski avait trente-deux ans au moment de son élévation au trône de Pologne en 1764. Il était le quatrième fils d'une famille nombreuse, et par sa mère, une princesse Czartoryska, il se rattachait à la vieille Pologne des Jagellons. Il devait sans doute la couronne à l'illustration de sa famille, à l'influence de ses oncles, les deux princes Czartoryski; mais il la devait encore et surtout à l'éclat de ses aventures à la cour de Russie. Arrivé en Russie comme un simple gentilhomme polonais présenté par l'ambassadeur anglais sir Charles Hanbury Williams, revêtu bientôt lui-même par une faveur singulière du titre de ministre de Pologne à Saint-Pétersbourg, il avait été l'amant passionné et aimé de celle qui allait être Catherine II. Jeune elle-même et charmante, alliant tous les dons de la séduction à une intelligence supérieure, impatiente de vivre en attendant de dominer et pour le moment réduite à se débattre dans une atmosphère étouffante entre une tsarine vieillie et un grand-duc idiot, Catherine s'était donnée à Poniatowski et Poniatowski s'était encore plus donné à elle. On dit qu'ils avaient eu leurs premiers rendez-vous chez le consul d'Angleterre. Leurs amours ressemblaient à une aventure qui n'était pas toujours sans péril. La grande-duchesse s'échappait quelquefois la nuit du palais sous un déguisement d'homme, ou bien elle recevait furtivement chez elle le jeune Polonais. Catherine ne dit pas tout dans les *Mémoires* qu'on connaît, elle en dit assez pour ne point déguiser ce qui était le secret de tout le monde. C'est elle-même qui raconte d'un ton dégagé cette scène comique où le comte Poniatowski, étant allé lui rendre visite avec le comte Horn, envoyé de

Suède à Oranienbaum, est trahi par un petit chien de Bologne qui devient « fou de joie » en le voyant, tandis qu'il se met à aboyer contre le comte Horn. La politique avait séparé les deux amans, et Stanislas Poniatowski brusquement rappelé, sentant l'ambition grandir par l'amour, était allé se jeter dans les luttes de son pays, tandis que Catherine, par la mort de la vieille tsarine Élisabeth, puis par la révolution de 1762, où disparaissait Pierre III son mari, était devenue impératrice unique et toute-puissante. C'est deux ans après, en 1764, que la succession de Pologne s'était ouverte par la mort du dernier roi saxon.

Catherine cédait-elle à une fantaisie de femme en voulant donner une couronne à celui qu'elle avait aimé? Sentait-elle encore quelque étincelle d'un feu mal éteint, ou bien comptait-elle tout simplement avoir en Poniatowski un instrument commode et flexible pour ses desseins sur la Pologne? Rulhière a dit : « Les femmes voyaient avec plaisir qu'une femme, à peine parvenue au trône, eût employé sa puissance à donner à son amant un royaume voisin de son empire... Les plus habiles politiques ne s'alarmaient pas encore des desseins ambitieux de Catherine parce qu'ils ne supposaient dans sa conduite que le délire d'une amante. Les plus prévoyans comme les plus timides imaginaient seulement que les deux amans allaient gouverner de concert deux nations naturellement ennemies, mais cette passion, devenue l'entretien de l'Europe entière, n'existait plus. » Elle n'était plus certainement pour Catherine qu'un souvenir agréable qui ne l'embarrassait pas. Ce qu'il y a de curieux, c'est de suivre la trace que cette passion avait laissée dans l'âme impressionnable et vive de Stanislas Poniatowski, même après son élévation et après bien des déceptions. Il ne pouvait songer au temps passé sans une secrète émotion, sans une illusion obstinée et inavouée. « On était *bien bon*, écrivait-il à Mme Geoffrin, et on le serait encore, si, comme vous disiez une fois, on avait un mentor. Et il était un temps où l'on en convenait ingénument en disant : *Je sens l'empire qu'a sur moi ce que j'aime. Que Dieu vous conserve toujours à moi, j'en vaudrai mieux!* Je lui ai entendu dire cela, et cela était bien exactement vrai. Si je vous parlais, je vous dirais des choses qui vous en convaincraient. Sa réputation m'est encore chère. J'aimerais presque mieux qu'elle n'eût des torts qu'avec moi et point vis-à-vis du public. Quel regret de voir un bel ouvrage du créateur se gâter, se détraquer! Mais chut! en voilà peut-être trop... » Et le malheureux revient plus d'une fois avec mélancolie sur ce qu'on dit, sur ce qu'on pense « *là-bas, là-bas!* » *Là-bas*, *là-bas*, c'est Saint-Pétersbourg, où bien des choses sont changées et changent tous les jours. Stanislas Poniatowski ne peut s'y résigner. Il aurait voulu revoir Ca-

therine, il ne la revit plus qu'une fois et dans de bien autres circonstances, après de bien autres événemens qu'il ne prévoyait pas.

Franchissez les années. Un jour, à l'époque du voyage de Crimée en 1787, Catherine vogue sur le Dniéper, entourée de la pompe impériale, accompagnée de ses favoris et des ambassadeurs étrangers, avec qui elle vit presque familièrement, M. de Ségur, M. de Cobentzel, M. Fitz-Herbert, le prince de Ligne. Le roi de Pologne, Stanislas-Auguste, a demandé à la voir, et il va en effet à Kanief. Il est conduit avec tous les honneurs sur la galère impériale. On s'empresse avec curiosité autour des deux personnages pour lire sur leur visage ce qu'ils vont éprouver en se revoyant pour la première fois après plus de vingt-cinq ans; mais l'impératrice offre sa main au roi et entre avec lui dans un cabinet, où ils restent enfermés pendant une demi-heure. Que s'est-il passé? On ne le sait. Seulement on remarque qu'au moment où les souverains reparaissent, il y a sur le front de l'impératrice, dit M. de Ségur, « un nuage d'embarras et de contrainte inaccoutumés, et dans les yeux du roi une certaine empreinte de tristesse qu'un sourire affecté ne pouvait entièrement déguiser. » C'est ce qui reste des amours d'autrefois. C'est le dernier mot des relations personnelles de Catherine et de Stanislas Poniatowski se revoyant après un quart de siècle; mais dans l'intervalle, entre 1764 et 1787, s'est déroulé ce règne, où l'élévation et la royauté de Stanislas-Auguste ont la fatale chance de se confondre avec les malheurs et le démembrement de la Pologne.

Ce n'est point assurément que ce roi élu de 1764, l'ancien amant de la plus séduisante et de la plus dangereuse des femmes, l'ami de la plus raisonnable et la plus raisonneuse de nos compatriotes, soit dénué de qualités. C'est au contraire un prince instruit, éclairé, bien intentionné, aux instincts libéraux. Malheureusement c'est aussi un prince à l'esprit plus brillant que solide, léger, fastueux, aimant le plaisir et prompt à toutes les illusions qui flattent sa vanité ou sa faiblesse. C'est peut-être un roi pour les jours heureux. ce n'est point le roi d'un pays où les divisions intérieures introduisent de toutes parts les influences étrangères, qui semble ne plus pouvoir faire un pas sans tomber dans les convulsions, qui se dévore lui-même enfin tandis que ses implacables voisins grandissent et deviennent de jour en jour plus menaçans. Ce n'est pas un roi fait pour une nation dont un des représentans les plus éminens, le prince-primat, archevêque de Gnesne, Mgr Lubienski, peut dire dans la diète de convocation : « Toutes nos délibérations ne tendent à aucune fin,... les diètes n'ont aucune issue,... nous n'avons pas assez de forces

pour nous conseiller nous-mêmes, ni assez de courage pour remédier à notre sort... Nous n'avons rien sur quoi nous puissions compter, ni conseil, ni augmentation de forces, ni forteresses, ni garnisons, ni frontières à l'abri d'insultes, ni armée pour notre défense. Disons-le hardiment, le royaume est semblable à une maison ouverte, à une habitation délabrée par les vents, à un édifice sans possesseur et prêt à s'écrouler sur ses fondemens ébranlés... » L'extérieur est toujours brillant; sous ces dehors de somptuosité, de chevalerie guerrière, de civilisation décevante, les deux grands maux croissans sont l'anarchie intérieure des partis appelant l'étranger, et l'étranger attisant l'anarchie pour en profiter, pour enfoncer plus avant l'épée qu'il tient sur le cœur d'un peuple.

Toujours ballotté entre les factions en armes et les interventions de la Russie, de la Prusse, que peut ce roi de la veille couronné par une trompeuse unanimité? « Son sort, a dit M. de Ségur, fut d'être tyrannisé par son peuple et par ses voisins. Comme il avait peu d'énergie et beaucoup de lumières, son esprit clairvoyant ne lui servit jamais qu'à prévoir ses malheurs sans pouvoir s'en garantir. » Si de concert avec ses oncles, les princes Czartoryski, il veut abolir le *liberum veto*, cet instrument redoutable de dissolution, la Russie et la Prusse s'y opposent, elles appellent cela maintenir la liberté de la Pologne, et elles trouvent des complices parmi les Polonais. Si les puissances réclament pour les dissidens, et si l'on soumet à une diète une législation plus tolérante, les passions religieuses s'enflamment, on court aux armes. Les confédérations répondent aux interventions étrangères, les invasions nouvelles aux confédérations. Tout tourne contre le malheureux roi, et bientôt le jour vient même où il n'est plus en sûreté à Varsovie. Un soir il est enlevé au moment où il sort de chez le grand-chancelier, un de ses heiduques est tué auprès de lui, il est lui-même blessé, traîné à coups de plat de sabre hors de la ville, conduit dans la forêt de Bislany, et il n'échappe que parce qu'un bruit de chevaux effraie les conjurés, dont l'un l'aide à se sauver. Ainsi marchent les choses jusqu'à ce que le destin s'accomplisse par un premier démembrement qui aggrave le fardeau de cette royauté impuissante et prépare de nouveaux démembremens. C'est à travers les péripéties de ce règne, au moins pendant dix ans, que se poursuit cette correspondance, où se reflètent les événemens, où Mme Geoffrin, sans cesser d'être toute à son roi, ne laisse pas de montrer ses variations d'humeur, et où Stanislas-Auguste lui-même, le personnage le moins connu, se révèle dans sa vérité, dans l'originalité d'une nature mobile, généreuse et faible.

Au premier abord, et même à part les excentricités de tendresse

qui lui échappent, il est bien certain que Mme Geoffrin est un peu gonflée... Elle se considère tout à fait comme élevée en dignité, elle se croit presque une ambassadrice privilégiée du nouveau roi à Paris, et sur ce point elle n'entend pas raillerie; elle est naïvement plaisante avec ses susceptibilités et ses exigences. A travers tout cependant la raison et l'esprit ne perdent pas leurs droits chez elle, et chemin faisant, en femme avisée qu'elle est, elle ne manque pas de mêler les conseils fins et justes aux protestations les plus vives. Elle met son roi en garde contre les engouemens trop faciles, contre les flatteries. Au besoin, en lui envoyant un buste d'Henri IV, elle ajoutera : « Je dirai en passant qu'il était économe. » Elle en est à la lune de miel de cette royauté naissante qu'elle prend fort au sérieux; elle voudrait voir son prince marié dignement, honorablement, et lorsque Stanislas revient trop souvent sur les souvenirs de « là-bas, » sur Catherine, elle sait très bien lui répondre : « Je crois bien que quand elle disait : « Je sens l'empire qu'a sur moi ce que j'aime, » elle le sentait dans le moment, et que c'était sincèrement qu'elle désirait la conservation de celui qui régnait sur son cœur; mais *peut-être a-t-elle fait depuis les mêmes vœux pour d'autres objets...* » Sans être une Sévigné, Mme Geoffrin sait dire son mot en se peignant elle-même dans les lettres un peu diffuses qu'elle ne destinait point à coup sûr à la postérité. Et Stanislas-Auguste, lui aussi, se dévoile tout entier. Il ne manque ni d'esprit, ni de finesse, ni de bonne grâce dans cet abandon tout intime. Évidemment il a une affection réelle, sincère, sans aucune espèce d'affectation pour celle qu'il appelle « sa chère maman. » C'est à elle qu'il a songé d'abord le jour de son avénement; c'est à elle qu'il confie ses impressions les plus secrètes, ses illusions, ses espérances, ses craintes, ses bonnes intentions. Eh! sans doute, il a les meilleures intentions, il ne demande pas mieux que de faire le bien, s'il le peut, il prend pour devise : « patience, circonspection, courage! » Arrivé à ce sommet de l'ambition, il commence peut-être à sentir les difficultés, mais il ne désespère pas de les vaincre avec un peu de bonne volonté, avec un peu de secours, et si ce n'est pas d'un grand roi, c'est au moins d'une bonne et aimable nature de se montrer sensible à ce que lui dit Mme Geoffrin. On sent que ce n'est pas là un commerce banal, qu'il y a une confiance sincère et sérieuse.

Le plus beau moment de cette liaison étrange est le voyage de Varsovie. Mme Geoffrin avait soixante-sept ans quand cela lui arriva! Pendant un an, elle s'y prépare, non sans s'être assurée de l'accueil qui l'attend. Plus de six mois avant, elle écrit au roi : « Je suis dans ces momens-ci, mon cher fils, comme les petits oiseaux qui s'es-

saient à voler. Il y a plus de dix ans que je n'ai découché de chez moi, et depuis un mois j'ai fait plus de cent lieues en allant à dix, à quinze, à vingt lieues de Paris. Et tous mes amis, qui sont très étonnés de mes courses, disent que c'est un essai pour un plus grand voyage. Je réponds : il n'y a rien d'impossible! » Puis un beau jour de 1766, après s'être bien essayée, la voilà partant pour Varsovie, où elle va passer deux mois dans le palais et dans la familiarité de son roi. Elle voyage en princesse du sang, escortée d'émissaires envoyés par Stanislas pour la recevoir et pour la conduire. Elle ne va pas seulement à Varsovie, elle s'arrête à Vienne, où elle est visitée, fêtée par Marie-Thérèse, par l'empereur, par M. de Kaunitz, par toute la société viennoise. « Hier, dit-elle, j'ai vu l'impératrice et toute la famille royale à Schœnbrun. L'impératrice m'a parlé avec une bonté et une grâce inexprimables. Elle m'a nommé toutes les archiduchesses et les jeunes archiducs. C'est la plus belle chose que cette famille. Il y a la fille de l'empereur, arrière-petite-fille du roi de France; elle a douze ans, elle est belle comme un ange. L'impératrice m'a recommandé d'écrire en France que je l'avais vue, cette petite, et que je la trouvais belle... » Cette jeune archiduchesse, c'était Marie-Antoinette ! Il n'aurait plus manqué à la voyageuse que de pousser jusqu'à Saint-Pétersbourg, où elle était désirée et où elle eût été certes reçue par Catherine avec tous les honneurs dus à son importance. Quant à Berlin, Mme Geoffrin ne veut point absolument entendre parler de passer par là. Elle a la haine de Frédéric II, et elle trace même de lui un portrait plein de boutades comiques et violentes qui ne seraient pas toutes dénuées de finesse, si elles n'allaient aboutir à ce mot bizarre : qu'on « ne parlera plus du roi de Prusse dans cinquante ans. » Et pourtant, Mme Geoffrin n'a pas vu juste, on en parle encore ! Que se passa-t-il pendant ce voyage dont le seul but était Varsovie, dont l'unique objet était de revoir Stanislas-Auguste? Voilà le mystère. La vérité est que ce grand voyage est le point culminant ou la dernière heure favorable de cette liaison. Mme Geoffrin est dans son triomphe de vanité, et la bonne dame, qui s'est déjà affublée du nom de « reine de Saba, » se prend pour la « reine Trébisonde » à Vienne ! A ce moment encore Stanislas-Auguste peut se faire illusion sur sa royauté. A partir de cette heure, on dirait que tout change, que les affaires du roi de Pologne, comme les sentimens de Mme Geoffrin, entrent dans une phase nouvelle, dans une crise dont ces lettres sont l'expression survivante et quelquefois émouvante.

Assurément la fortune n'a eu que de courts et pâles sourires pour cet élu du trône destiné à être le dernier roi de Pologne. Si les épreuves ne l'ont pas assailli dès le premier jour, elles ne tardent

pas à s'abattre sur lui. Il ne connaît plus que les épines de cette couronne tant enviée. De plus en plus la Russie et la Prusse le serrent jusqu'à l'étouffer. Les ambassadeurs de Catherine et de Frédéric II sont plus rois que le roi à Varsovie. Bientôt va se former la confédération de Bar, dernière et héroïque convulsion de l'indépendance polonaise. Quelques années encore, et on touche à la fatale date de 1772! Stanislas-Auguste est réduit à louvoyer sans cesse, à plier, à dévorer les affronts et les amertumes. Il a beau dire et répéter : « Patience, courage! » il sent tout lui manquer. A chaque crise plus aiguë qu'il traverse, il n'a d'autre ressource que de s'abandonner à cette superstition de croire que, puisqu'il s'est tiré d'affaire encore une fois, il finira par triompher du mauvais destin. Parfois sans doute il se laisse aller à un abandon familier qui n'est pas sans grâce, et il écrira : « Je ne puis vous dire à quel point mon cœur est pénétré de vous, de votre amitié, combien quelquefois, et par exemple dans ce moment où je vous écris, je souhaiterais causer avec vous. Il me semble que je vous vois, et qu'en laissant titre et passions à la porte nous nous mettons à jaser à l'aise en nommant chaque chose par son nom, et en nous moquant de toutes *ces importantes misères qu'il faut respecter*... Galanterie, politique, etc., tout serait jugé entre nous avec équité et même avec gaîté malgré les malheurs affreux du temps... » Le plus souvent il flotte entre le découragement et une confiance obstinée, mélancolique, accompagnée d'une certaine dignité dans le malheur. « Ma destinée, écrit-il, a été constamment telle. Dans chaque différente scène de ma vie, toujours d'abord quelques succès brillans et inattendus, et qui venaient tout seuls, mais courts; puis des revers longs et pénibles qui m'amenaient au bord du précipice, — et puis Dieu changeait la scène, ou par quelque expédient qu'il m'inspirait, ou par quelque circonstance qu'il produisait tout à fait sans moi, et puis je marchais dans un nouveau chemin. J'ai des témoins que dans ma première enfance j'ai toujours eu le pressentiment d'une grande élévation. J'ai dit également en devenant roi : Vous verrez que j'aurai bientôt de terribles revers. Tout ce que j'aurai entrepris sera endommagé et détruit, mais je survivrai, je surnagerai à la fin, et je sens encore la même espérance, quoique je sois actuellement dans les plus extrêmes embarras. Tous ceux dont je vous ai parlé ont empiré naturellement par le temps même de leur durée. Je suis en vérité extrêmement mal; mais je me dis : C'est à présent à Dieu à me tirer d'affaire. En attendant, faisons notre devoir. »

Stanislas-Auguste ne craint pas de dévoiler ses angoisses de tous les jours dans l'intimité. Il a parfois des expressions navrantes sur

sa situation. « C'est un torrent de peines contre lequel il faut que je nage, dit-il; je le fais et le ferai tant que je pourrai. » Puis, quand sonne l'heure du démembrement qu'il n'a pu conjurer, il écrit à Mme Geoffrin : « Ce n'est pas quand votre ami est malheureux que vous cesserez de l'aimer, et je le suis de toutes les façons... La calomnie me déclare complice du démembrement par la bouche de ceux qui s'obstinent à m'imputer le désir du despotisme toutes les fois que je travaille à faire sortir la Pologne de l'anarchie... Je dis plus que jamais : Heureux les gens morts! heureux mon frère qui est mort à Vienne ! »

Pour Mme Geoffrin il est clair que le voyage de Varsovie a été une épreuve critique, peut-être l'occasion de quelque mécompte, de quelque froissement intime. Elle a emporté une blessure secrète qu'elle n'avoue pas tout de suite. Bientôt cependant elle se laisse aller à d'étranges allusions sur « la différence entre les actions et les paroles. » Elle a des mots assez vifs, et il y a même un jour où elle renvoie à Stanislas-Auguste les lettres qu'elle a reçues de lui. Elle ne manque pas de fierté, la bonne dame, et elle est toujours prompte à se redresser. Ce n'est point sans doute qu'elle se désintéresse des affaires de son roi; elle ne cesse au contraire de lui écrire, de s'associer à ses peines, elle reste l'amie attentive et affectueuse de tous les instans. Elle ne peut recevoir une lettre sans s'attendrir au récit de tant de misères qui se succèdent. Un jour de premier de l'an, elle écrit à Stanislas-Auguste : « Si les vœux les plus tendres et les plus sincères étaient exaucés, votre majesté jouirait de tout le bonheur qu'elle mérite. Hélas! l'impuissance de mes souhaits me réduit aux soupirs. Une étoile aussi brillante devait-elle s'éclipser sitôt? Il y a cinq ans que vous êtes sur le trône, et à peine en avez-vous joui une année tranquillement. Pendant mon séjour à votre cour, j'ai vu l'orage se former. Puis-je avoir la douceur de le voir finir avant de mourir. Il y a bien des Polonais ici; je ne les vois pas sans un serrement de cœur. Je n'ose leur faire des questions dans la crainte d'apprendre de nouveaux malheurs. »

Oui certes, Mme Geoffrin est toujours la fidèle et vieille amie; mais elle a beau faire, elle a changé de ton, et on dirait que, si elle ne cesse pas de s'intéresser jusqu'au bout aux malheurs de celui qu'elle n'appelle plus guère « mon fils, » elle se fait moins d'illusions sur l'amitié des princes, sur la place qu'elle occupe dans le cœur de son roi. Elle ne s'y fie plus qu'à demi. Et puis l'âge commence à venir. Cette femme sensée et régulière rentre en elle-même, tenant à mettre de l'ordre dans les affaires de ses dernières années, comme dans les affaires de son salon, raisonnant sa mort comme elle a raisonné sa vie. La voilà prenant sa plume la plus légère pour écrire

d'un ton dégagé au roi de Pologne : « J'ai fait à l'âge de vingt ans des plans pour les différens âges de ma vie. Je les ai suivis, et je m'en suis bien trouvée. Il n'y a eu que le voyage de Pologne qui a fait dans ma vie un incident extraordinaire. J'ai fait ce voyage dans le commencement de ma vieillesse. Je n'aurais pas pu le faire dans ma jeunesse, ni même sur la fin de ma jeunesse, il aurait eu l'air indécent ou au moins romanesque... En arrivant chez moi, j'ai repris mon genre de vie, et ce genre de vie me conduira jusqu'à soixante-dix ans, qui seront accomplis dans deux ans. Pour lors, je commencerai à rompre tous les attachemens de mon cœur, et puis je le fermerai hermétiquement de façon qu'il n'y puisse plus rien entrer. Je veux que ma mort physique soit aussi douce qu'il soit possible, et pour cela il ne faut point avoir de déchirures à faire... Ma petite philosophie m'a fait donner à toutes les choses agréables qui m'entourent leur juste valeur. Je les quitterai, comme dit La Fontaine :

Je voudrais qu'à cet âge
On sortît de la vie ainsi que d'un banquet,
Remerciant son hôte, et qu'on fît son paquet.

J'assure votre majesté que je vois l'époque de ma mort morale très gaîment... Je compte faire encore, avant ma petite mort, un voyage en Angleterre; j'y ai des personnes que j'aime tendrement et dont je suis bien aimée. J'irai leur dire le dernier adieu... » Et comme si cela ne suffisait pas, elle complète peu après son testament moral. « Je me crois plus philosophe que Socrate. La mort était pour lui un objet sur lequel il faisait de fort beaux discours. Pour moi, elle n'est que la cessation d'être, et je la vois sans peine. Je fais mes préparatifs comme j'ai fait mes paquets pour mon voyage en Pologne. Je désire que mes amis m'aiment pendant que je vis, mais je ne désire point leur laisser des regrets. Je ne dois pas craindre à présent d'en laisser à votre majesté. Je la supplie de me conserver le reste de ma vie la bonté et l'amitié dont elle m'a honorée. »

Est-ce de la philosophie? Est-ce de l'égoïsme? Est-ce l'esprit du XVIIIe siècle se glissant dans une âme détachée de tout? Dans tous les cas, c'est le langage d'une personne qui a mesuré d'un coup d'œil fin bien des choses de son temps, qui ne se fait plus d'illusions. C'est l'accent d'une femme qui semble vouloir prendre congé du monde, de peur que le monde ne la quitte. Pour elle, la vieillesse n'est point sans doute le deuil des galanteries et des gaîtés du bel âge, ce n'est pas moins toujours la vieillesse avec ses déclins et ses amoindrissemens. Sans avoir d'infirmités, Mme Geoffrin décroît doucement, et peu à peu, à travers les paroles affectueuses pour

son roi, les attentions soutenues pour les habitués de sa maison, elle parle de sa tête qui s'affaiblit, de la mémoire qui lui manque, des étourdissemens qui la fatiguent. Elle n'a plus la même activité, et ce n'est pas seulement Mme Geoffrin qui vieillit, c'est le siècle tout entier qui commence à changer autour d'elle. Les idées, les mœurs, les habitudes sociales se transforment avec un nouveau règne qui n'aura pas, quant à lui, la « fin d'un beau jour » comme la vie du sage, qui est destiné à être le dernier règne de la vieille monarchie et de la vieille société. Déjà les signes se multiplient, et ce salon dont Mme Geoffrin a fait son royaume, où elle a si longtemps maintenu la modération et la décence dans la liberté de l'esprit, ce salon ne suffit plus; l'atmosphère en est trop paisible, trop tempérée. Les impatiens, ceux qui veulent parler trop haut s'échappent, ils vont chez Mme Helvétius ou dans cette autre maison qui s'ouvre vers cette époque, la maison de Mme Necker. Mme Geoffrin, la patronne de l'*Encyclopédie*, voit son monde se disperser à demi, elle sent le sceptre tomber de ses mains, et son salon n'est plus au ton du jour; il date de Louis XV, il a eu son plus beau moment vers 1750, il ne répond plus au mouvement philosophique, social ou politique du règne de Louis XVI.

A vrai dire, dans cette marche des choses, dans tout ce qui se passe autour d'elle à mesure que se succèdent les dernières années qui lui restent encore, Mme Geoffrin ne voit plus « un mot pour rire. » Elle ne comprend pas trop où l'on va, et elle en vient à s'inquiéter de la France comme de la Pologne. Tantôt elle écrit à Stanislas-Auguste : « J'avoue à votre majesté que l'occupation où je suis continuellement de votre situation a rempli mon imagination de noir, et depuis quelque temps il s'y est joint nos propres malheurs : le mauvais état de nos finances, la fermentation d'une grande et belle province (la Bretagne), le mécontentement de tous nos parlemens, tout cela fait des visages et des conversations fort tristes. J'ai donc dit adieu à ma gaîté. » Tantôt, aux premières réformes de Louis XVI et de Turgot, elle dit : « Notre jeune roi est un parfait honnête homme,... nos ministres sont vertueux, ont beaucoup d'esprit et de lumières; ainsi il faut espérer que, quand l'expérience y sera jointe, tout ira bien. Dans ce moment-ci, on détruit, il faut voir ce qu'on rétablira sur les ruines. *Jeune on se flatte, vieille on attend!* » Encore quelques mois, celle qui parle ainsi en 1776 est prise d'une paralysie qui la conduit tranquillement à la mort en 1777. Le dernier mot qu'elle écrit d'une main défaillante est pour dire à son roi de Varsovie : « Je vous aime de tout mon cœur! » La dernière surprise qu'elle réserve à ses amis, les encyclopédistes de Paris, c'est de mourir en venant de faire son jubilé, c'est de s'é-

teindre dans les règles, après s'être confessée, un peu par bienséance, un peu par les soins de sa fille, la marquise de La Ferté-Imbault. « Ma fille, dit-elle en souriant, est comme Godefroy de Bouillon, elle a voulu défendre mon tombeau contre les infidèles. » Elle a beau faire, elle reste obstinément la femme du XVIIIe siècle, et comme un jour, dans sa dernière maladie, on discute autour d'elle sur tous les moyens possibles que les gouvernemens auraient à employer pour rendre les peuples heureux, elle se réveille tout à coup pour mettre son mot dans la conversation, pour dire : « Ajoutez le soin de *procurer des plaisirs,* chose dont on ne s'occupe pas assez! »

Ainsi elle s'en va, se détachant sans effort de la vie. Mme Du Deffand fait lestement, d'un trait acéré, son oraison funèbre : « Vous voyez que la mort en veut ici aux personnes d'un mérite singulier : d'abord Mlle de Lespinasse, ensuite M. le prince de Conti, puis Mme Geoffrin... Ces trois personnes étaient fort célèbres, chacune dans leur genre. On regrettera moins M. le prince de Conti, parce qu'il n'avait plus de maison. Les désœuvrés se rassemblaient chez les deux autres; jusqu'à ce qu'il survienne quelques personnes assez ridicules pour être dignes de leur succéder, il faudra s'en passer... » D'autres, Morellet, d'Alembert, ont mieux parlé de la femme qui avait pendant si longtemps « fait le charme de la société, » dont « la mémoire sera intéressante pour ceux qui l'ont aimée. » Quant à ce roi de Pologne qui, lui aussi, a vu certes tout changer depuis les illusions de son avénement, qui reste aux prises avec toutes les difficultés, entre le démembrement de 1772 et les autres démembremens qui viendront, il faut dire qu'il ne cesse pas, jusqu'à la dernière heure, d'envoyer des témoignages d'affection à cette bourgeoise parisienne, qu'il appelle encore « ma chère maman. » Sa dernière lettre arrive à Mme Geoffrin quelques semaines avant qu'elle ne s'éteigne, et de tout cela que reste-t-il après un siècle écoulé? Un souvenir qui pâlit, cette correspondance où revivent dans un même cadre, l'un auprès de l'autre, une femme de raison, image d'une société qui n'est plus, et un prince, image mélancolique de la plus infortunée des nations!

CH. DE MAZADE.

LES

MINES D'OR ET D'ARGENT

AUX ÉTATS-UNIS

LES PHASES NOUVELLES DE L'EXPLOITATION.

La découverte des *placers* aurifères de la Californie en 1848 a eu le privilége d'occuper longtemps l'attention. Qui ne songea un moment à émigrer vers l'eldorado du Pacifique, qui ne suivit avec avidité les étranges nouvelles qui en arrivaient par tous les courriers? La découverte des gîtes australiens, qui eut lieu trois ans après, eut un moindre retentissement, bien que ces gîtes aient donné dès le début et donnent encore autant d'or que ceux de la Californie. La curiosité publique, surtout en France, ne voulut rien savoir au-delà des légendes californiennes, et la mise au jour des riches mines d'argent du Nevada, plus productives que ne l'ont jamais été ensemble tous les filons de l'Amérique espagnole, celle des mines d'or ou d'argent du Colorado, de l'Idaho, du Montana, du Wyoming, de l'Utah, du Dakota, qui de 1859 à 1874 ont si vivement ému la population des États-Unis, ont laissé la plus grande partie de l'Europe indifférente et distraite. Le mineur n'en a pas moins poursuivi patiemment, sans relâche, son œuvre lointaine et féconde. De 1848 à 1873, on calcule que la Californie a produit 5 milliards de francs en or, et tous les autres états ou territoires des États-Unis compris entre les Montagnes-Rocheuses et le Paci-

fique (il faut joindre à ceux qu'on vient de nommer l'Orégon, le territoire de Washington, l'Arizona et le Nouveau-Mexique), plus de 2 milliards en or ou en argent. Humboldt s'en fût réjoui, lui qui supputait avec satisfaction que la mine d'argent de Potosi en Bolivie, la plus riche de toutes celles de l'Amérique du Sud, avait fourni 6 milliards en trois siècles. Il aura fallu moins d'un quart de siècle à la Californie et aux pays circonvoisins pour dépasser cette production.

I. — LES TEMPS HÉROÏQUES DE L'EXTRACTION DE L'OR.

Si les étonnantes péripéties de la première colonisation californienne n'étaient encore présentes à la mémoire de tous, un mineur des *placers*, devenu un conteur charmant, se serait chargé de les rappeler aux oublieux : j'ai nommé Bret Harte, ce jeune écrivain dont l'Amérique est fière, plein d'une sensibilité délicate sous une apparence impassible, et qui fait revivre pour nous les temps légendaires de l'exploitation de l'or, les hauts faits des *argonautes* et les troubles qui ont entouré l'enfantement de la Californie. Cet autre qui égale, par son esprit alerte et vif et par l'imprévu de ses réflexions, les humoristes anglais les plus fins, Mark Twain, fut témoin de l'attaque du premier filon d'argent du Nevada, le fameux Comstock, et a rappelé en quelques traits incisifs les aventures étranges qui ont accompagné la naissance du nouveau territoire, détaché du pays des mormons. C'est le côté moral, l'âme de ces sociétés nouvelles, si mêlées, si tumultueuses à leur origine, que ces deux écrivains ont surtout voulu peindre, tandis qu'on se propose ici d'en décrire l'aspect matériel.

L'âge héroïque de la Californie, c'était hier, quand toutes les nations du monde, comme conviées à un banquet qui ne devait pas finir, se ruèrent sur les *placers* de l'eldorado. Ce furent d'abord les deux Amériques qui se mirent en branle, puis toute l'Europe, qui ne contenait que trop de mécontens désireux de changer de place en cette année 1848, enfin toutes les races de la mer Pacifique et de l'extrême Orient, les Kanaques polynésiens, les Chinois jusqu'alors immobiles, et qui commencèrent, eux aussi, à émigrer. Toutes les routes furent mises à contribution : le cap Horn malgré ses glaces et ses tempêtes, — l'isthme de Panama, dont on brava les fièvres pernicieuses, les animaux malfaisans, les chaleurs torrides, — les grandes plaines du *far-west*, plaines interminables où l'on rencontrait les surprises impitoyables des Indiens, les ouragans de neige dans les Montagnes-Rocheuses et la Sierra-Nevada, enfin la famine, qui plus d'une fois décima la caravane en marche.

Arrivé sur le *placer* qu'on avait choisi, on travaillait seul. On campait près d'un ruisseau, armé d'un pic et d'une pelle pour fouiller le sol, et muni, pour laver les sables, d'une vaste sébile de bois, la *batée* des Mexicains, ou mieux d'un plat de fer battu, rappelant ceux des ménagères. On agitait les sables avec de l'eau, on inclinait la sébile; l'or, plus lourd, restait au fond du rustique appareil. Quelquefois, quand les parcelles de métal étaient microscopiques, on employait avec l'eau un peu de mercure, qui a la propriété de dissoudre l'or comme l'eau le sel ou le sucre, et le restitue ensuite par la distillation. Ce moyen primitif, qui exige des sables d'une richesse exceptionnelle, ne pouvait être longtemps employé. Bientôt on usa du *rocker* ou berceau. Le nouvel appareil, surmonté d'un tamis, oscillait comme le berceau d'un enfant. On balançait d'une main le tamis chargé de terre en versant l'eau de l'autre. L'or, en vertu de sa plus grande densité, s'arrêtait en route sur une toile inclinée tendue comme un tablier au-dessous du tamis. Les uns disent que ce fut un Chinois industrieux, les autres un mineur georgien, — car le berceau était depuis longtemps en usage sur les mines d'or des états atlantiques, la Georgie, la Virginie, les Carolines, — qui dota de ce précieux appareil les *placers* californiens. C'était un grand progrès. On lavait trois fois plus de terres qu'au plat ou à la batée, et l'on pouvait doubler encore ses forces par l'association, l'un fouillant les graviers et les portant au berceau, l'autre les balançant en les arrosant d'eau, et préludant par instans à la cueillette de l'or.

Le progrès ne s'arrêta point là. Après le *rocker* vint le *long-tom*, sorte de petit canal en planches établi à demeure, autour duquel se groupèrent les mineurs, puis le *sluice*, canal plus large, qui exigea toute une compagnie de travailleurs. Les Chiliens apportèrent aussi sur les placers leur méthode d'opérer, qui consiste à fouiller les sables sur un courant d'eau; les grains d'or, les paillettes, les pépites, restent dans les interstices de la roche : l'orpailleur refait généralement le travail de la nature. On se mit ensuite à détourner quelques rivières qu'on supposait avec raison rouler de l'or; on en bouleversa le lit. Les Chinois se distinguèrent entre tous dans ces nouveaux essais, où une grande discipline dans le travail exécuté en commun et des moyens mécaniques à la fois ingénieux et peu coûteux pour élever l'eau, voiturer les terres, étaient impérieusement exigés. Enfin on fouilla les *placers secs*, les *dry diggings*, qui étaient pour la plupart des lits de rivières disparues, des cours d'eau préhistoriques, des collines d'alluvions anciennes, de cailloux roulés cimentés ensemble, ou des bancs de sables argileux bleuâtres, le fameux *blue-bed* des orpailleurs du

Pacifique. Là encore on trouva de l'or, et souvent en quantité, grâce à une méthode originale, inventée en 1852 par un mineur émigré du Connecticut, qui consistait à désagréger les sables au moyen d'un jet d'eau à forte pression, sortant d'une lance comme celle des pompes à incendie, et dirigé vigoureusement contre la roche: on l'appelait pour cette raison la *méthode hydraulique*. De larges canaux ou *flumes*, le long desquels, comme dans le *tom* et dans le *sluice*, étaient interposés des obstacles pour arrêter l'or, que saisissait aussi le mercure versé en différens points du parcours, recevaient les terres et les graviers ainsi démolis, et d'autres canaux, partis souvent de très loin, amenaient les eaux à une assez grande hauteur au-dessus du *placer*. On avait par là une pression et par conséquent une force hydraulique suffisante, comme un bélier d'eau inflexible battant la colline à terrasser. C'était surtout dans les mines du centre et du nord que s'étendaient ces lignes de canaux. Il en avait été aussi établi dans toutes les mines pour le lavage des minerais de quartz aurifère dont il sera bientôt parlé. On traversait les ravins, les routes, les obstacles naturels ou artificiels, par des siphons, des aqueducs d'une hardiesse étonnante, et laissant bien loin derrière eux tout ce que les Romains avaient pu faire en ce genre de plus osé. La plupart des ingénieurs improvisés q i ont exécuté ces longs nivellemens et mené à bien ces grandes choses n'y ont pas attaché leur nom. Leur œuvre en quelques endroits a même entièrement péri, car tous ces ouvrages, sauf les siphons, étaient en bois.

Quelquefois les lits de sable et de galets étaient profondément encaissés, surmontés de roches massives, basaltiques, qui s'étaient étalées comme une table sur les alluvions; alors on les rejoignait par des puits ou par des galeries, des tunnels, poussés dans le cœur de ces collines. C'est au fond d'un de ces puits que fut écrasé un jour un mineur missourien, qui resta saisi dans l'éboulement. Plus tard le savant Whitney, qui devait attacher son nom à la géologie californienne, rencontra dans le même lieu un crâne humain fossile. L'événement fit grand bruit, même en Europe, où toutes les sociétés savantes enregistrèrent à l'envi cette étonnante découverte. On alla jusqu'à prétendre que le crâne était d'âge tertiaire, ce qui ne s'était pas encore vu : la période quaternaire ou diluvienne avait eu seule jusqu'alors le privilége de contenir des débris humains fossiles, ce dont certains maîtres de la science osaient même douter, prétendant que tous ces témoins supposés du déluge n'étaient que nos contemporains. Disons bien vite que l'homme préhistorique de la Californie ne semble pas plus authentique que celui d'Abbeville en France, où la fameuse mâchoire de

Moulin-Quignon avait mis à son tour, quelques années auparavant, tous les géologues, tous les anthropologistes en émoi.

Après les *placers* d'eau et les *placers* secs vinrent les mines de quartz. Quand on eut assez remué la terre meuble ou les graviers et les conglomérats cimentés, qui tous avaient été lavés une première fois par la nature, on commença d'attaquer la roche massive, restée en place et intacte. D'où venait tout l'or qu'avaient roulé les alluvions? Évidemment de roches solides, de ces filons siliceux ou quartzeux dont on rencontrait en différens points les masses inclinées, blanches, vitreuses, cristallines, très dures, adossées à des granits, à des porphyres, à des roches vertes ou dioritiques, qui forment comme l'épine dorsale de la Sierra-Nevada et de ses contre-forts, ou recoupant les schistes noirs, ardoisés, feuilletés, d'âge primitif, qui s'appuient sur la grande chaîne et ses ramifications. Les têtes de ces filons, les parties qui se montraient au jour, avaient été désagrégées, labourées, avant l'apparition de l'homme sur le globe, par d'effroyables déluges, d'autres disent par d'énormes glaciers en marche, et l'or, entraîné avec les débris de la roche quartzeuse, s'était déposé avec ceux-ci dans les vallées. Une de ces veines de quartz, la veine-mère ou *mother-lode* de Californie, a 300 milles de long, la distance de Lyon à Paris. Elle peut être suivie comme une véritable muraille de silex blanc du sud au nord du pays, dans les vallées du San-Joaquin et du Sacramento, sur 5 degrés de latitude. Entre matin et soir, je ne l'ai pas perdue de vue pendant une de mes excursions dans les comtés de Mariposa et de Tuolumne. Plus tard je l'ai également retrouvée au centre de l'état, dans les comtés de Calaveras et Amador, où elle semble disparaître, car plus au nord, dans les comtés d'Eldorado, de Placer, de Nevada, ce sont des filons différens qu'on exploite. Partout la grande veine est aurifère, mais avec des richesses et des épaisseurs différentes suivant les localités. La direction reste toujours la même et court du nord-ouest au sud-est, comme l'axe de la Sierra-Nevada ou la ligne générale du rivage le long du Pacifique et à ces latitudes. Des filons secondaires se détachent de la veine-mère, la croisent sous des angles plus ou moins aigus; d'autres veines courent parallèlement à elle. Dans les comtés du nord, le faisceau métallifère est d'une direction et d'un âge différens. Quant au mode de formation de tous ces filons, les uns invoquent pour l'expliquer la seule action du feu souterrain, qui aurait amené du centre du globe la silice avec l'or en fusion; d'autres, plus réservés, font intervenir ensemble l'eau et le feu, et admettent que des sources minérales bouillantes, contenant en dissolution la silice et des combinaisons très peu stables d'or, ont laissé déposer le

quartz et le métal à travers les fissures des roches préexistantes.

Le mineur californien mit une grande indécision à l'attaque des mines de quartz. Dans le comté de Nevada, près Grass-Valley, la veine d'*Allison-Ranch*, qui devait rendre vingt fois millionnaires les trois pauvres Irlandais illettrés qui l'avaient rencontrée par hasard, fut à peine fouillée en 1851, année de la découverte, et immédiatement bouchée. On croyait alors que les mines de quartz « ne payaient pas. » Ce ne fut que quatre ans après, quand il fut bien démontré par quelques exemples frappans que les filons rapportaient plus que les *placers*, que la veine d'Allison fut exploitée avec tant d'autres. Dès lors toute la Californie se précipita sur le quartz comme elle l'avait fait sur les sables. Bientôt la pierre fut extraite par les moyens les plus savans de l'art des mines, puis broyée en poussière ténue sous des pilons mécaniques analogues aux bocards allemands ou de la Cornouaille, que différens inventeurs s'attachèrent à perfectionner. L'or, entraîné par un courant d'eau avec le quartz pulvérisé, était recueilli au moyen du mercure dans des moulins ou appareils tournans, en fonte ou en pierre, qui furent bien vite, eux aussi, entièrement transformés en moulins hongrois, moulins chiliens, *arastras* mexicaines, agitateurs russes ou sibériens. On employait encore des plaques de cuivre amalgamé, c'est-à-dire revêtues d'une couche de mercure, adhérente par alliage avec le cuivre; sur ces plaques passait et s'arrêtait l'or. Pour finir, on étendait devant les derniers résidus ou *tailings*, au moment où ils s'échappaient, des couvertures de laine ou même des toisons de brebis, dans les filamens desquelles s'engageaient les dernières parcelles du lourd métal. La toison d'or n'est pas une fiction, et les anciens argonautes avaient peut-être employé, dans les *placers* de la Colchide, le moyen ingénieux remis en usage par leurs frères californiens.

L'âge héroïque de l'exploitation de l'or commence avec la découverte de la première pépite dans la vallée du Sacramento en 1848, et finit vers 1859. Cette découverte fut entièrement due au hasard, et le mormon Marshall, milicien libéré de la guerre du Mexique, en route vers l'Utah et momentanément employé à la scierie du capitaine Sutter, n'en fut que l'inconscient opérateur. Sutter lui-même, ancien capitaine des gardes suisses de Charles X, émigré en 1830 en Amérique, colon en Californie, avait établi une scierie de bois sur un affluent du Sacramento, et ne se doutait point qu'on trouverait un jour autant d'or sur ses terres.

Les onze années qui suivirent cette découverte inattendue, laquelle allait si profondément remuer le globe, marquent l'ère des trouvailles fabuleuses, celle de la plus grande production, et celle

aussi des temps troublés, des formidables incendies, de la loi de Lynch, des comités de vigilance. Le désordre un moment est à son comble. On risque dans un jeu effréné tout ce qu'on gagne, et le revolver prononce partout en dernier ressort. Jamais le mineur, inquiet, mécontent, avide, ne reste un moment en place. Les nouvelles les plus mensongères le trouvent crédule. On annonce une fois qu'un lac d'or fluide, une autre fois qu'une montagne aurifère massive, viennent d'être découverts, et il accourt naïvement pour avoir sa part de ces trésors; ainsi firent jadis les Espagnols au temps de Cortez et de Pizarre. En 1851, la Californie faillit être entièrement abandonnée pour l'Australie, où un mineur du Pacifique venait de signaler les premiers *placers*. En 1858, elle manqua de nouveau d'être dépeuplée à l'annonce de la découverte des champs d'or de Fraser-River, dans la Colombie-Britannique, qui furent l'occasion d'un immense exode. J'assistai l'année suivante au retour des derniers orpailleurs désabusés, et j'eus aussi l'occasion de noter l'apaisement définitif et la transformation surprenante de l'Eldorado, qui d'état purement minier devenait peu à peu agricole. Tout était réglé désormais, et la période héroïque était close.

L'étape qui suit, et qui va de 1859 à 1870, peut être regardée comme une étape de transition. Les *placers*, du moins les gîtes sableux superficiels, sont de plus en plus abandonnés, les mines de quartz aurifère fouillées toujours plus activement et plus profondément. Cependant la production de l'or va en diminuant d'année en année jusqu'à être réduite de moitié, et de 250 millions de francs qu'elle atteignait encore en 1859 tombe à 125 millions en 1870. En 1853, année du rendement maximum, elle avait dépassé 325 millions. Toutefois la richesse agricole du jeune état du Pacifique augmente de plus en plus, les manufactures, les usines, se fondent, et le pays produit et exporte des vins, des alcools, des céréales, des farines, des bois. En 1868, revoyant la Californie, j'ai pu constater que l'évolution qui se dessinait neuf ans auparavant était définitive, et que la production du blé à elle seule venait d'atteindre en valeur celle de l'or. La vigne avait donné 135,000 hectolitres de vin; de la tonte des troupeaux, on avait retiré 4 millions de kilogrammes de laine. En deux ans, de 1865 à 1867, la valeur de la propriété foncière avait augmenté d'un cinquième. Depuis tous ces chiffres ont été maintenus ou dépassés. Voilà bien des résultats qui compensaient une diminution dans l'extraction de l'or. Après tout, ces progrès, ces transformations, n'étaient-ils pas dus à la production continue, bien que peu à peu décroissante, du précieux métal? C'est du reste dans cette période intermédiaire de 1859 à 1870 qu'a lieu la découverte des mines d'argent du Nevada, et celle des

mines d'or et d'argent du Colorado et des autres territoires attachés aux flancs des Montagnes-Rocheuses ou de la chaîne des monts Wahsatch. Le rendement de ces nouvelles mines comble le déficit de celles de la Californie; prise dans son ensemble, la production des deux métaux précieux suit même une progression ascendante.

II. — LES NOUVEAUX PLACERS CALIFORNIENS.

La troisième période de l'exploitation de l'or est peut-être la plus curieuse et toute pleine d'enseignemens, si elle n'est pas la plus productive. Elle commence à 1870 et se continue sous nos yeux. C'est l'étape actuelle, celle où les gisemens jusqu'ici à peine explorés, les *placers* souterrains d'époque diluvienne ou glaciaire, — les autres, les *placers* superficiels, appartiennent à l'époque alluviale ou contemporaine géologiquement parlant, — sont attaqués, avec une audace et une patience qui étonnent, par le moyen de la méthode hydraulique perfectionnée. Nulle part on ne recule devant la dépense. Les compagnies les plus puissantes se fondent, afin de poursuivre et de mener à bien ces immenses travaux, qui exigent des avances considérables. On construit des canaux sur des centaines de kilomètres au milieu de difficultés de tout genre, non plus des canaux de faible débit, mais dont le volume d'eau est tel qu'il pourrait suffire à l'alimentation d'une grande ville. Le jet hydraulique que fournissent ces masses aqueuses acquiert une puissance décuple de celle qu'il avait dans les exploitations précédentes; la force en est irrésistible, toute roche est démolie par lui. Est-ce tout? On jette en travers des vallées d'énormes digues pour emmagasiner les pluies qui tombent si abondamment en automne et en hiver, et avec ces vastes réservoirs abreuver les canaux toute l'année. Ce qu'un état n'oserait tenter, de simples particuliers le font, grâce à la législation libérale qui régit ici le travail des mines, grâce à l'esprit d'association qui règne partout dans ce pays de *self-government*.

Avant d'aborder de front les nouveaux *placers*, on les rejoint, on les sonde par des puits, par de longues galeries, foncés sur les plateaux ou au flanc des collines. Ces galeries, véritables tunnels, dépassent souvent 1 kilomètre en longueur. L'exécution en dure plusieurs années et coûte, si la roche est rebelle, un prix excessif, au-delà de 1,000 francs le mètre d'avancement. Le gîte une fois reconnu, il faut l'abattre. On l'éventre par une galerie beaucoup plus courte. De l'extrémité intérieure de celle-ci s'en détachent deux autres à angle droit, de manière à donner à tout l'ouvrage la forme d'un T. On dispose méthodiquement dans l'excavation plu-

sieurs centaines de barils de poudre ou de dynamite, contenant chacun 25 livres ou environ 12 kilogrammes; on les réunit l'un à l'autre par un fil métallique, puis on mure solidement l'entrée du tunnel, et l'on met le feu du dehors au moyen de l'étincelle électrique. Un ébranlement énorme se produit, comme une commotion volcanique, un véritable tremblement de terre; toute la masse de conglomérat se soulève, et un espace de 50,000 mètres cubes est fissuré, désagrégé, prêt à être attaqué par le jet hydraulique.

Cependant les hommes s'approchent, manœuvrant l'eau comprimée au moyen d'ajutages perfectionnés en fer et en acier, dits *monitors*, qui permettent de diriger le jet à droite ou à gauche, en haut ou en bas, sans la moindre difficulté. Naguère c'était par une manche imperméable en toile qu'arrivait l'eau; aujourd'hui c'est par des tuyaux de fer portés sur des chevalets; une pression de 2 atmosphères ou 20 mètres en hauteur et un volume quotidien de 50 pouces d'eau (1), mesure à l'usage des mines, étaient jugés suffisans; aujourd'hui on emploie au moins 1,000 ou 2,000 pouces, et la pression est de 8 à 10 atmosphères. Le mot de *monitor* est bien appliqué, c'est un vrai canon que le tube que l'on manœuvre. La lame liquide en sort raide et transparente, ferme comme une barre de cristal, point contractée, point divisée, et frappe les bancs de gravier comme ces béliers de guerre qui jadis battaient les remparts des places fortes. Elle a l'impétuosité du boulet et frappe, frappe sans trêve. La roche ne tarde pas à céder : une espèce d'arche s'ouvre d'abord, dont on abat les piliers; c'est alors comme une vaste caverne, dont le toit porte à faux et s'écroule. Il faut beaucoup d'attention et de coup d'œil dans la conduite de ce travail délicat, et prendre garde d'être atteint par les éboulemens. S'il est permis de comparer les petites choses aux grandes, nous dirons que les arroseurs publics, qui promènent l'eau en pluie sur les chaussées et sur les gazonnemens des squares de Paris, manœuvrent un appareil analogue à celui des mineurs hydrauliques californiens.

Démolis, pulvérisés sous le choc indomptable qui les mine, les bancs de gravier sont entraînés avec l'eau. Le seuil du canal de lavage, qui s'ouvre devant le front d'attaque, est formé de pavés en pierre ou en bois. La pierre est du galet, les dés en bois sont disposés de façon que les fibres soient en travers du courant. Dés et galets retiennent l'or dans leurs interstices. Il y a aussi des godets de mercure interposés sur le parcours des graviers. Presque partout le travail n'a lieu que pendant la saison des pluies, à cause du volume d'eau si abondant dont on a besoin, et parce qu'il ne pleut

(1) 3,800,000 litres.

jamais en Californie de juin à octobre dans la région où sont les *placers*. Les canaux de lavage ne sont vidés qu'à des intervalles éloignés, et l'on comprend avec quelle émotion : toute la récolte d'or est là. Il en est que l'on n'arrête que deux fois dans une campagne, d'autres seulement à la fin. La longueur peut aller jusqu'à 2 kilomètres entre le banc exploité et le ruisseau où se déversent les terres lavées. Sur cette longueur, on ménage des chutes, de sorte que la ligne d'écoulement n'est pas continue; elle a aussi une pente variable. Il n'est pas rare que le poids de mercure jeté dans le canal soit de 2,000 kilogrammes; au prix de 16 francs le kilogramme que le métal a coûté un moment en 1874, cela faisait pour ce chapitre seul une dépense de 32,000 francs. — La quantité moyenne d'or recueilli est variable suivant les gîtes, et descend jusqu'à 1 franc et même 50 centimes par mètre cube de gravier abattu et lavé. Ces titres sont des minimums qui ne peuvent être utilement atteints que grâce aux moyens à la fois si perfectionnés et puissans et en même temps si économiques dont on use. Naguère, avec le système hydraulique primitif, on se tenait pour satisfait de laver avec avantage des graviers qui ne donnaient pas plus de 2 à 3 francs d'or par mètre cube. Il en aurait coûté beaucoup plus, seulement pour abattre un mètre cube de graviers solides, si l'on n'avait pas eu l'eau à sa disposition, l'eau si ingénieusement adoptée ici comme moyen mécanique, tant pour l'abatage que pour le lavage et l'entraînement des sables et des galets. Depuis, les perfectionnemens apportés à la méthode hydraulique ont été tels, que des terres six fois plus pauvres peuvent maintenant être lavées avec profit.

Citons quelques exemples. La *Compagnie américaine* à Sébastopol, comté de Nevada, avait lavé, à la fin de 1871, environ 6 millions de mètres cubes de graviers, dont elle avait retiré 9 millions de francs en or, ce qui mettait le rendement moyen à 1 fr. 50 par mètre cube. Le banc de gravier qu'elle exploitait avait une hauteur moyenne de 50 mètres et reposait sur un lit de granit. De 1871 à 1873, le rendement en or avait été le même. Quelques compagnies voisines, plus favorisées, tiraient jusqu'à 3 dollars ou 15 francs par mètre cube. D'autres, dont les graviers étaient trop durs et refusaient de se désagréger sous la pression hydraulique, étaient obligées de les abattre à la poudre et de les broyer sous des pilons mécaniques. Ces graviers avaient rendu jusqu'à 30 francs par tonne. Avec le travail à la poudre et le broyage, il faut naturellement que les graviers soient beaucoup plus riches, sinon les frais d'exploitation dépasseraient le rendement en or.

Il ne faudrait pas croire que tout cet or soit à l'état microsco-

pique, engagé en poussière imperceptible dans le ciment des graviers. On trouve aussi des pépites, souvent volumineuses, et des feuilles, des nids d'or semi-cristallin, contenus dans les fissures et les cavités de noyaux de quartz. Quand on lave à la sébile le ciment des graviers, on y rencontre, comme dans les sables des *placers* superficiels, mais en moins grande quantité, du fer oxydulé magnétique noir, qu'une barre d'aimant sépare des autres corps rassemblés avec lui, des grains de platine, reconnaissables à leur couleur grisâtre et à leur grande densité, des rubis d'un beau rouge, mais trop petits pour avoir de la valeur, quelques saphirs bleus translucides, des grenats, des zircons, également sans nul prix, des débris de cristal de roche, quelques-uns disent aussi du diamant; il a été reconnu qu'il n'avait pas plus de valeur que les gemmes précédentes. En somme, l'or seul forme la véritable récolte de ces grandes exploitations.

De toutes les compagnies du comté de Nevada, la plus puissante est celle de North-Bloomfield, dont nous avons suivi en 1868 les travaux à leurs débuts. Elle possède en propre une étendue de 635 hectares de gravier aurifère. Dans une étroite vallée, elle a construit une grande digue qui barre un immense réservoir pouvant contenir 21 mètres de hauteur d'eau, lesquels seront portés à 30. A la première de ces profondeurs, le volume d'eau emmagasiné est de 15 milliards de litres ou 15 millions de mètres cubes. Le canal qui va de la digue aux bancs de gravier a 72 kilomètres de long, et n'a pas coûté moins de 2,500,000 francs. Il est attaché aux flancs des collines rocheuses qui enserrent le lit de la Yuba du Sud ou *South-Yuba*, et le voyageur qui parcourt cette vallée sauvage admire d'en bas cette audacieuse construction. Le canal débouche à 300 mètres au-dessus des mines, et là se trouve un second réservoir. Un nouveau canal de 32 kilomètres de long était en construction en 1873, pour rejoindre le précédent vers le milieu du parcours de celui-ci. Si cet ouvrage est maintenant terminé, la compagnie de North-Bloomfield pourra travailler toute l'année et dépenser par jour, sur tous ses points d'attaque à la fois, environ 380 millions de litres, correspondant au volume de 5,000 pouces d'eau de mineur. L'ensemble de la dépense totale, pour tous ces gigantesques travaux, atteint 5 millions de francs, dont 3 millions 1/2 pour les 104 kilomètres de canaux, et 1 million 1/2 pour les digues et les réservoirs. La compagnie possède en outre une part sur des dépôts de graviers voisins, et là elle a encore construit environ 50 kilomètres de canaux, et dépensé 1 million 1/4. A elle seule, elle est ainsi propriétaire d'une ligne d'eau canalisée de plus de 150 kilomètres, s'étendant du sommet des montagnes, des flancs neigeux

de la sierra au pied des vallées adjacentes. Tout cela aura été construit sans le secours de l'état, sans aucune subvention ou garantie ni des comtés, ni des communes, et par la seule initiative des individus. Le fameux canal de la Durance, qui porte à Marseille les eaux boueuses de cette rivière, qu'on n'a pas encore pu filtrer, n'y verse, au débit maximum de 9 mètres cubes par seconde, qu'un volume double de celui que le canal de North-Bloomfield amène sur ses graviers aurifères. Il a une longueur moindre que celui-ci; il devait d'abord coûter 10 millions de francs, il en a coûté 40; on a mis plus de dix ans à en discuter les projets, dix ans à le construire, et l'état, le département et la commune sont tour à tour intervenus.

Les 635 hectares de gravier de la compagnie de North-Bloomfield s'étendent sur une longueur de 4 kilomètres de rivière desséchée, *main gravel channel*, et sur une hauteur qui varie de 75 à 180 mètres. Des puits traversant toute la série des bancs, de longs tunnels d'essai ont été foncés dans ce dépôt diluvien. Ces derniers ont démontré que la largeur moyenne en était de 800 mètres : il y a là 300 millions de mètres cubes à laver, contenant en or dans l'ensemble des centaines de millions de francs. Le gîte est divisé en deux bancs principaux : le gravier blanc ou supérieur, le bleu ou inférieur; celui-ci a une hauteur de 40 mètres, l'autre varie de 15 à 105, suivant les inégalités de la surface; c'est le plus pauvre, il ne renferme quelquefois que 25 centimes d'or par mètre cube lavé; le bleu donne jusqu'à 12 francs. La compagnie vient de foncer dans le gravier bleu un tunnel de 2 kilomètres 1/2, attaqué par huit puits à la fois; c'est le tunnel de mine le plus long de toute la Californie : il a coûté 2 millions 1/2 ou 1,000 francs par mètre courant. On y a employé les forets armés de pointes en diamant, ce qui a permis d'achever entièrement cet ouvrage en deux ans, du mois d'avril 1872 au printemps de 1874, époque où il a dû être entièrement terminé. On calcule que ce tunnel assure l'exploitation du gravier pour une quarantaine d'années. En 1873, on employait sur le gravier blanc des lances de 20 centimètres de diamètre avec une pression de 150 mètres d'eau ou 15 atmosphères. Il fallait, pour alimenter toutes les lances, 2,000 pouces ou environ 150 millions de litres d'eau par jour (1). L'habile ingénieur de cette compagnie, qui en est en même temps le directeur, mérite qu'on mentionne son nom, c'est M. Hamilton Smith.

Telle est la phase nouvelle de l'exploitation des *placers* califor-

(1) Les derniers rapports du commissaire des mines aux États-Unis donnent sur l'application du système hydraulique californien les plus minutieux renseignemens. Voyez notamment *Statistics of mines and mining in the States and territories west of Rocky mountains*, by R. W. Raymond, Washington 1874.

niens. Quel pas franchi depuis les premiers tâtonnemens, alors que le mineur lavait si péniblement les terres à la sébile, au berceau, quel progrès réalisé depuis le temps où fonctionna le premier système hydraulique! Nous sommes en présence non-seulement d'une méthode scientifique aussi ingénieuse qu'elle est puissante et hardie, mais encore d'autres gisemens qui ne seraient pas exploitables sans la découverte de cette méthode et les perfectionnemens successifs qu'elle a reçus. Le professeur Silliman de New-Haven a calculé que, la journée du mineur californien étant comptée à 3 dollars, le lavage de 1 mètre cube de terre coûte à la sébile 15 dollars, au rocker 3 dollars, au long-tom 75 cents, et seulement 10 cents par le procédé hydraulique (1). Ces chiffres donnent les limites inférieures des quantités d'or que les terres doivent contenir pour être utilement lavées par telle ou telle méthode, et en même temps le volume de ces terres qu'un homme peut laver dans sa journée par chaque méthode : c'est le cinquième de 1 mètre cube à la sébile et 30 mètres cubes par le procédé hydraulique. On peut donc dire que ce dernier augmente dans le rapport de 1 à 150 les résultats du plat californien, et permet par conséquent de laver des terres cent cinquante fois plus pauvres.

Les volumineux débris de ces nouvelles exploitations ont été souvent une cause d'embarras à la surface du sol et même dans le lit des rivières, qu'ils troublent et qu'ils barrent. On comprend quel désordre doivent jeter dans le système hydraulique naturel d'une contrée ces immenses amas de cailloux, portés tout à coup par la vidange des canaux de lavage dans les lits réguliers des cours d'eau. Des bancs de sable exhaussant le fond, des barres transversales changeant la direction du courant, se sont formés dans le Sacramento lui-même. Ce fleuve et ses affluens ne roulent plus que des eaux troubles, tenant en suspension des argiles et des sables rougeâtres. En 1859, descendant par eau de Marysville à la ville de Sacramento, je pouvais déjà noter les premières apparences du mal. Si le lavage d'une partie des *placers* superficiels et des minerais de quartz en était la cause, combien cette cause n'a-t-elle pas grandi devant l'impulsion donnée au travail des *placers* souterrains! L'hydrographie elle-même de la baie de San-Francisco est aujourd'hui affectée par les décharges provenant de ces formidables exploitations. Comment en serait-il autrement? La longueur de tous les canaux des mines atteint maintenant 10,000 kilomètres, de quoi faire une ceinture au quart de la circonférence du globe.

(1) Le *cent* est le centième du dollar, et le dollar vaut un peu plus de 5 francs.

A la surface, les tas de déblais amoncelés donnent l'idée d'un déluge récent. C'est un désordre, une ruine sans nom. Nous ne savons pas de spectacle plus triste, quand les mineurs ne sont plus là et qu'un morne silence a succédé à la bruyante activité du *placer*. On a refait le travail de la nature, mais plus brusquement, plus brutalement; on n'a rien laissé en place, et l'on n'a pas pris le soin, comme elle, d'empiler régulièrement les matériaux. Heureusement que l'agriculture occupe d'ordinaire des comtés différens de ceux où sont les graviers aurifères, ou au moins d'autres sites, et que le danger de ces exploitations n'est qu'apparent pour elle ou restreint à quelques cas particuliers. S'il devait un jour devenir plus grave, on peut se fier au bon sens public et à la pratique éclairée des législateurs pour parer à cette difficulté.

C'est principalement dans le bassin du Sacramento, dans les comtés de Nevada, Sierra, Placer, Butte, Eldorado, Amador, Tuolumne, Calaveras, que l'on peut étudier les bancs de graviers. La plupart des géologues voient dans ces dépôts, qui occupent souvent des étendues et des hauteurs considérables, des dépôts glaciaires, d'autres des formations purement diluviennes, c'est-à-dire des lits desséchés de torrens, de cours d'eau disparus. Il est certain que l'on est devant un dépôt régulièrement orienté; le mouvement des blocs quartzeux, des galets, des cailloux roulés, des sables, a suivi une pente et une direction données. La direction générale est presque toujours perpendiculaire à celle des cours d'eau actuels de la contrée. On a quelque peine à admettre que des glaciers, à une époque où il faut supposer que les froids polaires auraient régné dans ces parages, aient charrié si bien toutes ces masses, puis les aient si régulièrement laissé tomber sur place, quand ils auraient fondu par suite d'un changement de climat, d'une élévation de la température. Que de données hypothétiques introduites dans l'explication du phénomène! Les cailloux sont ronds et bien roulés, bien polis, au moins dans tous les endroits où il nous a été donné d'étudier ces formations. Nulle part nous n'avons remarqué, sur les roches quartzeuses même les plus considérables, ni ces angles aigus indiquant que le bloc, empâté par les glaces, n'a pas souffert dans son parcours, ni ces stries caractéristiques qui témoignent que la roche voiturée a frotté sur la roche sous-jacente. Le soulèvement de la Sierra-Nevada, s'il a été brusque, a dû donner naissance à des torrens qui, déchaînés tout à coup, ont labouré les flancs de cette chaîne en descendant dans les vallées, et, passant sur la tête des filons, ont entraîné les galets aurifères avec eux. Que si l'on veut à toute force faire intervenir les glaciers, qu'il est de mode maintenant d'invoquer partout dans l'explication des derniers phénomènes ter-

restres, ne serait-il pas mieux de supposer que ces glaciers, ou même de simples bancs de neige, se seraient naturellement fondus par une faible élévation de la température sur les flancs de la sierra, et, transformés en torrens, auraient entraîné dans les vallées des amas de roches, de cailloux roulés, qu'ils auraient déposés en chemin? N'avons-nous pas, à propos des récentes inondations du midi de la France dans le bassin pyrénéen, un exemple frappant que les choses se passent souvent ainsi?

A quelle époque a eu lieu le grand phénomène que nous étudions? Tous les savans sont d'accord pour le placer au commencement de la période quaternaire, celle où devaient apparaître l'homme, les animaux et les végétaux contemporains, dont quelques-uns avaient eu déjà des précurseurs vers la fin de la période tertiaire. Nous avons un chronomètre certain pour marquer l'heure du phénomène. Les alluvions anciennes de Californie sont recouvertes en quelques points, notamment dans les comtés de Tuolumne, de Calaveras, par des tables basaltiques. Or ces basaltes ont apparu lors de la grande éruption volcanique qui a marqué tout le long du Pacifique la fin de la période tertiaire et l'aurore de la période suivante. Ce soulèvement a donné aux côtes leur relief actuel, et jalonné, du détroit de Behring au détroit de Magellan, la grande chaîne des Andes, peut-être la plus haute et dans tous les cas la plus longue du globe et la dernière formée. Dans la région du Pacifique où nous sommes, la coulée basaltique a pris des dimensions stupéfiantes. Elle couvre la moitié du territoire de Washington et d'Idaho, empâte l'état d'Orégon, s'épanche en Californie et en Nevada, et sur tous ces points réunis couvre une superficie égale à celle de la France. Nos volcans éteints de l'Auvergne et du Vivarais feraient piètre figure à côté de cette gigantesque éruption. En Californie, le feu central est resté en communication avec le sol : on rencontre en divers comtés des geysers ou jets de vapeur, des solfatares, des dégagemens de gaz, des volcans à peine éteints; les tremblemens de terre sont fréquens, parfois terribles. Dans le Nevada, des sources bouillantes, siliceuses et alcalines se dégagent aussi des flancs de la sierra; quelques géologues de l'école neptunienne pure croient trouver dans ces sources la clé du mode de formation des filons quartzeux.

Nous voudrions donner une idée nette de l'aspect des alluvions anciennes de Californie. Le meilleur exemple que nous puissions offrir d'un dépôt analogue, si ce n'est que celui-ci est moins consistant et n'est pas aurifère, est l'ancien lit de la Seine autour de Paris. La Seine a occupé là un espace dix fois plus considérable que celui qu'elle baigne aujourd'hui. Des hauteurs de Montmartre

à celles de Montrouge, il y avait comme une immense cuvette où les eaux ont passé rapides, torrentielles, charriant peut-être sur des glaces flottantes des blocs de porphyre et de granit partis du sommet des montagnes bourguignonnes. Si l'on en pouvait douter, on n'aurait qu'à parcourir les carrières de sable et de galets aux environs de Bercy, du Champ-de-Mars et dans la plaine d'Argenteuil. A l'époque de la grande exposition de 1867, quand le Champ-de-Mars fut nivelé, on y retrouva, entre autres débris curieux arrachés aux formations géologiques que l'ancienne Seine avait labourées, des blocs granitiques venus du Morvan. Deux de ces blocs, les plus volumineux, ont été déposés au Muséum comme de véritables et authentiques témoins des premières inondations du fleuve. Sur d'autres points, des mâchoires et autres ossemens de mastodonte, de cerf géant, de bœuf primitif, d'ours des cavernes, de rhinocéros à narines cloisonnées, des défenses d'éléphans velus ou mammouths, ont été découverts. Tous ces animaux sont aujourd'hui éteints ou émigrés vers d'autres régions, comme le bœuf primitif et le cerf géant. On a même trouvé en quelques endroits des crânes et des ossemens humains fossiles, et avec eux ces armes, ces outils de silex, que l'on rencontre en tant d'autres lieux, restes de la primitive industrie de l'humanité à son aurore, qui racontent les commencemens de l'histoire du travail, mais aussi celle de la guerre. Tout cela réapparaît dans les dépôts de gravier californien, même l'homme fossile, moins authentique toutefois que celui du bassin parisien; tout cela avec l'or en plus et une coloration un peu différente des galets, qui sont généralement blancs, laiteux, tandis qu'ils ont dans l'ancien lit de la Seine une apparence ambrée, jaunâtre. Des troncs de bois pétrifiés, carbonisés, des filets cristallins, métalliques, de pyrite jaune de fer, se retrouvent dans l'une et l'autre formation, et dans celle de la Californie on rencontre des débris de schiste ardoisé, de serpentine et de porphyre vert, comme dans celle de Paris des blocs de craie, de calcaire et de granit. Certains poudingues aux galets de silex, cimentés par une argile ou un sable ferrugineux, donnent aussi une idée assez nette des amas de gravier californien. Il nous souvient d'en avoir vu dans le midi de la France, aux confins du département du Gard et de l'Ardèche, qui étaient aussi aurifères. Le Gardon et ses affluens, le Rhône lui-même, ont roulé, roulent encore de l'or, et deux ou trois orpailleurs y pratiquent toujours le lavage des sables, surtout après les grandes pluies. Cette industrie fut jadis très prospère. On rencontre à la surface du sol des tas amoncelés de galets quartzeux blancs, dont aucune tradition n'indique clairement la provenance, et que le paysan attribue aux Anglais. Ceux-ci n'ayant pas occupé cette

partie du sol de la France pendant la guerre de cent ans, il est probable que ces débris remontent beaucoup plus loin, à l'époque romaine ou gauloise, et sont peut-être les traces toujours vivantes d'une méthode hydraulique rudimentaire mise en œuvre par nos premiers aïeux.

Pendant que les Californiens appliquent à leurs nouveaux *placers* les procédés d'attaque qui ont été décrits, ils ne restent pas inactifs sur leurs mines de quartz, et c'est ainsi qu'ils ont créé insensiblement la véritable métallurgie de l'or, qui avant eux n'existait pas. Sur ces mines sans cesse fouillées, non-seulement on extrait toujours le quartz aurifère des profondeurs du sol, mais on reprend aussi les résidus des premières exploitations, qui furent si hâtives, conduites avec de grossiers appareils, et l'on cherche à retrouver économiquement une partie de l'or qui est demeuré dans ces résidus. Pour cela, on a de plus en plus perfectionné les méthodes de broyage, de lavage et d'amalgamation. Enfin on a depuis quelques années résolûment appliqué au traitement des pyrites aurifères (sulfures de fer, de plomb, de zinc, de cuivre) que l'on trouve mêlées à l'or natif et devant lesquelles le mercure reste sans effet, des méthodes chimiques, dont quelques-unes, paraît-il, ont réussi. Dans le comté de Nevada, nous avons vu à l'essai deux de ces méthodes, l'une due à un ingénieur français, professeur à l'École des mines de Paris, le regretté M. Rivot, l'autre à un Allemand, Plattner. M. Rivot croyait avoir trouvé le moyen d'extraire tout l'or contenu dans les sulfures aurifères, et le procédé qu'il employait consistait à oxyder entièrement le minerai, réduit en poudre impalpable, dans un four cylindrique tournant en tôle de fer, chauffé en dessous, une façon d'énorme rôtissoire de la forme de celles à griller le café. A l'intérieur, on admettait de l'air et de la vapeur d'eau surchauffée. Après ce grillage, on amalgamait le minerai dans des cuves à la manière ordinaire. Un jeune Parisien, que j'avais connu en France quelques années auparavant, expérimentait près de la ville de Nevada, capitale du comté, le procédé de M. Rivot. Il avait quitté, pour la rude vie des *placers*, les salons élégans dont naguère il faisait les délices comme musicien. La métallurgie lui fut moins souriante que la musique, et il a dû renoncer à l'application économique du procédé de l'ingénieur français. Ce procédé avait été déjà et non moins vainement essayé par d'autres de nos compatriotes sur les mines d'argent du Mexique et de l'état de Nevada. Depuis, un inventeur germano-américain, Brückner, a mis en usage un four cylindrique tournant analogue à celui de M. Rivot. Ce four fonctionne, dit-on, convenablement dans les mines du Colorado et du Nouveau-Mexique, où il a été introduit en 1871.

Dans le four de Brückner, la chloruration suit le grillage du minerai. C'est aussi par la chloruration que l'Allemand Plattner traite les minerais d'or rebelles, et son procédé, comme celui de M. Rivot, était appliqué dans le comté de Nevada il y a quelques années; il l'est sans doute encore. Par le procédé de Plattner, on grille le minerai sulfuré dans un four à réverbère à deux soles ou aires planes consécutives, sur lesquelles on étend la matière à oxyder, puis on attaque par le chlore en dissolution les sulfures entièrement grillés. Le chlore est produit d'abord à l'état gazeux au moyen de l'oxyde de manganèse, du sel marin ou chlorure de sodium et de l'acide sulfurique. Le chlorure d'or est mis en présence d'une solution de sulfate de fer. Cette substance dégage le précieux métal de sa combinaison peu stable; il se forme du chlorure de fer au lieu de chlorure d'or, et l'or, remis en liberté, tombe à l'état de poudre noirâtre au fond des bassines servant à l'expérimentation. On recueille cette poudre, on la fond dans un creuset, on la coule dans une lingotière, et l'on obtient une barre d'or métallique entièrement pur. Tel est le procédé allemand, qui a été appliqué aussi sur quelques autres mines, par exemple celles du Colorado.

Diverses expériences, qu'il suffira de rappeler en passant, ont été également tentées depuis quelques années dans le traitement des minerais d'or sulfurés. On est allé jusqu'à s'adresser à l'électricité pour les espèces les plus réfractaires. Le fluide mystérieux favorise l'association ou la désunion des corps, et on lui a prêté un instant le don de rendre possible l'amalgamation de tous les minerais d'or ou d'argent. Nous avons assisté à quelques-uns de ces essais, entièrement abandonnés depuis, entre autres ceux que tentèrent deux Français, MM. Nolf et Pioche, à San-Francisco. Que d'espérances ne fondaient-ils pas sur leur réussite! Ils oubliaient que les procédés de laboratoire, trouvés le plus souvent par des théoriciens éloignés des mines, par des savans de cabinet qui n'ont jamais vu les exploitations et n'en connaissent point les exigences économiques, ne constituent pas des opérations métallurgiques de même nature que celles qu'on exécute quotidiennement. Ces naïfs chercheurs passaient sous silence une chose, le prix de revient de la matière qu'ils entendaient produire, et c'est à cela surtout qu'il aurait fallu viser. Nous en avons entendu un autre, tout fier de sa découverte, qui de Paris comptait en remontrer aux Californiens, et traiter les quartz aurifères dans des fours avec la litharge, sans se rendre compte de la difficulté de fondre ces grandes masses de silice, du coût de la litharge, dont l'application n'est pas celle-là, et du prix élevé des matériaux, de la main-d'œuvre et du combustible en Californie. Plus d'un médecin, parce qu'il était un peu

chimiste, s'est improvisé praticien en métallurgie, prétendant traiter indistinctement, par une méthode inventée dans les livres, tous les minerais aurifères, quelque rebelles qu'ils fussent. Retirer de sables métallifères un culot d'or de la valeur d'une pièce de vingt francs en faisant pour 100 francs de dépenses préliminaires est presque partout possible, même avec les sables de Meudon, comme le démontra un jour l'ingénieur Sage, le fondateur de l'École des mines de Paris. Ce qu'il faut, c'est de produire avec 5 ou 10 francs la valeur d'une pièce d'or de vingt francs, et voilà ce que les vrais Californiens ne perdent jamais de vue. En outre, dans le traitement de ces sortes de minerais, il y a une perte d'or ou d'argent qu'il faut se résoudre à subir. Cette perte, qui est inhérente à toutes les opérations de ce genre, on peut la réduire au minimum par tous les perfectionnemens possibles; mais vouloir atteindre dans la pratique le rendement de la théorie, vouloir même le dépasser, comme l'entendent quelques-uns, c'est chercher la pierre philosophale.

L'attention est particulièrement concentrée aujourd'hui en Californie sur l'exploitation des *placers* souterrains. De nouveaux gisemens de ces graviers aurifères sont chaque jour atteints, et l'on calcule qu'il y a là des milliards d'or à extraire et une durée de plusieurs siècles réservée à ces gigantesques travaux. Qu'il faille ou non rabattre de ces calculs, où les Américains se grisent volontiers, mais dont généralement les résultats ont été jusqu'ici en leur faveur, il n'en est pas moins vrai que les capitalistes étrangers commencent de nouveau à porter leurs regards vers ces lointaines entreprises. Dernièrement des financiers de Londres avaient envoyé des ingénieurs étudier les graviers de North-Bloomfield et une série d'autres gîtes non moins importans. L'or ne se remue plus à la pelle comme aux jours fortunés de l'Eldorado. Les grosses pépites sont devenues de plus en plus rares, et l'on ne gagne plus, à laver isolément les sables, des milliers de francs dans sa journée. Si l'on se lève pauvre le matin, il est rare qu'on s'endorme riche le même soir. Il faut aujourd'hui extraire péniblement le métal précieux à coups de millions et non plus à l'aveuglée, mais en s'inspirant des données les plus certaines de la science. La possession de gros sacs d'écus, la connaissance des lois de la géologie, de l'hydraulique, voilà ce qu'il faut maintenant pour commencer ces sortes d'entreprises. Il est indispensable que des associations financières puissantes en prennent la direction. Au milieu de tout cela, la production totale de l'or va baissant, non pas que les compagnies exploitantes ne réalisent point de bénéfices, bien au contraire : proportionnellement au nombre des mineurs oc-

cupés, le rendement moyen en or est même plus grand qu'il n'a jamais été; mais la production va se réglant, et les accumulations superficielles des *placers* ou des gîtes quartzeux ont été partout enlevées. Comme une sorte d'harmonie règne dans les choses de ce monde, le stock métallifère du globe arrive de plus en plus à sa composition normale; en même temps qu'on trouve moins d'or, on produit beaucoup plus d'argent.

En 1874, la Californie n'extrayait plus que 88 millions de francs en or, le quart de ce qu'elle avait extrait vingt ans auparavant, et tous les autres états ou territoires aurifères ne donnaient ensemble que 42 millions; mais la production de l'argent, de plus en plus croissante, arrivait à 235 millions. La portion des États-Unis comprise entre les Montagnes-Rocheuses et le Pacifique atteignait ainsi, dans l'extraction des métaux précieux, le chiffre de 365 millions de francs, qui n'avait pas encore été constaté et qui sera certainement dépassé en 1875, où l'on compte produire 400 millions. La première en date de ces régions minières si étonnamment fécondes, la Californie, est depuis longtemps définitivement organisée. C'est désormais un pays tranquille et prospère, où les mines, l'agriculture et l'industrie manufacturière se donnent heureusement la main. Aujourd'hui, la population de cet état atteint 750,000 âmes et la ville de San-Francisco, justement appelée la reine du Pacifique, compte 250,000 habitans. Dans cette région privilégiée, sous ce bienfaisant climat, qui est véritablement celui d'un paradis terrestre, tous les arbres fruitiers, tous les légumes d'Europe, en même temps que les plantes des pays chauds, sont utilement cultivés, et la terre, à peu près vierge et plus fertile qu'ailleurs, donne des produits incomparables; on connaît partout le volume, la saveur des fruits, des légumes de Californie. Les céréales, la vigne, fournissent des récoltes de plus en plus abondantes. En 1874, il a été produit 30 millions de boisseaux ou 10 millions d'hectolitres de blé, 4 millions de gallons ou 150,000 hectolitres de vin. Comme en Australie, l'élève des moutons s'est beaucoup répandu; la tonte a produit 18 millions de kilogrammes de laine. On rencontre dans les comtés du centre et du nord des champs de lin, de chanvre, de houblon, et dans ceux du sud le mûrier, le coton, le tabac. Peu de pays offrent à la marine et à l'architecture de plus beaux bois de construction. Sur tous les marchés d'Amérique, le blé et les farines de Californie sont cotés au premier rang. Le Chili, qui fut un moment le nourricier de l'Eldorado, reçoit de lui depuis longtemps des farines et même des céréales. Il est rassurant de constater que 15,000 Français, émigrés en 1848, sont restés dans le pays, y vivent contens, y font bien leurs affaires. Le jardinage, la culture de la vigne, les

occupent particulièrement. La Californie n'est pas du reste le seul pays métallifère où l'on signale ce bien-être et un progrès agricole continu. Tous les nouveaux états ou territoires qui gravitent autour d'elle doivent également à l'exploitation de l'or et de l'argent et leur prospérité toujours plus grande et leurs merveilleuses transformations.

III. — LES MINES D'ARGENT.

L'état de Nevada et le territoire d'Utah sont les deux principales régions qui produisent l'argent aux États-Unis. Le seul rendement du Nevada, toujours croissant depuis six ans, a dépassé 175 millions de francs en 1874, et celui de l'Utah a été d'environ 30 millions. A ces deux régions argentifères, il faut joindre le Colorado, l'Idaho, le Montana, l'Arizona et le Nouveau-Mexique, qui ont produit tous ensemble, en tenant compte aussi de la part afférente à la Californie, environ 30 millions de francs d'argent. Sur cette somme, plus des deux tiers appartiennent par moitié à la Californie et au Colorado. Les mines de l'Arizona ont été jadis plus prospères. Elles sont sur le prolongement de celles si riches de la Sonora, et appartenaient même à ce groupe avant l'annexion de l'Arizona aux États-Unis. Elles ont été en partie détruites, inondées, incendiées, à la suite des terribles incursions des Apaches lors de la guerre de sécession. Depuis cette époque, elles ne se sont plus relevées, et la production n'a fait qu'y décroître.

Les mines de l'Utah ne sont exploitées que depuis 1870. Elles étaient connues ou du moins soupçonnées depuis longtemps des mormons; mais leur *président* Brigham Young, imitant en cela la politique du sénat de Rome vis-à-vis de l'ancienne Italie, n'entendait pas autoriser l'exploitation de ces mines, de crainte que la culture agricole, celle qui a véritablement fondé l'Utah, ne fût négligée pour les travaux souterrains. Il était à craindre aussi que les gentils (c'est le nom que donnent les mormons à tous ceux qui ne sont pas de leur église) ne fissent irruption sur le territoire sacré, si les mines étaient ouvertes. Les événemens se sont joués de la politique du pape des saints. Quand l'heure a sonné, quand le chemin de fer du Pacifique a été ouvert, les pionniers, le pic sur l'épaule, sont venus éventrer les filons qui gisaient aux flancs des monts Wahsatch, et les mines ont immédiatement donné de tels bénéfices, que la fièvre des recherches s'est communiquée non-seulement aux chefs mormons eux-mêmes, mais encore au dernier des saints.

Ces nouvelles mines paraissent devoir être un jour presque aussi

importantes que leurs aînées, celles du Nevada. Quant à la fertilité de celles-ci, elle dépasse tout ce qu'on avait vu jusqu'à ce jour, fût-ce aux époques les plus productives de la colonisation hispano-américaine. Prises ensemble, les mines du Mexique, de la Bolivie, du Pérou, du Chili, ne viennent qu'après celles de Virginia-City et ne les suivent même que de très loin. Au temps de l'antiquité grecque, les fameuses mines du Laurium dont parlent tous les auteurs, Thucydide, Démosthène, Aristophane, elles qui formaient le plus beau revenu de la république d'Athènes, et qui, retrouvées de nos jours, ont fait tant parler d'elles, ces mines n'ont jamais fourni, même sous Périclès, où elles furent le mieux exploitées, une quantité de lingots d'argent comparable à celle qu'on extrait de certaines mines du Nevada. Le rendement de cette seule région atteindra 200 millions de francs en 1875. Récemment les plus volumineux amas de minerai massif ont été rencontrés dans la célèbre veine de Comstock, la plus riche du pays, près de Virginia-City. Cette découverte est bien autrement importante que celle autour de laquelle on a fait depuis deux ou trois ans tant de bruit, celle des mines de Caracoles, dans le district d'Atacama, sur la frontière qui sépare le Chili de la Bolivie. Là, comme c'est l'habitude partout, les mineurs se sont portés en foule sur les nouveaux gisemens et s'en sont disputé une part. Il y a eu des milliers de concessions délimitées alors qu'il n'aurait dû y en avoir qu'une centaine, et qu'une dizaine seulement de ces mines devaient fournir une campagne régulière.

Le Nevada n'a pas échappé à ces sortes d'excitations, d'abord à ses débuts, ensuite à diverses reprises. J'ai assisté en 1859 au premier exode vers ce qu'on appelait alors les mines de Washoe, qui manquèrent de dépeupler la Californie, et en 1868 à une seconde poussée des pionniers. En avant! tel est resté leur cri. C'était à White Pine, vers la limite orientale de l'état, un lieu qui n'était pas encore marqué sur les cartes et qui depuis est devenu fameux. Malgré les froids, qui furent précoces et qui à ces hauteurs et sous ce climat particulier sont très vifs, les *settlers* campèrent bravement tout l'hiver sur les nouveaux filons. Les rigueurs des hivers suivans ne les découragèrent pas davantage. Un certain nombre de ces exploitations ont prospéré, les autres ont dû être abandonnées. Le mineur reste rarement en place, et comme le joueur tente de toute façon la fortune, jusqu'à ce qu'elle lui sourie; mais dans ce jeu, tout de hasard, que de joueurs éternellement malheureux, si quelques-uns sont favorisés outre mesure!

L'exploitation des mines métalliques passe par des péripéties étranges. A la fin de 1874, une découverte inespérée, faite dans le

filon de Comstock, sur les mines de *Consolidated-Virginia*, *California* et *Ophir*, limitrophes les unes des autres et formant ensemble un même gîte, a mis en ébullition tous les mineurs du Pacifique et le monde financier de San-Francisco. La Californie, qui commence à être blasée sur ces sortes de choses et a perdu son ingénuité première, s'est émue des nouvelles découvertes et s'est sentie remuée dans ses entrailles comme au temps de ses argonautes. Que s'était-il donc passé? Une masse énorme, sans analogue jusque-là, de sulfure et de chlorure d'argent, c'est-à-dire des deux minerais les plus riches de ce métal, venait d'être rencontrée. Elle traversait de part en part les trois mines, commençant à Virginia, finissant dans Ophir, sans qu'on pût dire encore jusqu'à quelle profondeur elle s'étendait. On en estimait la longueur à 1,200 pieds ou 360 mètres. Le filon s'était considérablement renflé sur ce point, comme pour donner passage à cette masse énorme et l'enserrer solidement entre ses deux murs, l'un de granite, l'autre de porphyre. La largeur de l'amas métallifère n'était pas moindre que la longueur. On a travaillé depuis lors, on travaille toujours dans cette montagne souterraine d'argent. On estimait à 215 millions de francs la quantité seule de métal précieux que la mine Virginia aurait à extraire à partir du dernier niveau souterrain qu'elle avait atteint et en s'élevant au-dessus, vers les niveaux supérieurs, et l'on calculait qu'elle distribuerait de ce chef 135 millions de dividende à ses actionnaires. Au-dessous, un puits de sondage de 15 mètres était resté en plein minerai, et quelques-uns croyaient pouvoir porter à 100 mètres la limite que le gisement atteindrait de ce côté sur l'inclinaison du filon. Toutes les autres parties de la mine, bien que considérées jusqu'alors comme très riches, avaient été abandonnées pour celle-là. Le filon de Comstock, par momens si fertile, n'avait pas encore présenté, même au plus beau temps des mines *Gould* et *Curry*, *Yellow-Jacket*, *Savage*, etc., de telles masses de minerai compacte, et les ingénieurs pensaient que, pour la mine seule de California, le rendement total dépasserait 500 millions de francs. A Ophir, le minerai valait en moyenne 6,000 francs par tonne de 1,000 kilogrammes, et l'on avait trouvé des nids qui donnaient au-delà de 40,000 francs. La quantité de minerai dégagée, mise en vue, entre deux niveaux ou galeries horizontales, était évaluée en poids à 150,000 tonnes pour Ophir seulement, d'où on en extrayait 240 par jour, lesquelles alimentaient quatre moulins d'amalgamation. Jamais dans aucune mine, en aucun temps de l'histoire, un amas aussi riche et aussi puissant n'a été signalé. Pour la mine seule de California, il a 180 mètres de long, autant de large, et atteindra peut-être une profondeur de 120. Les Hispano-Américains,

qui connaissent de longue date ces sortes de renflemens métallifères, ces amas énormes de minerai d'argent tout à coup rencontrés, les appellent des *bonanzas*.

La mise en valeur des mines d'argent, plus encore que celle des mines d'or, a de tout temps tenté les banquiers, qui non-seulement font des avances aux mineurs, mais encore s'intéressent directement dans la poursuite de ces exploitations. Ils s'imaginent qu'il y a là des bénéfices plus certains que ceux du change ou de l'escompte, et mille fois plus fructueux. Quelques-uns y réussissent, et souvent au-delà de toute espérance; beaucoup y perdent, et c'est le cas le plus commun. Les banquiers de New-York, de Boston, de San-Francisco, en ont fait les premiers la triste épreuve. A lui seul, le Colorado a occasionné plus d'une débâcle financière. En Europe, les hommes d'affaires les plus madrés d'Angleterre ou de Hollande s'y sont aussi laissé prendre. Ceux qui ont conclu, il y a quelques années, à Londres, l'achat de la trop célèbre mine Emma, dans l'Utah, au prix de 1 million de livres sterling ou 25 millions de francs, les banquiers d'Amsterdam qui ont acheté à un prix non moins fou les mines de Caribou dans le Colorado, n'ont certes pas eu lieu, au moins les premiers, de se féliciter de leur marché de dupes.

La mise en action de la mine Emma est citée à New-York comme un des plus jolis tours de *Yankee* que *frère Jonathan* ait joués à son cousin *John Bull*. Le minerai de ce filon fut d'abord envoyé aux usines de Swansea, dans le pays de Galles, qui traitent le minerai d'argent. Il y rendit 600 francs par tonne. La moitié de la mine fut alors offerte par l'un des exploitans pour 15,000 francs, et ne trouva pas d'acquéreur, bien que la veine se montrât de plus en plus riche. Quelques mois après, en mai 1870, un banquier de la ville du Lac-Salé payait 150,000 francs pour un sixième d'intérêt dans l'Emma. L'année suivante, la moitié de la mine était vendue 3,750,000 francs à des capitalistes de New-York, et enfin au commencement de 1872 toute la mine était placée sur le marché de Londres au capital de 25 millions de francs ou 1 million de livres sterling, dont la moitié était immédiatement souscrite et l'autre affectée aux vendeurs. Dès le printemps de la même année, la mine était envahie par les eaux, entièrement inondée, et l'on dit que depuis le minerai est de plus en plus rare et pauvre.

Toute découverte, toute exploitation de mine, est par instans la cause de fortunes inespérées qui troublent toutes les cervelles, et quelquefois tout d'abord celle de l'heureux gagnant. C'est une loterie et des plus dangereuses. Un pauvre ouvrier mineur met par hasard la main sur une veine riche; comme le découvreur est pro-

priétaire du filon qu'il trouve, misérable la veille, il est millionnaire le lendemain. Qui n'a entendu parler de quelques-unes des rencontres incroyables qui ont été faites dans les premiers temps sur les placers aurifères? Dans les mines de quartz de Californie, j'ai cité la chance inouie des trois pauvres Irlandais d'Allison Ranch. On en pourrait rappeler vingt autres dont quelques-unes ont échu à des Français. Ces fortunes quelquefois s'écroulent comme elles sont venues, instantanément. C'est un tableau des *Mille et une Nuits*. La tête se trouble, les folies commencent, la ruine vient. Au Chili, les frères Bolados, pauvres âniers, découvrent une mine d'argent, en tirent 3 millions 1/2, perdent tout dans le jeu, la dissipation, l'orgie; la mine s'épuise, et ces millionnaires d'un jour n'ont plus même leurs ânes pour reprendre leur premier métier! Que de frères Bolados on pourrait citer dans les mines de Californie, du Colorado, du Nevada! Et ce n'est pas seulement le cas pour les mines de métaux précieux, ce l'est aussi pour d'autres mines. Sur les gîtes d'huile minérale de Pensylvanie, celui qu'on appelait familièrement Johnny, que tout le monde acclama un jour comme le roi du pétrole et qui posséda un moment 100 millions, celui-là se vit bien vite ruiné par des folies que nul n'a égalées; lui qui donnait comme gratification à son cocher les chevaux et la voiture qui venaient de le conduire, se jugea fort heureux à la fin de trouver un emploi de portier à ce même théâtre que la veille, à Oil-City, il avait monté à ses frais.

Les grandes maisons de banque à San-Francisco, plus prudentes en cela que celles d'Europe, n'achètent guère de mines; mais en prêtant de l'argent aux compagnies exploitantes, en leur faisant les avances nécessaires pour la continuation de leurs travaux, et ce à beaux deniers, au taux de 1 pour 100 par mois, en provoquant la hausse et la baisse sur les *stocks* ou actions minières qu'elles accaparent, elles drainent peu à peu dans leur caisse tout l'argent extrait des filons. Ces fortunes princières, comme celles des mineurs, s'en vont souvent au premier souffle. La *Bank of California*, qui a fait récemment une formidable faillite dont le retentissement est arrivé jusqu'en Europe, opérait surtout de la façon qui vient d'être dite. A la tête de cette banque était le fameux Ralston, qui est mort subitement à la suite de sa déconfiture, le 29 août dernier, en prenant un bain de mer, si bien que l'on a pensé un moment qu'il avait dû se suicider. L'existence de ce manieur d'argent, qui était à peine âgé de quarante-neuf ans, avait été au début pleine d'aventures comme celle de tant d'Américains. Né dans l'Ohio, il avait commencé par être homme de peine à bord d'un *steamer* du Mississipi. A l'âge de vingt-quatre ans, il attira par sa bonne mine, son intelligence, son énergie, l'attention d'un des plus grands financiers

de l'époque, Garrison, qui venait de fonder une maison de banque à San-Francisco. Garrison envoya son protégé diriger une de ses succursales dans l'isthme de Panama; en 1855, il le rappela près de lui et l'intéressa dans toutes ses opérations. En 1864, Ralston, désireux de voler de ses propres ailes, fondait pour son compte la Banque de Californie. Depuis cette époque, aucune mine, aucune voie ferrée, aucune entreprise industrielle ne s'était ouverte ou fondée sur la côte du Pacifique que cet homme n'y ait eu une part. Nous l'avons vu dans tout l'éclat de son triomphe, plus entouré, plus sollicité qu'un ministre. Sa fortune était évaluée à 100 millions de francs, sa maison de campagne citée comme la plus somptueuse de Californie. Il y avait réuni jusqu'à cent convives à table, et pouvait y abriter une vingtaine de ses hôtes dans une série d'appartemens royalement meublés. Ce financier ne se posait pas en Mécène, comme ceux du siècle dernier en France, mais il faisait des sénateurs : à coups de dollars, il envoyait les électeurs voter pour eux. Les mineurs du Nevada ne marchaient que sur un signe de lui. Récemment il jetait la première pierre et prenait à sa charge la moitié des frais de construction du *Palace Hotel* de San-Francisco, cet hôtel palais, qui coûtera, dit-on, 35 millions de francs, pourra donner asile à 1,500 personnes à la fois, et dépassera en grandeur, en confort et en magnificence les hôtels américains les plus renommés de l'Atlantique au Pacifique.

On n'est pas impunément le roi de San-Francisco. Ralston avait un rival, Mackay, parti de très bas comme lui, et qui était, il y a quelques années encore, ouvrier mineur dans le Nevada. Aujourd'hui, c'est l'homme le plus riche de toute la Californie, et sa fortune est évaluée à 75 millions de dollars. Il est un des directeurs de la fameuse mine *Consolidated-Virginia* et l'un des plus forts actionnaires de *California* et d'*Ophir*, dont on connaît l'incroyable richesse. Toutes les trois forment ensemble ce qu'on appelle sur la place de San-Francisco les *big bonanzas*, les gros filons. D'autres mines très importantes du Nevada, entre autres *Savage* et *Caledonia*, comptent aussi Mackay parmi leurs intéressés, et il a récemment fondé à San-Francisco, pour combattre l'influence toujours plus prépondérante de Ralston, la *bank of Nevada*. Deux de ses associés sont d'origine aussi humble que lui, O'Brien et Flood, qui ont débuté par être garçons de buvette, puis patrons buvetiers à San-Francisco. Ces vendeurs de *brandy*, à force de verser rasade aux spéculateurs qui opéraient devant leur comptoir, ont spéculé à leur tour sur les actions de mines, y ont gagné quelques centaines de mille francs, et avec cela ont acheté des pieds de filon, comme on dit en Nevada, parce que chaque action ne représente qu'un pied

de la veine, et souvent même un pouce. A ce nouveau commerce, encore plus fructueux que le premier, ils sont devenus bien vite millionnaires et se sont associés avec Mackay.

L'une et l'autre banque, celle de Nevada et celle de Californie, ayant presque une égale part d'intérêt dans les mêmes mines d'argent, on s'est disputé les actions des mines. Peut-être aussi que certaines exploitations n'ont pas donné tout ce qu'on en attendait, si bien que, dans cette lutte à mort, la banque de Californie a sombré, et que Ralston a eu la fin que l'on sait. Le peuple de San-Francisco ne lui en a pas moins fait de splendides funérailles, comme on en fit à New-York au financier Fisk, tué d'un coup de revolver il y a près de quatre ans. Trop de gens ont eu part aux largesses de ces millionnaires improvisés pour que ceux-ci ne soient pas pleurés à leur mort et sincèrement. Ce n'est pas d'ailleurs sans provoquer une émotion d'un autre genre que disparaissent subitement ces hommes, pour la plupart indignes, et dont beaucoup finissent par se faire justice eux-mêmes; ils ont tenu un moment dans leur main une partie de la fortune publique. La fermeture de la banque de Californie a occasionné sur la place de San-Francisco une crise qui heureusement n'a été que temporaire. Le 3 octobre, un télégramme annonçait au *Times* de Londres que la banque venait de rouvrir ses guichets, et que les déposans y affluaient de plus belle. Le croira-t-on? la foule encombrait les rues avoisinantes et poussait des hurrahs, des bannières avaient été déployées dans la ville, un salut de coups de canon avait été tiré; au dire d'un témoin oculaire, on se serait cru à la fête nationale du 4 juillet. Ce qui était plus consolant, c'est que le commerce de San-Francisco, un moment si troublé, était rentré dans ses voies habituelles.

Pendant que les hommes de finance président d'une manière aussi fiévreuse à la hausse et à la baisse des actions minières, souvent la provoquent eux-mêmes, le mineur poursuit paisiblement ses travaux souterrains, n'ayant pas quelquefois conscience de ce qui se trame au-dessus de sa tête, et ne se doutant pas de tous les jeux qui s'organisent autour du filon dont il suit si patiemment et si attentivement les capricieuses allures. De leur côté, les ingénieurs, les métallurgistes, s'attachent à exploiter de mieux en mieux les veines et à retirer toujours une plus grande quantité de l'argent contenu dans le minerai, pendant que les géologues dressent avec un soin méticuleux la carte des gisemens, et que les statisticiens, toujours en éveil, tiennent un compte exact et presque quotidien de toutes les circonstances économiques de la production. Rien ne reste en souffrance, et dans les mines d'argent comme dans les

mines d'or le progrès est continu, et la même vigueur est partout appliquée à l'exploitation et à l'extraction du métal.

On peut dire qu'une métallurgie nouvelle s'est formée pour l'argent comme pour l'or. Les systèmes les plus perfectionnés sont adoptés partout pour le fonçage des puits et des galeries, l'extraction du minerai, l'asséchement des eaux souterraines, la ventilation des chantiers intérieurs. Les travaux sont solidement étayés, et le foret à pointe de diamant, qui a été inventé par un Français, mais qui n'a pas été adopté en France, est employé dans quelques-unes de ces mines, dont il accélère singulièrement l'avancement des travaux. La dynamite, la poudre géante, ainsi nommée à cause des effets étonnans qu'elle produit sur la roche massive, sont de plus en plus en usage. L'emploi de ces matières détonantes s'est transmis de la Californie au Nevada et s'y généralise. En ce qui regarde le broyage et l'amalgamation du minerai (on sait que le minerai d'argent est généralement traité comme le minerai d'or par le mercure), tous les procédés connus ont été essayés, étudiés et bien vite modifiés heureusement, de même dans les cas où la fusion est nécessaire, car il est des minerais d'argent qui sont rebelles au mercure et ne peuvent se traiter que par le feu. Dans ces sortes de recherches, où la chimie est mise sans cesse à contribution, l'état de Colorado s'est toujours distingué au premier rang comme celui de Nevada; quant à la Californie, elle ne cède le pas à personne dans le domaine du traitement des minerais aurifères. Il n'est pas jusqu'à la ville de Chicago qui, profitant d'une situation des plus favorables au voisinage de riches houillères, et sur le réseau de chemins de fer qui mène au grand *railway* du Pacifique, n'ait établi, elle aussi, une vaste usine pour traiter par la fusion, la liquation par le zinc et la coupellation, les minerais d'argent de l'Utah et une partie de ceux du Colorado. Toutefois le dernier mot n'est pas dit encore, car une partie des *mattes* argentifères et aurifères continue d'être envoyée en Europe, par exemple à Swansea, dans le pays de Galles, et à Freyberg en Saxe, où l'on achève de les traiter. Une plus rigide économie devra aussi être adoptée par les Américains, pour l'ordinaire trop gaspilleurs.

Pour subvenir aux opérations métallurgiques où le feu est indispensable, on trouve dans la plupart des états miniers un combustible fossile de qualité à peu près satisfaisante, et des forêts dont on tire du bois et du charbon de bois; mais c'est là le côté faible de ces régions : elles n'ont pas véritablement le combustible qu'il leur faudrait, et celui qu'elles ont coûte cher. Le même inconvénient se présente, et plus grave encore, dans toutes les mines d'argent de l'Amérique espagnole. A Cerro de Pasco, dans le Haut-

Pérou, on est réduit à faire usage de la fiente de lama desséchée. Pour l'amalgamation, on dirait au contraire que la nature s'est plu à disposer d'avance en Californie des mines de mercure inépuisables, entre autres celles de New-Almaden dans le comté de Santa-Clara. Celles-ci et quelques autres mines voisines, New-Idria, Redington, Guadalupe, fournissent à tous les états et territoires du Pacifique tout le mercure dont ils ont besoin pour le traitement des minerais d'or et d'argent. Les vues de la nature sont étranges. Avait-elle quelque pensée préconçue quand elle jetait si près de l'or et de l'argent le mercure de Californie, et qu'elle réservait à l'Espagne les mines de mercure d'Almaden? Sans mercure, pas d'amalgamation possible, et par conséquent pas de traitement économique de l'or et de l'argent.

Le vif-argent se rencontre en Californie à l'état de cinabre ou vermillon natif d'un beau rouge, dont les Indiens, les premiers découvreurs et exploitans de ces mines, se servaient jadis pour se tatouer le visage. Le cinabre ou mercure sulfuré est presque le seul minerai de mercure. On en retire le métal liquide par une simple distillation. La quantité totale de vif-argent produite par les mines californiennes a été d'environ un million de kilogrammes en 1874, dont celles de New-Almaden ont fourni le tiers. Précédemment la quantité était plus considérable, et New-Almaden seulement rendait 1 million 1/2 de kilogrammes. Cette diminution dans la production, qui est due ici à des circonstances purement géologiques, a concordé avec une diminution correspondante dans les mines d'Espagne, à la suite des événemens dont la péninsule ibérique était alors le théâtre. Il en est résulté une hausse continue sur le métal, qui, de 6 francs le kilogramme, prix auquel il s'est tenu pendant bien des années jusqu'à 1869, est monté insensiblement jusqu'à 16 francs en 1874; il est aujourd'hui tombé à 10 francs. La mine d'Almaden en Espagne, depuis longtemps louée à la maison Rothschild, et qui produit environ 1 million 1/2 de kilogrammes par an, est la seule concurrente sérieuse des mines de mercure californiennes. Celles-ci alimentent non-seulement tous les états du Pacifique, mais même le Japon et la Chine. Dans les mers de l'Inde, elles retrouvent le mercure d'Espagne comme dans la mer des Antilles : la Chine d'un côté, le golfe du Mexique de l'autre, marquent la limite des marchés respectifs. Les quelques gîtes mercuriels qu'on rencontre en Italie, notamment en Toscane, et à Idria dans la Carniole autrichienne, ou en Hongrie et en Transylvanie, enfin dans le duché des Deux-Ponts en Allemagne, voire au Pérou à Huancavelica, qui fut jadis si productive, terminent l'inventaire du globe en mines de mercure et ne méritent pas de figurer à côté d'Almaden d'Espagne

ou de New-Almaden de Californie. Toutes ensemble, les diverses mines qu'on vient de citer ne dépassent pas dans leur rendement annuel 250,000 kilogrammes ou le sixième de ce qu'une seule des deux autres peut fournir dans une bonne année d'exploitation.

Telle est cette région heureuse qui court des bords du Missouri au rivage du Pacifique, et qui se développe principalement sur les flancs des Montagnes-Rocheuses, des monts Wahsatch et de la Sierra-Nevada, région féconde en mines de tout genre, surtout en mines de métaux précieux. En 1874, ces mines ont produit pour une valeur totale de 365 millions de francs d'or et d'argent, dont 130 millions en or; c'est la moitié de tout ce que le globe fournit. L'Australie, la Sibérie, ont livré chacune environ 100 millions d'or, et les mines de l'Amérique espagnole la même somme en or et en argent, dont 80 millions de ce dernier métal. Tous les autres pays ont extrait à leur tour pour une valeur de 60 à 70 millions des deux métaux précieux. Le chiffre afférent aux États-Unis est le plus fort que l'on y ait jusqu'ici obtenu, et il est certain qu'il sera encore dépassé en 1875. Quelques-uns des pays miniers comme la Californie, après avoir atteint le maximum, produisent moins chaque année; d'autres, comme le Nevada, l'Utah, rendent toujours davantage; non-seulement il y a compensation, mais dans l'ensemble le total monte, monte sans cesse. Ne l'oublions pas, c'est surtout aux institutions libérales dont tous ces états et territoires jouissent, à la facilité qu'on y trouve à exploiter une mine à peine découverte, au peu de règles restrictives imposées au travail industriel, au bon accueil qu'on fait aux immigrans, à la possibilité pour tous d'occuper immédiatement des terres et de les cultiver, c'est à tant d'avantages réunis que ces divers états et territoires ont dû surtout leur développement si prodigieux. Tirons-en pour nous-mêmes une leçon profitable à l'amélioration de nos colonies et comme un encouragement pour nos affaires, car une partie de cet or ou de cet argent nous arrive soit en lingots, soit en monnaie. Si jamais quelque économiste, inquiet du développement inusité que les échanges prennent autour de nous, craignait que l'or et l'argent ne vinssent à manquer aux transactions, qu'il se rassure: les gisemens des États-Unis, disséminés au voisinage du Pacifique, sont chaque jour plus productifs, plus étendus, et sont loin d'avoir donné toute leur mesure. Le mot que le président Lincoln a prononcé à propos de ces mines si fécondes se vérifie de plus en plus : « c'est là qu'est le trésor du globe! »

L. Simonin.

M. CHARLES DE RÉMUSAT

Il y a six mois, la France a perdu un des hommes qui lui faisaient le plus d'honneur par son esprit, par son caractère, par les services qu'il lui a rendus à diverses époques, et l'émotion publique, le jour de ses obsèques, a montré que la France comprenait tout ce qu'elle a perdu. Rarement on avait vu un pareil concours de toutes les opinions, de toutes les classes, réunies autour d'un cercueil et pénétrées d'une plus sincère affliction; mais l'affliction des collègues, des confrères, des admirateurs de M. de Rémusat ne pouvait pas égaler celle de ses vieux amis, de ceux qui ont partagé les joies et les tristesses de sa vie. M. de Rémusat était pour moi un ami de cinquante ans, un ami de qui, pendant ce long espace de temps, je ne me suis pas séparé un seul jour. C'est donc avec une triste satisfaction que j'ai accepté la tâche de dire ici ce que je sais du cher compagnon de toute ma vie, du représentant éminent de la cause à laquelle je me fais honneur d'appartenir.

Je sens combien l'entreprise est difficile. Pour bien peindre M. de Rémusat, il faudrait avoir toutes ses aptitudes, être à la fois homme du monde et philosophe, érudit et moraliste, artiste et critique, homme politique et auteur dramatique; il faudrait aussi avoir cette pénétration, cette finesse qui fait reconnaître à première vue le fort et le faible de chaque doctrine. On a dit avec raison qu'un des traits principaux du caractère de M. de Rémusat était la curiosité, le goût des idées nouvelles, et c'est pourquoi on l'a quelquefois dépeint comme un sceptique. L'accusation est fausse. Son prétendu scepticisme n'était que l'impartialité d'un esprit supérieur qui comprend tout, qui juge tout, qui n'est dupe de rien et qui garde à travers toutes les recherches et malgré bien des déceptions un fonds solide de convictions inébranlables. Ce qu'il était au commencement de sa vie, il l'était encore la veille de sa mort, un libéral sincère, exempt de préjugés, cherchant la vérité sous toutes les formes et

dans toutes les directions, plus préoccupé des choses que des personnes, ainsi fait, comme il l'a écrit lui-même, « qu'il lui fallait des croyances pour agir et des raisons pour croire, » ayant d'ailleurs le culte du beau aussi bien que du vrai, et saluant d'une admiration presque égale une belle pièce de théâtre et une forte démonstration philosophique. « Il est, disait M. Saint-Marc Girardin, comme certains astres : il a une atmosphère immense et un noyau solide. »

Il ne suffit pas, pour faire connaître un tel homme, de quelques traits ingénieusement rassemblés; il faut le suivre dans toutes les phases de sa vie active et intellectuelle. Ce n'est donc pas un portrait que j'essaie de faire; c'est le résumé d'une vie consacrée tout entière à la recherche du vrai, du bien et du beau.

La famille de M. de Rémusat était originaire de la Provence ou du moins elle y était établie depuis longtemps. Son père, avocat-général à la cour des aides du parlement d'Aix, y avait épousé, en premières noces, Mlle de Saqui-Sannes, qui le laissa veuf sans enfans. Venu à Paris après la terreur, il épousa, en 1796, Mlle de Vergennes, nièce du ministre de ce nom, dont le père était mort sur l'échafaud, et qui n'avait alors que seize ans. Un an après, elle donnait le jour à un fils qui a été Charles de Rémusat. Mme de Rémusat était une personne d'une rare distinction, comme le prouvent sa correspondance, deux romans dont M. Sainte-Beuve a pris connaissance (1), et surtout un essai sur l'éducation des femmes publié par son fils en 1824. Les premières leçons d'une mère tendre et sensée, quand elles s'appliquent à une nature droite et impressionnable, laissent une empreinte qui ne s'efface jamais, et il est permis de croire que M. de Rémusat doit surtout à sa mère la fermeté d'esprit et la délicatesse de sentimens qu'il a gardées à travers toutes les épreuves de la vie.

Il passa pourtant ses premières années dans un lieu peu favorable à l'indépendance de la pensée. La mère de Mme de Rémusat, Mme de Vergennes, avait avec Mme Beauharnais de bonnes relations, qu'elle avait continuées avec Mme Bonaparte. Quand, après la première campagne d'Italie, le nouveau gouvernement s'établit, elle demanda un emploi pour son gendre, et Joséphine s'empressa d'offrir à Mme de Rémusat la place de dame du palais et à son mari celle de préfet du palais. Une position plus indépendante eût paru préférable; mais il fallait accepter ou renoncer à toute carrière publique. M. et Mme de Rémusat acceptèrent, et en 1802 ils s'installèrent à Saint-Cloud avec leur fils, alors âgé de cinq ans. C'était

(1) Sainte-Beuve, *Portraits de femmes, — Mme de Rémusat.*

encore le temps du consulat; mais bientôt commença le régime « où, comme l'a dit M. de Rémusat, on avait de l'esprit, mais où l'on ne pensait pas. » A quoi bon penser quand tout était soumis à une seule volonté, quand une consigne inflexible régissait les esprits aussi bien que les actions, quand la France entière paraissait se précipiter dans la servitude volontaire? C'était beaucoup déjà que d'avoir un avis sur Racine et sur Corneille, sur Talma et sur les feuilletons de Geoffroy, et encore fallait-il qu'il ne fût pas trop en désaccord avec celui du maître.

Dans le monde où il grandissait, M. de Rémusat trouvait du moins une société qui avait le goût des lettres et à laquelle ne suffisaient pas les bulletins de la grande armée. Parmi les amis de sa mère, il y avait des femmes comme Mme de Vintimille et Mme d'Houdetot, qui conservaient la tradition des salons du XVIIIe siècle, et il n'était pas rare de rencontrer chez elle des hommes comme M. Pasquier, M. Molé, M. de Barante, M. de Talleyrand, tous très respectueux pour l'empire, mais qui se dédommageaient en discutant librement les questions littéraires. M. de Rémusat, quand il entra au collége, était donc tout préparé, et, sans obtenir des succès éclatans, il devint bientôt un des meilleurs élèves du lycée Napoléon; mais en même temps qu'une leçon d'un professeur ami, M. de La Romiguière, éveillait en lui l'amour de la philosophie, il y joignait un goût prononcé pour la littérature légère, et dès l'âge de quinze ans il faisait des chansons. Il en a fait avec succès un très grand nombre, pendant les premières années de sa vie; c'était le goût du temps comme celui des petits vers, et plus d'une fois des connaisseurs crurent voir dans le jeune chansonnier un émule de Désaugiers et de Béranger. Ce n'est pourtant pas à ce genre de renommée qu'il était destiné, et, content de chanter ses chansons entre amis, jamais il n'a souffert qu'elles fussent imprimées.

C'était d'ailleurs un singulier temps, et il l'a décrit lui-même dans la préface du livre où il a rassemblé ses premiers écrits sous le titre *Passé et présent*. « Les dernières années du règne de Napoléon, dit-il, avaient produit une disposition générale qui ne doit pas faire envie... La France attristée ne se détournait pas du gouvernement pour chercher son salut en dehors de lui; elle en était venue à manquer de l'illusion des souhaits. Son gouvernement l'alarmait et ne l'irritait pas. Elle n'en désirait pas la chute, elle n'en espérait pas la réforme; elle le regardait comme nécessaire et dangereux, et se sentait dans une égale impuissance de lui faire du mal ou du bien, de le contenir ou de le renverser... Dès longtemps revenue des théories, elle conservait une aversion vague pour tous les systèmes pris hors des faits, et, quoique froide et peu dévouée, elle se défiait de toutes les oppositions; elle ne croyait plus aux

idées, mais aux événemens. Cette disposition des esprits en politique répondait à une disposition analogue sur toutes les choses de l'ordre moral. La philosophie, les arts, pour tout dire en un mot, les opinions étaient resserrées dans d'étroites limites : on mettait la sagesse dans la contrainte. Peu de mouvement, point de nouveauté, beaucoup de prudence. On se défiait du raisonnement dans les choses de raisonnement, de l'imagination dans les choses d'imagination... L'esprit humain a rarement été moins fier de lui-même. C'est un temps où il fallait être soldat ou géomètre. »

M. de Rémusat ne désirait être ni l'un ni l'autre; mais pendant qu'il continuait ses études sérieuses tout en faisant des chansons, l'empire penchait vers sa ruine, et un changement notable se faisait dans la société naguère encore éblouie et asservie où vivaient ses parens. Ce changement se marque nettement dans les mémoires inédits de Mme de Rémusat, qui contiennent des particularités très piquantes sur la cour impériale. Les hommes d'esprit dont cette société se composait commençaient à comprendre que le pouvoir absolu perd les nations bien loin de les sauver, et l'humeur opposante se développait, même parmi les fonctionnaires impériaux. La jeune intelligence de M. de Rémusat les avait devancés, et il n'eut aucun effort à faire, quand survint la catastrophe, pour accepter comme dédommagement des désastres de la guerre l'aurore de la liberté constitutionnelle. Ses études, ses réflexions l'y avaient préparé, et le souvenir de cette époque lui est toujours resté comme celui d'une émancipation intellectuelle (1). « C'est pour cela, a-t-il dit plus tard, que je n'ai jamais eu un grand fonds d'aigreur contre la restauration. Je lui savais gré en quelque sorte de m'avoir donné les idées que j'employais contre elle. » Cette phrase, citée par Sainte-Beuve, a fort ému un écrivain dévoué à la cause royaliste; mais il a oublié de se demander pourquoi les idées apportées par la restauration avaient servi à la renverser, et qui devait être tenu pour responsable de sa chute.

M. de Rémusat n'avait pas seulement pris les devans sur les hommes politiques qui fréquentaient le salon de sa mère, il les avait dépassés par l'ardeur de son libéralisme naissant, et il ne pouvait avoir l'approbation ni des royalistes, ni des fonctionnaires impériaux qu'il y rencontrait. Pour ne pas heurter trop fortement des opinions différentes des siennes, il prenait l'habitude de modérer son ton, de comprimer sa vivacité naturelle et de suppléer par de fines railleries à la force des démonstrations. Déjà pourtant on pouvait remarquer en lui une grande répugnance pour les demi-partis et pour les lâches concessions, et quand, dans le monde où il

(1) *Derniers Portraits*, par Sainte-Beuve. — *M. de Rémusat.*

vivait, il entendait dire que « cela ne pouvait pas durer, » il était fort disposé à le croire. Il n'en fut pas moins indigné du retour de l'île d'Elbe, et plus indigné encore des transformations intéressées qu'il voyait s'opérer autour de lui. « Il revient, disait alors M. de Barante, pour nous déshonorer tous. » Si dévoués que ses parens eussent été à la monarchie impériale, c'était aussi leur sentiment, et l'empereur, qui le savait, eut soin de les exiler à quarante lieues de Paris. Ils passèrent en famille le temps des cent jours dans la Haute-Garonne, étrangers à tous les événemens, et c'est là qu'ils apprirent la seconde restauration et la nomination de M. de Rémusat père à la préfecture de ce département, où, du fait de sa femme, il possédait la terre de Lafitte. Si la seconde restauration avait su se préserver des excès où elle est tombée, peut-être M. de Rémusat, libéral sincère et sans parti-pris hostile, s'y serait-il rallié; mais il n'en fut rien, et quand sévit la réaction royaliste, quand le procès du maréchal Ney, celui de M. de Lavalette et les massacres du midi vinrent pénétrer de douleur et d'indignation toutes les âmes généreuses, alors les ménagemens ne lui parurent plus de saison, et il se plaça résolûment dans les rangs les plus actifs de la politique libérale. « Nous ne savions pas, dit-il, la révolution, c'est la restauration qui nous l'apprit. Avec une rapidité singulière, la première vue de la restauration fit comprendre, même à ceux qui l'accueillaient sans vive inimitié, pourquoi l'ancien régime avait dû périr, pourquoi la révolution s'était faite. »

Après les cent jours, on le comprit bien mieux encore, et la résolution de sauver à tout prix la conquête de la révolution se grava profondément dans les cœurs; mais les uns travaillèrent à l'œuvre commune au moyen des sociétés secrètes et des conspirations, les autres par les voies légales et par la discussion publique. M. de Rémusat fut un de ces derniers, et il ne tarda pas à prendre sa place parmi les écrivains qui cherchaient à concilier les idées nouvelles avec la tradition. Ainsi en 1817, quand il avait vingt ans à peine, il écrivit, sous ce titre un peu ambitieux : *la Jeunesse*, quelques pages assez vagues encore, mais qui déjà montraient les jeunes générations prêtes à paraître sur la scène avec leurs idées propres, et aspirant à y jouer un rôle original. Ce n'était d'ailleurs qu'un essai qui fut suivi en 1818 de trois articles plus importans, le premier *sur la situation des gouvernemens*, le second *sur la bonne foi dans les opinions*, le troisième *sur la révolution française*, à propos des *Considérations* de Mme de Staël, qui venaient de paraître. Ce dernier, communiqué à M. de Barante, fut remis par celui-ci à M. Guizot, qui le jugea digne d'être inséré dans les *Archives*, dont il était le directeur. Il y parut avec une sorte de préface où M. Guizot insistait sur l'influence que le livre de Mme de

Staël devait avoir sur la jeune génération, « espoir de la France, que la révolution et Bonaparte n'avaient ni brisée, ni pervertie, et qui voulait la liberté sans que ses sentimens et son jugement fussent corrompus ou obscurcis par les intérêts ou le souvenir du désordre. » Cet écrit, où l'empire et la restauration étaient sévèrement jugés, ne pouvait plaire ni aux anciens fonctionnaires de l'empire, ni aux nouveaux fonctionnaires de la restauration, au milieu desquels vivait l'auteur. Son père d'ailleurs était préfet, et l'on s'étonnait que le fils d'un préfet se permît de critiquer le gouvernement servi par son père; mais dans le public vraiment libéral il eut un grand succès. M. de Barante et M. Guizot le louèrent hautement, Mme de Broglie et M. Auguste de Staël voulurent remercier personnellement l'admirateur de leur mère; M. Royer-Collard enfin donna à M. de Rémusat une approbation dont il n'était pas prodigue. « Je vous ai relu, monsieur, » lui dit-il, et dans la bouche de M. Royer-Collard l'éloge était aussi rare que complet.

A partir de ce moment, l'avenir de M. de Rémusat était fixé, et l'on peut trouver dans ces premiers essais le germe des idées qui l'ont dirigé pendant tout le cours de sa longue vie. L'article que M. Royer-Collard avait relu commençait par ces mots : « la révolution française ne fut point un accident, mais le résultat nécessaire de tout le siècle passé... » Et l'auteur montrait qu'au milieu du dernier siècle le contraste entre les idées et les actes était absolu et qu'aucune action ne se faisait plus en conscience. Le gouvernement d'ailleurs s'obstinait à ne point prendre part au mouvement de l'esprit général, maintenait toutes ses habitudes, le dirigeait d'après ses anciens principes et conservait les mêmes institutions qui supposaient les mêmes croyances. Qu'arriva-t-il alors? « On regarda la réalité et la pensée comme deux choses isolées l'une de l'autre; on se dit que si, dans le domaine des idées, il ne fallait relever que de la raison, sur le terrain des faits on ne devait dépendre que de l'intérêt... On faisait des fautes sans entraînement; on remplissait des devoirs sans vertu. Aucune exagération n'était excusée par aucun enthousiasme; les prêtres étaient intolérans sans être croyans, la noblesse faisait la guerre sans tenir à la gloire; le trône n'était pas respecté, mais on l'encensait. La religion était insultée et pratiquée; les philosophes allaient à la cour, et les citoyens obéissaient aux lois sans les aimer ni les connaître. » Mais il venait de naître une nouvelle génération qui ne pouvait porter aussi loin cette singulière facilité de penser une chose et d'en faire une autre. Un jour cette génération se souleva contre ces formes officielles qui ne cachaient rien de solide, contre ces faussetés convenues qui n'étaient plus même des mensonges, puisque personne n'en était dupe, et la révolution fut faite.

C'était un singulier phénomène que ce jeune homme, âgé de vingt et un ans à peine, élevé dans une société aristocratique, bien vu des dames du monde, et qui répandait de pareilles idées en pleine restauration, au moment de la lutte la plus vive entre l'ancien régime et la révolution! M. de Rémusat ne niait pas d'ailleurs que de grandes fautes n'eussent été commises de part et d'autre, et, bien loin d'amnistier la terreur, il lui reprochait d'avoir détaché beaucoup de Français de la cause de la révolution. « Le malheur, dit-il, en développant quelques émotions honorables et généreuses, avait brisé les âmes. Les excès de nos années sinistres avaient pu ranimer les sentimens de la justice et de l'humanité; mais ils avaient intimidé la volonté, humilié la raison. On avait rêvé de se croire fait pour se gouverner soi-même... On s'était repris d'un goût légitime pour la vie paisible et régulière, pour les affections de famille, pour les vertus privées qui paraissaient les seules solides depuis que les vertus publiques avaient mal tenu leurs promesses. C'est de ce temps que date l'existence d'une classe d'hommes fort nombreuse, les honnêtes gens mauvais citoyens. »

Cette classe d'hommes, dépourvue de tout sentiment patriotique comme de toute idée libérale et uniquement préoccupée de l'ordre matériel, a survécu depuis quatre-vingts ans à tous les gouvernemens, et M. de Rémusat l'a retrouvée plus d'une fois dans le cours de sa vie. C'est elle dont l'indifférence a encouragé la restauration au coup d'état qui l'a perdue. C'est elle qui, sous le gouvernement du roi Louis-Philippe, a provoqué la révolution en s'opposant à toute réforme; c'est elle qui a battu des mains quand le président de la république a usurpé le pouvoir, au mépris des lois et de ses sermens; c'est elle encore qui plus récemment, au lieu d'aider MM. Thiers et de Rémusat à constituer un gouvernement libre et modéré, les a sacrifiés à de vaines terreurs et à de folles répugnances. En la qualifiant comme il l'a fait en 1818, M. de Rémusat semblait deviner d'avance quelle serait son action sur les destinées de la France, pendant plus d'un demi-siècle.

Cependant à la fin de 1818 un ministère libéral, le ministère Dessoles, s'était constitué avec l'appui des chefs du parti doctrinaire, M. Royer-Collard, M. de Broglie, M. Guizot. Le succès de son article appelait naturellement M. de Rémusat à prendre part à leurs travaux, et pendant l'année 1819 il écrivit plusieurs fois dans les journaux ministériels. Il écrivit même une brochure sur la liberté de la presse, qui fut fort remarquée et dans laquelle, après avoir montré que cette liberté était née de la liberté de penser, sous l'ancien régime, il établissait avec une grande fermeté quelles en devaient être les conditions sous un gouvernement libre; quelques

mois après, dans une autre brochure intitulée *De la Procédure par jurés en matière criminelle*, il complétait son œuvre. Comme les chefs du parti doctrinaire, M. Royer-Collard, M. de Broglie, M. de Serre, M. Guizot, M. de Rémusat ne comprenait pas pour la presse d'autre juridiction que le jury, et cette conviction, il l'a toujours gardée.

En même temps qu'il préludait aux luttes politiques qui devaient remplir son existence, M. de Rémusat n'abandonnait pas la littérature, et en 1819 il publiait dans *le Lycée*, recueil dirigé par MM. Villemain et Loyson, un article sur la révolution du théâtre, où il prédisait les réformes qui étaient à la veille de s'accomplir. Dans cet écrit, il parlait avec un grand dédain de « ces esprits retirés qui ne produisent et n'acquièrent plus, mais qui ne peuvent souffrir que d'autres fassent fortune. » Puis il avertissait ces sortes de littérateurs qu'ils étaient en péril. « L'ancien régime dramatique, disait-il, est ébranlé; l'esprit révolutionnaire y fermente. L'insurrection approche. » Et il se félicitait que le public eût contracté le besoin d'émotions plus vives et moins communes. Plus tard, au temps du *Globe*, ces idées ont été fort développées et sont devenues banales. Elles étaient nouvelles alors. M. de Rémusat traduisait au même moment le théâtre de Goethe avec son ami M. de Guizard, et le traité *de Legibus* de Cicéron pour l'édition de son ancien professeur, M. Victor Leclerc; mais, dans la préface qu'il joignait à ce traité, l'homme politique reparaissait, et dans sa peinture du parti aristocratique de Rome, il n'était pas difficile de trouver plusieurs traits qui s'appliquaient évidemment au parti ultra-royaliste français.

Ce parti venait de reprendre le pouvoir, et l'essai libéral de la restauration n'avait pas eu une longue durée. M. Dessoles avait succombé devant l'hostilité de la diplomatie et de la cour; M. Decazes, qui lui avait succédé, était tombé lui-même après l'assassinat du duc de Berry. M. de Rémusat rentra alors dans l'opposition pour n'en pas sortir jusqu'à la révolution de 1830. Il avait pris trop de goût à la politique pour se borner à la littérature, et en 1827 il accepta avec joie la proposition que lui faisait M. Thiers de partager la direction des *Tablettes universelles*, recueil périodique fondé par M. Coste. « Nous sommes la jeune garde, » lui disait alors M. Thiers, et il ajoutait « qu'il ne ferait jamais rien sans lui demander d'en être. » C'est ainsi qu'a commencé cette liaison que la mort seule a pu rompre, et où, de part et d'autre, toutes les promesses ont été tenues. Le premier article que M. de Rémusat publia dans ce recueil, *sur le choix d'une opinion*, était surtout dirigé contre ceux qui, dans leur égoïsme, croient pouvoir rester froids spectateurs des discordes civiles et conserver la neutralité entre les

combattans. Il considérait que sans se résigner à l'aveuglement de l'esprit de secte, à la servitude de l'esprit de parti, chacun était tenu d'avoir une opinion et de la professer publiquement, sans égard pour les injures de la malveillance, pour le blâme des indifférens, pour les anxiétés de l'amitié timide. « De quel prix, disait-il, serait la vie, avec les passions qui la corrompent et les chagrins qui la désolent, de quel intérêt serait la société, que l'erreur égare et que la force ravage, sans le besoin de chercher la vérité et le devoir de la dire? De quoi serviraient à l'homme ces notions ineffaçables, qu'il trouve en lui-même, de son origine et de sa fin, si elles ne donnaient à sa destinée le caractère d'une mission? » Ce n'est point là le langage d'un simple curieux, ni même d'un pur philosophe, et la sagacité précoce de ce jeune et courageux esprit n'avait rien de commun avec la hautaine indifférence que tant de gens aujourd'hui prennent pour le dernier mot de la sagesse. Le noble souci des devoirs que la liberté impose et de la puissance qu'elle communique, M. de Rémusat le portait dans tous les sujets qu'il lui arrivait de traiter. Son libéralisme éclairait sa critique et faisait le fond de toutes ses opinions. Un jour, il établissait dans un article sur la politique extérieure que dans l'état de l'Europe toutes les guerres étaient des guerres civiles entre les partis plutôt que entre les nations, et il prédisait que la sainte-alliance serait vaincue par la révolution espagnole. C'était une erreur; mais elle était alors partagée par presque tout le parti libéral. Un autre jour, dans le même recueil, il célébrait l'alliance féconde de l'industrie et de la liberté. Puis comparant le théâtre de Shakspeare à notre théâtre national, il montrait qu'un tel théâtre ne pouvait naître que chez un peuple où la vie politique était universelle. En France au contraire, avant la révolution, on finissait par oublier qu'il y eût une autre société que la bonne compagnie, et c'est ainsi que s'expliquait la solennité de nos formes théâtrales.

Quand M. de Rémusat écrivait dans *les Tablettes*, M. de Villèle était ministre, et son père avait cessé d'être préfet. Il n'avait plus de ménagemens à garder, et il pouvait, sans être accusé de compromettre sa famille, dire ce qu'il pensait sur tout le monde et sur toutes choses. Personne ne put donc s'étonner de le voir, au moment des élections de 1824, secrétaire du comité général de la gauche et écrivant dans les journaux de nombreux articles en faveur des candidats de l'opposition. On sait que le parti libéral sortit de ces élections plus que vaincu, presque anéanti. *Les Tablettes* avaient cessé d'exister, et le champ de bataille manquait à M. de Rémusat. Il en trouva un nouveau dans *le Globe*, qui venait de se fonder par le concours de MM. Dubois et Pierre Leroux. Il a dit lui-même, dans un article sur M. Jouffroy, de quels élémens peu

homogènes s'était formée cette association, qui n'a pas été sans éclat. Elle se composait, à l'origine, de trois groupes différens : d'anciens élèves de l'École normale, professeurs destitués pour la plupart, d'écrivains politiques et de journalistes venus de divers points de la France, enfin de jeunes gens appartenant pour le plus grand nombre aux classes élevées par la révolution et l'empire aux fonctions publiques, mais qui avaient su se défendre des piéges et des séductions du pouvoir. C'est dans ce dernier groupe qu'il se range lui-même, et avec lui MM. Duchâtel, Vitet, Duvergier de Hauranne. A la direction de l'École normale appartenaient, outre M. Dubois, MM. Jouffroy, Damiron, Trognon, Patin, Farcy, et se rattachaient MM. Ampère, Lerminier, Magnin, et un peu plus tard M. Sainte-Beuve. « Nous formâmes ainsi, ajoute M. de Rémusat, un faisceau de critiques qui, je puis le dire sans témérité, exerça dans la philosophie, la littérature et la politique une véritable influence pendant les cinq dernières années de la restauration. »

Ce qu'il ne dit pas et ce qu'il ne pouvait pas dire, c'est la place qu'il tint dans notre association. La première fois que je le vis, c'était à la fin de l'année 1824, dans le salon de M. Delécluze, qui recevait le dimanche matin un grand nombre de jeunes artistes et de jeunes littérateurs. Je ne puis rendre l'impression que fit sur moi cet esprit si ferme et si fin, cette intelligence à laquelle aucun sujet ne semblait étranger. M. de Rémusat n'était pas seulement un écrivain, c'était un causeur incomparable, et dans ses conversations comme dans ses écrits il savait unir la grâce de la forme à la solidité du fond. S'il parlait de choses légères, une réflexion sérieuse ramenait de temps en temps l'esprit vers de plus graves pensées. En revanche, il avait l'art d'animer une dissertation savante par une observation piquante, par un trait spirituel, par une fine raillerie, quelquefois même par un mot sanglant. Et au milieu des plus vives controverses, la justesse de son esprit le préservait de tous les excès. Ainsi quand mon ardeur contre le système dramatique imposé par la tradition à notre théâtre m'entraînait à l'attaquer avec trop d'âpreté, M. de Rémusat me conseillait d'être plus modéré et faisait la part du bien et du mal. Par cette impartialité pleine de bienveillance, il avait acquis une grande autorité parmi ses collaborateurs, et son opinion était presque toujours prépondérante. Néanmoins, dans les premiers temps du *Globe*, il laissait volontiers à MM. Jouffroy et Damiron les sciences philosophiques, à M. Duchâtel l'économie politique, à M. Vitet les beaux-arts, et il se renfermait presque exclusivement dans la littérature proprement dite. C'est ainsi qu'au commencement de l'année 1825 il publia, sous ce titre : *De l'état de la poésie française*, une vive et spirituelle critique de la plupart des poètes modernes qui, au lieu de chercher l'inspira-

tion dans la connaissance de la nature, de la vie et d'eux-mêmes, la cherchaient dans l'imitation des grands maîtres et ne produisaient que des œuvres glacées, d'insignifians pastiches. « Presque tous copient, disait-il, et les plus hardis se bornent à chercher de nouveaux modèles en substituant une école à une autre, l'Allemagne à la France. » Trois poètes seulement lui paraissaient faire exception, Casimir Delavigne, Lamartine et Béranger; mais, indulgent pour Casimir Delavigne et Béranger, il se montrait d'une extrême sévérité pour Lamartine, dont l'imagination rêveuse lui plaisait peu, tandis qu'au contraire Casimir Delavigne et Béranger le captivaient par le sentiment patriotique et vraiment français dont les *Messéniennes* et les *Dernières Chansons* étaient empreintes.

Il était bien difficile en effet que dans ces temps agités la politique ne se mêlât pas à toutes les discussions philosophiques ou littéraires. Bien qu'elle fût interdite au *Globe*, elle y pénétrait par tous les côtés, et personne moins que M. de Rémusat n'était disposé à lui fermer la porte. Il suffit pour s'en convaincre de lire les articles qu'il publia vers la même époque sur *les mœurs du temps*. C'était le pendant des tableaux qu'il avait faits précédemment de l'état des opinions au XVIIIe siècle et à la fin de l'empire; mais cette fois il s'agissait de peindre la bonne société sous la restauration, et la tâche était difficile pour un homme du monde. M. de Rémusat ne recula pas devant les colères qu'il allait soulever. Il commençait par rappeler que tout le dernier siècle avait conspiré contre l'ancien régime par la conversation, « mais, ajoutait-il, comme il arrive souvent, le complot n'a point profité aux conspirateurs... Déçue et châtiée, la bonne compagnie s'est amèrement repentie d'avoir succombé à la tentation de l'esprit. Confuse de sa faute, elle craint aujourd'hui, elle fuit les idées nouvelles comme des piéges, les idées générales comme des visions; elle se reproche d'avoir trop pensé pour son salut même en ce monde, et semble avoir *juré, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus.* »

Dans cet état des esprits, il arrivait naturellement que l'absence de principes passait pour la vraie sagesse, et que tout homme qui n'était pas toujours prêt à sacrifier les intérêts généraux à ses intéêts particuliers était considéré comme une mauvaise tête, et avait besoin d'être excusé par ses amis. « Les opinions politiques, disait-il, se prennent par bienséance plutôt que par conviction... On aurait assez goûté l'empire, si ses formes brusques n'avaient quelquefois heurté le bon goût et ses excès compromis le repos, car c'est le repos que l'on prise avant toutes choses... Les injustices et les violences choquent surtout parce qu'elles font du bruit. Aussi est-on souvent tenté de se fâcher contre ceux qui s'en plaignent plus que contre ceux qui les commettent. »

Que tout cela est resté vrai! Trente ans après, sous le second empire, une personne à qui l'on racontait quelques-unes des infamies qui se commettaient impunément ne trouva rien à dire, si ce n'est : « Heureusement cela n'est pas su. » Il y a ainsi en tout temps des gens à qui le malfaiteur inspire moins de répugnance que le juge.

La religion du moins était-elle prise au sérieux? Non. « Le mouvement religieux dont nous sommes témoins n'est guère plus de la religion que l'agiotage n'est du commerce. C'est une vogue, un jeu, une manie... L'orthodoxie est devenue une bienséance, la foi est *convenable*, et rien de plus. Bizarrerie étrange, la religion, la chose éternelle, la religion est à la mode. La bonne compagnie l'a reprise depuis dix ans, comme elle a repris ses titres... Quand on dit qu'un homme est religieux, cela signifie qu'il va à la messe. Sacrifiez d'ailleurs votre opinion à votre fortune, abaissez-vous à mille petitesses pour conquérir ou conserver une place, vous le pouvez et n'encourez aucun blâme... La loi du grand monde, c'est le bon ton. Ses arrêts sont bien plus sévères pour la manière de penser que pour la manière d'agir. On peut tout faire dans le monde, pourvu qu'on n'y choque point, et la bonne compagnie a des règles qu'il est plus sûr de violer que de contredire...

« Il n'est rien que n'excuse maintenant, même aux yeux de tous les partis, le danger de se compromettre. La crainte de ce danger s'avoue sans honte; la prudence est devenue la première vertu; la timidité même est estimée. Une opinion toute pleine de lâcheté a gagné jusqu'aux âmes honnêtes, elle dit à tous : Ménagez votre position. Triste effet de l'ébranlement donné à tous les caractères et à toutes les convictions par quarante années de vicissitudes politiques! Triste effet de cet amollissement moral que commencèrent la terreur et l'empire, et que viennent d'achever les préjugés de cour et les doctrines jésuitiques. De là est résulté un esprit de servilité dont je ne connais pas d'autre exemple, parce qu'il s'allie avec le bon goût et les belles manières, avec l'esprit, la vanité, l'honneur même. C'est un mélange de respect pour la force et pour les convenances, c'est le produit de l'intérêt qui calcule et de la raison qui doute, de la peur qui se ménage et de la médiocrité qui s'humilie. Et, chose étrange, un tel avilissement n'a ni l'allure ni la renommée d'un vice. Tout au contraire on en fait cas, c'est un devoir que le père recommande à son fils; l'expérience le prêche à la jeunesse, l'indulgence seule excuse parfois ceux qui y manquent, et le courage a besoin d'apologie et de pardon. »

Qui croirait que ces pages éloquentes ont été écrites il y a cinquante ans? M. de Rémusat y est tout entier, avec le sentiment courageux du devoir qui ne l'a jamais abandonné, avec son mépris

pour les lâchetés contemporaines, avec sa verve railleuse. Plus que jamais elles sont bonnes à relire, et pas un mot n'en a vieilli. M. de Rémusat portait d'ailleurs la même indépendance d'esprit dans toutes les questions. Ainsi une des originalités du *Globe*, c'est le courage avec lequel il défendait la grande cause de la liberté religieuse non-seulement contre les ultramontains, mais contre les prétendus libéraux qui voulaient imposer silence à leurs contradicteurs. Presque dans chaque numéro du journal, M. Dubois avait sur ce point une lutte violente à soutenir, et M. de Rémusat, quand il en trouvait l'occasion, lui venait en aide. C'est ce qu'il fit, à propos du procès intenté à M. de Lamennais, pour son écrit sur *la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil.* Certes il y avait loin de ses opinions à celles de M. de Lamennais; mais il n'admettait pas qu'il fût interdit d'attaquer la déclaration de 1682. Il voyait d'ailleurs en lui l'adversaire le plus habile et le plus respectable des idées nouvelles, et il se réjouissait de rencontrer un contradicteur courageux et sincère dont la doctrine « brillante de clarté, forte d'unité, puissante de logique, » pouvait être combattue directement et convaincue de fausseté. Aux yeux de M. de Rémusat, un tel homme, quelles que fussent ses erreurs, était bien préférable aux froids prédicateurs qui allaient chercher le mot d'ordre à la cour ou dans le salon d'un ministre.

Dans de nouveaux articles sur la poésie anglaise et la poésie allemande, sur l'histoire de la poésie française, sur le *Cromwell* de M. Victor Hugo, M. de Rémusat continuait à demander pour la poésie française, et surtout pour le théâtre, une allure plus vive, une forme moins solennelle, et, tout en rendant justice aux grands auteurs du XVIIe siècle, il traitait quelquefois durement leurs successeurs. « Depuis Voltaire, disait-il, ce qui manque à la plupart de nos poètes, c'est, il faut le dire tout naïvement, c'est l'esprit. On en pourrait citer plusieurs qui certainement n'étaient pas dénués de talent; mais par grand malheur ils étaient des sots. » Il était d'ailleurs loin d'approuver toutes les théories et surtout tous les essais de l'école nouvelle; mais il espérait qu'elle pourrait régénérer la poésie, qui devait cesser d'être aristocrate pour redevenir populaire. En même temps il abordait des questions d'un autre ordre, celles de l'esclavage, du droit de punir, de la peine de mort; il les examinait au double point de vue de la philosophie et de la législation pratique, sans se laisser entraîner par l'une ni par l'autre à des solutions absolues ou précipitées. Là encore il se gardait de tous les excès. Néanmoins, après avoir exposé avec impartialité le pour et le contre, il déclarait « qu'il lui paraissait impossible que la législation ne se rangeât pas quelque jour du parti de la philosophie. »

Depuis que *le Globe* avait été fondé, un grand changement s'était fait dans les mœurs publiques. Les opinions libérales, alors frappées d'impuissance, s'étaient relevées et menaçaient de devenir prépondérantes. Une loi de la presse présentée par M. de Peyronnet était tombée devant la réprobation générale, et le jour des élections approchait. Pour suppléer au silence de la presse soumise à la censure, une société libre, la société *aide-toi et le ciel t'aidera*, s'était formée par les soins de plusieurs rédacteurs du *Globe*. M. de Rémusat fut un des premiers à y entrer, comme il fut un des premiers à en sortir, dix-huit mois après, quand il crut voir qu'elle tendait à abandonner les voies légales. Sainte-Beuve l'a dit avant moi, « à aucune époque M. de Rémusat n'a regardé le renversement comme un but; mais il l'a toujours accepté comme une chance. » J'ajoute qu'en 1827 il ne lui paraissait pas désirable de courir cette chance. Avec la plupart de ses collaborateurs, il se réjouit de la chute du ministère; mais celui qui succéda fut encore loin de remplir son attente, et il ne pensa pas que le moment fût venu de désarmer. La passion politique était dans tous les cœurs, et les chefs du parti doctrinaire, M. de Broglie et M. Guizot, ne conseillaient pas la capitulation. *Le Globe* resta donc de l'opposition, mais d'une opposition légale et modérée. A la même époque, M. Guizot et un de ses amis, M. de Guizard, avaient fondé, avec le concours de M. de Broglie, une revue nouvelle, la *Revue française*, qui devait, sous une forme différente, soutenir les mêmes opinions que *le Globe*. Ce fut M. de Rémusat que l'on choisit pour écrire l'introduction, et personne mieux que lui ne pouvait justifier la devise que la *Revue* inscrivait sur sa première page : *et quod nunc ratio est, impetus ante fuit*. C'était un plaidoyer aussi ferme que modéré en faveur de la liberté qui, disait-il, bien loin d'arrêter le mouvement des sciences, des lettres, des arts, devait en faciliter le développement à la condition que la paix régnât en même temps. « Il a manqué, ajoutait-il, aux vingt premières années de la révolution, d'abord la paix et presque toujours la liberté. Nous avons la paix, et la liberté commence. » Dans un second article sur l'état des opinions, il décrivait les deux classes d'hommes qui se partageaient la société française, ceux-ci tournant des regards d'envie et de regret vers le passé et appelant corruption ce que d'autres nommaient perfectionnement, ceux-là admirateurs exclusifs du présent, tournant en dérision les traditions de leur pays et les souvenirs de la vieillesse. Néanmoins les deux tendances étaient nécessaires, et la société ne pouvait se passer ni d'examen ni de foi. « L'âge d'innocence des croyances était bien court, et jusqu'ici la liberté de penser n'avait guère été soutenue que dans un intérêt de circonstance et par des sectes opprimées qui l'invoquaient comme une sauvegarde. Mais les temps étaient

changés. Le caractère dominant de la société actuelle, c'était l'impartialité, condition de la justice. Il y avait donc lieu d'espérer que désormais la liberté de penser, réclamée par les vaincus, ne serait plus mise en oubli par les vainqueurs. Ils pourraient encore l'outrager sans la méconnaître, et en dépit des passions elle modérerait leur vengeance, elle allégerait leur domination. »

A cette époque, la direction de l'opposition libérale se partageait entre deux salons, le salon du duc de Broglie et celui de M. de Lafayette, le premier résolu à persister dans les voies légales, tant qu'il n'y aurait pas de coup d'état, le second plus disposé aux entreprises aventureuses. Dans l'un comme dans l'autre, M. de Rémusat tenait le premier rang, gourmandant ici certaines timidités, réprimant là des vivacités imprudentes, toujours maître de lui-même et fidèle à son programme de fermeté modérée. Bientôt d'ailleurs il put se montrer en public ce qu'il était dans les salons. Jusqu'à la promulgation de la nouvelle loi sur la presse, *le Globe* n'avait pu aborder la politique qu'indirectement, et à propos des questions philosophiques, législatives ou religieuses. Quand la liberté fut rendue aux journaux, il remplit les formalités légales et devint journal politique en même temps que philosophique et littéraire. Il ne sacrifia pourtant pas aux nécessités de la polémique les opinions qu'il représentait dans la presse, et il continua à revendiquer la liberté, même en faveur des jésuites. Dans cette nouvelle phase, M. de Rémusat, par l'étendue de ses connaissances, par la souplesse de son talent, devint le plus précieux des auxiliaires du journal. Au milieu des controverses quotidiennes auxquelles il prenait part, il conservait d'ailleurs son impartialité, et tout en étant sévère pour les fautes du ministère il ne dissimulait pas celles de la gauche. Il inclinait visiblement vers une transaction qui, réconciliant la dynastie avec les idées libérales, eût écarté toute chance de révolution. C'est seulement au moment de la rupture de la gauche et du ministère, à propos de la loi départementale, que, d'accord avec ses amis, il prit résolûment son parti, et dénonça le ministère comme incapable d'accomplir sa tâche. Néanmoins il ne désespérait pas d'un rapprochement, quand le roi Charles X congédia ses ministres et les remplaça par M. de Polignac. C'était une déclaration de guerre audacieuse à la révolution, et à partir de ce jour M. de Rémusat, acceptant le défi, ne garda plus aucun ménagement. Dès le lendemain de la constitution du nouveau cabinet, il offrait l'exemple de Hampden à l'imitation des libéraux français, et il exprimait l'espoir que cet exemple serait suivi.

Personne n'ignore la conséquence de cet acte insensé de la cour, l'adresse des deux cent vingt et un, la dissolution de la chambre, l'élection d'une chambre nouvelle plus hostile encore au ministère

Polignac que la chambre dissoute. Pendant que ces événemens se suivaient presque dans un ordre logique, M. de Rémusat était à son poste, défendant contre les thèses absolutistes les principes du gouvernement parlementaire, dénonçant les manœuvres à l'aide desquelles un pouvoir sans scrupule essayait de tromper l'opinion publique, avertissant le gouvernement du péril où il se jetait par sa folle entreprise, et ses articles pleins des rapprochemens les plus ingénieux, des observations les plus fines, avaient le mérite de plaire aux simples littérateurs autant qu'aux hommes politiques. Malheureusement la polémique politique ne survit pas aux circonstances qui l'ont inspirée, et cette partie si importante de l'œuvre de M. de Rémusat a complétement disparu.

Peu de jours avant l'adresse des 221, *le Globe* avait subi une transformation. Il était devenu quotidien. Au même moment, MM. Thiers et Mignet fondaient *le National*, et ils avaient proposé aux rédacteurs du *Globe* de s'unir à eux pour faire un seul journal qui représenterait la jeune génération. Quelques dissentimens sur des points secondaires empêchèrent ce plan de se réaliser, et les deux journaux eurent une existence séparée; mais à peine avaient-ils paru l'un et l'autre qu'un double procès les appela ensemble dans le prétoire de la police correctionnelle. Le gérant du *Globe*, M. Dubois, s'y présenta entouré de tous ses collaborateurs, M. de Rémusat à leur tête, et tous se regardèrent comme frappés par la condamnation de leur ami. Pendant que celui-ci était en prison, la direction politique du journal appartenait à M. de Rémusat, et il en accepta sans hésiter la charge et le danger. A ce moment, personne ne pouvait douter que la crise ne fût prochaine, et que, si la résistance nationale était vaincue, les directeurs des deux journaux signalés comme irréconciliables ne fussent sérieusement compromis; mais M. de Rémusat avait le bonheur de n'avoir personne dans son intérieur qui mît la prudence au-dessus du devoir. Veuf depuis deux ans d'un premier mariage avec Mlle Perier, fille de M. Augustin Perier, il venait d'épouser en secondes noces Mlle de Lasteyrie, petite-fille de M. de Lafayette, et il avait trouvé en elle une compagne digne de son grand-père et de son mari, courageuse, dévouée, incapable de donner ou d'écouter un mauvais conseil. Il était donc certain, quand le devoir l'appellerait, de n'en point être détourné par les affections domestiques, et de pouvoir l'accomplir tout entier avec l'assentiment de la personne qui lui était le plus chère.

Aussi le coup d'état de juillet 1830 le trouva-t-il prêt. Devant un tel acte, il n'y avait pas d'hésitation possible, et M. de Rémusat rédigea, de concert avec M. Thiers, la célèbre protestation qui donna le signal du combat. Il fit plus. En tête du *Globe* du 27 juillet,

il publia un article qui commençait par ces paroles hardies : « Le crime est consommé, les ministres ont conseillé au roi des ordonnances de tyrannie. Nous n'appelons que sur les ministres la responsabilité de pareils actes ; mais nous la demandons mémorable. *Le Moniteur* que nous publions fera connaître à la France son malheur et ses devoirs... Nous ne céderons qu'à la violence, nous en prenons le solennel engagement. Le même sentiment animera tous les bons citoyens. » — « Après tout, disait-il en finissant, nous confions sans crainte la défense de la liberté légale par les moyens légaux à la nation la plus brave de l'univers. Les jours d'une nouvelle gloire sont venus pour la France. »

Pour qui sait lire entre les lignes, il était évident que, si les moyens légaux ne suffisaient pas, M. de Rémusat conseillait une autre sorte de résistance. On ne fut donc pas étonné d'apprendre que sa liberté était menacée. Il n'en continua pas moins, pendant le combat, de servir la bonne cause par ses écrits et par ses conseils. Après la victoire, il se rallia vite, avec la justesse ordinaire de son esprit, à la seule combinaison qui fût possible et salutaire. Petit-fils et aide-de-camp du général Lafayette, il avait un accès facile auprès de lui, et il s'interposa utilement entre la majorité encore incertaine de la chambre et le général, que ses anciens amis voulaient pousser vers la république. « Il n'y a, lui dit M. de Rémusat, de choix à faire qu'entre une république dont vous seriez président, et une monarchie constitutionnelle avec le duc d'Orléans. Voulez-vous être président de la république ? — Non certainement. — Alors la question est jugée. » Elle était jugée en effet, et M. de Lafayette accepta franchement le jugement. Dans les débats qui suivirent et qui portaient sur la nouvelle constitution, M. de Rémusat eut encore à intervenir plus d'une fois entre le gouvernement où siégeaient MM. de Broglie et Guizot et le redoutable commandant en chef de la garde nationale. Il le fit toujours dans un esprit de conciliation, et sans sacrifier les intérêts de la liberté ni ceux de l'ordre. Quelques mois après, les électeurs de la Haute-Garonne l'appelaient à prendre place dans la chambre des députés en même temps que MM. Thiers et Odilon Barrot. A partir de ce jour, il entrait dans la carrière où il devait finir sa vie.

C'était un véritable événement que cette entrée de la jeune génération dans la vie parlementaire, et l'on se demandait quel parti allaient prendre des hommes qui, comme M. Thiers et M. de Rémusat, avaient appartenu à l'opposition la plus vive. On le sut bientôt. M. de Rémusat ne partageait pas toutes les opinions de la majorité conservatrice de l'assemblée, qui s'effrayait trop, selon lui, des conséquences de la révolution ; mais il s'associait moins encore aux colères violentes et aux projets du parti contraire. Il connais-

sait trop d'ailleurs la pratique des gouvernemens parlementaires pour ne pas savoir que dans une assemblée on ne peut pas marcher seul, et qu'on est tenu de choisir entre les *partis*. Or, ainsi qu'il l'a dit lui-même, « on devait ou regarder la révolution comme faite et ne viser qu'à la durée du résultat, ou la prendre comme un commencement et perpétuer l'état révolutionnaire, en un mot s'établir dans ses conquêtes ou conquérir l'inconnu. » M. de Rémusat n'hésita pas, et, placé entre les deux partis qui s'intitulaient, l'un parti du mouvement, l'autre parti de la résistance, il choisit le dernier, tout en le blâmant quelquefois.

Quand donc, après l'essai de deux ministères impuissans, M. Casimir Perier arriva au pouvoir, il appela à lui M. de Rémusat, le plaça dans son cabinet, et lui confia la rédaction de quelques rapports et de quelques circulaires, notamment de la circulaire fameuse où, sans imposer aux préfets une neutralité absolue dans les élections, il leur recommandait de ne sacrifier aucun intérêt public à un intérêt électoral, et de respecter scrupuleusement l'indépendance des consciences. M. de Rémusat n'était pas d'ailleurs pressé de monter à la tribune, et c'est plutôt dans le cabinet du ministre et dans les bureaux de la chambre que son action s'exerçait. Néanmoins, dans la discussion de l'adresse qui suivit les élections, il prit la parole pour prouver que la doctrine de l'opposition conduisait inévitablement à la guerre universelle. « Or, dit-il, la liberté, pour se maintenir, a besoin dans l'intérieur de l'ordre, à l'extérieur de la paix. » La majorité lui prouva par ses acclamations que sur ce point elle pensait comme lui.

Pendant toute la durée du ministère de M. Perier, M. de Rémusat resta à ses côtés, auxiliaire habile, toujours écouté, et dont l'influence allait en grandissant chaque jour. A voir l'affection que lui portait le chef du ministère, on pouvait croire qu'il songeait à l'attacher au gouvernement par un lien plus étroit, quand une attaque de choléra vint enlever à la France un ministre qui, dans ses rapports avec la royauté, avait su admirablement concilier la fidélité avec l'indépendance. M. de Rémusat, qui le connaissait bien, qui l'aimait, fut plus que personne affligé de sa mort, et dans la notice qu'il a publiée en tête de ses discours, il a fait de ce grand ministre un portrait qui restera. « La dernière année de sa vie, dit-il, lui a suffi pour prendre dans l'histoire une place que quarante années remplies d'histoire avaient laissée vide. Il a dignement représenté la révolution au pouvoir, c'est-à-dire la révolution qui triomphe et se modère, la révolution gouvernant par la paix et par la loi. »

Après la mort de M. Perier, il s'était formé un ministère intérimaire qui ne put survivre à l'insurrection républicaine du mois de juin et à la guerre civile des départemens de l'ouest provoquée par

Mme la duchesse de Berry. On sentit alors la nécessité de réunir toutes les forces du parti conservateur, et M. de Rémusat fut un des agens les plus actifs et les plus utiles de cette alliance. Son idéal, comme le nôtre, était l'union de M. de Broglie, de M. Thiers et de M. Guizot dans le même cabinet; mais cet idéal n'était pas celui du roi, et c'est pourquoi il fut si difficile d'y arriver. On y arriva pourtant, et le ministère dit du 11 octobre fut constitué. M. de Rémusat n'en faisait pas partie, mais la part qu'il avait prise à sa formation et la haute estime qu'inspiraient son esprit et son caractère lui assuraient une grande influence sur plusieurs des ministres principaux. M. de Broglie, M. Thiers, M. Guizot, demandaient ou écoutaient ses conseils, et, sans siéger dans le cabinet, il y tenait une place importante; son action, pour être cachée, n'en était pas moins réelle. Le gouvernement parlementaire est un gouvernement collectif, et il est bon que les hommes officiellement chargés de la conduite des affaires aient des amis éclairés, impartiaux, qui leur communiquent les impressions variables de l'opinion publique et qui les avertissent de leurs fautes. Quelquefois ces amis sont importuns, quand leur langage est trop rude; mais de la part de M. de Rémusat ce danger n'existait pas, tant il savait bien approprier ses conseils au caractère de ceux qui les recevaient et éviter des froissemens inutiles.

Ce n'est point ici le lieu de raconter ni de juger les actes du ministère du 11 octobre. Il suffit de dire que M. de Rémusat lui resta fidèle jusqu'au bout, et que, le jour où une intrigue de cour sépara M. Thiers de M. Guizot, il suivit M. Guizot dans sa retraite. Mais les destins sont changeans, et peu de mois après l'avénement de M. Thiers à la présidence du conseil, M. Guizot fut à son tour chargé de former un ministère avec le comte Molé. Cette combinaison n'était pas celle que M. de Rémusat avait désirée. Il s'y rallia pourtant, et pour la première fois il fut appelé à une position officielle. Il devint sous-secrétaire d'état au ministère de l'intérieur, M. de Gasparin étant ministre. On aurait pu croire que cette position ne conviendrait pas à la nature de son esprit; elle lui convenait beaucoup au contraire, et il lui plaisait de quitter le champ de la théorie pour entrer dans le vif et la pratique des affaires. Sur ce terrain nouveau pour lui, il se fit beaucoup d'honneur, et quand le ministre, ébranlé par le rejet de la loi de disjonction, tomba sur la question des apanages, M. Guizot le comprit dans la liste ministérielle qu'il présenta au roi; mais à cette époque le roi avait moins de goût encore pour M. Guizot que pour M. Thiers, et ce fut le comte Molé qu'il chargea de former un cabinet. M. de Rémusat rentra alors dans la portion indépendante de la chambre avec une tendance marquée vers l'opposition, et quelques mois après, quand

la coalition se forma, c'est dans son salon que M. Thiers et M. Guizot se concertèrent pour la première fois. M. de Rémusat n'était pas des plus ardens à entamer cette campagne parlementaire. Il craignait qu'elle ne fût mal interprétée, et il lui paraissait plus que jamais difficile d'obtenir l'union sincère de M. Thiers et de M. Guizot. Néanmoins l'intérêt du gouvernement parlementaire, si gravement compromis par le ministère dont M. Molé était le chef, l'emporta sur toute autre considération, et la coalition une fois formée le compta parmi ses partisans les plus résolus. On sait quel en fut le résultat. Le ministère vaincu renvoya la chambre devant les électeurs, qui prononcèrent contre lui une condamnation définitive. Malheureusement de tristes différends, où les amours-propres eurent plus de part que les opinions, empêchèrent les coalisés vainqueurs de recueillir les fruits de leur victoire, et ils perdirent l'occasion de fonder le gouvernement parlementaire sur une base solide. Dans la dernière réunion, où la question se débattit entre les représentans des divers groupes de la gauche modérée, du centre gauche et du centre droit, M. de Rémusat combattit avec beaucoup d'éloquence les vues exclusives de quelques-uns de nos alliés. Laissant de côté les vieilles classifications, il démontra « qu'il y avait, pour assurer la victoire de la coalition, de grandes choses à faire et beaucoup d'obstacles à vaincre. Or n'était-il pas évident qu'un ministère constitué sur une base étroite et réduit à une majorité de quelques voix serait incapable de vaincre ces obstacles et de faire ces grandes choses? Un tel ministère aurait nécessairement à composer avec les députés, avec le roi, avec tout le monde, et sa vie s'épuiserait à chercher les moyens de vivre. On allait donc sacrifier la réalité à l'apparence et prendre l'ombre pour le corps (1). »

Ces paroles si vraies et si fortes ébranlèrent plus d'une conviction, mais se brisèrent contre des partis-pris. La gauche et le centre gauche acceptaient dans le cabinet M. Duchâtel et M. de Rémusat; mais ils excluaient positivement M. Guizot du ministère de l'intérieur, et M. Guizot n'y pouvait consentir. A dater de ce jour, la coalition fut rompue; les efforts que M. de Rémusat fit avec nous pour la renouer furent inutiles, et chacun suivit sa voie. Il restait convaincu, à la fin de sa vie, que là était le salut, et que, si le ministère qu'il demandait alors s'était formé, la révolution de 1848 aurait pu être évitée.

Quoi qu'il en soit, à la suite d'une émeute qui éclata dans les rues de Paris, un ministère se forma où ne siégeait aucun des chefs de la coalition, ni M. Thiers, ni M. Guizot, ni M. Barrot, et dont

(1) Je copie ces paroles dans un récit de la coalition que j'ai écrit pendant l'été qui l'a suivie.

l'existence ne fut pas longue. M. Thiers fut alors appelé par le roi, et il proposa à M. de Rémusat d'entrer avec lui comme ministre de l'intérieur. Bien que, depuis plusieurs années déjà, les opinions de M. de Rémusat ne fussent plus celles de M. Guizot et de M. Duchâtel, il lui en coûtait de se séparer officiellement de ces deux hommes d'état, et il ne céda qu'aux vives instances du duc de Broglie. Encore fallut-il, pour obtenir son consentement, qu'un de ses amis, M. Jaubert, voulût bien devenir son collègue. J'ai été témoin dans le cabinet du duc de Broglie de ses hésitations et des efforts qu'il eut à faire pour les surmonter, non certes qu'il n'eût en M. Thiers une entière confiance, mais parce qu'il craignait que le parti du dernier ministère n'attribuât à l'ambition ce qui était chez lui un acte de dévoûment. Pendant tout le cours de sa vie, M. de Rémusat avait moins tenu au pouvoir qu'à la considération, et si importante que fût l'approbation de M. de Broglie, elle ne suffisait pas à sa délicatesse.

En devenant ministre de l'intérieur, il était forcé de surmonter sa répugnance pour la tribune. Sûr de lui-même la plume à la main, il se méfiait de son talent pour la parole, et plus d'un de ses collègues s'étonnait qu'il n'eût pas pris comme orateur le même rang que comme écrivain. Cela tenait surtout à son horreur pour les lieux-communs. On ne réussit jamais mieux à la tribune que lorsqu'on y dit simplement des choses que tout le monde croit avoir pensées, et les raffinemens nuisent à l'effet au lieu de l'augmenter. Or M. de Rémusat était au nombre des délicats qui craignent surtout le banal. Il écartait de propos délibéré ce que d'autres avaient déjà dit, ou bien il donnait à sa pensée un tour plus littéraire que politique; mais cette particularité de son esprit ne pouvait pas s'appliquer aux explications quotidiennes d'un ministre exposant devant une assemblée les affaires courantes de son ministère. La première discussion d'ensemble qui eut lieu après la formation du nouveau cabinet lui fournit pourtant l'occasion de prouver qu'il pouvait être orateur aussi bien qu'écrivain. Quand l'ordre est rétabli, disait-il, la politique peut-elle rester la même qu'au temps du désordre, et faut-il opposer au rapprochement des partis les querelles du passé? Non certainement. Et, répondant à M. de Lamartine, qui voulait séparer les idées libérales des révolutions, il demandait si les idées libérales pouvaient faire leur chemin dans le monde sans que les événemens les aidassent à triompher. « Les révolutions, ajoutait-il, c'est l'avénement des idées libérales. C'est presque toujours par les révolutions qu'elles prévalent et se fondent, et quand les idées libérales en sont véritablement le principe et le but, quand elles leur ont donné naissance, et quand elles les couronnent à leur dernier jour, alors ces révolutions sont légitimes. »

J'ai souvent interrogé M. de Rémusat sur les actes de son ministère. Il n'en regrettait aucun, à l'exception peut-être du discours qu'il prononça le 12 mai, pour annoncer à la chambre le retour en France des cendres de Napoléon. Mais personne alors ne croyait que la légende impériale eût tant de racines dans les classes populaires, et l'accueil que Strasbourg avait fait au prince Louis entretenait l'illusion. On ne soupçonnait pas que ce même prince pût un jour s'asseoir sur le trône, au risque d'amener, pour la troisième fois dans ce siècle, les étrangers à Paris. M. de Rémusat et ses collègues ne voyaient donc en Napoléon que le grand général vaincu par la coalition et dont la gloire appartenait à la France. D'autres furent plus prévoyans, et l'événement leur a donné raison.

En réunissant la gauche modérée au centre gauche et à la partie libérale du centre droit, le ministère dit du 1er mars essayait de réaliser le programme de la coalition, et il est probable qu'il eût réussi, si la question égyptienne n'était pas venue troubler toutes les combinaisons. On sait quelle fut dans cette grande crise la conduite du ministère. Ni M. de Rémusat, ni aucun de ses collègues n'avaient été d'abord aussi belliqueux que la cour; mais ils ne voulaient pas que le gouvernement s'avançât pour reculer ensuite, et quand arriva le moment d'ouvrir la session, le conseil chargea M. de Rémusat de préparer un discours de la couronne qui fût à la fois ferme et modéré. Ce discours, soumis au roi, ne fut point agréé, et M. Guizot remplaça M. Thiers. A partir de ce moment, M. de Rémusat rentra dans l'opposition, et il eut, comme tous ses collègues, bien des amertumes à subir. Il s'en consolait en entendant le duc de Broglie répéter à tous ceux qui l'entouraient « qu'en ce qui touchait à la question extérieure le ministère de M. Thiers n'avait pas fait une faute et qu'il se considérait comme solidaire de tous ses actes. » Pour la seconde fois d'ailleurs il eut l'honneur, dans la discussion de l'adresse, de défendre la politique du 1er mars contre les attaques de M. de Lamartine, et l'on remarqua beaucoup cette phrase, par laquelle il terminait son discours : « ce n'est pas par l'humiliation de la politique étrangère que s'est établie l'autorité de Guillaume III, et croyez-moi, quand vous aurez rapetissé la monarchie, vous ne l'aurez pas sauvée. » Cette allusion à la politique de Guillaume III dans un tel moment parut presque factieuse.

M. de Rémusat prit encore la parole pour soutenir la loi des fortifications de Paris, décrétée par le ministère du 1er mars, et l'année suivante pour défendre la loi des incompatibilités parlementaires, proposée par M. Ganneron. Deux ans après, il se chargeait lui-même d'en renouveler la proposition au nom de l'indépendance de la chambre, et il la reproduisit chaque année, sans parvenir à la faire prendre en considération. A ce moment,

M. de Rémusat, fort dégoûté de la politique, était revenu avec une nouvelle ardeur à ses études philosophiques et littéraires, et en 1842 il publiait, sous le titre d'*Essais de philosophie*, deux volumes où il avait réuni divers essais écrits par lui à diverses époques. Il ne se dissimulait pas que depuis quelques années la philosophie était l'objet de l'indifférence publique, mais il démontrait, dans une forte introduction, que, volontairement ou involontairement, elle se mêlait à toutes nos pensées et à toutes nos actions. On avait beau faire, la notion du droit était au fond de tous les esprits, et, disait-il, « je n'ai pas ouï parler d'une nation qui eût gravé au frontispice de sa constitution la déclaration des intérêts de l'homme. De toutes parts on parle de droits; ce sont des droits qu'on réclame, et, pour les établir, c'est l'éternelle raison qu'on invoque. » Puis il montrait que, dans un temps surtout de découragement et de scepticisme, la philosophie était nécessaire « pour rouvrir cette région élevée où la vérité est stable, où se réconcilient la théorie et l'expérience, la nouveauté et la durée, la spéculation et la réalité. »

M. de Rémusat appartenait à la grande école spiritualiste et rationnelle que M. Royer-Collard avait inaugurée au commencement de ce siècle, et dont M. Cousin et M. Jouffroy, ses deux amis, étaient les maîtres principaux; mais il y portait les caractères propres de son esprit, une curiosité impartiale et le besoin d'appuyer les vieilles vérités sur des raisons nouvelles. De là surtout le grand intérêt qui s'attache à ses études sur Descartes, sur Reid, sur Kant, sur M. de Tracy, sur Broussais, sur l'esprit et sur la matière. Même à propos des solutions qu'il accepte, M. de Rémusat a des objections à présenter, des réserves à faire, des amendemens à proposer, des aperçus nouveaux à produire. De plus compétens ont montré ici même quelle originalité il a toujours apportée dans ses recherches philosophiques, sans avoir la prétention d'être un chef d'école, et quels services il a rendus à la science. Il reconnaissait que des forces aveugles peuvent, à la rigueur, expliquer le mécanisme de l'univers; mais elles ne sauraient rendre compte de la variété régulière et de l'harmonie constante des êtres. Il fallait donc découvrir au-delà des forces aveugles une force intelligente. Telle était la pensée dominante de M. de Rémusat, et c'est, il l'a dit lui-même, au sensualisme et au scepticisme qu'il voulait faire la guerre en publiant ces études; jamais le moment ne fut plus opportun. Ne voyait-on pas croître et s'étendre presque sans résistance l'incrédulité morale et philosophique, et se matérialiser une société engourdie? « Toute idée, disait-il, est désormais suspecte; tout intérêt se croit respectable à titre seulement d'intérêt, et se proclame ingénument supérieur à toute opinion. Les égaremens de la pensée et de la parole

paraissent des motifs suffisans pour récuser sans choix la parole et la pensée, et notre temps, en défiance de lui-même, semble prêt à croire que le siècle s'est trompé. » Contre ce matérialisme social, M. de Rémusat invoquait le secours d'une philosophie mâle et sage qui montrerait la bonne route aux esprits engagés dans d'autres voies. « Elle a, disait-il, d'autant plus à faire qu'elle semble moins écoutée, et, loin de se laisser enchaîner dans les entraves du doute ou dégrader dans l'abaissement du sensualisme, elle doit donner à la société même un nécessaire exemple en conservant intactes, au moins pour l'esprit humain, la liberté et la grandeur. »

On retrouve dans ces belles paroles les nobles préoccupations de M. de Rémusat, celles qui l'assiégeaient à son entrée dans la vie et qui l'ont suivi jusqu'à la mort. Quelques années plus tard, chargé par l'Académie des Sciences morales et politiques d'un rapport sur le concours ouvert pour l'examen critique de la philosophie allemande, il examinait avec la même indépendance d'esprit les systèmes de Kant d'abord, puis de ses continuateurs Fichte, Schelling, Hegel; il en signalait les lacunes, il en montrait les inconséquences, et, sans nier ce qu'il y avait dans toutes ces théories « d'idées profondes, de pensées fines et de partielles vérités, » il concluait en reprochant à cette philosophie d'avoir été infidèle à la sage et sûre méthode inaugurée par Descartes, pour aboutir à des hypothèses impossibles.

Mais chez M. de Rémusat la science n'avait point éteint l'imagination, et l'artiste était encore vivant à côté du philosophe. Dans les derniers temps de la restauration, quand la société tout entière était occupée de la rénovation du théâtre, il avait composé trois drames non représentés, mais qui, lus dans quelques salons, nous avaient charmés. Le premier de ces drames, *le Fief*, écrit en douze jours à la campagne, en 1824, était le tableau vivant des mœurs féodales et des guerres civiles suscitées par le conflit des suzerainetés. Si le fief de Montciel, situé sur la limite de la France et de la Bretagne, a pour suzerain le roi de France, l'héritier légitime est le neveu du dernier seigneur revenu de la croisade; si au contraire le fief relève du duc de Bretagne, l'héritage appartient à la fille. Heureusement les jeunes gens s'aiment, et le drame finit par un mariage après une suite d'aventures où figurent, à côté du roi de France et du duc de Bretagne, un grand nombre de personnages secondaires, dont chacun représente une des classes dont se composait la société féodale. Il y a entre autres un chapelain que la dame châtelaine appelle pour recevoir sa confession, à la condition qu'il ne se permettra pas de contrôler sa conduite, et qui accepte docilement cette étrange condition. Il est difficile de ne pas voir

dans cet épisode un signe de la lutte alors engagée entre le clergé et le parti libéral, et qui malheureusement dure encore.

C'est aussi en douze jours et à la même époque que fut écrit le drame intitulé *une Habitation à Saint-Domingue ou l'insurrection.* Le premier acte de ce drame montre l'intérieur d'une famille de planteurs composée du père, de la mère, d'une jeune fille plus humaine que ses parens et d'un fils qui suit avec la plus grande sympathie les progrès de la révolution française sans se douter du contre-coup qu'ils peuvent avoir dans la colonie. La jeune fille demande grâce pour un vieux nègre que l'on fouette sous les fenêtres de l'habitation, et la mère croit la satisfaire en donnant l'ordre « qu'on empêche cet homme de crier. » Quant au fils, il revient du Cap, où il a eu le bonheur de serrer la main d'un membre de l'assemblée nationale qui vient d'arriver dans l'île, et dont le langage philanthropique le remplit d'enthousiasme; mais, tout en donnant à un de ses nègres le nom de Jean-Jacques en mémoire de l'immortel auteur du *Contrat social*, il n'en veut pas moins que le moindre désordre parmi ses nègres soit sévèrement puni, et il se plaint du curé, qui leur donne la folle idée de se marier et d'aller à l'église, comme si le mariage et l'église étaient faits pour eux. Entourez maintenant cette habitation d'une foule de nègres et de négresses qui ont toutes les passions de l'esclavage, les uns violens et prêts à la révolte, les autres vils et dissolus, puis placez dans ce milieu le délégué de l'assemblée sot et vain, bourré de lieux-communs sur la nature, sur les droits de l'homme, sur l'égalité, et débitant ces lieux-communs d'un ton solennel en présence des nègres qui l'écoutent avec bonheur. Voyez en même temps l'effet que produit ce langage inusité sur la famille du planteur que rien n'a habituée à considérer les nègres comme des hommes. Imaginez ensuite une jeune négresse aimée d'un nègre marron, que le fils de la maison a prise par force et que son amant a fait vœu de venger. Cependant une insurrection redoutable se prépare sous les yeux du membre de l'assemblée nationale, imperturbable dans son optimisme, et convaincu qu'avec quelques bonnes paroles il va tout calmer; mais l'insurrection éclate, et la famille entière périt par le fer et le feu, tandis que les noirs vainqueurs se révoltent contre leur chef.

Tel est, dans ses traits principaux, ce drame écrit sous une double inspiration, la haine de l'esclavage qui altère chez de très honnêtes gens tous les sentimens humains, le mépris pour les déclamateurs imbéciles qui croient n'avoir qu'à se montrer pour dissiper tous les préjugés et enchaîner toutes les passions. Le tableau peut être quelquefois un peu chargé, il est vrai et piquant, et j'ai retrouvé en le lisant mes anciennes impressions.

Le drame de *la Saint-Barthélemy* a plus d'importance encore. M. de Rémusat l'a composé au temps même où M. Vitet écrivait avec tant de verve les scènes de *la Ligue*. Il cherchait d'abord l'effet théâtral; mais, dit-il dans un avertissement qu'il a joint au drame, « en avançant j'ai changé de but et rabattu de mes prétentions. En approfondissant ce sujet et remontant aux sources, je me suis senti de plus en plus captivé par l'étude des mœurs, des opinions, des caractères, par la recherche du secret des événemens, et il en est résulté, je le crains, une composition plus historique que dramatique. » Ce n'en est pas moins une œuvre fortement conçue, habilement exécutée, et où ne manque pas l'effet théâtral sacrifié par l'auteur. Ce sont par exemple de très belles scènes que celle où Coligny blessé tient conseil avec ses amis et quelques ministres de sa religion sur le parti qu'il doit prendre, et surtout celle où la reine Catherine, le roi, le duc d'Anjou et les principaux conjurés, réunis au Louvre quelques instans avant l'heure du massacre projeté, passent de l'espoir à la crainte, de la confiance au découragement, selon les bruits qui leur parviennent; mais la partie la plus remarquable du drame, c'est sans contredit la peinture des caractères : Coligny, simple, intrépide; le duc de Nemours, méchant et lâche; le garde des sceaux Birague, formaliste et doucement impitoyable; Montgommery et Tavannes, l'un protestant, l'autre catholique, résolûment contraires à toute transaction et brûlant de prendre les armes; le comte de Retz et le baron de Sauves, ministres complaisans, empressés à plaire; le duc de Guise, résolu, ardent, présomptueux; le roi Charles IX enfin, âme basse, esprit débile, tremblant devant Coligny et devant sa mère, incertain jusqu'au dernier moment, entraîné enfin par l'amour-propre royal, puis enivré par la vue du sang et abattant, à coups d'arquebuse, de sa propre main, les protestans qui cherchent à se sauver. L'action sans doute marche trop lentement pour que la pièce puisse être représentée; mais, imprimée, elle n'aurait certainement pas moins de succès que les scènes de *la Ligue*.

Plusieurs années s'étaient écoulées, et le gouvernement était changé quand le désir vint à M. de Rémusat de renouveler cette tentative avec un point de départ philosophique. Il se demanda « s'il n'y aurait pas moyen de concevoir un ouvrage où la puissance de l'esprit, devenue supérieure à celle du caractère, serait mise en présence des plus fortes réalités du monde social, des épreuves de la destinée, des passions même de l'âme. » La lutte de l'esprit tout seul avec la vie tout entière lui paraissait intéressante à décrire, et il cherchait dans quel temps, sur quelle scène, par quels personnages il serait bon de la représenter quand un hasard lui fit voir sur l'affiche d'un théâtre le nom d'Héloïse, suivi du nom d'Abélard.

Son héros était trouvé, « et, dit-il, je composai un ouvrage en forme de roman dramatique qui s'appelait *Abélard.* »

C'était en effet un admirable sujet qui donnait à l'artiste comme au philosophe le moyen de peindre tout à la fois les ardeurs de la passion et la lutte des doctrines, le mouvement populaire et la vie des écoles. Si M. de Rémusat s'était borné à mettre en scène la partie romanesque de la vie d'Abélard, son drame ne serait pas sorti du cadre ordinaire; mais il avait une ambition plus haute, et il voulut montrer, à côté de l'amant d'Héloïse, le philosophe, le théologien, le politique. Il fallait donc introduire dans le drame la grande querelle des universaux qui a tant occupé le moyen âge, faire assister le spectateur ou le lecteur à la lutte d'Abélard et de Guillaume de Champeaux dans le cloître de Notre-Dame, puis Guillaume de Champeaux vaincu et Abélard maître de l'école de Paris, le conduire à Laon, sous le prétexte d'y apprendre la théologie de la bouche d'Anselme de Laon, célèbre docteur en divinité, en réalité pour y prêcher le rajeunissement de la théologie en mettant la foi sous la protection de la raison et de la scolastique. Assurément la tentative était osée, et tout autre que M. de Rémusat y aurait échoué. Il est au contraire parvenu à jeter sur ce sujet, ingrat en apparence, le plus vif intérêt par un mélange heureux de dissertations philosophiques et de conversations familières. A côté des maîtres qui professent, il a placé habilement des écoliers qui raillent et dont les interruptions répétées animent et égaient les scènes les plus sérieuses. Puis, la leçon finie, ces écoliers se retrouvent soit aux portes de l'école, soit au cabaret, échangeant de joyeux propos, dissertant plaisamment sur les catégories et chantant les louanges du maître. Parmi ces écoliers, il en est un surtout, Manégold, goguenard, brave, libertin, qui prend tout de suite le parti d'Abélard contre Guillaume de Champeaux et qui lui prouve son dévoûment en le conduisant au cabaret où se rassemblent ses camarades. Il en est un autre, Hilaire, non moins dévoué que Manégold, mais discret, sérieux, et qui veille sur lui avec la tendresse d'un fils. Ce sont enfin à Paris des scènes populaires pleines de vivacité et d'entrain, et à Laon une scène d'un tout autre genre qui se passe en présence du sire de Garlonde, sénéchal du roi, dans une séance du chapitre où apparaît d'une manière piquante le conflit entre la puissance royale et la puissance du clergé au temps de Louis VI.

Abélard vainqueur d'Anselme à Laon, comme à Paris de Guillaume de Champeaux, revient à Paris, couvert de gloire, prendre la direction de son école; mais la philosophie et la théologie ne suffisent pas à remplir la vie, et le moment était venu où une autre passion devait s'emparer de son cœur. Depuis qu'il était célèbre, le

chanoine Fulbert l'avait plusieurs fois pressé de venir donner des leçons à sa nièce Héloïse, personne accomplie et déjà savante. Abélard s'y était toujours refusé. Enfin, entraîné par son disciple Hilaire, cousin d'Héloïse et qui l'aime en secret, il se détermine à se présenter chez elle, et il est tout de suite ébloui. Rien de plus charmant que la première entrevue des deux amans où l'on voit naître le double sentiment qui doit les unir, Abélard s'étonnant d'avoir hésité si longtemps à enseigner une telle écolière, Héloïse fière qu'un si grand maître consente à lui donner des leçons. Puis à quelques jours de distance vient l'admirable scène de la séduction qui rappelle le fameux épisode de Françoise de Rimini, puisque c'est en lisant ensemble l'héroïde d'Ovide, *Héro et Léandre*, que les tendres aveux sont faits et les derniers mots prononcés; mais auparavant que de passion dans l'argumentation éloquente d'Abélard sur le néant de la science sans l'amour, sur le besoin qu'il éprouve de trouver une âme qui réponde à la sienne! Quelle adorable simplicité dans le tendre abandon d'Héloïse, heureuse d'être aimée par le premier homme de la terre, et prise par l'esprit plutôt que par les sens! Et quand aux déclarations d'Abélard, qui la presse, elle répond en se mettant à genoux par cette parole de saint Augustin : *ama et fac quod vis*, on sent que tout est fini et qu'il n'y aura plus de résistance à vaincre.

Tout entier à son bonheur, Abélard néglige son école et repousse les disciples qui sont affamés de sa parole, et le jour du premier rendez-vous il ferme sa porte à saint Bernard, qui, sous l'habit d'un simple religieux, veut l'arracher à l'hérésie. Héloïse l'attend, et la controverse le fatigue.

On sait l'affreux dénoûment de leurs amours. Le bruit de ses fréquentes visites à la rue des Chantres s'est répandu. Une première fois Manégold, avec l'aide de deux chasublières de ses amies, l'a sauvé d'une embûche; mais ceux de ses disciples qui se sont séparés de lui ne laissent pas s'apaiser les rumeurs populaires, et il est poursuivi jusque dans les cours de l'école par des couplets infamans. Cependant de fâcheux présages assiégent le cœur d'Héloïse, et dans un dernier rendez-vous Abélard lui propose de se marier. La noble fille refuse, « elle ne veut pas, dit-elle, accepter le sacrifice de la liberté, de la dignité, de la sainteté de son amant, » et elle met son honneur à rester sa maîtresse et sa servante. Pour vaincre cette résistance singulière, Abélard a besoin de toute son éloquence, et c'est le lendemain, au moment où il va entrer dans la chambre de son épouse, qu'il est saisi par les assassins aux gages de Fulbert et horriblement mutilé.

A partir de ce moment, une vie nouvelle commence pour Abélard et pour Héloïse. Héloïse, transportée violemment dans le couvent

d'Argenteuil, y regrette amèrement le bonheur perdu, s'étonne de ne recevoir d'Abélard aucune marque d'intérêt et refuse de se faire religieuse, jusqu'au jour où une lettre d'Abélard, apportée par le fidèle Hilaire, lui demande cette nouvelle preuve de son dévoûment. Héloïse alors obéit comme toujours à son maître, avec douleur, mais avec une tendre résignation. Cependant Abélard, qui a aussi prononcé ses vœux, fonde le couvent du Paraclet, entouré de ses disciples, et cherche à oublier son malheur dans des rêves de puissance et de domination sur les intelligences; mais sa glose sur la trinité n'est pas orthodoxe, l'accusation d'hérésie commence à l'atteindre et il est sommé de comparaître devant le concile de Sens, à sa grande satisfaction, tant il se croit sûr de la victoire, mais à l'effroi de ses disciples, plus prudens que lui et qui connaissent mieux ses ennemis.

M. de Rémusat trouvait là une occasion de mettre en scène une de ces solennités religieuses et politiques qui plus d'une fois ont attristé les pages de l'histoire. Il l'a saisie avec une incontestable supériorité. C'est au milieu des agitations du peuple rassemblé en foule devant la cathédrale que s'ouvre le concile. Le peuple est curieux de voir Abélard dont on parle tant; mais il n'est pas moins curieux de voir Bernard de Clairvaux, le roi, la cour et la procession du concile. Les accusations d'hérésie, de sorcellerie portées contre Abélard ont d'ailleurs fait leur chemin, et c'est en vain que, par l'avis de Manégold, il a cherché à s'aboucher avec quelques hommes énergiques des classes populaires, et à s'assurer l'appui du chancelier. Pour triompher de ses ennemis, il ne lui reste qu'une ressource, l'influence de la parole; mais Bernard est trop habile pour la lui laisser, et il fait décider par le concile, malgré l'avis de l'archevêque de Sens, que l'on se bornera à lire à Abélard la liste de ses erreurs, et que la seule question qui lui sera posée est celle de savoir s'il se rétracte et s'il se repent. « Le concile, dit-il, n'est pas une école, c'est un tribunal; la défense de l'hérésie est pire que l'hérésie même. On s'en rend complice quand on la tolère. » Abélard réclame, il proteste; il en appelle au roi, présent au concile; mais ce roi n'est plus le sage Louis VI, et il n'est pas écouté. Saint Bernard l'interrompt avec violence et lui ferme la bouche; puis la condamnation est prononcée. On le force à brûler ses livres de ses propres mains, et c'est à peine si lui, naguère si populaire, il peut échapper aux violences d'une multitude en fureur. Saint Bernard au contraire se retire au milieu d'une foule enthousiaste qui lui demande à genoux sa bénédiction.

Il y a au théâtre bien peu de scènes d'une aussi grande portée, et où les ressorts secrets du cœur humain soient plus habilement mis en jeu. Depuis saint Bernard jusqu'à l'homme du peuple igno-

rant et mobile, chacun y a son rôle, et ce cri d'Abélard vaincu : « vous êtes des tyrans ! » doit retentir dans tous les cœurs. Cependant il lui reste Héloïse, qui, toujours tendre et dévouée, vient le supplier de fuir la France et d'aller vivre avec elle, loin du monde chrétien, dans la retraite la plus profonde. Abélard d'abord se laisse émouvoir; mais tout à coup, soit que l'ambition survive à la défaite, soit que le souvenir des joies à jamais perdues lui soit trop pénible, il la repousse et la renvoie à son couvent, tandis qu'il ira à Rome demander que le jugement du concile soit cassé.

Après avoir montré dans Bernard de Clairvaux le prêtre ambitieux, violent, injuste, M. de Rémusat a voulu montrer un autre prêtre simple, doux, tolérant, et il a conduit Abélard malade dans le couvent de Cluny. Là il est reçu comme un frère par l'abbé Pierre de Cluny et par les religieux, qui, malgré sa condamnation, lui donnent les soins les plus empressés; malheureusement son état s'aggrave chaque jour, et sur son lit de mort il a un retour superbe sur la futilité des études auxquelles il s'est livré, et sur l'importance de celles qu'il a négligées. « J'ai, dit-il, usé mon temps et mon esprit à sonder tous les mystères dont la théologie se vante; mais l'énigme de notre nature, l'énigme de notre destinée, qui pèse sur tous les cœurs en tout temps, en tout lieu, je n'y ai pas pensé un jour. Et de cela pourtant, le savant comme l'ignorant, le païen comme le chrétien, Platon comme saint Paul ont droit de s'enquérir et ne savent que penser. » Peut-être s'il consacrait ce qui lui reste de force et de vie à la méditation de ces vrais, de ces éternels problèmes de l'humanité, pourrait-il encore apparaître aux hommes comme une révélation nouvelle; mais non, la force lui manque, sa raison ne croit plus, il n'aspire plus qu'au repos; le repos de l'âme, où le trouver?

Cependant Pierre de Cluny, qui désire réconcilier Abélard avec l'église, a écrit au pape et à Bernard de Clairvaux en se portant garant de ses bons sentimens. Ce n'est pas connaître Abélard, à qui une visite de Manégold, devenu homme d'armes du comte de Champagne, fait regretter de n'avoir pas choisi la vie militaire, et qui résiste à une nouvelle lettre d'Héloïse, toujours prête à tout abandonner pour se consacrer à lui. Quand Pierre de Cluny lui annonce que le pape et Bernard veulent bien l'affranchir de sa condamnation, s'il se repent de ses erreurs, c'est pour lui le dernier coup, et il expire en maudissant Bernard de Clairvaux.

Je me suis longuement étendu sur ce drame parce qu'il n'est pas connu de la génération actuelle, et parce que, comme l'a dit Sainte-Beuve, c'est peut-être, de toutes les œuvres de M. de Rémusat, celle qui donne l'expression la plus entière et la plus vraie de son talent. Quand il l'a composé, les questions littéraires n'avaient plus, comme en 1824, le privilége de diviser la société en deux

camps, celui de la tradition et celui de la réforme. Le drame d'*Abélard* n'en obtint pas moins un succès prodigieux partout où il voulut bien le faire connaître. J'en ai entendu la lecture dans son salon, en 1842, en présence du duc d'Orléans, peu de mois avant la catastrophe qui a enlevé à la France ce prince si éclairé et si justement populaire. Tous nous admirions l'art merveilleux avec lequel l'auteur avait su marier l'érudition à la passion, le sérieux au plaisant, et tirer des obscurités de la scolastique un des drames les plus attachans qui puissent se concevoir.

Pourquoi une œuvre aussi remarquable n'a-t-elle pas été publiée? Beaucoup d'entre nous étaient d'avis qu'elle le fût, et c'était le secret désir de l'auteur; mais à côté du maître il y avait, dans ce drame, des étudians et même des étudiantes. On y chantait des chansons, et quelques scènes paraissaient légères aux hommes graves dont il prenait les conseils. Ils craignaient que cette publication ne nuisît à son avenir politique et ne l'empêchât de redevenir ministre. Bien qu'il eût pour lui-même fort peu d'ambition, il en avait pour sa cause, pour ses amis, et il se laissa convaincre; mais les personnages principaux de son drame l'avaient charmé, et il ne renonça pas à les peindre. De là les deux volumes qu'il publia trois ans plus tard sous le simple titre d'*Abélard*.

La première partie de ce livre est consacrée à la vie d'Abélard, et c'est un chef-d'œuvre. Il est impossible d'imaginer un récit mieux ordonné, plus vivant, plus nourri de faits curieux et de réflexions ingénieuses ou profondes, plus juste aussi envers les personnes qu'Abélard a rencontrées et qui ont eu quelque influence sur sa destinée. La plus célèbre est Héloïse, pour laquelle M. de Rémusat professe une admiration sans bornes. « C'est, dit-il, la première des femmes. » Cependant la partie romanesque de la vie d'Abélard n'est pas celle qui l'occupe le plus, et parmi les persécuteurs de son héros, l'abbé de Clairvaux, saint Bernard, tient dans son récit une plus grande place que le chanoine Fulbert, oncle d'Héloïse. Pour M. de Rémusat, Abélard est quelque chose de plus que l'amant d'Héloïse. C'est à cette époque du moyen âge le défenseur le plus éminent de la libre pensée contre la tradition, de l'examen contre l'autorité, de la raison contre la force. Dans sa lutte avec saint Bernard, il soutenait les droits de l'esprit humain, et ce sont ces droits qui succombaient avec lui dans le concile de Sens. A ce titre, quelles que puissent être ses erreurs dans les matières philosophiques, il mérite tout l'intérêt, toute la sympathie de ceux qui aujourd'hui encore, après plus de sept cents ans, sont condamnés à défendre la même cause contre les mêmes adversaires.

Après la partie historique vient la partie technique, et pendant plus d'un volume M. de Rémusat, sans sortir du cadre restreint

qu'il s'est tracé et sans fatigue, se promène dans les sentiers quelquefois assez raboteux de la scolastique. C'est qu'il ne partageait pas les dédains si faciles de la science moderne pour les formes subtiles ou frivoles de la pensée humaine au moyen âge. Tout en reconnaissant que la scolastique fut souvent une science de mots, il y retrouvait à travers les obscurités qui lui sont propres les traits essentiels des grandes doctrines qui se sont partagé et disputé l'esprit humain. En faisant voir ce qu'elle avait reçu des anciens et ce qu'elle avait elle-même transmis à ses successeurs, il constatait qu'elle n'a rien tiré de son propre fonds, mais il lui restituait le rang qui lui appartient dans l'histoire de la philosophie. Chez ce large et équitable esprit, le goût des nouveautés et la foi dans le progrès n'excluaient pas l'estime indulgente pour le passé. Soit qu'il analysât dans le plus grand détail la philosophie et la théologie d'Abélard, soit qu'il examinât la valeur des objections qui lui étaient opposées, M. de Rémusat montrait clairement que les plus grandes hardiesses de ce terrible novateur ne visaient qu'à donner prématurément une explication rationnelle du mystère de la foi. Il faut regretter l'avortement de cette première renaissance du XIIe et du XIIIe siècle, étouffée sous la lourde main de l'église et dont Abélard fut à la fois le héros et le martyr.

Le moment arrivait d'ailleurs où pleine justice allait être rendue à M. de Rémusat. Déjà, après la publication de ses essais de philosophie, il avait remplacé à l'Académie des Sciences morales et politiques son ami M. Jouffroy. En 1847, il remplaça à l'Académie française M. Royer-Collard, que la France venait de perdre. Qui mieux que M. de Rémusat eût pu succéder à cet homme d'un esprit hardi et réglé, grave et piquant, libéral et conservateur, philosophe et chrétien, dont chaque parole était un oracle et dont toute la vie s'est écoulée sous l'empire d'une seule pensée, la pensée du devoir? En le suivant depuis ses premières années jusqu'à la fin de sa vie, M. de Rémusat s'est surtout attaché à faire ressortir ce grand trait de son caractère, et personne n'avait plus le droit de le faire. Dans ce portrait inspiré par une respectueuse admiration, M. Royer-Collard revit tout entier « avec ce frappant mélange d'indépendance et de discipline, de témérité et de retenue, de respect pour l'ordre et de mépris pour toute autorité qui n'est pas la raison. » Ne sont-ce pas aussi les traits qui distinguent M. de Rémusat de ses contemporains et qui constituent son originalité? En célébrant, à propos de M. Royer-Collard, l'alliance de la philosophie et de la politique, il défendait sa propre cause, et il pouvait s'attribuer à lui-même une bonne part des applaudissemens qu'il obtint. Quelques années plus tard, par un singulier rapprochement, M. de Rémusat, directeur alors de l'Académie, rendait un hommage plus

tendre encore à son ancien collègue et ami M. Cousin, remplacé par M. Jules Favre, et c'était pour lui une nouvelle occasion d'honorer la philosophie et de rendre justice au philosophe dont les conversations, s'élevant sans effort des frivolités de la vie commune aux mystères de l'âme et de la destinée, rappelaient les graves entretiens des sages de la Grèce, au cap Sunium ou sur les bords de l'Ilissus. Enfin, si la mort ne l'avait pas frappé inopinément, c'est à lui que revenait l'honneur de faire au même titre l'éloge de M. Guizot en recevant son successeur. Je l'ai vu fort préoccupé de cette nouvelle mission, dont il ne se dissimulait pas les difficultés; nul doute qu'il ne l'eût accomplie avec la même supériorité, surtout si, comme il le désirait, il eût pu joindre à l'éloge de M. Guizot celui de son ami M. Jules Simon.

Cependant la situation politique n'était plus tout à fait la même. Le ministère Guizot était ébranlé, et l'accord un moment troublé s'était refait entre les différentes fractions de l'opposition constitutionnelle. Un programme commun avait été concerté entre M. Thiers et M. Barrot, et les deux mesures principales inscrites dans ce programme étaient la réforme électorale et la question des incompatibilités parlementaires. On m'avait chargé de la première proposition, et la seconde appartenait depuis plusieurs années à M. de Rémusat. Elles furent toutes deux présentées et perdues dans la session de 1847. Pour la troisième fois, tout l'esprit de M. de Rémusat échoua contre le parti-pris de la chambre; mais après cet échec et celui de la réforme électorale l'opposition vaincue crut devoir porter ailleurs le débat et faire appel au pays. Alors commença la fameuse campagne des banquets. M. de Rémusat était loin de la désapprouver; mais, comme ancien ministre, il ne crut pas devoir y prendre une part personnelle, et il se contenta d'encourager ceux qui, plus libres que lui, s'y étaient engagés. Outre qu'il voyait dans ces réunions l'exercice d'un droit consacré par l'usage dans tous les pays libres, il lui semblait qu'il était bon d'avertir la majorité de la chambre que l'opinion publique pouvait quelque jour se retirer d'elle, si elle persistait dans sa résistance à toute réforme. Malheureusement, par une suite de circonstances imprévues, la réforme se transforma en révolution, et au moment du danger le gouvernement ne sut pas choisir entre les deux seuls partis qu'il pût prendre, résister par la force à l'insurrection, ou bien la désarmer en détachant, par des concessions opportunes, ceux qui ne voulaient qu'une réforme. Le mal s'aggrava rapidement, et il était presque irréparable quand, dans la nuit du 23 au 24 février, vers deux heures du matin, je vis entrer chez moi M. de Rémusat, me disant du ton moitié sérieux, moitié railleur qui lui

était propre : « Eh bien! mon cher Duvergier, voilà le moment de faire du gouvernement parlementaire. » M. Thiers l'attendait à la porte dans sa voiture; nous y montâmes ensemble pour aller chez M. Odilon Barrot, avec qui nous fûmes bientôt d'accord. Quand la maison brûle, il s'agit d'éteindre le feu, et ce n'est pas le moment de se diviser pour des nuances.

Quelques heures après, nous partions en corps de la maison de M. Thiers pour aller à travers les barricades aux Tuileries, où le roi nous attendait. M. de Rémusat était, après M. Thiers, celui d'entre nous que le roi connaissait le plus, et il l'écoutait volontiers. Ce ne fut pourtant pas sans résistance qu'il lui permit de rédiger un manifeste qui annonçait à la population la constitution du nouveau ministère et ses projets de réforme. Il était trop tard, et nous eûmes la douleur d'assister à la catastrophe sans pouvoir l'empêcher. Comme le lendemain je m'étonnais d'avoir vu dans les rangs de l'insurrection certains hommes de qui nous n'avions pas pu obtenir un acte de résistance légale : « Que voulez-vous? me dit M. de Rémusat, il y a en France une foule de gens qui n'ont que deux goûts : recevoir des coups de bâton et tirer des coups de fusil. Quand ils sont las d'un exercice, ils passent à l'autre. » Le mot était dur, mais vrai, et les années qui ont suivi l'ont pleinement justifié.

Envoyé à l'assemblée nationale par le département de la Haute-Garonne, M. de Rémusat prit une place éminente dans le petit groupe d'anciens députés libéraux qui, tout en acceptant la république, défendaient l'ordre contre les entreprises de la démagogie. C'est lui qui le 15 mai alla à la caserne du quai d'Orsay avertir de l'envahissement de l'assemblée et demander qu'on vînt à notre aide; mais il avait pris au sérieux son adhésion à la république, et quand vint le moment de lui donner un président, il ne jugea pas à propos de la mettre à la discrétion d'un Bonaparte. Il résista donc à l'entraînement presque général du parti conservateur en faveur de Louis-Napoléon, et il vota ostensiblement pour le général Cavaignac. Celui qui écrit ces lignes s'honore d'avoir été cette fois encore d'accord avec lui et de n'avoir participé en rien à l'acte qui nous a perdus.

Conséquent avec lui-même, M. de Rémusat refusa de faire partie du cabinet constitué par M. Odilon Barrot, et quelques mois plus tard, après les élections générales, il persistait dans son refus malgré les instances du président du conseil et bien que les noms de plusieurs des nouveaux ministres, M. Dufaure, M. de Tocqueville, M. Lanjuinais, fussent de nature à lui plaire; mais l'attitude du président depuis qu'il était au pouvoir n'avait fait qu'augmenter sa méfiance, et il avait une répugnance invincible à devenir un de ses ministres. Ce n'est pas qu'il approuvât sur tous les points la con-

duite de l'assemblée. Il reprochait à la majorité de servir, sans le vouloir, les projets du président en appuyant faiblement le ministère Barrot-Dufaure, le meilleur, disait-il, que l'on pût avoir dans les circonstances actuelles. Bientôt en effet le président lui donnait raison par son message du 31 octobre, et l'assemblée par sa conduite après le renvoi de M. Barrot. N'ayant pas été réélu, je voyageais alors en Italie, et M. de Rémusat voulait bien me tenir au courant des incidens parlementaires et me communiquer ses impressions.

« La majorité, m'écrivait-il peu de jours après le 31 octobre, ne veut ni de la république, ni de la monarchie, ni de l'empire. Chaque parti a conservé de ses anciennes opinions juste ce qu'il faut non pour agir, mais pour empêcher d'agir les autres partis. Ce que je vous dis, tout le monde le trouve, tout le monde s'accuse de ne savoir rien épouser ni rien répudier, rien renverser ni rien affermir, et personne ne fait un pas pour sortir de cette position. » Un peu plus tard il ajoutait que le secret de notre avenir se cachait dans les entrailles du président. « Oui, mon cher ami, disait-il, après soixante ans de révolution, nous dépendons d'un coup de tête individuel. Tout le monde convient que l'homme est chimérique, obstiné, dissimulé. Il n'est pas incapable de ténacité, on le sait; mais il est inerte, indolent, livré à la mollesse et au plaisir. Ses oscillations, fruit d'une vanité inquiète, d'une inexpérience crédule, se prolongeront-elles indéfiniment, ou en sortira-t-il à l'improviste par quelque brusque tentative? Là est la question, et on ne peut la résoudre que par des conjectures. »

Il résulte de là que M. de Rémusat, n'ayant confiance ni dans le président ni dans l'assemblée, assistait tristement aux événemens sans y prendre part et sans en rien attendre de bon. Il vint un jour pourtant où, par la révocation du général Changarnier, le président jeta un défi éclatant au pouvoir parlementaire. Ce jour-là, M. de Rémusat sortit de son abstention, et ce fut lui qui vint au nom de la majorité outragée demander que l'assemblée nommât d'urgence une commission chargée de prendre toutes les mesures que les circonstances pourraient commander. La commission fut formée, et après un grand débat où M. Thiers prononça ces paroles célèbres : « si l'assemblée cède, L'EMPIRE EST FAIT, » le pouvoir parlementaire se manifesta par un vote qui força les ministres à se retirer. Malheureusement, dès le lendemain, l'assemblée retombait dans ses incertitudes, et quand arriva le moment de la catastrophe, elle succomba presque sans combat. J'étais alors rentré dans l'assemblée, et chaque jour je causais avec M. de Rémusat du sort qui nous attendait. Malgré sa répugnance pour la tribune, il était prêt à y monter et à dénoncer publiquement le complot qui se

tramait; mais cette idée fatale, qu'il ne fallait pas donner le signal de la guerre civile, prédominait dans la majorité, qui refusait de croire au danger, tandis que la minorité craignait surtout les complots des royalistes. Jamais, disait-on, l'armée ne prendra les armes contre l'assemblée, et au besoin les soldats trouveraient au milieu d'elle des généraux qu'ils connaissent et qui les rappelleraient à leur devoir. « Nous donnons tous les jours la main à Pichegru, » me disait mélancoliquement M. de Rémusat, se souvenant que, la veille du 18 fructidor, Pichegru aussi se croyait sûr d'entraîner l'armée du directoire. Après le rejet de la proposition des questeurs, il ne douta plus du résultat et tint pour certain qu'il ne nous restait qu'à mourir avec honneur.

C'est encore lui qui, dans la matinée du 2 décembre, vint m'annoncer le coup d'état et l'arrestation de M. Thiers. Puis nous nous retrouvâmes chez M. Barrot, chez M. Daru, à la mairie du Xe arrondissement, où nous votâmes ensemble la mise en accusation du président, enfin à la caserne du quai d'Orsay, d'où nous fûmes conduits à Mazas dans la même voiture cellulaire. Il sortit de prison plus tôt que moi; mais nos deux noms furent inscrits l'un à côté de l'autre sur la liste d'exil. Avant qu'il quittât Paris, il lui fut insinué plus d'une fois que le décret d'exil ne serait point exécuté, s'il voulait faire le plus petit acte de soumission au pouvoir nouveau; il avait l'âme trop haute pour se prêter à ces sortes de capitulations, et nous partîmes ensemble pour la Belgique avec trois de nos amis, M. Jules de Lasteyrie, M. Chambolle, M. Creton, exilés comme nous. Arrivés à Bruxelles, nous prîmes un appartement en commun, M. de Rémusat et moi, et je puis dire que cette communauté était pour moi un grand adoucissement aux douleurs de l'exil. S'il est vrai que l'on se connaisse mieux après un voyage de quelques jours que si l'on vivait longtemps ensemble sans autres relations que les relations ordinaires, cela est bien plus vrai encore quand on est rapproché par l'exil et quand on peut à chaque instant se communiquer ses impressions. Chaque jour d'ailleurs nos amis se rassemblaient à notre table. Nous causions ensemble des fautes du passé, des tristesses du présent, des espérances de l'avenir, car nous ne voulions pas croire que la France persistât longtemps dans son aveuglement. Il nous semblait que, remise de ses alarmes, elle se souviendrait de son histoire et se hâterait de secouer le joug odieux qui venait de lui être imposé. Le moins confiant d'entre nous était M. de Rémusat. A l'entendre, la passion du repos remplaçait la passion de la liberté, et la France avait horreur de toute secousse nouvelle. Aussi, quand un des chefs du parti républicain, M. Charras, nous disait « qu'il y en avait pour dix ans, » M. de Rémusat était-il disposé à le croire. M. Charras ne disait pas assez,

et le réveil de la France devait précéder de bien peu les terribles événemens qui l'ont frappée.

Cette impression ne s'effaça pas pendant un voyage que M. de Rémusat fit en Angleterre, où il trouva le monde politique fort hostile en principe au régime napoléonien, mais convaincu en fait que ce régime était celui qui convenait aux Français. Ce ne fut donc pas avec une satisfaction sans mélange qu'il lut à Fribourg le décret qui lui permettait de rentrer en France. La vie, selon lui, était pour nous plus libre et plus digne à l'étranger qu'elle ne pouvait l'être dans un pays qui s'accommodait si facilement du despotisme. « Notre nation, m'écrivait-il, cette nation qui jadis soulevait le monde par ses idées, est désabusée, repentante, charmée de n'avoir plus à se conduire elle-même. » Heureusement M. de Rémusat s'était assuré dans la philosophie et dans les lettres une puissante ressource contre le découragement. En Angleterre comme en Belgique, il n'avait pas cessé de travailler, et, au moment même où les portes de la France lui étaient ouvertes, il commençait la publication de plusieurs livres qui devaient mettre le sceau à sa réputation d'écrivain et de philosophe.

En réfléchissant sur l'aridité de la plupart des histoires de la philosophie, M. de Rémusat avait pensé que ce défaut tenait surtout à ce que l'historien se contentait d'exposer les systèmes. N'en serait-il pas autrement, disait-il, s'il y joignait l'histoire des philosophes en les montrant dans le milieu où ils ont vécu, en rappelant les institutions, les événemens, les circonstances sociales qui les ont entourés, en les plaçant sous l'influence des faits, des mœurs et des opinions de leur temps? C'est dans cette pensée neuve et féconde qu'il conçut et publia une suite d'ouvrages sur saint Anselme de Canterbury, sur Bacon et sur lord Herbert de Cherbury. Entre ces trois personnages célèbres à des titres divers, il y avait de notables différences; l'un, moine simple et pieux, appelé malgré lui au premier siége épiscopal de l'Angleterre, mêlé par la force des choses à la grande querelle des investitures, et résistant avec une douce fermeté aux odieuses violences de Guillaume le Roux aussi bien qu'à l'opiniâtreté hautaine de Henri Ier; l'autre, homme d'un esprit supérieur et d'un caractère méprisable, profond penseur et courtisan bassement ambitieux, grand philosophe et magistrat corrompu, l'honneur et la honte de son temps; le troisième, coureur d'aventures chevaleresques, gentilhomme de cape et d'épée, vaillant soldat, duelliste, diplomate, homme à bonnes fortunes. Il ne semblait pas que M. de Rémusat, fils de la révolution, homme du XIXe siècle et peu disposé à donner raison à l'église contre l'état, dût avoir pour le premier de ces trois personnages une grande sympathie; mais la question ne se posait pas au XIe siècle comme elle

se pose aujourd'hui, et l'église avait des revendications légitimes à exercer. Il ne lui en coûtait donc pas de rester impartial entre les deux parties et de juger avec une équité bienveillante les prétentions de l'église. C'était d'ailleurs une pure et touchante figure que celle de saint Anselme, et il était difficile de n'avoir pas plus de sympathie pour le prélat persécuté que pour les rois ses persécuteurs. Enfin saint Anselme avait cherché dans la raison la preuve de la foi, et M. de Rémusat voyait en lui un des précurseurs de Descartes. Avant ce livre, saint Anselme était connu des érudits, il ne l'était pas du public, parce que personne n'avait exposé avec autant de lucidité ce mélange de religion et de métaphysique qui constitue sa philosophie, ni décrit avec autant de charme la part qu'il a prise aux événemens de son temps. En écrivant sa vie, M. de Rémusat rendait hommage à un des plus nobles caractères qui aient honoré cette époque si troublée et si confuse, en même temps qu'il présentait le tableau le plus animé de la vie monastique et de la vie des cours au XIe siècle. Augustin Thierry lui-même n'a pas fait mieux.

Dans Bacon au contraire, M. de Rémusat reconnaissait « un des grands promoteurs de l'esprit des temps modernes, le héraut des sciences d'expérience, le créateur de l'empirisme rationnel, le père de la philosophie expérimentale, » en un mot un grand génie et un grand écrivain. En même temps, il trouvait en lui les faiblesses et les vices qu'il avait souvent flétris et qu'il ne pouvait pas absoudre parce que le coupable était un homme illustre. Il avait d'ailleurs quelques réserves à faire non sur l'esprit général de la philosophie, ni sur ses méthodes, mais sur l'application qu'il en faisait, et qui lui paraissait manquer quelquefois d'exactitude et de pénétration. Certes le procédé de l'induction était excellent, et on ne pouvait nier les progrès qu'il avait fait faire à la science; mais Bacon semblait avoir oublié que ce procédé supposait lui-même des idées autrement acquises. M. de Rémusat n'accusait pas Bacon, comme M. de Maistre, d'être l'auteur de la philosophie sensualiste du dernier siècle, mais il lui reprochait d'avoir fourni des armes à cette philosophie par son mépris de toute métaphysique. Il fallait donc louer lord Herbert de Cherbury d'avoir rompu avec l'empirisme de Bacon et reconnu que l'intelligence n'a pas besoin de secours externes pour posséder les vérités qui lui sont propres. Ces vérités, quelles sont-elles? Ce sont les notions communes qui se trouvent dans tout entendement sain et que Dieu même a déposées dans l'âme humaine. C'est sur ce principe que lord Herbert fonde la religion naturelle indépendamment de toute révélation particulière. Cette philosophie paraît à M. de Rémusat bien préférable à celle de Bacon. Néanmoins il lui reste quelques doutes, et il

n'est pas convaincu que le suffrage universel, dans tous les temps et tous les pays, ait sanctionné les points que lord Herbert déclare supérieurs à l'observation et à l'expérience; mais il le considère, après Hallam, comme le premier métaphysicien qu'ait eu l'Angleterre et comme un des fondateurs de la philosophie du sens commun.

Au surplus, dans un volume publié en 1864 sous le titre de *Philosophie religieuse*, M. de Rémusat a fait lui-même sa profession de foi. Il croit fermement que la raison, par ses propres forces et par une révélation naturelle, peut arriver à la connaissance certaine de l'existence de Dieu, de l'immortalité de l'âme, des peines et des récompenses dans un autre monde; mais il ne nie pas que les religions révélées ne puissent généraliser et fortifier cette certitude. « La philosophie, dit-il, n'est pas la religion, mais la religion et la philosophie professent sur Dieu et sur l'âme des vérités communes que l'une révèle, que l'autre déduit. Et ainsi dans le cercle de ces vérités elles ne se combattent ni se suppléent l'une l'autre, mais elles peuvent se concilier et s'appuyer l'une l'autre, la philosophie pouvant convaincre les esprits que la foi ne persuade pas, et la religion persuader ceux que la philosophie ne saurait convaincre. » Ne faut-il pas regretter que cette sage conciliation, proposée par un des chefs de l'école spiritualiste, n'ait été acceptée ni par la religion, ni par la philosophie, et qu'en quittant la vie il ait vu s'engager avec plus de violence que jamais la guerre à laquelle il aurait voulu mettre un terme?

M. de Rémusat avait toujours aimé l'Angleterre, où il voyait le modèle du gouvernement qu'il avait contribué à fonder en 1830. En 1852, pendant son séjour dans ce pays, l'idée lui vint d'étudier le jeu des partis au XVIIIe siècle, et de publier une suite d'essais sur les hommes les plus notables de ce temps, à commencer par Bolingbroke. Aucun moyen d'information ne lui manquait, et, soit au *British Museum*, soit au club de l'*Athenæum*, il trouvait tous les documens dont il pouvait avoir besoin. Rien n'était mieux fait pour attirer son attention que cette époque de transition entre la monarchie des Stuarts et le gouvernement parlementaire de la maison de Hanovre, époque où l'on voit les partis se composer et se décomposer, se former et se transformer, où, à côté d'hommes d'état comme Somers, Malborough, Godolphin, Halifax, Harley, Walpole, Pulteney, on rencontre des journalistes comme Steele, de Foe, Swift, Addison, où Bolingbroke enfin, orateur de premier ordre et écrivain excellent, audacieux, ambitieux, intrigant, homme de beaucoup d'esprit et de peu de conscience, se mêle à toutes les combinaisons, devient en France ministre du prétendant dix mois après avoir été

en Angleterre ministre de la reine Anne et de la succession protestante, est mis hors la loi par le parlement comme coupable de haute trahison, puis gracié sans pouvoir reprendre son rang, et passe la fin de sa vie à nouer et à dénouer des combinaisons dont il ne peut pas profiter. Il fallait avoir vécu, comme M. de Rémusat, dans les assemblées politiques pour débrouiller les fils de tant d'intrigues, pour se reconnaître au milieu de ce mélange de convictions et de passions, d'ambitions légitimes et d'intérêts personnels, de rapprochemens sincères et de coalitions sans moralité; il fallait la justesse de son coup d'œil et la finesse de son pinceau pour faire au naturel le portrait de tant de personnages divers, en marquant chacun d'eux d'un de ces traits qui ne s'effacent pas de la mémoire.

Tous ceux qui ont lu le livre de M. de Rémusat, en Angleterre comme en France, savent s'il a réussi. A cette belle étude, il en a joint plusieurs autres sur Horace Walpole, amateur en politique comme en littérature, et dont la correspondance continuée sans interruption pendant quarante-cinq ans est, ainsi que le dit M. de Rémusat, « la peinture familière de l'Angleterre pendant un demi-siècle, » sur Junius, le hardi pamphlétaire dont le vrai nom est encore inconnu, enfin sur Burke et Fox, qui tous deux ont joué un si grand rôle à la fin du XVIIIe siècle, le premier, au début de la vie, un des soutiens les plus résolus du gouvernement parlementaire contre le parti dit des amis du roi, usant indifféremment de la tribune et de la presse pour flétrir la corruption, et poursuivant Warren Hastings dans l'Inde comme il poursuivait à Londres les ministres serviteurs dociles de George III; le second désordonné dans la vie privée, mais d'une loyauté à toute épreuve, généreux, désintéressé, dévoué à la cause de la liberté et dont l'éloquence n'a point été surpassée. Longtemps ces deux hommes avaient été unis non-seulement par la communauté d'opinions, mais par la plus tendre amitié. Un jour vint où la révolution française fit naître entre eux un dissentiment insurmontable, et M. de Rémusat raconte avec une émotion touchante la scène si dramatique où les deux amis se séparèrent publiquement, Burke dur et implacable, Fox navré et les larmes aux yeux. Ce jour-là, Fox prenait le parti de la France, et M. de Rémusat lui en sait gré. Il reconnaît pourtant que le mal signalé par Burke était réel; « mais, dit-il, Burke avait le tort de voir le mal sans voir le bien, et d'ouvrir son âme à toutes les passions, à toutes les chimères qui ne vont qu'aux proscrits. » En restant fidèle à la cause de la liberté malgré ses excès, Fox au contraire se montra digne de la renommée qui lui a survécu et qui le place au premier rang parmi les réformateurs de l'Angleterre.

En lisant la vie de Bolingbroke, on voit passer devant ses yeux les événemens et les hommes remarquables de la première moitié du

XVIIIe siècle. En lisant la vie de Junius, de Burke et de Fox, on apprend à connaître les événemens et les hommes de la fin du siècle, lord Chatam, lord Rockingham, les Grenville, lord Bute, lord North, lord Shelburne, M. Grey et le grand ministre de cette époque, M. Pitt, sévère, correct, sans imagination, homme pratique avant tout. La prédilection de M. de Rémusat pour son rival ne l'empêche pas de lui rendre justice et de reconnaître les grands services qu'il a rendus à son pays; mais c'est une nature trop froide pour qu'il en soit séduit, et il ne lui attribue pas les grandes vues dont on lui fait généralement honneur.

En réunissant ces études, où, tout en parlant de l'Angleterre, il pensait souvent à la France, M. de Rémusat y joignit une introduction dans laquelle, avec l'accent triste et ferme d'un exilé fidèle à sa cause, il exprimait son profond mépris pour ceux dont les convictions changent avec la fortune. « S'ils se repentent, disait-il, qu'ils aillent à la Trappe; mais ils l'entendent autrement. La pénitence les ramène du côté de la fortune. Ils expient leurs égaremens dans l'or et dans la soie. Ils veulent faire du repentir profit. » Et se posant à lui-même la question si souvent controversée de savoir pourquoi la révolution d'Angleterre a réussi et non la révolution française, la grande raison, selon lui, c'est que dans la monarchie anglaise la liberté a le bonheur d'être historique et qu'aucun des principes qui la constituent n'est absolu, pas même celui de l'hérédité royale, toujours subordonné à la nécessité d'état. Or la liberté qui a sa racine dans la tradition nationale est certainement plus vigoureuse que la liberté improvisée et née d'une pure conception de l'esprit. Est-ce une raison pour y renoncer? Non sans doute. « Le temps n'est pas si loin, dit-il, où c'était pour nous un sujet d'orgueil que nos institutions fussent l'œuvre de la raison, et qu'elles eussent cet honneur de n'avoir besoin de la protection d'aucun préjugé. Aujourd'hui la France cesse de penser et de vouloir... Il lui prend comme une mauvaise honte d'avoir trop espéré d'elle-même, et de s'être crue digne de la liberté. Elle emploie ce qui lui reste d'esprit à médire de l'esprit, à décrier ses meilleures pensées et ses plus belles années... Mais, ajoutait-il en s'adressant aux anciens libéraux, gardez-vous de l'entraînement de la faiblesse et de la peur. Par calcul ou par légèreté, par le frivole désir de suivre le courant, n'entrez pas dans la conspiration des intérêts contre les idées, et qu'on ne voie pas les écrivains français désavouer, humbles et contrits, l'œuvre de leurs pères, livrer aux flammes leurs titres de noblesse immortelle et demander pardon au monde d'avoir un peu troublé son repos. Épargnez-lui le scandale de vos conversions; ne vous repentez pas de la gloire de la pensée par cela seulement que toute gloire est périlleuse. Si, vous aussi, le tor-

rent vous entraîne, si vous êtes infidèles à nos traditions, à cette sainte indépendance de l'esprit, orgueil de nos belles années, si vous faites du talent une industrie qui, elle aussi, veut être protégée et mesure le bonheur public au taux de ses profits, votre déchéance est celle même de la patrie, et vous amenez devant l'Europe, dédaigneusement triomphante, le pavillon de la France. » — « L'égalité, disait-il ailleurs, ne dédommage de la liberté que la bassesse, » et, pour rétablir en France la liberté, il demandait qu'on évitât tous les extrêmes, et que tous les nobles efforts fussent consacrés à relever la cause de la modération.

On voit qu'après tant d'épreuves M. de Rémusat était resté le même qu'au début de sa carrière, libéral et modéré. En 1860, il en donna une preuve nouvelle en publiant, sous le titre significatif de *Politique libérale ou fragmens pour servir à la défense de la révolution française*, une suite de fragmens écrits depuis son retour en France et reliés par une pensée commune. Il ne fallait pas, selon lui, confondre l'esprit de la révolution, l'esprit libéral avec l'esprit révolutionnaire, qui, égaré par une fausse logiq ue, absout et sanctifie dans leurs excès les passions qui font le mal au nom du bien; mais il lui paraissait que, pour établir en France la liberté politique, la révolution était nécessaire, et il en demandait la preuve à l'histoire de la monarchie française depuis Richelieu. Il n'y avait rien à attendre ni d'une royauté qui avait tout absorbé, toutaccaparé, et qui ne voulait rien céder de ses prérogatives, ni d'institutions qui n'avaient jamais existé ou qui étaient tombées en désuétude, ni des deux premiers corps de l'état, qui tenaient avant tout à la conservation de leurs priviléges, ni même de la bourgeoisie frondeuse, mais complaisante, mécontente, mais soumise et devenue l'instrument de la royauté. L'ancien régime dans aucune de ses parties n'offrait un point d'appui qui pût être conservé et le sol même de la société devait être profondément remué. M. de Rémusat écartait donc comme des chimères l'assertion des écrivains qui croient que la France pouvait passer sans effort de la monarchie administrative de Louis XIV et de Louis XV à la monarchie parlementaire, et, tout en flétrissant avec une juste indignation les excès de la révolution, il en approuvait le principe. Il reconnaissait qu'en 1814 la transaction aurait pu se faire à la condition qu'elle fût loyalement acceptée par la cour et par le parti de l'émigration. « Mais, disait-il avec un profond bon sens, c'est la légitimité qui a perdu la monarchie légitime... Ce malheureux dogme s'est glissé comme un poison funeste dans toute la politique, et il en a corrompu les parties les plus saines. « Si, en 1830, la transaction avait définitivement échoué, ce n'était pas aux ennemis de la restauration qu'il fallait s'en prendre, c'était à ses défenseurs, et il ajou-

tait « qu'il manquerait de respect à la France s'il croyait à la nécessité de défendre la plus juste des révolutions. »

Après avoir justifié 89 et 1830 des reproches que la prévention ou la mauvaise foi adresse à ces deux grandes époques, M. de Rémusat se demandait en quoi consiste pour une nation la liberté politique, distincte de la liberté civile, et il arrivait à cette conclusion, que cette liberté, c'est le gouvernement parlementaire sous la forme de la monarchie ou de la république. Parce que ce gouvernement a péri en France, faut-il en conclure qu'il y soit impossible? Assurément non. « La monarchie féodale, l'ancien régime, la république violente, la république modérée, la monarchie administrative, absolue, constitutionnelle, des gouvernemens guerriers, des gouvernemens pacifiques, tout a péri, et rien de nouveau ne reste à essayer. Si l'on invoque l'expérience contre nous, nous l'invoquerons contre tous. » Mais M. de Rémusat était trop sincère pour ne pas reconnaître qu'il n'est pas toujours aisé de concilier la liberté civile avec la liberté politique et que soumettre le citoyen à l'état tout en protégeant le citoyen contre l'état est un problème dont la solution est difficile. Il ne le croyait pas insoluble, pourvu que les droits individuels fussent nettement déterminés, et qu'il y eût des contrepoids dans le pouvoir. C'est à démontrer ces droits et à décrire ces contre-poids qu'il consacrait en grande partie le fragment qui terminait le volume.

Publié en plein empire, cet écrit, hardie revendication des libertés perdues, acheva de placer M. de Rémusat à la tête des écrivains politiques de son époque; mais le moment approchait où toutes les satisfactions de l'amour-propre devaient s'évanouir pour lui devant le plus affreux des malheurs. Jusqu'à ce jour, sa vie avait été heureuse. Il avait deux fils qui répondaient à toutes ses espérances et l'aîné, jeune homme du caractère le plus sûr, avait épousé récemment une jeune femme, d'une fermeté d'âme égale à la sienne, et qui s'était attachée par les liens les plus tendres à ses nouveaux parens. M. de Rémusat vivait donc dans sa famille, entouré du respect et de l'affection de tous les siens, et tout lui promettait une vieillesse tranquille, quand un jour, le 13 janvier 1862, il reçut à Laffite, pendant la nuit, la terrible nouvelle que son fils aîné venait de faire, presque à sa porte, une chute de cheval et qu'il était mourant. Quelques heures après, l'infortuné jeune homme cessait de vivre, laissant sa veuve et ses parens dans le plus profond désespoir. On peut juger de l'affliction de M. de Rémusat et de l'horreur du long voyage qu'il dut faire pour venir associer ses pleurs à ceux de sa famille. Peu d'années auparavant, racontant la mort du fils de Burke, M. de Rémusat, par une sorte de pressentiment, remarquait avec tristesse que le sentiment ou l'événement qui a

le plus fortement ébranlé le cœur d'un homme tient quelquefois peu de place dans les pages où l'on écrit sa vie. « Un voyage curieux, disait-il, une anecdote curieuse, la critique d'une brochure, l'explication d'une démarche politique, exigent ou permettent que l'écrivain insiste ou s'étende, et la postérité ne regrette pas d'apprendre avec détail ce qui peut-être n'avait laissé qu'un indifférent souvenir à celui dont elle lit l'histoire, tandis que l'émotion cruelle, le déchirement de cœur, le malheur personnel qui a bouleversé son âme ou son existence se raconte en deux lignes et n'arrache pas au lecteur une seconde de sensibilité ou d'attention. Le coup le plus terrible que Burke éprouva fut la mort de son fils. Les dernières années de sa vie en furent tristement obscurcies. »

Mais comment, si l'on n'a pas éprouvé la même infortune, en comprendre la profondeur ? Comment dépeindre le vide qui se fait tout à coup dans la vie, l'anéantissement de toutes les espérances, l'amère tristesse qui se mêle à toutes les pensées? Rien n'avait préparé M. de Rémusat à son malheur, et, quand il voyait tomber par un coup imprévu l'un des appuis de sa vieillesse, il était impossible que son âme, si ferme qu'elle fût, n'en fût pas accablée. Deux ans après, dans un article sur le livre des *Tristesses humaines* de Mme de Gasparin, il laissait échapper à chaque ligne le cri de son cœur désolé. « Il y a, disait-il, des douleurs que les conseils de la philosophie et les consolations de la religion peuvent calmer; il en est d'autres contre lesquelles la philosophie et la religion sont également impuissantes. Dites au père malheureux que, dans les plus cruelles épreuves, la raison doit persister à concevoir Dieu comme la perfection suprême, et l'âme se résigner sans révolte aux rigoureux mystères de l'ordonnance universelle. Vous avez dit vrai, mais cette fidélité de la raison à elle-même n'est qu'un effort de plus et un effort pénible. Et que fait après tout la résignation de la raison pour la résignation du cœur? Vous ne blasphémez pas; vous faites bien. En souffrez-vous moins? » — « La douleur, ajoutait-il, laisse des traces plus profondes que le bonheur, et si les plus funestes chances de la vie se réalisent, si le bonheur nous échappe, même pour toujours, la raison se réduit sans murmure à ce qui demeure de l'existence, souffrir et penser. »

A partir de ce moment, M. de Rémusat se renferma plus que jamais dans la retraite, et quand en 1863 ses amis de la Haute-Garonne lui imposèrent une candidature, à peine prit-il intérêt à la lutte, et son échec ne lui causa personnellement aucun regret. C'est seulement dans le travail qu'il chercha et trouva encore quelque consolation. Il ne se désintéressait pas des affaires de la France et il suivait avec plus de curiosité que d'espérance le déclin de ce gouvernement qui avait mis en interdit toutes les opinions indépen-

dantes, mais qui commençait à sentir son isolement. « Une opinion, avait-il écrit en 1860, commence à se répandre. Cette opinion veut que les jours de *statu quo* aient cessé pour le gouvernement actuel. On veut croire qu'il en est venu au point où le maintien de l'ordre établi ne peut plus lui suffire, et beaucoup d'excellens juges qu'il aurait tort de compter tous parmi ses adversaires estiment qu'il est nécessairement amené à pencher vers l'une de ces deux choses, la guerre ou la liberté. » Cette opinion grandissait d'année en année, et, malgré son aversion naturelle pour le gouvernement qui l'avait proscrit, M. de Rémusat, patriote avant tout, désirait qu'il se retrempât dans la liberté. Quand des élections municipales eurent lieu, il ne refusa donc pas de prendre part à la campagne électorale, non pour lui-même, mais pour son fils, qui fut élu à Toulouse par le concours de toutes les oppositions. L'année suivante, lors des dernières élections de l'empire, il appuya encore son fils; mais cette fois les manœuvres de la préfecture l'emportèrent, et il échoua à quelques centaines de voix. Au milieu de toutes ces alternatives, son impression changeait de jour en jour. Un jour il voyait la France se réveiller, et il se reprenait à l'espoir qu'elle reviendrait à ses traditions libérales. Le lendemain, il se demandait si la cause du gouvernement parlementaire n'avait pas péri définitivement dans notre pays, et si notre sort n'était pas de passer sans cesse du despotisme à l'anarchie. Néanmoins il ne croyait pas que l'on pût abandonner la lutte sans déshonneur, et il conseillait à son fils, comme aux fils de ses amis, de continuer à défendre la bonne cause. Ce qu'il y avait de pire selon lui, c'était de se confondre avec cette masse sans principes et sans dignité qui, après avoir formé des vœux extravagans, s'inclinait et s'humiliait devant la plus faible résistance.

Tel était l'état d'esprit de M. de Rémusat quand éclata la guerre insensée qui devait démembrer et ruiner la France. Dès le début, il en augura mal, et après Sedan il regarda la catastrophe finale comme imminente. Quelques fautes d'ailleurs avaient été commises. Ainsi, selon lui, le gouvernement de la défense nationale avait eu tort de rester à Paris et de ne pas se transporter presqu'en entier dans les départemens où il aurait pu organiser la résistance. Néanmoins la seule faute grave qu'il eût faite, c'était d'avoir ajourné les élections. « N'est-ce pas, m'écrivait-il, une chose monstrueuse que des questions où il y va de la mort et de la vie d'un pays soient décidées sans que ce pays soit consulté? » Plus d'une fois, pendant la crise, il alla à Tours, où, à son grand chagrin, il trouva la guerre ouverte entre la république et la réaction. « On n'est occupé, disait-il, surtout de notre côté, qu'à chercher des torts aux hommes du gouvernement et à les qualifier d'une manière in-

jurieuse... Convenez, ajoutait-il, que c'est une triste chose que notre vieillesse. Pendant cinquante ans, nous n'avons pensé qu'à faire notre patrie libre, et nous finissons en ne sachant pas seulement s'il nous restera une patrie ! »

Enfin il se fit une éclaircie. M. Jules Favre signa l'armistice, une assemblée fut librement élue, et M. Thiers, élu par 28 départemens et désigné d'avance au choix de l'assemblée par l'opinion publique, fut chargé de former un gouvernement. Il appela aussitôt à Bordeaux son vieil ami, dont le fils venait d'être nommé à Toulouse, et M. de Rémusat répondit à son appel. Il n'était rien et ne voulait rien être, ce qui ne l'empêcha pas de s'associer cordialement aux efforts que faisait M. Thiers pour organiser le nouveau gouvernement. M. Thiers lui demandait plus. Il aurait voulu qu'il se rendît à Vienne en qualité d'ambassadeur ; mais M. de Rémusat pensait que s'engager à son âge dans une nouvelle carrière serait un acte téméraire, et pendant plusieurs jours M. Thiers le pressa en vain. Il finit pourtant par accepter, mais pour se rétracter bientôt avec la résolution arrêtée de rester désormais en dehors de la vie publique. Il était à Versailles en spectateur pendant la guerre avec la commune, et il n'avait pas assez d'éloges pour la résolution, pour l'habileté de ce gouvernement improvisé et surtout pour l'homme éminent qui en était le chef. A cette époque, de nouvelles instances furent faites auprès de lui pour qu'il se présentât dans un des colléges vacans ; mais il persista dans son refus. Déjà les penchans réactionnaires de l'assemblée se manifestaient clairement. Il ne voulait pas s'y associer, et d'un autre côté il lui en coûtait de se séparer d'anciens amis avec qui il avait combattu la démagogie en 1848, le despotisme impérial de 1851 à 1870.

Le jour vint pourtant où il dut se rendre. M. Jules Favre avait donné sa démission à la suite d'un vote de l'assemblée qui lui paraissait trop favorable à la cour de Rome. Il fallait le remplacer par un homme qui ne déplût pas trop à la droite sans être suspect à la gauche. Cet homme était M. de Rémusat ; M. Thiers fit appel à son patriotisme, et il céda. Le gouvernement préféré de M. de Rémusat était la monarchie parlementaire de 1830, qu'il avait servie et qui lui paraissait réunir les avantages de la république et de la monarchie. Ce qu'il avait vu, ce qu'il savait des princes qui la représentaient n'avait point diminué sa prédilection pour ce qu'il appelait « la république avec un président héréditaire; » mais quand il lui avait paru que cette monarchie était devenue impossible et qu'il restait à choisir entre la monarchie tombée en 1830, l'empire et la république, son choix, comme celui de M. Thiers, avait été bientôt fait, et en 1871, comme en 1848, il s'était rallié franchement, honnêtement, sans arrière-pensée à la république, tout en

se réservant de la faire aussi conservatrice que possible. C'était là le programme de M. Thiers, et de concert avec lui il s'efforça de le réaliser.

Mais à côté, au-dessus du problème de la politique intérieure, il y avait un autre problème dont la solution lui était spécialement confiée. La France était encore occupée par les troupes étrangères, et de grands doutes s'élevaient sur l'époque où la libération du territoire national pourrait être obtenue. Par bonheur, la France avait à la tête de son gouvernement un de ces hommes rares que peuvent seuls former un heureux ensemble de facultés éminentes et une grande habitude des affaires, connu et apprécié de l'Europe entière, accepté en France par tous les partis, rompu aux luttes de la politique intérieure comme aux négociations avec l'étranger, versé dans les matières de finances, hardi et prudent tout à la fois. Quand chacun regardait M. Thiers comme l'homme nécessaire, il était armé de toute la puissance de la France, et malgré nos défaites il pouvait parler haut. C'était d'ailleurs une bonne fortune pour lui que d'avoir M. de Rémusat pour associé. Pour dire les services que celui-ci rendit alors à la France, il faudrait écrire l'histoire de ce temps et rechercher dans les dépêches étrangères les preuves de la confiance qu'inspiraient à toutes les cours le chef du gouvernement et son habile ministre. Partout M. de Rémusat était connu comme un de ces hommes d'état dont la parole est inviolable et que l'intérêt le plus pressant n'y ferait pas manquer. On le croyait quand il affirmait que la France était résolue à accomplir tous ses engagemens et qu'elle pouvait le faire. C'est ainsi que le gouvernement de M. Thiers, ce gouvernement tant calomnié aujourd'hui, obtint la signature du traité qui hâtait l'évacuation du territoire et rendait la France à elle-même. Certes le plus grand mérite de cet acte mémorable appartient au président de la république, et quand, peu de jours avant de le renverser, l'assemblée déclarait qu'il avait bien mérité de la patrie, l'assemblée n'était que juste. Bien que son nom ne fût pas écrit dans ce vote, M. de Rémusat en avait sa part, et ce sera pour sa mémoire un éternel honneur.

Paris, avec toute la France, avait applaudi au traité d'évacuation, et il était naturel de croire qu'il s'en montrerait reconnaissant, s'il en trouvait l'occasion. Aussi peu de jours après ce traité, quand Paris se préparait à nommer un député, le nom de M. de Rémusat fut-il prononcé, et dans le premier moment personne ne doutait du succès. Lui seul était peu confiant. Il savait que ses opinions très conservatrices, bien que franchement républicaines, n'étaient pas celles de la majorité du corps électoral parisien, et il répugnait à se donner en pâture aux passions violentes des démagogues aussi bien

qu'aux calculs malveillans de certains conservateurs, ennemis de M. Thiers. Cette fois encore il fallut pour le déterminer les instances de ses amis, qui ne pouvaient croire à un échec. Il échoua pourtant après une lutte où, soutenu par la gauche modérée, il fut combattu tout à la fois par la gauche extrême et par une coalition de légitimistes et de bonapartistes ralliés sur un autre nom. En soi, cet échec n'avait rien qui dût ébranler le gouvernement. Depuis longtemps la majorité conservatrice répétait avec affectation que, pour appuyer M. Thiers, elle ne lui demandait que de rompre avec la minorité radicale. Or la rupture venait de se faire sur les noms de M. de Rémusat et de M. Barodet, et l'on avait vu deux comités se former et lutter l'un contre l'autre, le premier composé des membres de la gauche modérée, le second des membres de l'extrême gauche. La majorité conservatrice avait donc obtenu ce qu'elle prétendait désirer et devait se tenir pour satisfaite. En secondant alors M. Thiers, il lui était facile de mettre un terme aux incertitudes de la France; mais la peur des radicaux n'était qu'un prétexte, et le jour où M. Thiers avait osé dire dans un message solennel que le seul gouvernement possible en France était désormais la république, il avait été condamné par les droites, qui n'attendaient plus que l'occasion d'exécuter l'arrêt. L'échec de M. de Rémusat fournissait cette occasion, et le 24 mai le gouvernement de M. Thiers fut renversé par la coalition de tous les ennemis de la république. Dès le lendemain, il fut évident que les coalisés ne visaient pas seulement à changer la politique; c'était avec la république elle-même qu'ils voulaient en finir, et ils se mirent activement à l'œuvre.

Cette fois encore M. de Rémusat était rendu sans partage à sa famille, à ses amis, à ses études, et personnellement il s'en félicitait plutôt que de s'en plaindre; mais bientôt, une vacance s'étant produite dans la députation de la Haute-Garonne, la candidature lui fut offerte par le parti républicain, qui, reconnaissant son tort, voulait le réparer. C'était le moment où se faisait la tentative de restaurer une monarchie plus impopulaire encore dans les campagnes que dans les villes. M. de Rémusat commença par refuser; mais le mouvement était général, les paysans y prenaient part comme les ouvriers, on le menaçait de le nommer sans son consentement, et malgré sa résistance une grande majorité l'envoya reprendre sa place sur les bancs de la chambre. A peine y était-il assis qu'une mission importante lui fut confiée. Après la lettre inattendue du comte de Chambord, ses partisans eux-mêmes n'avaient plus osé proposer de lui offrir la couronne, et ils s'étaient ralliés à l'idée de prolonger pendant quelques années les pouvoirs du maréchal Mac-Mahon; il restait seulement à savoir si cette prolongation serait pure et simple ou si elle se lierait au vote des lois constitutionnelles.

M. de Rémusat fut nommé président de la commission chargée d'examiner cette grave question, et, sous sa direction, elle se prononça pour que la constitution fût faite en même temps que les pouvoirs du président seraient prorogés. Si cette proposition avait passé, l'organisation de la république se serait accomplie dix-huit mois plus tôt, et la constitution serait en pleine activité; mais les sentimens monarchiques de l'assemblée étaient encore trop vivans. M. de Rémusat n'eut plus alors qu'à suivre d'un œil attentif et inquiet les incidens divers qui ont préparé la sage résolution du 25 février.

Cependant la politique ne l'absorbait pas au point de lui faire abandonner ses études de prédilection, et dans l'hiver même de 1875, il publia deux volumes sur l'histoire de la philosophie en Angleterre depuis Bacon jusqu'à Locke. Après une exposition savante et lumineuse des circonstances qui ont présidé à la formation de la nation et de la langue anglaises, il passe en revue une foule de philosophes inconnus pour la plupart, mais parmi lesquels s'élèvent quelques noms fameux, ceux notamment de Milton, de Sidney, de Newton et de Hobbes. Il examine avec une sagacité pénétrante le rôle que chacun de ces hommes a joué dans l'histoire de la philosophie, les principes auxquels ils se sont rattachés, les idées nouvelles qu'ils ont mises en lumière, et il trouve que presque tous ils ont professé la religion naturelle ou le christianisme rationaliste, deux formes de penser qui ont entre elles beaucoup de rapports. Il fait pourtant une exception pour Hobbes, le défenseur de la tyrannie, le précurseur du positivisme moderne, dont la philosophie lui paraît aussi perverse que la politique. « C'est, dit M. de Rémusat, le seul des élèves de Bacon qui représente sans nuance et sans restriction l'empirisme ou le sensualisme absolu. » Il ajoute que bientôt son mépris pour l'humanité effaça à ses yeux toutes les notions de droit et de tort, de justice et d'injustice, et fit de lui l'adorateur systématique du pouvoir absolu. « Rien, disait Hobbes, de ce qu'un souverain peut faire à un sujet ne saurait être, sous aucun prétexte, appelé injustice... Tolérer qu'on professe la haine de la tyrannie, c'est tolérer la haine de la chose publique. »

On comprend les sentimens qu'une telle doctrine devait inspirer à M. de Rémusat; aussi s'étonne-t-il que, dans ce siècle même, une philosophie aussi pernicieuse ait pu trouver faveur parmi des amis sincères de la liberté. Il reconnaît pourtant que, sans avoir autant d'imagination, autant d'éloquence, autant d'esprit que Bacon, Hobbes en a beaucoup encore, et que sur certaines questions il abonde en observations justes, neuves, ingénieuses; mais ce qui est funeste en lui, c'est le fond même des opinions, et il n'hésite pas avec Leibniz, avec Voltaire, avec Rousseau, à le signaler comme un des plus grands corrupteurs de la morale publique.

Il en est tout autrement de Locke, homme intègre, patriote libéral, penseur ferme et serein, qui, tout en écrivant son beau livre sur l'*Entendement humain*, défendait envers et contre tous la liberté religieuse, et rédigeait sous le titre de *Gouvernement civil* le code des nobles principes qui devaient faire la force et l'honneur de l'Angleterre. Autant M. de Rémusat s'était montré sévère pour Bacon, autant il a d'admiration pour le philosophe modeste et sage qui a si bien su mettre sa vie d'accord avec ses doctrines. Cette vie, il la raconte avec une juste émotion, et il saisit encore cette occasion de déterminer le sens de la révolution qui a remplacé l'imbécillité fanatique des Stuarts par la clairvoyance libérale de Guillaume III; mais il tient surtout à justifier le philosophe des conséquences que ses disciples ont tirées de son système. Il est vrai que son inimitié pour les idées innées de Platon lui a fait méconnaître la constitution propre de l'intelligence humaine et les vérités qui s'y rattachent nécessairement. Il est vrai encore qu'il n'admet pour source de nos connaissances que la sensation et la réflexion; mais il n'a pas poussé ce système jusqu'au bout, et ce n'est pas lui qui a dit « qu'il n'y a rien dans l'intelligence qui n'ait été dans les sens. » M. de Rémusat renvoie ce théorème de la philosophie sensualiste à ses vrais auteurs, à Condillac, à Condorcet, à Tracy. Ce que l'on peut, selon lui, reprocher à Locke, c'est d'avoir frayé le chemin que d'autres ont suivi. Il n'en reste pas moins, comme philosophe et comme chrétien rationaliste, le principal précurseur de la philosophie écossaise.

En publiant son *Essai sur Locke* au mois de février 1875, M. de Rémusat faisait son testament philosophique. Bientôt cette noble intelligence allait s'éteindre, ce cœur généreux allait cesser de battre. L'homme privé était au niveau du philosophe, de l'écrivain, de l'homme politique. On ne pouvait pas le connaître véritablement sans l'aimer, et ceux qui ont eu le bonheur de vivre dans son intimité peuvent seuls dire tout ce qu'il valait. Dans sa famille, il était l'objet d'une adoration passionnée à laquelle la mort a donné une nouvelle force. A l'Académie, où ses opinions n'étaient pas celles de tous ses confrères, il n'y avait qu'une voix sur son urbanité, sur son éclatante supériorité, sur l'indépendance et la fermeté de ses opinions. On regrettait depuis quelques années de ne plus l'y voir assez souvent; il y vint cependant le jeudi qui précéda sa maladie et il dit son avis dans une discussion importante. En sortant du palais de l'Institut, il prit froid, ce qui ne l'empêcha pas d'aller le soir au théâtre. Le lendemain, il était au lit, et quelques jours après il succombait, entouré de soins, dans la plénitude de sa connaissance. Il a couru sur ses derniers momens des versions diverses. Personne ne peut sonder le mystère de ses pensées à cet instant

suprême; tout ce que l'on peut dire, c'est qu'après de graves entretiens qu'on lui avait offerts et qu'il avait lui-même provoqués, il est mort avec les convictions spiritualistes qui avaient été celles de toute sa vie.

M. de Rémusat a eu le rare privilége de marquer dans ce siècle à trois titres différens : comme philosophe, comme écrivain, comme homme politique, et toujours il a su conserver son caractère propre. Philosophe, il n'avait aucun parti-pris, sauf sur quelques points où sa conviction était inébranlable, et quand une philosophie nouvelle apparaissait, il se plaisait à l'étudier non-seulement avec impartialité, mais encore avec le désir sincère d'y trouver quelque part de vérité. « Un trait de caractère, a dit avant moi M. Paul Janet, distinguait très particulièrement M. de Rémusat parmi les autres disciples de M. Cousin; il n'était pas parmi les satisfaits. Il faisait des réserves, il insinuait des objections. Comme Socrate, tout en restant fidèle aux grands principes de l'idéalisme spiritualiste, il aimait à montrer que ce que l'on sait le mieux, c'est qu'on ne sait rien. » Plus que personne, il haïssait le scepticisme; bien loin de s'y complaire, il lui était impossible de s'y résigner. Le besoin de la certitude, aiguillonné par l'esprit critique, était chez lui une passion. En métaphysique comme en morale, en psychologie comme en politique, il croyait fermement à la puissance de la raison humaine; il avait foi dans la vérité et ne désespérait jamais de l'atteindre ou de s'en rapprocher. Il avait horreur des conclusions décourageantes de cette philosophie terre à terre qui ne voit rien en dehors de l'expérience, qui n'admet rien en dehors des faits tangibles, et qui ferme systématiquement l'accès de la science à tout ce qui n'est pas susceptible de poids et de mesure. Il étouffait dans l'horizon étroit du positivisme moderne. Sans dédaigner le témoignage des sens, il avait le goût des hautes spéculations métaphysiques, il croyait à leur utilité, à l'efficacité de leur méthode, à la solidité de leurs résultats; mais en même temps il n'était pas de ces esprits faibles qui aiment à se faire illusion. Courageux avec lui-même autant que sincère avec les autres, il n'était pas homme à chercher un repos factice dans un aveuglement volontaire. Il avait au suprême degré cette droiture intellectuelle qui consiste à envisager loyalement ses propres doutes et à remettre en discussion, chaque fois qu'il le faut, les raisons de ce qu'on pense. Bien loin de se dissimuler les obscurités, les difficultés de sa croyance, il les examinait, il les pesait sans relâche, en les comparant aux imperfections des autres systèmes. Il apportait à ce perpétuel examen de conscience la secrète ardeur d'un esprit aussi avide de vérité que difficile à satisfaire et incapable de se tromper lui-même.

Telle était sa méthode préférée dans l'étude des problèmes qui

intéressent la destinée humaine. Véritable éclectique par le tour de son esprit comme par la direction de ses recherches, jamais on ne sentait en lui l'avocat d'une opinion toute faite. C'est pourquoi dans ses critiques philosophiques il se montrait toujours si tolérant, si conciliant, si disposé à extraire de chaque doctrine ce qu'elle peut contenir de bon. Il pensait que les questions doivent toujours rester ouvertes et qu'il n'est pas permis à la philosophie plus qu'à la religion de les tenir pour définitivement closes. Ne restait-il pas dans tous les systèmes assez de points à éclaircir, assez de contradictions à aplanir, et comment y parviendrait-on, si la liberté de penser n'était pas entière? C'était là le dernier mot de sa philosophie, et il ne reconnaissait à aucune autorité le droit de lui imposer ses arrêts.

L'écrivain n'est pas moins supérieur que le philosophe. Rien de cette langue lâche, terne, vulgaire, souvent incorrecte, à laquelle beaucoup d'écrivains de notre temps sont entraînés par les improvisations de la presse. Rien de cette solennité d'emprunt, de cette pompe artificielle sous laquelle tant d'hommes experts dans l'art d'écrire dissimulent imparfaitement la banalité des pensées. Tout au contraire un tour rapide, une allure indépendante et variée, une langue ferme dans sa souplesse, sobre dans sa richesse, pleine de délicatesse et d'originalité, qui suit sans effort le mouvement de l'esprit, qui exprime exactement toutes les nuances de la pensée. Il écrivait en homme nourri de la lecture des classiques anciens, mais qui ne se refuse pas aux innovations. Il avait d'ailleurs une extrême facilité de travail, et je l'ai vu chez lui à la campagne laisser la porte de son cabinet ouverte et continuer à écrire tout en prenant part à la conversation. Et pourtant nulle négligence dans ses écrits; toujours l'expression juste et le mot propre. Même dans ses œuvres les plus littéraires, il s'abstient de ces morceaux colorés outre mesure qui plaisent aux imaginations blasées, comme de cette emphase oratoire qui est le propre des écrivains dogmatiques. Son style vif, leste, animé, rappelle mieux le siècle de Voltaire que le siècle de Bossuet. On y sent avec une sincérité mâle la réserve d'un esprit fier et discret qui aime à s'ouvrir, mais qui n'aime pas à se livrer. Quelquefois, quand l'émotion est forte, on y trouve une élévation d'autant plus grande qu'elle est plus naturelle, des accens d'autant plus pénétrans qu'ils sont moins cherchés; mais ordinairement ce n'est pas ainsi qu'il captive et entraîne : c'est par la suite dans les idées, par la justesse du ton, par la force du raisonnement, c'est aussi par le charme de l'esprit répandu sur les matières les plus arides. Il y a peut-être de nos jours des écrivains plus passionnés et plus profonds en apparence; on n'en peut pas citer un seul qui ait plus d'esprit, et un esprit de meilleur aloi. On a même prétendu qu'il en avait trop pour être compris et goûté de tout le monde. Si c'est là

un défaut, c'est un défaut rare et qui doit être aisément pardonné.

Pour peindre dans ce travail l'homme politique, je n'ai eu qu'à rassembler les divers actes de sa vie et quelques fragmens de ses écrits. J'ai pu ainsi montrer en M. de Rémusat un excellent citoyen, un patriote sincère, un vrai libéral, ennemi de tous les excès et de toutes les bassesses, noblement conséquent dans sa conduite et prêt à tout subir plutôt que de se courber un instant devant la force. Qu'on le suive depuis le premier jusqu'au dernier acte de sa vie; qu'on le voie dénonçant publiquement en 1830 le coup d'état de Charles X et résistant en 1851 à l'usurpation plus coupable encore de Napoléon Bonaparte; qu'on l'entende flétrissant les folies de la restauration et les hontes de l'empire, et qu'on dise s'il y a un ami de la liberté qui ait plus de droits que lui à la reconnaissance publique. Aujourd'hui, il est vrai, par une étrange interversion des rôles, c'est la révolution de 1830, c'est la résistance à l'empire, qui sont qualifiées de criminelles par ceux qui désirent le retour d'un passé absurde ou odieux; mais la France sait à quoi s'en tenir. M. de Rémusat d'ailleurs était bien loin de prétendre que ses amis et lui-même fussent exempts de toute faute. Il reprochait aux hommes de 1830 de ne s'être pas assez préoccupés des classes ouvrières, et quand en 1848 chaque jour voyait éclore quelque panacée qui, disait-on, pouvait guérir tous les maux de la société, il se demandait si, au milieu de tant d'extravagances, on ne pouvait pas découvrir quelque chose de sérieux et d'utile; mais ce qu'il détestait par-dessus tout, ce qu'il a poursuivi de ses sarcasmes sous tous les gouvernemens, ce sont ces courtisans de la force qui désertent leur cause dès qu'ils la croient vaincue pour se rattacher à la cause victorieuse. Aussi tolérant en politique qu'en philosophie, il honorait dans ses adversaires toute conviction sincère et désintéressée; il méprisait profondément, même chez ses compagnons d'armes, toute opinion et toute conduite fondées sur le calcul. J'ai, dans le cours de cet écrit, cité plusieurs morceaux où ce sentiment éclate avec une grande vivacité, et j'aurais pu en citer beaucoup d'autres. C'est que pour lui la question d'honnêteté était la première de toutes, et que ce mot si souvent répété le lendemain des révolutions : « puisqu'il y a un gouvernement établi, il vaut mieux qu'il soit servi par nous que par nos adversaires, » lui paraissait un des mots les plus corrupteurs de la morale publique.

Assurément M. de Rémusat ne dédaignait pas le succès; mais il ne croyait pas qu'il fût permis de l'obtenir à tout prix, en foulant aux pieds les lois de la morale et de la justice. Ce principe, il l'appliquait à l'histoire aussi bien qu'à la politique du jour. Qu'on lise l'étude sur Richelieu qu'il a publiée dans la seconde édition de *Passé et présent*, et l'on verra que, sans contester le moins du

monde les services que ce grand ministre a rendus à la puissance et à l'unité de la France, il n'hésite pas à se séparer des historiens qui amnistient en faveur du but la violence et l'iniquité des moyens. Sur le but même, il a des doutes, surtout en ce qui touche à la politique intérieure de Richelieu, et il n'admet pas « qu'une nation doive se trouver heureuse et reconnaissante lorsqu'elle voit ses intérêts sauvés aux dépens de ses droits, lorsqu'elle échange le désordre contre la servitude. » Selon lui, « une pareille politique pervertit profondément le sens moral des nations, enhardit au mal les partis et les pouvoirs à venir, corrompt d'avance jusqu'aux révolutions futures. » Il n'est pas loin de dire avec Montesquieu que « les plus méchans citoyens de France furent Richelieu et Louvois, » et il les accuse d'avoir, en créant la monarchie absolue, préparé les excès de la révolution.

Je pourrais m'arrêter ici; mais ce que M. de Rémusat disait de M. Cousin à l'Académie, on peut le dire de lui-même. On n'aurait eu de lui qu'une idée incomplète, si on s'était contenté de le lire. Il fallait l'entendre dans un salon, saisissant au vol tous les sujets de conversation, depuis les plus légers jusqu'aux plus graves, et leur donnant à tous le tour ingénieux et brillant qui lui était propre. On était ébloui par la nouveauté des aperçus, par l'originalité des rapprochemens, par l'imprévu des saillies, par la finesse des traits, par la sûreté du bon sens, par la vigueur et la justesse d'une dialectique acérée, mais courtoise et qui accablait ses contradicteurs sans avoir l'air de les toucher. Il causait sans éclat de voix, sans gestes, sans apprêt, sans rien de cette mise en scène qu'aiment parfois les causeurs célèbres, du ton d'un homme qui pense à haute voix. Il était quelquefois difficile pour ceux qui le connaissaient mal de démêler, à l'expression de son visage et à l'accent de sa parole, s'il voulait plaisanter ou parler sérieusement. Railleur sans méchanceté, caustique et indulgent, M. de Rémusat employait souvent l'arme de l'ironie, tout en se défendant d'enfoncer le dard trop avant. Profondément sensible au ridicule, comme tous les esprits justes et fins, merveilleusement prompt à le saisir et à l'exprimer, il n'en restait pas moins équitable pour ceux aux dépens desquels il égayait parfois sa verve railleuse. Il excusait même, en les expliquant, les erreurs et les petitesses des autres, et l'on était souvent étonné de lui voir prendre avec ardeur la défense de ses adversaires contre des critiques passionnées et injustes. Il n'était impitoyable que pour les actions basses et les doctrines malhonnêtes. Au fond, personne n'avait le sens de l'admiration plus vif que ce prétendu sceptique; personne n'apportait une plus grande chaleur de cœur dans toutes les questions qui touchaient à la morale et à la destinée humaine, sous toutes les formes. Si par hasard, au

cours d'un entretien léger, après avoir dit son avis sur un roman ou sur une pièce de théâtre, il rencontrait inopinément sur son chemin quelque question philosophique ou politique, le railleur disparaissait soudainement pour faire place au défenseur éloquent du spiritualisme ou de la liberté. Du temps où l'on causait à Paris, la présence de M. de Rémusat dans un salon était une véritable fête. C'en était encore une dans ces dernières années pour sa famille et pour ses amis; mais depuis qu'il avait quitté les affaires, il allait peu dans le monde, et c'est dans l'intimité seulement qu'on retrouvait l'admirable causeur d'autrefois.

M. de Rémusat était un des derniers survivans de cette forte génération qui, née à la vie politique sous la restauration, a vu la révolution de 1830 et s'y est cordialement associée. Heureusement le plus éminent de tous reste encore plein de vie et de courage; mais M. de Rémusat était son premier lieutenant, et c'est une grande douleur que de le voir disparaître après le duc de Broglie, M. Odilon Barrot, M. Cousin, M. Guizot, M. Jouffroy, M. Duchâtel, M. Villemain, M. Saint-Marc Girardin, M. Vitet. Entre lui et ceux qui l'ont précédé dans la tombe, il serait inconvenant d'établir une comparaison; mais on peut dire sans crainte qu'aucun d'eux n'a eu plus de droits au respect et à la reconnaissance des sincères patriotes et des vrais amis de la liberté. Ce n'est pas seulement dans les sciences politiques que la mort de M. de Rémusat laisse un vide irréparable, c'est aussi dans les sciences philosophiques, dans les lettres et dans cette vie sociale dont il était le type excellent. Depuis qu'il a cessé de vivre, il a eu l'heureux privilége d'être loué par tous les partis, un seul excepté, et cette exception même est un titre d'honneur. Le blâme dont ce parti poursuit sa mémoire au milieu des marques universelles de l'estime et de l'admiration publiques est le plus grand hommage qui puisse lui être rendu, celui qu'il eût préféré sans doute, si, dans son désintéressement de tout ce qui touchait à sa personne, il eût pris la peine de songer d'avance au jugement de la postérité. La haine de certains apologistes du second empire ne pouvait manquer au grand honnête homme dont on peut faire cet éloge bien rare, qu'il est toujours resté dans la vie publique le modèle accompli du vrai philosophe.

En terminant cette étude, il est un vœu déjà souvent formé que je renouvelle au nom des nombreux admirateurs de M. de Rémusat, c'est que toutes ses œuvres inédites, littéraires ou autres, soient intégralement publiées. Je sais que son fils le veut, et il fait bien. La meilleure manière d'honorer un pareil homme, c'est de le montrer tout entier.

P. DUVERGIER DE HAURANNE, ancien député.

DEUX CHANCELIERS

V.

ORIENT ET OCCIDENT (1).

I.

« On s'est pourvu ailleurs, » écrivait avec tristesse dans les derniers jours du mois d'août 1866 l'ambassadeur de France près le roi Guillaume Ier en voyant la Prusse rompre si brusquement les *négociations dilatoires* au sujet de la Belgique, et il est juste de reconnaître qu'il n'a plus cessé depuis d'apprécier sainement la situation et de tenir son gouvernement constamment en éveil au sujet de l'accord intime et absolu intervenu entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg à la suite de la mission du général Manteuffel. S'il s'obstina néanmoins pendant quelque temps encore à chercher une compensation pour son pays, — compensation bien modeste, il est vrai, et conforme à la nouvelle fortune de la France, — si dans les premiers mois de l'année 1867 notamment il se flatta d'obtenir de la bienveillance de M. de Bismarck la permission d'acheter le Luxembourg au roi de Hollande, s'il alla même un jour, lors d'une rapide excursion à Paris, jusqu'à affirmer dans des conversations intimes qu'il avait déjà la forteresse d'Alzette « dans sa poche, » ce n'est pas qu'il crût pour cela possible de revenir au beau rêve du quartier-général de Brünn et de réaliser cette « alliance nécessaire et féconde avec la Prusse » dont s'étaient leurrés à un certain moment quelques tempéramens sanguins sur les bords de la Seine. Il était seulement persuadé que le vainqueur

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin, du 1er juillet, du 15 août et du 15 septembre.

de Sadowa n'enverait pas à la France cette satisfaction mesquine du Luxembourg, qu'il trouverait même habile de « désintéresser » l'empereur Napoléon III à si bon marché, que, pour parler avec le poète, « le lion ne ferait que bâiller devant un morceau tellement petit. » Le lion rugit cependant, secoua sa crinière avec fureur et signifia durement que c'en était fait à jamais de toute *politique de pourboire;* mais cela même ne fit que confirmer M. Benedetti dans l'opinion qu'on s'était pourvu ailleurs, et qu'on était désormais à l'abri de toute inquiétude. Il jugea avec raison que M. de Bismarck devait être bien sûr de l'appui, en tout état de cause, de son ancien collègue de Francfort, pour refuser à la France jusqu'à cette modique aubaine et lui donner à ce point « la mesure de son ingratitude. »

En même temps que l'affaire du Luxembourg, les événemens de Crète vinrent démontrer à leur tour aux cabinets de Vienne et des Tuileries combien le prince Gortchakof était déjà de son côté engagé envers M. de Bismarck, combien résolu aussi à sacrifier à son intimité avec la Prusse les perspectives même les plus brillantes. Pour quiconque relit attentivement le curieux échange de notes auquel avaient donné lieu les troubles de Crète, il devient évident que, durant toute l'époque du mois de novembre 1866 au mois de mars 1867, les deux gouvernemens d'Autriche et de France avaient cherché à sonder les dispositions de la cour de Saint-Pétersbourg et à lui faire des avances à coup sûr bien significatives. Le soulèvement des Candiotes, on se le rappelle, vint, dans l'automne de 1866, surprendre et émouvoir l'Europe à peine remise de la secousse violente de Sadowa. Démesurément grossie par les nouvellistes plus ou moins intéressés, l'insurrection, après avoir excité de vives sympathies en Russie, finit par occuper sérieusement les chancelleries et sembla un moment destinée à évoquer devant les cabinets toute la question d'Orient dans son effrayant ensemble. Certains cabinets même ne parurent pas trop s'effrayer de l'éventualité : au lieu de se conformer aux traditions constantes de la diplomatie dans les affaires ottomanes, au lieu d'assoupir l'incident et d'en diminuer autant que possible les proportions et la portée, M. de Moustier pensa qu'il fallait « trouver un moyen de pacifier l'Orient, » et s'avisa de « provoquer une sorte de *consultation de médecins* afin de connaître l'opinion de chacun sur le remède à apporter au mal (1). » Bien plus étonnant encore fut le langage tenu par le gouvernement de Vienne, par la puissance qui jusqu'alors et de tout temps s'était contentée de soutenir la Turquie *per fas et ne-*

(1) Dépêche du comte de Mulinen au baron de Beust, 30 décembre 1866.

fas, sans rien lui demander, pas plus pour les sujets immédiats du sultan que pour les provinces tributaires. Rompant résolûment avec ces habitudes du passé, M. de Beust, qui venait de prendre en ce moment la direction des affaires en Autriche, écrivait dès le 10 novembre 1866 à son ambassadeur à Paris que, tout en désirant conserver le trône du sultan, « l'Autriche ne saurait refuser ses sympathies et son appui dans une certaine mesure aux populations chrétiennes de la Turquie qui ont parfois de justes réclamations à élever, et qui sont rattachées à quelques-uns des peuples de l'empire d'Autriche par des liens étroits de race et de religion. » Interpellé quelques jours après (28 novembre) par l'envoyé de Russie près la cour de Vienne, le ministre autrichien n'hésita pas à répondre qu'il était disposé à favoriser parmi les chrétiens d'Orient « le développement de leur autonomie et l'établissement d'un *self-government* limité par un lien de vassalité. » Enfin, dans une dépêche remarquable adressée au prince de Metternich et datée du 1er janvier 1867, M. de Beust alla jusqu'à proposer « une révision du traité de Paris du 30 mars 1856 et des actes subséquens, » en annonçant d'avance son désir de faire, dans l'arrangement à intervenir, la part très large à la Russie. Il n'eut pas de peine à démontrer que « les remèdes à l'aide desquels on a cherché, dans le cours des dernières années, à maintenir le *statu quo* en Orient se sont montrés insuffisans à maîtriser les difficultés que chaque jour est venu accroître. » — « La physionomie de l'Orient prise dans son ensemble, continuait la dépêche, se présente aujourd'hui sous un aspect essentiellement différent de celui qu'elle avait en 1856, et les stipulations de cette époque, dépassées qu'elles sont sur plus d'un point important par les événemens survenus depuis, ne répondent plus aux nécessités de la situation actuelle. » En un mot, M. de Beust ne visait à rien moins qu'à une intervention collective des puissances européennes dans les affaires de la Turquie, sans se dissimuler qu'en pareille conjoncture « il y aurait lieu de tenir compte, dans une mesure convenable, du rôle naturel qu'assure à la Russie en Orient la communauté des institutions religieuses, » et en indiquant clairement la nécessité de relever l'empire des tsars des conditions onéreuses qui lui furent imposées dans la Mer-Noire, « afin de se ménager par une attitude conciliante le concours sincère de cette puissance dans les questions du Levant. »

Le projet était hardi à coup sûr, il ne laissa même pas de choquer violemment les esprits en France. N'était-ce pas là en effet rayer d'un seul trait un passé de dix ans, perdre tout le fruit de la guerre de Crimée? On avait quelque répugnance à s'avouer que le traité de 1856 n'existait plus depuis longtemps, hélas! depuis le

jour où le gouvernement français avait brisé par ses complaisances gratuites envers la Russie ce faisceau des trois grandes puissances occidentales qui pouvait seul en assurer l'exécution efficace. Depuis lors l'acte n'avait cessé de s'en aller par lambeaux, d'être violé dans la plupart de ses stipulations, et la conférence de Paris, chargée nominalement de veiller au maintien du traité, s'était toujours bornée, ainsi que le faisait observer la dépêche autrichienne, « à donner après coup sa sanction à des faits accomplis en dehors de son action et qui étaient en désaccord avec les conventions placées sous sa sauvegarde. » Du reste, dès le lendemain de Sadowa, le prince Gortchakof ne s'était pas fait faute de saisir la première occasion pour dresser en quelque sorte l'épitaphe du traité de Paris. « Notre auguste maître, disait le chancelier russe dans un document daté du 20 août 1866 et marqué au coin d'une fine ironie, notre auguste maître n'a pas l'intention d'insister sur les engagemens généraux de traités *qui n'avaient de valeur qu'en raison de l'accord existant entre les grandes puissances pour les faire respecter*, et qui aujourd'hui ont reçu, par *le manque de cette volonté collective*, des atteintes trop fréquentes et trop graves pour ne pas être *invalidés...* » C'est précisément cette *volonté collective* que M. de Beust entendait faire revivre et rendre sérieuse en projetant la révision de l'acte de 1856. D'après son sentiment, le traité de Paris n'avait pas atteint son but, qui était d'assurer l'intégrité et la vitalité de l'empire ottoman. D'un côté les puissances occidentales ont imposé à la Russie sur les bords de l'Euxin une restriction de ses droits de souveraineté qu'un grand empire ne pouvait pas accepter à la longue et dont tôt ou tard il devait chercher à s'affranchir. De l'autre côté et par rapport aux populations chrétiennes du Levant, on se contenta d'enregistrer un firman promettant des réformes, et d'abandonner la Turquie à elle-même au lieu de réserver à l'Europe un moyen de peser par une douce violence et d'une manière permanente sur le gouvernement ottoman afin qu'il remplît ses devoirs envers les raïas, et que par une administration sage et honnête il devînt indépendant et fort. Le traité de Paris n'avait fait, estimait le ministre autrichien, que rendre à la Russie ce que la guerre de Crimée avait dû lui disputer avant toute chose : le monopole de l'influence sur les raïas; ce monopole, elle continuait de l'exercer comme par le passé, d'une manière latente, il est vrai, mais d'autant plus dangereuse qu'elle ne rencontrait pas de concurrence. M. de Beust voulait rétablir la concurrence ou plutôt il voulait établir un accord général « pour rendre les populations chrétiennes du sultan *les obligées de l'Europe entière* en les dotant, par les soins de toutes les cours garantes,

d'institutions autonomes suivant la diversité des religions et des races (1), » et il hésitait d'autant moins à faire à cette vaste conception le sacrifice de l'article du traité de Paris touchant la neutralisation de la Mer-Noire que l'Autriche l'avait combattu dès l'origine, qu'elle n'y avait adhéré qu'au dernier moment pour complaire aux puissances occidentales et mettre fin à la guerre de Crimée, et que les événemens en avaient démontré depuis la complète inefficacité. C'est sous l'impression du désastre de Sinope que la France et l'Angleterre avaient imaginé de restreindre les forces navales du tsar dans l'Euxin; par ce moyen, elles avaient entendu mettre Constantinople à l'abri d'un coup de main russe; mais, sous ce rapport comme sous tant d'autres, la physionomie de l'Orient avait essentiellement changé d'aspect. La Russie n'en était plus à méditer un coup de main : elle s'avançait plus lentement, mais bien plus sûrement, vers son but. La pacification du Caucase (2), la faiblesse irrémédiable de la Porte et le mécontentement chaque jour croissant des raïas, aussi impatiens du joug turc que dévoués à leur unique protecteur, le tsar, lui valaient bien tous les vaisseaux de la Mer-Noire. Du reste a-t-on réellement affranchi Constantinople de tout danger de ce côté? demandait le ministre autrichien. « En supposant que la Russie se décidât à construire des vaisseaux dans la mer d'Azof, lui ferait-on la guerre pour l'en empêcher? » Et le cabinet de Vienne résumait toute sa pensée par ces mots caractéristiques : « la question d'amour-propre ne saurait être décisive en face des intérêts immenses qui sont aujourd'hui en jeu. » En effet, on ne saurait trop insister sur cette vérité : la clause au sujet de l'Euxin n'était plus depuis longtemps qu'une « question d'amour-propre » entre les puissances occidentales et la Russie; on ne saurait nier non plus que M. de Beust ait vu loin et juste dans sa dépêche du 1er janvier 1867. Au lendemain de Sadowa, il cherchait à reconstituer l'Europe, à la retrouver, s'il est permis de s'exprimer de la sorte, et il savait y mettre le prix.

Dans une direction différente, la France s'évertuait de son côté à complaire aux vues du cabinet de Saint-Pétersbourg en concentrant ses efforts principalement sur la question brûlante du moment, sur cette insurrection candiote, dont l'opinion publique en Russie avait si ardemment épousé la cause. M. de Moustier proposa au prince

(1) Dépêche de M. de Beust au baron de Prokesch à Constantinople, 22 janvier 1867.

(2) « Ce qui m'alarme le plus, c'est le changement considérable que la pacification des provinces du Caucase a apporté à la situation de la Russie. Il est hors de doute pour moi que, dans les éventualités futures, les attaques les plus sérieuses des Russes seront dirigées contre nos provinces de l'Asie-Mineure. » Ainsi s'exprimait au commencement de 1869 Fuad-Pacha dans son testament politique adressé au sultan.

Gortchakof « une entente sur les éventualités qui surgissaient en Orient, » et, après avoir déjà parlé d'une « consultation de médecins, » il alla, dans une dépêche adressée à l'ambassadeur de France à Constantinople (7 décembre 1866), jusqu'à prononcer le mot de « remèdes héroïques. » Par cet euphémisme toujours médical, on entendait à Paris l'annexion de l'île de Crète à la Grèce, « la seule issue possible, avait affirmé le prince Gortchakof le 16 novembre 1866, si les puissances voulaient sortir de la voie des expédiens et des palliatifs qui jusqu'ici n'avaient fait que grever l'avenir des difficultés du présent. » Le mariage du jeune roi des Hellènes, George Ier, avec la grande-duchesse Olga Constantinovna, était alors une chose décidée, et aux Tuileries on ne demandait pas mieux que de faire de l'île de Crète la « dot » de la princesse russe. On n'y aurait pas même vu d'inconvéniens, paraît-il, à augmenter encore cette dot de l'Épire et de la Thessalie : c'était aller bien loin, plus loin même que ne pouvait le désirer la Russie, qui n'avait aucun intérêt à « permettre une extension telle de la Grèce qu'elle pût devenir un état puissant (1). » Toujours est-il que du rapprochement entre la France et la Russie naissait le projet d'une démarche commune pour demander au gouvernement turc la réalisation des réformes intérieures, et la cession de la Crète, déguisée sous la proposition d'un plébiscite, démarche qui se réalisait effectivement au mois de mars 1867 et à laquelle se ralliaient l'Autriche, la Prusse et l'Italie. Sans doute il y avait encore bien du vague et surtout bien du décousu dans la situation qui commençait à se dessiner à ce moment, et il était permis de regretter que la France et l'Autriche ne fussent parvenues à se mettre préalablement d'accord sur la nature des offres qu'elles entendaient faire à la Russie; mais les offres étaient bien réelles et très grandes, on ne saurait le contester, et il n'a dépendu que du successeur du comte Nesselrode de les coordonner, de les ajuster et de les faire tourner au profit et à la gloire de son auguste maître. Ce n'est pas l'Angleterre qui pouvait opposer de sérieux obstacles à la volonté collective de la France, de la Russie et de l'Autriche dans les affaires du Levant; déjà même elle s'apprêtait à s'y résigner, et certes le fruit que le prince Gortchakof voyait mûrir au printemps de 1867, pour ne point avoir tout l'attrait du fruit défendu, n'en était pas moins tout autrement sain et savoureux que celui que, quatre ans plus tard, il devait aller ramasser dans les cendres de Sedan.

Il est vrai que les gouvernemens de France et d'Autriche ne pensaient pas faire un don gratuit; il était sous-entendu qu'en échange

(1) Paroles de l'empereur Nicolas à sir Hamilton Seymour. — Pour les bruits concernant la Thessalie et l'Épire, voyez surtout la dépêche de Fuad-Pacha aux ambassadeurs à Paris et à Londres, 27 février 1867.

de ces concessions très larges sur le terrain d'Orient ils obtiendraient l'appui du cabinet de Saint-Pétersbourg dans les complications si menaçantes de l'Occident, et bien des circonstances semblaient plaider en faveur d'une pareille combinaison. Après tout, et abstraction faite de la vengeance tirée de « l'ingrat » empire des Habsbourg, la Russie n'avait pas trop à se féliciter de l'œuvre de M. de Bismarck. Sans parler de plusieurs parens de la famille impériale que le Hohenzollern détrônait et dépouillait avec une fermeté tempérée de quelques larmes, il y avait en général dans les procédés et les principes inaugurés sur l'Elbe et le Mein une forte teinte révolutionnaire qui devait médiocrement agréer à une cour que ne cessait de protéger l'ombre de Nicolas. Le plus grave cependant, c'est que la victoire de Sadowa venait d'ébranler brusquement et menaçait même de ruiner de fond en comble le système séculaire de la politique russe par rapport aux affaires d'Allemagne.

Depuis Pierre le Grand en effet, depuis Catherine II surtout, la Russie avait toujours travaillé à conquérir une influence prépondérante parmi les diverses cours germaniques; ses tsars ont plus d'une fois eu la haute main et le verbe haut dans les démêlés tudesques. « Le Romanof jouit chez nous d'un droit d'aînesse reconnu par ses frères, nos souverains du *Bund,* » s'était un jour écrié avec amertume un publiciste célèbre d'outre-Rhin, et l'attitude des états secondaires pendant la guerre de Crimée n'a point certes infirmé la justesse d'un pareil mot. Or c'est ce travail de plusieurs règnes et d'une pensée jusque-là immuable que la Russie voyait mis en question par les résultats imprévus de la campagne de Bohême. Déjà le nord de l'Allemagne échappait à son influence, et les « naïfs » seuls pouvaient encore se faire illusion sur le sort réservé au sud dans un avenir très prochain. « Dès le mois de septembre 1866, le cabinet de Berlin avait, dans une circulaire qui fut à dessein livrée à la publicité, revendiqué pour la confédération du nord et les états du midi seuls, à l'exclusion de toutes les autres puissances sans en excepter l'Autriche, le droit de lier leurs relations aussi étroitement qu'ils le jugeraient convenable, donnant ainsi à l'article *4* du traité de Prague une interprétation qu'il ne comportait pas. Dans les discours qu'il avait prononcés à l'ouverture des chambres prussiennes et du parlement du nord, le roi lui-même avait fait entendre, en les adressant *à l'Allemagne, aux peuples frères, à la terre que bornent les Alpes et la Baltique,* des allusions qui avaient fait tressaillir, suivant l'expression des journaux officieux, le cœur de tous les patriotes (1). » De son côté, M. de Bismarck s'était écrié au sein du même parlement en usant de ces termes de joueur devenus si fa-

(1) Benedetti, *Ma Mission en Prusse,* p. 249.

miliers à son langage et si caractéristiques pour son tempérament : « Notre enjeu est devenu plus grand à la suite de nos victoires; nous avons maintenant plus à perdre, mais la partie est encore loin d'être complétement gagnée! » A moins d'une action combinée et résolue de l'Europe, l'absorption de l'Allemagne entière par la Prusse n'était plus qu'une question de temps, et, à le bien prendre, la Russie y trouvait encore moins son compte que la France. La France voyait seulement s'unir en faisceau plus compacte et plus menaçant une fédération de royaumes et de principautés qui déjà auparavant lui avaient été hostiles ou du moins opposés. La Russie au contraire perdait toute une ligue d'états dont la fidélité et le dévoûment ne lui avaient jamais fait défaut, qui lui formaient une espèce d'enceinte continue du côté d'un Occident parfois peu sympathique; à leur place allait se substituer une puissance formidable, entreprenante et envahissante dès l'origine, appelée tôt ou tard par la nécessité de l'histoire, par la fatalité de race, à représenter et à opposer l'idée germanique à l'idée slave. A toute autre époque de l'empire des tsars, dans le bon vieux temps du comte Nesselrode par exemple, — alors qu'au lieu de faire de la politique de dépit et de propagande sur les bords de la Néva, on y faisait de la politique de conservation et d'équilibre, — la conduite d'un chancelier russe en pareille occurrence n'eût point été douteuse : une coalition de la Russie, de la France et de l'Autriche se fût formée au lendemain de Sadowa pour la sauvegarde de l'Europe, et ce n'est pas trop dire que d'affirmer que, dans le printemps de l'année 1867, Alexandre Mikhaïlovitch tenait en ses mains les destinées du monde.

Ainsi mis en demeure de faire son choix, le prince Gortchakof n'eut garde de décliner les avances française et autrichienne dans la question d'Orient; il s'empressa de leur donner un retentissement très grand au contraire, et s'éleva même parfois en cette occasion à un lyrisme peu usité dans le style des chancelleries. Il fut charmé du nouveau ministre d'Autriche et lâcha toutes les écluses d'un enthousiasme quelque peu forcé. « M. de Beust, écrivait-il à son ambassadeur à Londres, inaugure une ère nouvelle dans la politique de l'Autriche, une ère à vues larges et élevées; c'est le premier homme d'état de ce pays et de notre époque qui fait courageusement l'essai de quitter le terrain des rivalités mesquines. » Pour ce qui regardait la France, il s'appliquait surtout à bien marquer que l'initiative venait d'elle, et « en priant l'empereur Napoléon III de se reporter aux entretiens que l'empereur Alexandre a eus avec lui à Stuttgart » (en 1860), il semblait vouloir assigner aux pourparlers actuels un caractère extraordinaire

de gravité et de généralité. « Sa majesté impériale, continuait le chancelier russe dans sa dépêche du 16 novembre 1866 à M. de Budberg, a accueilli avec satisfaction les ouvertures que M. le marquis de Moustier nous a faites en vue d'une entente entre le cabinet français et nous sur les éventualités qui surgissent en Orient. Les principes généraux que M. le ministre des affaires étrangères de France a émis, les assurances qu'il nous a données, ont aux yeux de notre auguste maître un prix tout particulier, puisqu'ils émanent de la pensée directe de l'empereur Napoléon, et que c'est par ordre exprès de sa majesté que M. le marquis de Moustier a abordé ces questions. » La verve et l'entrain d'Alexandre Mikhaïlovitch allaient toujours en croissant : il finit même par parler latin et par écraser le pauvre envoyé turc avec une citation classique. « Voici, écrivait-il au mois de février 1867, ce que j'ai dit à Comnenos-Bey : l'île de Crète est perdue pour vous ; après six mois d'une lutte aussi acharnée, la conciliation n'est plus possible. En admettant même que vous parveniez à y rétablir pour quelque temps l'autorité du sultan, ce ne serait que sur un tas de ruines et un monceau de cadavres. Tacite a dit depuis longtemps ce qu'il y a de précaire dans ce règne du silence qui succède à la dévastation : *solitudinem faciunt, pacem appellant...* »

Malheureusement on ne fut pas longtemps à reconnaître que, tout en faisant fête à la France et à l'Autriche de leur évolution orientale et en s'efforçant même de les compromettre dans cette direction autant que possible (1), le chancelier russe avait un soin extrême pourtant de maintenir son accord intime avec l'ancien collègue de Francfort et de ne contrarier en rien ses visées dans les affaires de l'Occident. Très ardent pour la cause du plébiscite en Crète, il se montrait par contre d'une indifférence absolue au sujet d'une cause analogue sur l'Eider, bien autrement légitime pourtant, garantie par des traités solennels (2), et qui intéressait à un si haut point la noble et malheureuse patrie de la future tsarine. Il garda un silence non moins significatif en face de la publication faite au mois de mars 1867 par M. de Bismarck des conventions avec les états du sud, conventions qui assujettissaient à la Prusse

(1) « Je veux bien que vous envoyiez votre voiture devant ma porte, mais à la condition que vous montiez en effet chez moi, » disait spirituellement à M. de Budberg un des prédécesseurs de M. de Moustier à l'hôtel du quai d'Orsay quelques années auparavant, mais dans des conjonctures semblables où la Russie faisait sonner haut les avances du cabinet des Tuileries en même temps qu'elle éludait avec soin tout engagement positif envers lui.

(2) Les préliminaires de Nikolsbourg ainsi que le traité de Prague avaient stipulé la rétrocession au Danemark des districts du nord du Slesvig après un vote des populations. On sait que la Prusse a éludé jusqu'à ce jour l'exécution de cet engagement.

les forces militaires de l'Allemagne et abolissaient de fait « la situation internationale indépendante » que les préliminaires de Nikolsbourg avaient stipulée pour la Bavière et le Wurtemberg (1) ; Alexandre Mikhaïlovitch fit le même bon marché du Wurtemberg comme du Danemark, du trône de la reine Olga comme du berceau de la princesse Dagmar. Sur ces entrefaites éclata l'incident du Luxembourg, et le gouvernement français put mesurer le degré de bienveillance qu'il était parvenu à inspirer au cabinet de Saint-Pétersbourg par ses « remèdes héroïques » à l'égard de la Turquie. Le chancelier russe fut correct à coup sûr et très sincère dans son désir de la paix, mais il n'eut point pour la position de la France les égards que l'Angleterre elle-même croyait juste de lui témoigner, il sembla surtout préoccupé de ne point porter ombrage à son illustre ami de Berlin. Tout en glorifiant aussi M. de Beust pour son « courageux essai de rompre avec les rivalités mesquines, » le gouvernement russe ne se faisait pas faute d'encourager en même temps, de la manière la plus dangereuse et la plus provocante, la violente opposition slave dans l'empire de Habsbourg au moyen de ce fameux *congrès* de Moscou, dont il sera parlé dans la suite. D'autres déceptions encore, moins connues du public, mais non moins cuisantes, vinrent probablement s'ajouter à tous ces mécomptes, car l'Autriche aussi bien que la France ne tardèrent pas à opérer leur retraite sur ce terrain mouvant d'Orient et à faire leur jonction avec l'Angleterre pour maintenir désormais fermement les droits du sultan. La « consultation de médecins » prit décidément fin, et le *malade* légendaire ne s'en porta pas plus mal; mais tout fut dit dès lors pour les éventualités terribles de l'avenir.

« Il existe une entente entre Saint-Pétersbourg et Berlin, » avertissait de nouveau l'année d'après (le 5 janvier 1868) M. Benedetti en désignant toujours la mission souvent mentionnée du général Manteuffel comme le point de départ de cet accord qui ne cessait de le préoccuper. « N'est-ce pas de ce moment en effet, se demande-t-il, que les deux cours marquent plus visiblement leur politique, la Russie en Orient et dans les provinces slaves de l'Autriche, la Prusse en Allemagne, sans que jamais il se soit élevé un nuage entre elles? Constamment unies dans toutes les questions, elles ont, chacune de son côté, poursuivi leurs desseins avec une confiance

(1) M. de Beust écrivait au sujet de ces conventions militaires avec une finesse résignée : « Une alliance établie entre deux états dont l'un est faible et l'autre est fort, alliance qui n'a pas de texte particulier, mais qui doit être maintenue en permanence pour toutes les éventualités de guerre, n'est pas de nature à faire croire à une *existence internationale indépendante* de l'état faible. » Dépêche au comte Wimpffen à Berlin, 28 mars 1867.

qui témoigne des garanties mutuelles qu'elles ont stipulées. » Et l'ambassadeur ajoute que cette conviction commence à s'imposer à bien des esprits, à lord Loftus notamment, son collègue d'Angleterre, demeuré longtemps très incrédule à cet égard. « Sa manière de voir s'est sensiblement modifiée, et il n'est pas moins persuadé que d'autres membres du corps diplomatique qu'il a été pris des arrangemens éventuels entre les deux gouvernemens du roi Guillaume et de l'empereur Alexandre. J'en ai, pour ma part, trouvé la démonstration permanente, si je puis m'exprimer ainsi, dans la résolution bien arrêtée, et qui n'a jamais varié, du cabinet de Berlin de préparer l'union allemande en attendant de pouvoir y substituer l'unité à son profit exclusif sans s'en laisser détourner un instant par l'éventualité d'un conflit avec la France. J'en ai vu également la preuve dans le soin avec lequel M. de Bismarck évite de s'expliquer sur la question d'Orient. Quand on l'interroge, il répond qu'il ne lit jamais la correspondance des ministres du roi à Constantinople, et votre excellence n'aura pas oublié avec quelle complaisance il s'est toujours prêté aux vues du prince Gortchakof. » M. Benedetti signale aussi « l'impulsion nouvelle imprimée depuis l'été dernier à la propagande panslaviste; » il indique très bien les desseins vastes et les espérances lointaines du cabinet de Saint-Pétersbourg dans sa connivence avec la Prusse, et donne en général de la politique russe à cette époque une idée plus haute et plus juste que certains panégyristes malavisés de nos jours qui, pour bien prouver que le prince Gortchakof a rempli son rôle aussi complétement que possible et avec tout le succès désirable, n'imaginent rien de mieux que de rapetisser ce rôle et de le rétrécir.

II.

C'est le propre de toute louange de convention de forcer non-seulement le ton, mais de se tromper même parfois de note; il y a dans l'encens parfum et cendres, disaient les anciens, et il y a bien de l'équivoque aussi dans la manière courante de féliciter le chancelier russe de son « triomphe » dans la question de l'Euxin. Prétendre que le prince Gortchakof n'ait favorisé les desseins audacieux de la Prusse qu'en vue d'affranchir la Russie de ses liens dans la Mer-Noire, qu'il ait livré d'avance le monde à M. de Bismarck dans le seul espoir de répudier un jour pour son compte l'acte de 1856, c'est là au fond faire aussi peu d'honneur à son génie qu'à son patriotisme. Certes l'homme d'état éminent dont les petits-fils de Washington venaient, dans l'année de Sadowa, célébrer à Saint-Pétersbourg le « regard prophétique » en suppliant le Dieu éternel

« qui avait arrêté le soleil pour Josué » de suspendre également le cours de la vie pour Alexandre Mikhaïlovitch, « afin que les regards de deux mondes pussent rester longtemps fixés sur lui (1), » le diplomate consommé qui, au printemps de 1867, faisait si peu de cas des avances considérables des cabinets de Vienne et des Tuileries, — certes ce ministre n'eût pas manqué à ce moment d'écarter avec un sourire dédaigneux l'hypothèse mesquine qui, dans le bouleversement prochain et prévu de l'Europe, aurait assigné à la Russie, pour unique victoire et conquête, l'abolition de tel article blessant d'un traité que les événemens avaient déjà depuis longtemps « invalidé. » Ce n'est pas contre un pareil « plat de lentilles, » pour parler le langage de M. de Bismarck, qu'il entendait céder au Hohenzollern certain *droit d'aînesse* du Romanof; ce n'est pas à un prix aussi dérisoire qu'il pensait faire abandon de l'Occident : il visait plus haut et comptait avoir la part du lion dans la curée à venir. La fortune a pu trahir ses espérances, déjouer ses calculs et le plier à maintes nécessités inéluctables; mais, s'il est puéril de vouloir lui faire autant de vertus de toutes ces nécessités bien fâcheuses, et lui composer une sorte d'auréole des éclairs et des foudres de la guerre de 1870, l'histoire, dans son impartialité, n'en doit pas moins tenir compte au prince Gortchakof de ses intentions, qui furent à la hauteur des événemens, et, sans dissimuler son échec, lui accorder pourtant le plein bénéfice du *in magnis voluisse*.

On caressait en effet des projets grands, gigantesques, sur les bords de la Moskova et de la Néva dans toute cette époque agitée et fiévreuse qui sépara Sedan de Sadowa, on s'y berçait de rêves enchanteurs, on partageait le monde entre Slaves et Germains, et le ministre « national » répondait en somme aux vœux ardens de la nation entière en faisant de l'alliance prussienne le pivot de sa politique, en y voyant la condition absolue et le gage certain de tout un avenir de gloire et de prospérité pour la Russie. Il faut se reporter par la pensée à l'ébranlement universel des esprits à la suite de la victoire, aussi prodigieuse qu'imprévue, de la Prusse en 1866, aux plans innombrables, fantastiques, qui surgirent alors soudain pour la reconstruction des empires et des races, il faut se rappeler cette volée sans fin de Minerves toutes armées que le coup de marteau du Vulcain germanique fit sortir de tant de têtes fêlées qui se croyaient olympiennes, — la *refonte* générale que subit en un clin d'œil notre pauvre philosophie de l'histoire, à la fois si tranchante et si malléable, — pour apprécier équitablement le courant d'idées

(1) Discours du sous-secrétaire d'état, M. Fox, au banquet offert par le club anglais de Saint-Pétersbourg à la mission extraordinaire des États-Unis en 1866.

étrange et impétueux qui entraînait alors le peuple de Pierre le Grand et de Catherine II. « Une puissance irrésistible pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations en faisant disparaître les états secondaires, et cette tendance est peut-être inspirée par une sorte de prévision providentielle des destinées du monde. » Ainsi s'exprimait au lendemain de Sadowa un document officiel d'une autorité incontestable, un manifeste diplomatique qui annonçait *urbi et orbi* les hautes pensées du gouvernement impérial de France (1). Le moyen de s'étonner dès lors que les enfans de Rourik se soient fait le même raisonnement, qu'ils se soient demandé avec candeur si la bataille de Kœnigsgrætz ne venait pas de livrer décidément l'Europe centrale aux Hohenzollern et l'Europe orientale aux Romanof? Après quelques instans d'hésitation et d'effarement, le patriotisme moscovite résolut en conséquence de ne prendre nul ombrage de l'ambition du roi Guillaume Ier, mais il se mit à proclamer sur-le-champ que la Russie avait, elle aussi, une mission à remplir, une « idée » à réaliser, et que le soleil des unités nationales et des grandes agglomérations brillait pour tout le monde.

Il y avait dans l'ancienne capitale des tsars une feuille célèbre qui, bien déchue depuis et descendue à l'heure qu'il est au rang d'un journal ordinaire, quoique toujours important, exerçait alors une influence prépondérante, tyrannique, de la Dvina jusqu'à l'Oural : on l'appelait par momens et sans y entendre malice « le premier pouvoir de l'état après l'empereur. » Depuis la funeste insurrection de Pologne, la *Gazette de Moscou* était en effet le moniteur des passions populaires de la sainte Russie, l'officine d'où partaient les mots d'ordre pour l'opinion publique dans le vaste empire du nord, et souvent même des instructions formelles pour les ministres dirigeans à Saint-Pétersbourg. Cette fois encore l'organe tout-puissant de M. Katkof se fit le porte-voix de la nation et traça impérieusement le programme de la politique de l'avenir. Déjà peu de temps après la conclusion de la paix de Prague, la feuille de Moscou posait « comme une vérité incontestable, que la marche des événemens a fait naître des intérêts qui invitaient les deux puissances de Russie et de Prusse à s'allier encore plus activement que par le passé; » elle affirmait en outre que des ouvertures dans ce sens avaient été faites par M. de Bismarck, « ouvertures d'autant plus acceptables que la Prusse n'a pas d'intérêts qui lui soient propres en Orient; sur cette question, le cabinet de Berlin peut prendre, de concert avec la Russie, telle attitude qui lui conviendrait. » Le thème fut depuis repris et développé sous mainte forme et dans maint article jusqu'à ce qu'un

(1) Circulaire de M. de Lavalette, 16 septembre 1866.

leading du 17 février 1867 vînt lui imprimer la grande consécration d'un principe spéculatif et humanitaire.

« L'ère nouvelle se dessine enfin, — y lisait-on, — et c'est pour nous, Russes, qu'elle a une portée particulière. Cette ère est bien la nôtre; elle appelle à la vie un monde nouveau demeuré jusque-là dans l'ombre et dans l'attente de ses destinées, le monde gréco-slave. Après des siècles passés dans la résignation et la servitude, voilà enfin que ce monde touche au moment de la rénovation; ce qui a été si longtemps oublié et comprimé revient à la lumière et se prépare à l'action. Les générations actuelles verront de grands changemens, de grands faits et de grandes formations. Déjà sur la péninsule du Balkan et sous la couche vermoulue de la tyrannie ottomane se dressent trois groupes de nationalités vivaces et fortes, les groupes hellénique, slave et roumain. Étroitement unis entre eux par la communauté de leur foi et de leurs destinées historiques, ces trois groupes sont également liés à la Russie par toutes les attaches de la vie religieuse et nationale. Ces trois groupes de nations une fois reconstruits, la Russie se révélera sous un jour tout nouveau. Elle ne sera plus seule dans le monde; au lieu d'une sombre puissance asiatique dont elle avait jusque-là l'apparence, elle deviendra une force morale indispensable à l'Europe, une civilisation gréco-slave complétant la civilisation latino-germaine, qui sans elle resterait imparfaite et inerte dans son exclusivisme stérile... » Descendant bientôt après de ces hauteurs quelque peu abstraites sur le terrain plus pratique des voies et moyens, le fougueux apôtre de l'*ère nouvelle* s'écriait le 7 avril : « Si la France soutient par les armes et par son influence politique la renaissance des peuples latins, si la Prusse agit de la même manière vis-à-vis de l'Allemagne, pourquoi donc la Russie, comme unique puissance slave indépendante, ne soutiendrait-elle pas les peuples slaves et n'empêcherait-elle pas les puissances étrangères de mettre des obstacles à leur développement politique? La Russie doit employer toutes ses forces à introduire chez ses voisins du midi une transformation semblable à celle qui s'est opérée dans l'Europe centrale et occidentale; elle doit prendre sans la moindre hésitation vis-à-vis des Slaves le rôle que la France a pris à l'égard des peuples latins et la Prusse vis-à-vis du monde allemand. La tâche est noble, car *elle est exempte d'égoïsme*; elle est bienfaisante, car elle achèvera le triomphe du principe des nationalités et donnera une base solide à l'équilibre moderne de l'Europe; elle est digne de la Russie et de sa grandeur, elle est immense, et nous avons la ferme conviction que la Russie la remplira. »

C'est sous le stimulant de pareilles théories, espérances et pas-

sions, que fut montée au printemps de l'année 1867 l'étrange *exposition ethnologique de Moscou* (1), qui devint bientôt le prétexte d'une grande démonstration au dehors, démonstration assez inoffensive en apparence pour écarter tout embarras diplomatique, assez bien calculée cependant pour produire son effet sur des esprits naïfs et inflammables, pour fasciner de malheureuses peuplades déshéritées, plus riches d'imagination que de culture. Certes la science véritable devait retirer bien peu de profit de cette réunion projetée dans le *manége* de Moscou de tous les « types » slaves avec leurs costumes, leurs armes, leurs ustensiles domestiques et leurs flores; mais l'entreprise n'en fut pas moins jugée digne des protections les plus augustes. L'empereur et l'impératrice offrirent des sommes considérables pour subvenir aux frais de l'œuvre, le grand-duc Vladimir en accepta la présidence honoraire, les hauts dignitaires de la cour et de l'église se chargèrent de la direction. Des appels chaleureux furent adressés aux Slaves de l'Autriche et de la Turquie, à leurs différentes sociétés historiques, géographiques ou autrement savantes, pour contribuer par des envois nombreux à la magnificence de l'exposition, et une nuée d'émissaires s'abattit sur les pays du Danube et du Balkan, en quête d'adhésions, d'échantillons et de « types. » Des comités se formèrent sur divers points de l'empire, afin de dignement préparer la réception des « hôtes slaves, » qui ne manqueraient pas d'affluer au « jubilé national, » et bientôt il fut parlé d'un *congrès* où l'on s'expliquerait sur les besoins et les intérêts de tant de « peuples frères, » sur les espérances et les doléances de la grande patrie commune, de la patrie *idéale*. C'était le moment, il importe de le rappeler, où l'insurrection crétoise, toujours persistante, attisée par la Grèce et exagérée par des journaux trop peu ou trop bien informés, tenait en éveil et dans l'attente les populations chrétiennes de la Turquie, le moment aussi où les Tchèques de la Bohême, entraînant à leur suite presque tous les Slaves de l'Autriche, protestaient contre la constitution cisleithane et refusaient de siéger dans les chambres représentatives de l'empire. Le Kremlin devenait ainsi le *mons sacer* des intransigeans des deux bords de la Leitha, le *congrès de Moscou* prenait toute l'apparence d'un *contre-parlement* opposé au *Reichsrath* de Vienne, et le langage tenu par les organes les plus autorisés du cabinet de Saint-Pétersbourg n'était point fait pour calmer les susceptibilités des gouvernemens intéressés, ni pour dissuader de manifestations provocantes. Parlant des pieux *pèlerins*

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1867 : *le Congrès de Moscou et la propagande panslaviste.*

de la Turquie et de l'Autriche qui s'apprêtaient à visiter Moscou, « cette sainte Mecque des Slaves, » la *Correspondance russe*, la feuille ministérielle par excellence (1), s'exprimait ainsi au mois d'avril 1867 : « On ne peut raisonnablement exiger de nous que nous reniions notre passé. Nous laisserons donc croire à nos hôtes qu'ils sont venus chez une nation sœur *dont ils ont tout à attendre* sans avoir rien à craindre d'elle; *nous écouterons leurs griefs*, et le récit de leurs maux ne pourra que resserrer les liens qui nous unissent à eux. Si maintenant ils s'avisent d'établir une comparaison entre leur état politique et le nôtre, *nous ne serons pas assez niais* pour leur prouver qu'ils sont dans les conditions les plus favorables du développement slave. Ces conditions, nous les croyons au contraire mauvaises, nous l'avons dit cent fois, et nous pourrions bien le redire encore... »

Sans doute les menées russes dans les pays du Danube et des Balkans n'étaient pas précisément d'invention toute récente; elles remontaient même bien loin dans le passé, elles dataient du règne de la grande Catherine. Sous main et à la sourdine, la propagande panslaviste avait été encouragée ou protégée depuis bientôt un siècle; mais c'était pour la première fois dans cet été de 1867 que le gouvernement de Saint-Pétersbourg assumait ainsi hautement la responsabilité d'une pareille propagande et faisait déployer dans ses états le drapeau des saints Cyrille et Méthode. Dans un empire où tout est surveillé, réglé et commandé d'en haut, où rien ne se fait spontanément, où tout est arrangé et *voulu*, des « Slaves étrangers, » sujets de deux puissances voisines et « amies, » étaient admis, provoqués à venir exposer leurs griefs, porter des plaintes contre leurs gouvernemens respectifs, demander assistance et délivrance au nom d'un droit des gens tout nouveau, du principe fraîchement éclos des grandes agglomérations et des unités nationales. *On ne fut pas assez niais* pour éconduire ces « députés » étranges, pour leur parler raison et résignation; on leur parlait au contraire d'un « sort meilleur et prochain, » on les promenait à travers toutes les villes de l'empire au milieu des manifestations enthousiastes dirigées par les colonels et les archimandrites, on les accablait de témoignages de sympathie, d'ovations et de démonstrations auxquelles prenaient part l'armée, la magistrature et tout ce qu'il y avait d'élevé dans le monde officiel. Des généraux, des amiraux et des ministres présidaient à des banquets où le désastre de Sadowa était célébré comme un événement providentiel et heu-

(1) Elle émanait directement du ministère de l'intérieur, était rédigée en français et destinée à « éclairer » l'opinion étrangère sur les faits et gestes du gouvernement russe.

reux par des sujets de l'empereur François-Joseph, où des appels étaient adressés au tsar « de venger les outrages séculaires de la Blanche-Montagne et de Kossovo, et de planter la bannière russe sur les Dardanelles et la basilique de Sainte-Sophie. »

L'ébranlement donné par de telles démonstrations à toute une race, à tout un monde religieux, fut profond et prolongé, et certes les annales contemporaines ont rarement connu de période aussi peu *correcte* au point de vue du droit international et des pratiques des chancelleries que celle qui eut pour départ le congrès de Moscou et pour arrêt la conférence de Paris au sujet de la Grèce. Elle fut étrange en effet, cette époque, avec des présidens du conseil tels que Ratazzi, Bratiano, Koumondouros, avec des généralissimes comme Garibaldi, Pétropoulaki et « Philippe le Bulgare, » avec ces expéditions de Mentana, de Sistow, de l'*Arcadion* et de l'*Enosis*, avec ces agitations, pour tout dire, allemande, italienne, tchèque, croate, roumaine, serbe, bulgare, grecque et panslave. Sans entrer plus avant dans l'histoire fastidieuse de ces événemens complexes et nullement éclaircis encore, il suffit, pour en apprécier le caractère général et en saisir le lien intime, de relire avec toute l'attention qu'il mérite le rapport déjà mentionné de l'ambassadeur de France près la cour de Berlin, en date du 5 janvier 1868. « Il faut à M. de Bismarck, y écrit M. Benedetti, une Italie troublée, en désaccord permanent avec la France, pour nous contraindre à entretenir des forces plus ou moins considérables dans les états du saint-siége, pour se ménager au besoin le moyen de susciter, à l'aide du parti révolutionnaire, une rupture violente entre le gouvernement de l'empereur et celui du roi Victor-Emmanuel, pour neutraliser en un mot notre liberté sur le Rhin... Je ne serais pas surpris non plus, si M. de Bismarck était l'instigateur de l'impulsion nouvelle imprimée depuis l'été dernier à la propagande panslaviste; il y trouve l'avantage immédiat d'inquiéter l'Autriche par la Russie. La Russie se montrerait assurément moins entreprenante, et la Prusse de son côté ne l'encouragerait pas à réveiller la question d'Orient, par la simple raison qu'elle ne saurait elle-même y trouver aucun avantage, si elle ne croyait indispensable de payer de ce prix la liberté qu'elle revendique en Allemagne. L'incertitude de la situation ne fait que resserrer chaque jour davantage les liens qui unissent la Prusse à la Russie et solidariser les ambitions de l'une en Allemagne avec celles de l'autre en Orient. »

Un *comité permanent pour les intérêts de l'unité slave* s'était formé au lendemain du congrès de Moscou, sous les auspices d'un grand-duc, et son action ne tarda pas à se faire sentir parmi les Ruthènes, les Tchèques, les Croates de l'Autriche; mais c'est sur-

tout dans les provinces tributaires ou sujettes de la Porte-Ottomane que l'agitation devint aussi chronique que périlleuse. Le malheureux Turc fut assailli de toutes parts : un jour c'était le vladika de Montenegro qui lui demandait sur un ton menaçant tel port de l'Adriatique, un autre jour c'était le prince de Serbie qui réclamait l'évacuation de telle forteresse en appuyant sa requetê d'armemens extraordinaires. De nombreux convois d'armes arrivaient de la Russie dans les provinces danubiennes sous la fausse désignation de matériel pour la construction de chemins de fer (1), tandis que des navires de guerre grecs ne cessaient de vouloir rallumer à toute force dans l'île de Crète une insurrection près de s'éteindre et qui, à la vérité, n'avait jamais eu un foyer très grand. C'était l'époque des « comités de secours » et des « bandes libératrices » envahissant tantôt les états du pape au cri de *Roma o morte!* tantôt faisant incursion dans la Thessalie pour venger « les mânes outragés de Phocion et de Philopœmen, » ou bien encore franchissant jusqu'à cinq fois dans l'espace d'un an le Danube du côté de la Roumanie afin de réveiller dans les Balkans « le lion à la crinière d'or! » — « Aujourd'hui c'est à nous, frères, qu'il appartient de prouver à la diplomatie européenne qu'il existe encore des descendans du terrible Krum; le lion à la crinière d'or vous appelle et la trompette de la guerre. » Ainsi s'écriait au mois d'août 1868 une proclamation datée des « Balkans » et signée *gouvernement provisoire* (2). « Il est de fait, mandait le 6 février 1868 dans un curieux rapport adressé au comte de Beust l'agent de l'Autriche dans les principautés, le baron d'Eder, il est de fait qu'à Bukharest, comme dans différentes villes des bords du Danube, il existe des comités bulgares : leur but est de provoquer des troubles en Bulgarie, de les appuyer, de leur donner des proportions plus étendues que celles de l'an passé. Tout dernièrement encore on était persuadé ici qu'au retour du beau temps éclateraient des complications sérieuses dans l'Europe occidentale qui permettraient à la Russie de déclarer la guerre à la Turquie, et, dans la prévision de ces événemens, on a fait des préparatifs pour influencer avec énergie le soulèvement bulgare. Bien que le gouvernement des principautés se trouve entre les mains d'un parti (radical) traditionnellement hostile à la Russie, il n'en penche pas moins vers cette puissance depuis un certain temps et attend d'elle la réalisation de ses efforts et de ses espérances. Les journaux de l'opposition (conservatrice) combattent ces tendances

(1) Voyez à ce sujet les documens parlementaires anglais, français et autrichiens de l'année 1868, et notamment les rapports des agens de l'Autriche à Iassy et à Bukharest.

(2) Annexe à la dépêche du consul de Knappitsch au baron de Prokesch à Constantinople, Ibraïla, 14 août 1868.

russophiles du gouvernement; ils lui reprochent d'agir de concert avec la Prusse et de préparer des difficultés à l'Autriche dans l'éventualité d'un conflit entre la France et la Prusse. Les feuilles du gouvernement répondent en faisant valoir que le parti national n'est en principe l'adversaire d'aucune puissance, et qu'on n'a pas de raison pour combattre la Russie du moment que cette puissance défend la cause du droit et des nationalités opprimées. »

Assurément il serait injuste de vouloir faire remonter jusqu'au gouvernement russe la responsabilité de toutes les agitations désordonnées de cette époque dans le monde slavo-gréco-roumain, mais il n'en est pas moins vrai qu'il ne fit rien pour les arrêter ou seulement les désavouer. En parcourant les documens parlementaires de ce temps, les divers livres bleus, rouges, verts et jaunes des années 1867-69, on est frappé de rencontrer à chaque pas des représentations multipliées et énergiques, adressées par les cabinets de Londres, des Tuileries et de Vienne à la Serbie, à la Roumanie et à la Grèce au sujet de leurs préparatifs militaires, des envois d'armes clandestins et des bandes envahissantes, pendant que les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Berlin s'abstiennent soigneusement de toute démarche de ce genre. Par un retour piquant des choses d'ici-bas, qui dut faire l'étonnement des Nesselrode et des Kamptz dans leur céleste demeure, c'étaient maintenant les puissances occidentales, c'étaient l'Angleterre et la France, auxquelles se joignait aussi l'Autriche, qui dénonçaient au monde les menées révolutionnaires du parti démagogique européen, tandis que la Prusse gardait le silence et que la Russie s'obstinait à nier le fait ou en plaidait les circonstances atténuantes. Les excuses pour le gouvernement d'Athènes, le prince Gortchakof les trouvait tout bonnement dans la constitution hellénique : « cette constitution, disait-il, donne à tous les Grecs pleine liberté de quitter leur propre pays et de prendre parti dans tout conflit tel que celui qui existait en Crète (1), » et ce fut là à coup sûr un spectacle original que celui d'un ministre d'une autocratie faisant valoir devant un vieux whig comme lord Clarendon les conditions inexorables d'un régime parlementaire et légal. La Porte, on se le rappelle, ne voulut rien comprendre à une légalité qui la tuait; elle finit par perdre patience, par adresser un *ultimatum* au gouvernement d'Athènes, et une conférence se réunit à Paris pour « rechercher les moyens d'aplanir le différend survenu entre la Turquie et la Grèce. » De bonnes âmes appréhendèrent une attitude embarrassée de la part du chancelier russe devant un pareil aréopage, elles le crurent même capable de mettre des entraves

(1) Dépêche de sir A. Buchanan au comte de Clarendon, 19 décembre 1868.

aux travaux de cette réunion : c'était mal connaître les ressources d'un esprit aussi délié que lettré, et qui profita de l'occasion pour risquer son fameux mot sur Saturne. « Il me revient, écrivait-il au baron Brunnow à Londres, 13 janvier 1869, qu'il y a des personnes qui accusent la Russie de vouloir faire avorter la conférence. On n'ignore pas que la conférence émane de la pensée de l'empereur. La fable de Saturne n'a pas d'application dans les erremens de la politique du cabinet impérial... » Alexandre Mikhaïlovitch n'était pas au bout de ses hardiesses; il devint amer, presque agressif, il parla des « excitations du dehors, » d'un « procès de tendance, » de « la méfiance qui s'attachait à chaque pas de la Russie, » et alla jusqu'à dénoncer une grande conspiration ourdie par les puissances occidentales contre la paix du Levant. « Il nous est impossible de ne pas remarquer, disait-il dans une dépêche au baron de Brunnow du 17 décembre 1868, que cette note discordante n'est pas la seule qui soit venue *troubler les échos de l'Orient*. C'est ainsi qu'on a vu d'abord la Serbie devenir le point de mire d'une agitation qui de la presse a fini par gagner la diplomatie; le prince Michel Obrénovitch a été mis en suspicion, et il n'a fallu rien moins que sa fin tragique pour désarmer les hostilités dirigées contre lui. Aussitôt après, c'est le gouvernement des principautés-unies contre lequel s'élèvent des accusations : les bandes bulgares deviennent un motif d'incriminations, on lui reproche de les avoir tolérées, on l'accuse de les avoir encouragées. Cette complication à peine écartée, une crise nouvelle surgit dans les rapports de la Turquie avec la Grèce, une crise plus grave encore et plus dangereuse pour la paix générale... » Décidément, à défaut de la « fable de Saturne, » celle du loup et de l'agneau avait bien son application dans les erremens de la politique du cabinet impérial de Saint-Pétersbourg.

La conférence de Paris réussit néanmoins dans ses efforts, le différend gréco-turc fut aplani, et avec le printemps de l'année 1869 l'aquilon de la propagande souffla moins fort dans les vallées du Danube et les gorges du Balkan. Il y eut une espèce d'accalmie; mais les matières à combustion restaient toujours accumulées, prêtes à s'enflammer à la première étincelle. Les radicaux de la Roumanie n'étaient pas les seuls à prévoir une action offensive de la Russie en Orient aussitôt que viendraient à éclater des complications sérieuses dans l'Europe occidentale; c'était là une conviction presque universelle, et que les enfans de Rourik partageaient tous les premiers. La fin de l'année 1869 fut signalée par un incident qui ne laissa pas de gravement impressionner tous les esprits sérieux. On célébrait à Saint-Pétersbourg le centenaire de l'institution de l'ordre de Saint-George, du grand ordre militaire de la Russie,

et dont la première classe n'est conférée qu'à celui qui remporte une victoire éclatante. L'empereur Alexandre II envoya cette distinction au roi Guillaume Ier, au vainqueur de Sadowa et ancien combattant de 1814. « Acceptez-la, lui télégraphiait-il, comme une nouvelle preuve de l'amitié qui nous unit, amitié fondée sur le souvenir de cette grande époque où nos armées réunies combattaient pour une cause sacrée qui nous était commune. » Et le roi de Prusse aussitôt de répondre par le télégraphe : « Profondément touché et *les larmes aux yeux*, je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait et auquel je ne pouvais m'attendre; mais ce qui me réjouit encore plus, ce sont les expressions par lesquelles vous me l'avez annoncé. Je vois en effet dans ces expressions une preuve nouvelle de votre amitié et de votre souvenir de la grande époque où nos armées réunies combattaient pour la même cause sacrée (1). »

Au commencement de la même année et pendant que siégeait encore la conférence de Paris, s'éteignait à Nice un serviteur fidèle des sultans, un des derniers grands hommes d'état de la Turquie. Avant de descendre dans la tombe, Fuad-Pacha traçait d'une main défaillante un mémoire pour son auguste maître, qu'il disait être son testament politique. Le document devait rester secret, et ne parvint en effet que tout récemment à la publicité (2). « Lorsque cet écrit sera placé sous les yeux de votre majesté, y lisait-on, je ne serai plus de ce monde. Vous pouvez donc m'écouter sans méfiance et vous devez vous pénétrer de cette grande et douloureuse vérité que *l'empire des Osmanlis est en danger...* » Et après avoir passé en revue les différens états du continent et signalé le conflit plus ou moins prochain, mais inévitable, entre la France et la Prusse, Fuad-Pacha concluait par ces mots : « une lutte intestine en Europe et *un Bismarck en Russie*, et la face du monde se trouvera être changée. »

III.

Il n'a été donné qu'à Dieu de contempler son œuvre achevée et de se dire « que cela était bon; » notre pauvre humanité goûte rarement une jouissance aussi pure, et le *parti de l'action* dans les conseils du second empire n'en connut guère à la suite des événemens de 1866, qu'il avait si puissamment contribué à créer. L'ambassadeur de France près la cour de Berlin se trouvait au nombre

(1) Journal officiel de l'empire russe, 12 décembre 1869.

(2) On peut lire ce document remarquable, qui porte la date du 3 janvier 1869 dans l'intéressante brochure de M. J. Lewis Farley, *The decline of Turkey*, London 1875, p. 27-36.

des désabusés; l'achèvement de l'unité italienne ne le consolait que bien imparfaitement à coup sûr de la profonde atteinte que la calamité de Sadowa avait portée à son propre pays. Son désenchantement fut grand; mais il n'est rien de tel qu'une forte et douloureuse déception pour aiguiser et affiner un esprit naturellement sagace, et si Pascal a parlé d'une seconde ignorance, celle qui vient après le savoir, il y a aussi pour certains diplomates une seconde science et comme une seconde vue après quelque éblouissement passager. On ne saurait trop reconnaître les qualités éminentes d'observation et de jugement que montra M. Benedetti durant les quatre dernières années de son ambassade à Berlin, et, pour cette époque de 1867 à 1870, l'histoire confirmera pleinement le témoignage qu'il crut un jour utile de s'accorder à lui-même en protestant devant son chef (1) d'avoir été pendant sa mission en Prusse « un informateur actif, correct, prévoyant. »

A partir de 1867 en effet, l'ambassadeur mit un zèle patriotique à éclairer son gouvernement sur l'état des choses en Europe et à lui recommander de prendre une résolution virile, soit en se résignant franchement à l'inévitable, soit en se préparant de bonne heure à une lutte très prochaine et pleine de périls immenses. Il lui représentait la Prusse travaillant sans relâche à englober l'Allemagne entière, au risque de provoquer un conflit avec la France, n'inclinant même que trop souvent à considérer un tel conflit comme le moyen le plus sûr et le plus direct d'arriver à ses fins. En pareille éventualité, il se gardait bien de fonder le moindre espoir sur les *particularistes* du midi. « Au début d'une guerre nationale, disait-il, les plus obstinés parmi ceux-ci ne pourront que s'effacer devant les masses qui regarderont la lutte, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles elle éclaterait, comme une guerre d'agression de la France contre leur patrie, et si le sort des armes leur était favorable, leurs exigences ne connaîtraient plus de limites. » Il signalait aussi « la propagande la plus active » que M. de Bismarck entretenait dans les pays au-delà du Mein : « à l'exception de quelques journaux à la solde des gouvernemens (de Munich et de Stuttgart) ou appartenant au parti ultra-radical, la presse le seconde dans tous les états du sud. » Il mandait également à Paris que le ministre de Guillaume Ier continuait ses relations avec le parti révolutionnaire en Italie, qu'il recevait des agens de Garibaldi, et qu'il n'est pas jusqu'au gouvernement régulier du roi Victor-Emmanuel, l'ami et l'obligé personnel de l'empereur Napoléon III, qui, lors des complications de Mentana, n'ait sondé la Prusse pour savoir « dans quelle mesure elle pourrait lui prêter son assistance (2). »

(1) Lettre particulière à M. le comte Daru, 27 janvier 1870.

(2) Voyez à ce sujet la curieuse dépêche du 10 novembre 1867. La correspondance

Il fut aussi le premier à donner l'éveil sur les menées ténébreuses avec Prim et la candidature espagnole du Hohenzollern. Enfin on a déjà vu plus haut qu'il avait reconnu dès le début le caractère alarmant et la portée véritable de la mission du général Manteuffel en Russie.

« Si difficile qu'il soit, pour un grand pays comme la France, de tracer d'avance sa ligne de conduite dans l'état actuel des choses, — disait à son gouvernement M. Benedetti au commencement de l'année 1868, — et quelque grande que puisse être la part qu'il convient de faire à l'imprévu, l'union de l'Allemagne sous un gouvernement militaire fortement organisé, et qui à certains égards n'a du régime parlementaire que les formes extérieures, constitue cependant un fait qui touche de trop près à notre sécurité nationale pour que nous puissions nous dispenser de nous poser et de résoudre sans plus tarder la question suivante : un pareil événement met-il en danger l'indépendance ou la position de la France en Europe, et ce danger ne peut-il être conjuré que par la guerre? Si le gouvernement de l'empereur estime que la France n'a rien à redouter d'une si radicale altération dans les rapports des états situés au centre du continent, il serait désirable, à mon sens, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la prospérité publique, de conformer entièrement et sans réserve notre attitude à cette conviction... Dans le cas contraire, préparons-nous à la guerre sans relâche, et rendons-nous bien compte d'avance de quel concours peut nous être l'Autriche, calculons notre conduite de manière à résoudre l'une après l'autre la question d'Orient et celle d'Italie; nous n'aurons pas de trop de toutes nos forces réunies pour être victorieux sur le Rhin. »

C'est surtout dans sa manière de juger l'accord établi entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg que M. Benedetti a fait preuve d'une justesse et d'une supériorité de coup d'œil vraiment remarquables. Il eut d'abord le mérite de pressentir l'entente dès la première heure et d'y croire inébranlablement jusqu'à la dernière. Au mois de septembre 1869, le souverain des Français s'était avisé de nommer au poste d'ambassadeur auprès du tsar l'un de ses confidens les plus intimes, l'un de ses coopérateurs les plus dévoués du 2 décembre, un général renommé par sa bravoure et son intelligence, un grand écuyer. C'était assez indiquer qu'on désirait entrer dans des rapports aussi intimes et aussi directs que possible, et malgré l'échange de télégrammes à la fête de Saint-

de Mazzini avec M. de Bismarck pendant les années 1868 et 1869, suggérant le plan de renverser Victor-Emmanuel si ce dernier se faisait l'allié de l'empereur Napoléon III, n'a été révélée que plus tard et tout dernièrement, après la mort du célèbre agitateur italien.

George on était déjà, au commencement de l'année 1870, plein d'espoir; on croyait que l'*affaire marchait toute seule* (1). Le général français, homme d'esprit pourtant, s'était laissé bien vite prendre aux chasses à l'ours, aux voyages en traîneau et à maintes autres marques d'une auguste bienveillance, qu'il eut la modestie de rapporter à la politique de son maître, au lieu de les attribuer avec bien plus de raison à des agrémens personnels très réels et très séduisans en effet. La conviction du grand-écuyer fut partagée par son entourage, par ses aides-de-camp notamment qui ne tardèrent pas à célébrer dans des lettres confidentielles adressées à Paris « les grands résultats obtenus » par leur chef, et à parler de « sa faveur croissante auprès de l'empereur de toutes les Russies, » dans des termes très forts et beaucoup plus militaires que diplomatiques (2). Sans se laisser imposer par tous ces récits pleins d'allégresse, M. Benedetti n'en persistait pas moins dans sa conviction bien arrêtée; encore le 30 juin 1870, à la veille même de la guerre, il l'exprimait dans une dépêche lumineuse et dont nous aurons à citer plus d'un passage instructif. Parlant de la récente entrevue (1-4 juin) de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse à Ems, l'ambassadeur suppose que M. de Bismarck s'y est montré, comme d'habitude, d'un côté favorable à la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg en Orient, et que de l'autre il s'est appliqué à éveiller les susceptibilités du tsar dans les questions qui agitent le sentiment national en Russie par rapport à l'Autriche, la Galicie, etc. « Pendant que le ministre aura pris à tâche de rassurer l'empereur sur le premier de ces deux points et de l'alarmer sur l'autre, le roi aura déployé cette bonne grâce dont il a toujours su faire un si merveilleux usage pour captiver les sympathies de son auguste neveu, et je ne doute pas, pour ma part, qu'ils n'aient laissé des impressions conformes à leur désir. Quels que puissent être d'ailleurs les moyens qu'ils ont employés, leur but a dû être de raffermir l'empereur dans les sentimens qu'ils ont su lui inspirer, et ils l'auront plus ou moins atteint. »

M. Benedetti fut loin cependant d'admettre un arrangement officiel et en bonnes formes entre les deux cours, loin surtout de croire que le ministre de Prusse eût en toute sincérité et candeur fait ces-

(1) Lettre confidentielle de M. de Verdière, Saint-Pétersbourg, 3 février 1870. *Papiers et correspondance de la famille impériale*, t. Ier, p. 129.

(2) « L'empereur de Russie a pris le général tout à fait en goût; il l'emmène sans cesse dans ses chasses à l'ours et le fait voyager avec lui sur une f... dans son traîneau à une place. C'est le suprême de la faveur, et je pense que la politique s'en trouvera bien. » Lettre confidentielle de M. de Verdière, 25 janvier 1870. *Papiers et correspondance*, t. Ier, p. 127.

sion et abandon de l'héritage oriental aux mains de son ancien collègue de Francfort, et c'est dans de pareilles appréciations qu'éclate précisément la perspicacité peu commune du diplomate français. M. de Bismarck pouvait, pour les besoins du moment, jouer à l'indifférence quant aux affaires du Levant, affirmer « ne lire jamais la correspondance de Constantinople » et trouver même légitimes les prétentions de la Russie « d'introduire une certaine unité dans le développement intellectuel des Slaves (1); » mais le soin extrême qu'il mettait en même temps à maintenir les rapports les plus intimes avec les Hongrois, ses alliés de 1866, aurait dû déjà éclairer les zélateurs de Moscou sur l'inanité de leur rêve d'un partage du monde entre les fils de Teut et ceux de Rourik. « Les Hongrois nous regardent, nous Prussiens, comme leurs protecteurs médiats à l'avenir contre Vienne, » écrivait dans une dépêche confidentielle le baron de Werther au mois de juin 1867, à son retour du couronnement de Bude, pour rassurer le cabinet de Berlin sur le récent enthousiasme des Magyars réconciliés avec leur « roi; » ce n'est pas seulement contre Vienne, c'est bien plus encore contre Moscou et Saint-Pétersbourg, contre toute prépotence slave sur les bords du Danube, que les enfans d'Arpad auront à l'avenir recours auprès du Hohenzollern. « La Prusse n'a pas d'intérêts qui lui soient propres en Orient, » se plaisait à dire M. de Bismarck dans ces années 1867-1870, et l'organe de M. Katkof ne cessait de répéter cette phrase tant commentée; mais, du jour où la Prusse s'identifiait avec l'Allemagne ou plutôt se l'incorporait, elle restait chargée, sous peine de forfaiture, des intérêts et des influences germaniques dans les pays du Danube et du Balkan, et la part devenait grande alors, bien plus grande que celle de la France et de l'Angleterre.

Tout cela était très bien senti par l'ambassadeur de France près la cour de Berlin, et de temps en temps finement exposé dans les dépêches qu'il adressait à son gouvernement pendant les dernières années de sa mission en Prusse. Parlant, dans son rapport du 5 janvier 1868, de la complaisance avec laquelle le chancelier de la confédération du nord s'est toujours prêté aux vues du prince Gortchakof, M. Benedetti ajoutait pourtant : « Il (M. de Bismarck) se persuade sans doute que d'autres puissances ont un intérêt de premier ordre à soustraire l'empire ottoman aux convoitises de la Russie, et il leur en abandonne le soin ; il sait d'ailleurs que *rien ne peut s'y accomplir définitivement sans le concours ou l'adhésion de l'Allemagne, si l'Allemagne est unie et forte*; il croit donc qu'il

(1) Expression de la *Gazette allemande du Nord* (organe principal de M. de Bismarck) du 20 juillet 1867, à l'occasion du congrès de Moscou.

peut, quant à présent, et sans péril, aiguiser lui-même l'ambition du cabinet de Saint-Pétersbourg, pourvu qu'il obtienne en retour de cette condescendance une abstention bienveillante dans tout ce qu'il entreprend en Allemagne. » — « En Orient, écrivait l'ambassadeur quelque temps après (4 février 1868), M. de Bismarck tient à garder une position qui ne l'engage dans aucun sens, et lui permette, suivant les nécessités de ses propres desseins, de donner la main à la Russie ou de se rapprocher des puissances occidentales; or cette position, il ne peut la conserver qu'en s'abstenant de toute démarche qui le compromettrait avec les amis ou les adversaires de la Turquie. » Ce raisonnement ne tarda pas à être pleinement justifié par l'attitude de la Prusse pendant la conférence de Paris au sujet de la Grèce (janvier 1869) : le cabinet de Berlin ne partagea pas la fougue d'Alexandre Mikhaïlovitch, il ne défendit pas comme lui l'innocence persécutée dans la personne de « la jeune Roumanie » et de l'*Omladina* serbe, et se garda surtout de dénoncer la grande conspiration de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche contre la paix du Levant. C'est qu'au fond le ministre de Prusse ne voulait pas la mort du juste Osmanli, encore moins l'effondrement de la Hongrie, l'avant-garde de la « mission » germanique dans l'est (1), et ses sympathies pour « une certaine unité idéale » des Slaves se refroidissaient à mesure qu'approchait l'heure de l'unité réelle de l'Allemagne. « Tout conflit en Orient le mettrait à la remorque de la Russie, écrivait le diplomate français le 27 janvier 1870, et il cherchera à le conjurer; il l'a prouvé l'année dernière à l'origine du différend gréco-turc. *La Russie est une carte dans son jeu* pour les éventualités qui peuvent surgir sur le Rhin, *et il tient essentiellement à ne pas intervertir les rôles*, à ne pas devenir lui-même une carte dans le jeu du cabinet de Saint-Pétersbourg. »

Quelques mois après, à la veille même de la guerre de France (30 juin 1870), M. Benedetti, tout en pensant que les liens de la Russie et de la Prusse n'ont pu qu'être resserrés dans la récente entrevue d'Ems, concluait par les observations suivantes : « Il ne faudrait pas cependant supposer que M. de Bismarck juge opportun de lier étroitement sa politique à celle du cabinet russe. A mon sens, il n'a contracté et il n'est disposé à prendre aucun engagement qui pourrait, en compromettant la Prusse dans des complications dont la Turquie deviendrait le théâtre, rapprocher l'Angleterre et la France, et lui créer des difficultés ou l'affaiblir sur le Rhin. Les complaisances du chancelier de la confédération du nord pour la Russie ne seront jamais de nature à limiter sa liberté d'action;

(1) *Drang nach Osten.*

il promet en somme plus qu'il n'a l'intention de tenir, ou, en d'autres termes, il recherche l'alliance du cabinet de Saint-Pétersbourg pour s'en assurer le bénéfice dans le cas d'un conflit en Occident, mais avec la résolution bien arrêtée de ne jamais engager les ressources ou les forces de l'Allemagne en Orient. Aussi ai-je toujours été persuadé qu'il n'a été conclu aucun arrangement officiel entre les deux cours, et il est certainement permis de penser qu'on n'y a pas songé à Ems. »

Tout porte à croire en effet qu'il n'y eut ni traité signé, ni conditions débattues; la communauté des vues et l'harmonie des cœurs dispensaient d'une discussion fatigante de détails. Il eût d'ailleurs été très difficile, dans tous les cas oiseux, de faire des stipulations en règle pour des éventualités dont on ne savait l'heure, dont il était impossible de calculer les conséquences lointaines, ni même les effets immédiats : on se contentait de la conviction qu'on n'avait pas d'intérêts opposés, qu'on en avait au contraire de conformes et de sympathiques, et qu'il était entendu qu'au moment propice chacun serait pour soi et Dieu pour tous. Il faut bien le reconnaître aussi, les Russes, dans leurs visées sur l'Orient, ne sont pas à l'abri de certains mirages; l'Europe leur prête beaucoup plus de méthode qu'ils n'en ont en réalité : le sentiment est profond et tenace, mais les projets sont aussi ondoyans que divers et diffus. On dirait que ce grand peuple subit à cet égard plutôt une fascination et presque une fatalité qu'il ne poursuive une conquête systématique; il ne marche sur le fantôme qui l'obsède que pour le faire reculer. Chose digne de remarque, la Russie ne s'éloigne jamais tant du but que lorsqu'elle entreprend de brusquer le dénoûment : en 1829, quelques étapes seulement séparaient ses armées de Constantinople, et elle rétrograda; elle perdit en 1854 tout le fruit de sa campagne de Hongrie et de son ascendant à la suite de la catastrophe de février, tandis que ses perspectives n'ont jamais été aussi brillantes que du jour où le traité de Paris a cru lui fermer la Mer-Noire : elle perdit Sébastopol, mais elle gagna le Caucase et tout un monde sur les bords de l'Amour et du Syr-Daria. La tentation devenait donc très naturelle en présence du conflit redoutable qui depuis 1867 se préparait au centre de l'Europe, d'attendre plutôt les événemens que de vouloir les régler et leur prescrire la marche. Dans une guerre entre les deux puissances les plus fortes du continent, qui promettait d'être aussi longue qu'acharnée, et qui pouvait bien à la longue également épuiser les deux adversaires et attirer encore plusieurs autres états dans la lice, la Russie, — ainsi pensait-on sur les bords de la Néva, — trouverait toujours l'occasion et le moyen de dire son mot et de faire son butin. Une telle conduite paraissait

tout indiquée à un chancelier auquel tant de bonheurs déjà étaient arrivés en « se recueillant, » elle se recommandait d'elle-même à une politique qui ne mesurait l'infini de ses aspirations que par l'inconnu des événemens possibles. L'infini des désirs s'accommode en pareil cas on ne peut mieux de l'indéfini dans les desseins, et rien parfois ne fait autant l'illusion de la profondeur que le vide.

Ç'a été l'ironie cruelle du fondateur de l'unité allemande de choisir dans chacune de ses entreprises successives pour complice celui qui devait être sa victime dans l'entreprise suivante; mais c'était aussi sa grande supériorité d'avoir eu chaque fois un but très clair, un objet bien défini, délimité et pour ainsi dire tangible, pendant que ses partenaires se laissaient entraîner l'un après l'autre dans le jeu périlleux, sous l'impulsion de principes abstraits, de désirs vagues et de combinaisons nuageuses. Lors de l'invasion des duchés et de sa première tentative contre l'équilibre de l'Europe, M. de Bismarck n'était pas certes en peine de montrer son point de mire : la proie était à la portée de ses mains, et la rade de Kiel s'étalait dans toute sa splendeur devant quiconque avait des yeux pour voir; mais M. de Rechberg en est encore aujourd'hui à chercher et à faire accepter les mobiles de sa coopération dans cette œuvre d'iniquité. « Il s'agissait de maîtriser les passions démagogiques, de prendre l'ascendant sur la révolution, » — c'est de ces phrases pompeuses et sonores, empruntées à la « doctrine, » que l'ancien ministre d'Autriche devait couvrir plus tard dans les délégations austro-hongroises sa fatale et piteuse politique de 1863. A Biarritz, le président du conseil de Prusse demandait en termes très nets la ligne du Mein pour son pays, tandis que le rêveur de Ham recommandait « la grande guerre pour la nationalité allemande » et laissait flotter son regard indécis tantôt sur la rive droite du Rhin et Mayence, tantôt sur les limites de 1814, et ne l'arrêtait d'une manière fixe que sur le lion ailé de Saint-Marc. De 1867 à 1870, le chancelier de la confédération du nord préparait résolûment l'unification de l'Allemagne et la conquête de l'Alsace et de la Lorraine, en laissant à son ancien collègue de Francfort tout loisir « d'éveiller les échos de l'Orient » et de leur demander le mot des destinées prochaines de la Russie. Dans chacune de ces circonstances fatidiques, c'est toujours le même grand *réaliste* éconduisant les idéologues à divers degrés et à divers titres, c'est toujours le même Fortinbras de Shakspeare, — le *fort en bras* de la Germanie, — venant proclamer sa domination là où des Hamlets doctrinaires, mélancoliques ou faiseurs de mots n'ont su que s'égarer dans des machinations chimériques et puériles et, en face d'une « tuerie qui crie au ciel, » ne trouver d'autre parole que : *the time is out of joint*, le siècle a déraillé!..

« La Russie ne saurait éprouver aucune alarme de la puissance de la Prusse (1), » disait le prince Gortchakof en réponse aux représentations qui lui furent faites dès les premiers jours de l'incident Hohenzollern sur « le danger qui résulterait pour la Russie de l'agrandissement de la Prusse et de l'extension de son influence en Europe. » Quant à la candidature espagnole du prince prussien, le chancelier rappelait que, « lorsque le prince Charles de Hohenzollern devint (en 1866) souverain de Roumanie avec l'appui de la France et malgré la Russie, cette dernière s'était bornée à des remontrances et avait ensuite accepté le fait; il ne voyait pas pourquoi aujourd'hui la Prusse pourrait être davantage responsable de l'élection d'un autre membre de la famille royale au trône d'Espagne. » Ainsi parlait déjà le ministre du tsar au début même du conflit, le 8 juillet 1870, avant la renonciation du prince Antoine, avant tout emportement du cabinet des Tuileries et au moment où l'Europe donnait encore raison aux susceptibilités légitimes de la France. Lorsque vint bientôt l'heure de l'aveuglement et du vertige, et que le gouvernement de Napoléon III perdit tout le profit d'un grand succès diplomatique par son langage provocant devant le corps législatif, par ses exigences d'Ems et sa fatale déclaration de guerre (15 juillet), il n'était plus permis de se faire les moindres illusions sur les sentimens véritables du cabinet de Saint-Pétersbourg. « N'en déplaise au général Fleury, écrivait avec humeur M. de Beust au prince de Metternich le 20 juillet, la Russie persévère dans son alliance avec la Prusse, au point que dans certaines éventualités l'intervention des armées moscovites doit être envisagée non pas comme probable, mais comme *certaine*. » C'est que, aussitôt après la déclaration de guerre du 15 juillet, le gouvernement russe avait adressé à Vienne l'avertissement très clair et très catégorique qu'il ne permettrait pas à l'Autriche de faire cause commune avec la France; le général Fleury dut même bientôt s'estimer heureux d'avoir obtenu du moins que cette clause dirimante touchant l'empire des Habsbourg ne fût pas mentionnée explicitement dans la déclaration de neutralité que l'empereur Alexandre II fit publier le 23 juillet (2).

« La Russie nous a fait beaucoup de mal, » s'écrie le duc de

(1) Dépêche de sir A. Buchanan, Saint-Pétersbourg, 9 juillet 1870. — Pour les détails de ces années 1870-71, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à l'ouvrage si instructif de M. A. Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, Paris, Plon, 1875, 2 vol. — Nous n'aurions que deux réserves à faire à l'égard d'un livre écrit avec autant de sincérité dans les recherches que d'élévation d'esprit : l'auteur montre un faible prononcé pour « la diplomatie de Tours, » et restreint beaucoup trop les visées originelles du prince Gortchakof dans sa connivence avec la Prusse depuis 1867.

(2) Dépêches de sir A. Buchanan du 20 et 23 juillet. — Valfrey, *Histoire de la diplomatie du gouvernement de la défense nationale*, t. Ier, p. 18.

Gramont par rapport à cette mise en interdit de l'Autriche (1). Elle pesa également sur la cour de Copenhague et la força à la neutralité, malgré tout l'enthousiasme du malheureux peuple scandinave pour une alliance à laquelle se rattachait un projet français de débarquement dans le nord, une entreprise du plus haut intérêt stratégique, a dit le général Trochu, qui devait y prendre part. « La Russie, pensait avec un journal officieux du pays le ministre des États-Unis à Saint-Pétersbourg, a plus contribué à la neutralité que toute autre nation; elle a forcé par ses menaces l'Autriche à ne pas bouger, et elle a réussi, par l'influence de l'empereur et du prince héritier, à empêcher le Danemark de prendre parti pour la France (2). » L'Angleterre, il est juste de l'ajouter, secondait en tout cela puissamment le chancelier russe; elle était plus indisposée que jamais contre la France, grâce aux récentes et terribles révélations de M. de Bismarck sur les *négociations dilatoires* en août 1866 au sujet de la Belgique. Il était évident qu'au gré du prince Gortchakof la conflagration venait beaucoup trop tôt : les préparatifs militaires de la Russie n'étaient point faits; l'action même toute « morale » sur le monde slave avait subi un arrêt depuis la conférence au sujet de la Grèce. M. de Bismarck n'avait pas précisément demandé son heure à son collègue sur la Néva; ainsi que l'avait prédit M. Benedetti, il a tenu essentiellement à ne pas intervertir les rôles et à ne s'inspirer que de ses propres convenances et opportunités; mais Alexandre Mikhaïlovitch ne s'appliquait pas moins à s'acquitter de son rôle dans la mesure de ses forces. Un observateur sagace, le ministre des États-Unis déjà mentionné, mandait vers ce temps de Saint-Pétersbourg à son gouvernement : « L'opinion générale paraît être ici que, si la Russie était prête, elle déclarerait la guerre et essaierait d'en retirer certains avantages... Le gouvernement fait tous ses efforts pour parer aux événemens : les fabriques de cartouches travaillent nuit et jour; une commande de cent canons Gattling vient d'être envoyée en Amérique. » On armait, on détournait ou intimidait les alliés probables de la France, croyant ainsi égaliser pour le moment les chances entre les deux belligérans (3), et on se flattait toujours de trouver plus d'une occasion favorable au milieu des nombreuses péripéties

(1) *La France et la Prusse*, p. 348.

(2) Dépêche de M. Schuyler à M. Fish, Saint-Pétersbourg, 26 août. — Général Trochu, *Pour la vérité*, p. 90.

(3) Le prince Gortchakof était loin d'avoir au début une confiance absolue dans la victoire de la Prusse; il a raconté à M. Thiers plus d'un détail piquant à ce sujet. (*Déposition* de M. Thiers devant la commission d'enquête, p. 12.) Dans un entretien, vers la fin de juillet, avec un personnage politique qu'il savait être en relation avec Napoléon III, il aurait même laissé échapper ce mot : « Dites à l'empereur des Français d'être modéré. » Valfrey, I, 79.

d'une guerre que Napoléon III proclamait lui-même devoir être « longue et pénible. »

Les désastres effroyables de la France dès les débuts de la campagne vinrent soudain arrêter les imaginations dans leur vol et faire évanouir la sublime vision d'un « nouveau monde gréco-slave » qui depuis 1867 hantait les esprits sur les bords de la Moskova et de la Néva. Avec la merveilleuse aptitude politique et *réaliste* qui la distingue, la nation russe comprit aussitôt que c'en était fait, pour le moment, de toute croisade en Orient, que les destinées du monde se décidaient au pied des Vosges, et qu'il fallait aller au plus pressé et au possible. Phénomène curieux, la péninsule du Balkan ne fut jamais aussi relativement tranquille, aussi peu tourmentée par la « grande idée » que pendant ces années 1870-1871, pendant cette « lutte intestine en Europe » que Fuad-Pacha mourant avait tant appréhendée pour l'empire des Osmanlis. Vers la fin du mois d'août, encore avant la catastrophe de Sedan, l'opinion publique en Russie ne songeait plus qu'à l'article déplaisant du traité de Paris au sujet de l'Euxin. « La Russie, disait un journal influent de Saint-Pétersbourg (1), n'a pas empêché l'unification forcée de l'Allemagne et, à son tour, *elle ne songe pas à l'unification forcée des Slaves;* mais elle a le droit de demander que sa position sur la Mer-Noire et les bords du Danube soit améliorée. Nous espérons que ses demandes légitimes seront prises en considération dans le congrès européen qui suivra probablement la présente guerre. » Un congrès européen! c'était là en effet la seule issue logique et tant soit peu rassurante à des événemens aussi graves, perturbateurs de l'équilibre du monde, et il faut rendre cette justice à la plupart des Russes d'alors qu'ils avaient le sentiment vrai de la situation et aspiraient à un rôle aussi légitime qu'honorable. Ils voulaient obtenir une satisfaction d'amour-propre; mais ils ne demandaient pas à lui sacrifier la France et les intérêts généraux du continent; la petite question n'était à leurs yeux que le corollaire de la grande. A Constantinople, on n'augurait pas autrement de la conduite que tiendrait indubitablement le cabinet de Saint-Pétersbourg, tout en la redoutant. Dès le 2 septembre, M. Joy Moris, ministre des États-Unis près la Porte, écrivait à son gouvernement que la conviction générale sur le Bosphore était que la Russie profiterait de la crise pour provoquer la révision du traité de 1856. « Il serait étrange qu'elle n'y réussît pas, ajoutait le diplomate *yankee*, cherchant, comme elle le fera, à obtenir des conditions honorables de paix pour la France et exerçant une influence dominante sur le règlement des termes de la paix. »

(1) Le *Golos*, cité dans la dépêche de M. Schuyler, 27 août.

Malheureusement, et pour la première fois dans son règne long et populaire au palais de la chancellerie, le « ministre national » fit en cette circonstance divorce avec le sentiment de la nation, et au lieu d'agir « en bon Européen, » selon l'expression favorite de M. de Talleyrand, il chercha surtout à se montrer le bon ami de son ancien collègue de Francfort. Il n'eut garde de renoncer à la question de la Mer-Noire, il devait bien à son pays cette petite consolation après d'aussi grands mécomptes; mais il résolut de séparer deux causes que l'opinion publique en Russie demandait à unir, et elle le demandait dans une pensée encore plus politique que généreuse, dans un instinct encore plus sensible aux intérêts vitaux de l'avenir qu'à la satisfaction plus ou moins vive du moment présent. Il ne crut pouvoir mieux servir la cause russe sur l'Euxin qu'en desservant autant que possible la cause de l'Europe dans l'Alsace et la Lorraine, et s'ingénia avant tout à laisser la France et la Prusse vider leur querelle en champ-clos. Aussitôt après les premiers désastres français, il saisit avec empressement l'idée ingénieusement perfide de la *ligue des neutres*, idée italienne d'origine, naturalisée anglaise par le comte Granville et devenue bientôt entre les mains du chancelier russe, ainsi qu'on l'a très finement remarqué, le moyen le plus efficace pour « organiser l'impuissance en Europe. » M. de Beust avait vainement essayé, *tout en adoptant le principe* de la proposition anglaise (19 août), d'en changer le caractère, d'en faire le point de départ d'une intervention concertée; il demandait « des efforts non séparés, mais communs en vue d'une médiation, » au lieu d'une conception dérisoire qui ne « liguait » les états que pour empêcher toute démarche collective. « La combinaison que le ministre d'Autriche suggérait alors, dit à ce sujet un historien judicieux, il la renouvela incessamment pendant toute la durée de la guerre; si elle avait été adoptée, elle aurait pu changer le cours des choses; on peut dire que c'est pour cela que l'Europe ne l'adopta point (1). »

C'est pour cela que le prince Gortchakof surtout s'y opposa du premier jour jusqu'au dernier. Il y eut un moment où l'Angleterre elle-même éprouva quelque frisson de conscience et montra une velléité de médiation. C'était au commencement du mois d'octobre, après qu'une circulaire de M. de Bismarck eut annoncé à l'Europe

(1) A. Sorel, *Histoire diplomatique*, t. Ier, p. 254. — Citons encore le passage d'une autre dépêche de M. de Beust datée du 29 septembre et destinée pour Londres : « ne craignons pas de le dire : ce qui aujourd'hui sert puissamment à prolonger la lutte jusqu'aux dernières horreurs d'une guerre d'extermination, ce sont, d'un côté les illusions et les fausses espérances, de l'autre l'indifférence et le mépris à l'égard de l'Europe spectatrice du combat. »

les conditions de paix de l'Allemagne, qui étaient l'Alsace et la Lorraine. « L'ambassadeur de Prusse communiqua au gouvernement russe cette circulaire, et le prince Gortchakof s'abstint de faire connaître ses impressions. Sir A. Buchanan lui dit alors qu'à Londres on était disposé à se régler dans une certaine mesure sur ce qu'on ferait à Saint-Pétersbourg. Le chancelier répondit simplement que la Prusse ne lui ayant pas demandé son avis, il ne l'avait pas donné (1). » Le comte de Granville eut le courage, extraordinaire pour sa nature, de revenir pourtant à la charge, et sir A. Buchanan lut au chancelier russe un *memorandum* demandant timidement « s'il ne serait pas possible à l'Angleterre et à la Russie d'arriver à une entente sur les conditions auxquelles la paix pourrait être conclue et de faire ensuite, avec les autres puissances neutres, appel à l'humanité du roi de Prusse en recommandant également la modération au gouvernement français. » Le prince Gortchakof fit à ces ouvertures un accueil sec et dédaigneux. La Prusse, dit-il, a indiqué ses conditions de paix, une victoire seule pourrait les modifier, et cette victoire n'est pas vraisemblable : des conversations confidentielles entre l'Angleterre et la Russie seraient donc sans objet; des représentations communes auraient toujours un caractère plus ou moins menaçant, l'action isolée de chacune des puissances neutres auprès du roi de Prusse est préférable (2)... L'action isolée! Alexandre Mikhaïlovitch ne sortait pas de là, et pour la Russie cette action se résumait en plusieurs lettres personnelles adressées par l'auguste neveu à son royal oncle, lettres très belles qui recommandaient la paix, la justice, l'humanité et la modération, et auxquelles le vainqueur de Sedan répondait toujours affectueusement, le cœur ému et les larmes aux yeux, en invoquant ses devoirs envers ses alliés, ses armées, ses peuples et ses frontières (3). C'est cette « politique d'euphémisme, » comme l'a si bien appelée l'historien, que, sur les bords de la Néva, on ne cessa de pratiquer, toute la guerre durant, envers le général Fleury aussi bien qu'envers M. Thiers et M. de Gabriac, et le dernier mot comme la première pensée de « l'action » du prince Gortchakof fut de laisser la France seule en face de son vainqueur, seule jusqu'à l'épuisement, *usque ad finem*.

(1) A. Sorel, *Histoire diplomatique*, t. Ier, p. 402.

(2) Rapport de sir A. Buchanan du 17 octobre.

(3) Il n'est pas jusqu'à la simple recommandation d'armistice, sans autre dessein d'influencer en quoi que ce soit sur les conditions de la paix, que le prince Gortchakof n'ait évité de faire en commun. M. d'Oubril, son ministre à Berlin, se trouva au dernier moment sans instructions à ce sujet. « Il est assez singulier, écrivait lord Loftus le 26 octobre, que la Russie, après avoir en mainte circonstance prouvé son désir de la paix, se tienne ainsi à l'écart et préfère une action isolée à l'action commune. »

On sait en quels termes cette fin fut annoncée à Saint-Pétersbourg. « C'est avec un sentiment inexprimable et en rendant grâces à Dieu, télégraphiait de Versailles l'empereur d'Allemagne à l'empereur de Russie le 26 février 1871, que je vous annonce que les préliminaires de la paix viennent d'être signés. Jamais la Prusse n'oubliera que c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'a pas pris des dimensions extrêmes. Que Dieu vous en bénisse. Pour la vie votre ami reconnaissant. »

« Longue et pénible, » hélas! fut cette guerre, comme l'avait bien prédit le César malheureux, assez longue du moins pour laisser l'Europe mesurer toute la profondeur de son abaissement et « lui donner tout le temps de rougir à point, » selon la forte expression du poète. Plus humiliante encore peut-être que cet abaissement est la pensée de la similitude parfaite des deux catastrophes effroyables qui se succédèrent dans l'intervalle de quatre ans à peine; en montant sa seconde tragédie si peu de temps après la première, le destin fut assez dédaigneux envers notre génération pour ne pas même changer de procédé et faire quelques frais d'imagination : l'œuvre de 1870 n'était que le calque exact de celle de 1866. — Vous prendrez l'Orient, laissa dire M. de Bismarck à Saint-Pétersbourg par le général Manteuffel, comme sur la plage de Biarritz il avait dit à l'empereur Napoléon III de prendre la Belgique, faisant toujours le même abandon du bien qui ne lui appartenait pas, le même don gracieux du fruit défendu par le dragon. Les rêveurs de Moscou crurent à une *ère nouvelle*, à un « nouveau monde gréco-slavo-roumain, » tout aussi bien que Napoléon III avait eu le songe d'une Europe remaniée d'après le principe des nationalités. « La Russie ne saurait éprouver aucune alarme de la puissance de la Prusse, » déclarait le prince Gortchakof au début de l'incident Hohenzollern, exactement comme l'avaient affirmé de la France les zélateurs du *droit nouveau* à la veille de la campagne de Bohême. Dans l'une et l'autre des années terribles, on avait compté sur les péripéties et les occasions d'une guerre lente et à fortunes diverses, on s'était même appliqué à égaliser dérisoirement les chances des belligérans, et la surprise, l'effarement, ne furent pas moins grands à Saint-Pétersbourg après Reischoffen et Sedan qu'ils ne l'avaient été à Paris après Nahod et Sadowa. Les préparatifs militaires firent défaut à la Russie en 1870 comme à la France en 1866, et après l'une comme après l'autre des calamités qui désolèrent et bouleversèrent le monde, on n'eut que des pensées égoïstes et mesquines, on empêcha à dessein toute intervention collective, on aida la Prusse à *s'affranchir de tout contrôle de l'Europe*, on sacrifia en un mot la politique de la justice, de la conservation et de l'équi-

libre à un calcul aussi faux que sordide, et que le grand humoriste de Varzin avait qualifié un jour de *politique de pourboire*.

Le chancelier russe, il est juste de le reconnaître, fut plus heureux après Sedan que ne l'a été Napoléon III après Sadowa : il eut son Luxembourg, il put proclamer l'abrogation de l'article 2 du traité de Paris, « abrogation d'un principe théorique sans application immédiate » ainsi qu'il devait le rappeler lui-même dans un document officiel (1). On sait le jugement que portèrent dans le temps les cabinets sur cette « conquête » purement nominale au fond et dans tous les cas minime par rapport à toutes celles qu'Alexandre Mikhaïlovitch avait laissé faire à son ancien collègue de Francfort. Il réussit, mais non point par les moyens légitimes, par cette action d'éclat et d'équité qu'on avait espérée en Russie, redoutée à Constantinople; il ne provoqua pas la révision du traité de 1856, en « cherchant à obtenir des conditions honorables de paix pour la France et en exerçant une influence dominante sur le règlement des termes de la paix (2). » Il choisit précisément « le moment psychologique » des défaites de la France, du désarroi de l'Europe et de l'ébranlement funeste du droit public, pour venir lui porter à son tour un coup humiliant, un *telum imbelle*, mais non *sine ictu*. Il s'affranchissait lui-même et de son propre chef d'un engagement contracté envers les puissances, comme il avait affranchi son ami de Berlin de tout contrôle de l'Europe. « Le procédé de la Russie, disait le comte Granville dans sa remarquable dépêche du 10 novembre à sir A. Buchanan, anéantit tous les traités; l'objet d'un traité est de lier les contractans l'un à l'autre; d'après la doctrine russe, chaque partie soumet tout à sa propre autorité et ne se tient obligée qu'envers elle-même. »

Au commencement de l'année 1868, un esprit éminent que les désastres de la patrie devaient bientôt rendre à la vie politique que lui fermait le second empire s'élevait ici même (3) avec une éloquence passionnée contre « le mépris croissant de ce droit élémentaire que l'honneur et le bon sens public ont appelé la foi des traités. » — « Nous voyons, disait-il, se créer chaque jour sous nos yeux une jurisprudence féconde dont le rapide développement n'étonne pas ceux qui connaissent quelle force les faux principes empruntent et prêtent tour à tour aux passions qu'ils favorisent. Il y a peu d'années, on mettait encore à cette résiliation unilatérale des traités synallagmatiques quelques conditions qui en rendaient l'u-

(1) Dépêche du prince Gortchakof au baron Brunnow à Londres, 20 novembre 1870.

(2) Dépêche de M. Joy Moris du 2 septembre, citée plus haut.

(3) Voyez la *Revue* du 1er février 1868 (*la Diplomatie et les principes de la révolution française*, par M. le prince Albert de Broglie).

sage sinon plus légitime, au moins plus rare et moins périlleux. On voulait bien encore admettre que, pour qu'un état pût prétendre à répudier un traité signé par des représentans régulièrement accrédités, il fallait que dans son intérieur se fût opéré un de ces grands bouleversemens d'institutions, de personnes et de choses qu'on appelle une révolution. Une révolution était une sommation d'huissier par laquelle une nation faisait savoir à qui de droit son intention de se mettre en faillite elle-même et de ne plus payer ses dettes. C'était là, ce me semble, une facilité assez large, mais la dernière mode du droit nouveau ne la trouve pas encore suffisante à son gré. La formalité d'une révolution est gênante et coûteuse à remplir. Un changement de ministère ou, mieux encore, un vote de parlement donne moins d'embarras. Il n'en faut pas davantage désormais pour qu'une convention dont Dieu, l'honneur et la conscience ont été pris à témoin l'année passée puisse être foulée aux pieds l'année suivante. »

Eh bien! nous avons assez vécu, depuis le temps où une conscience honnête poussait ce cri d'alarme, pour voir l'étrange jurisprudence se produire sans même la formalité d'une révolution, d'un changement de ministère ou d'un vote de parlement, pour l'entendre proclamer par le ministre d'une monarchie régulière, absolue, par un chancelier russe. Il est vrai que les Italiens également eurent hâte alors de profiter des malheurs de la France pour rompre à leur tour un engagement solennel pris envers elle dans un acte public, qu'ils ont même devancé en 1870 le prince Gortchakof dans une voie bien connue d'eux; mais ce n'était point à un gouvernement né d'hier que le successeur du comte Nesselrode aurait dû précisément emprunter les procédés. Il y eut un jour où Alexandre Mikhaïlovitch reprocha à ce même gouvernement de *marcher avec la révolution pour en recueillir l'héritage* (1). Depuis lors il a marché, lui aussi, avec la révolution, — avec une des révolutions les plus audacieuses, les plus violentes qui aient jamais renversé les trônes et bouleversé les royaumes; — il n'en a point recueilli l'héritage, il est vrai (elle n'est que trop en vie, comme on sait), il n'a accepté d'elle qu'un legs gracieux, une donation entre-vifs, une cadeau modique en somme et hors de proportion avec les services rendus, mais qui n'en était pas moins entaché de captation, et qui lésait le droit des tiers, le droit des nations.

Combien autrement considérables et glorieuses eussent pu être les « conquêtes » d'Alexandre Mikaïlovitch, si, en s'inspirant, dans le mois d'octobre 1870, de l'ambition légitime du peuple russe, le « ministre national » avait provoqué un concert européen pour

(1) Note au prince Gagarine à Turin, du 10 octobre 1860.

amener la paix entre la France et l'Allemagne et régler les affaires si profondément troublées du continent! « Nous avons toujours été d'avis, écrivait M. de Beust dès le 10 septembre à Saint-Pétersbourg, que c'est à la Russie de prendre l'initiative. » Sa grande situation au dehors, sa sécurité à l'intérieur, ses bonnes relations avec le vainqueur, lui assignaient en effet une telle initiative, et certes ni l'Autriche, ni l'Italie, ni l'Angleterre n'eussent hésité à se ranger sous sa bannière. Point n'était besoin d'une intervention menaçante, ni même de cette neutralité armée que recommandait M. Disraeli (1) : la volonté fermement exprimée par toutes les puissances du continent eût pleinement suffi. On eût pu limiter ainsi les pertes de la France, pourvoir à ce que l'Allemagne reçût une organisation moins redoutable, plus en harmonie avec les aspirations et les occupations libérales de notre siècle, — les grands vassaux du nouvel empereur n'eussent pas manqué eux-mêmes d'y prêter leur concours; — un désarmement général eût rendu au travail réparateur et fécond une génération bien cruellement éprouvée, et qui à l'heure qu'il est ne peut même faire son repos de sa stérilité. Et qui oserait douter qu'après de tels services la Russie n'eût obtenu de l'Europe reconnaissante l'abrogation de tel article onéreux du traité de 1856? Ce n'est pas la France certes qui eût pensé y mettre obstacle; ce n'est pas l'Autriche qui eût maintenu une clause qu'elle avait combattue dès l'origine et que, quatre ans auparavant, elle avait déjà solennellement déclaré n'être « qu'une question d'amour-propre » dont les intérêts les plus graves demandaient le sacrifice; quant à l'Angleterre, on sait bien que depuis un certain temps il y a des accommodemens avec elle, ou plutôt que depuis un certain temps elle s'accommode de tout. Combien un pareil bienfait procuré à l'humanité par un gouvernement monarchique, voire absolu, eût donné de force à la cause de l'ordre et de la conservation, de rajeunissement au principe monarchique! de quel prestige il eût entouré le peuple russe, quelle splendeur impérissable il eût attachée au nom d'Alexandre II! L'appel du destin était bien manifeste, le rôle aussi indiqué que facile : le successeur du comte Nesselrode s'y est dérobé. Ce ne fut qu'un péché d'omission, si l'on veut, mais du genre de ceux auxquels le sublime justicier Alighieri ne pardonnait guère quand ils étaient commis envers son idéal de *justitia et pax*. A pareil péché, il infligeait le nom de *il gran rifiuto*.

JULIAN KLACZKO.

(*La dernière partie à un prochain n°.*)

(1) Discours du 1er août dans la chambre des communes.

LES

PRÉDÉCESSEURS DES HOHENZOLLERN

L. Ranke, *Genesis des preussischen Staates*, Leipzig 1874.

Depuis la dernière guerre, on a fait en Allemagne plusieurs éditions nouvelles d'ouvrages historiques, tout exprès pour y ajouter des chapitres où sont racontées les victoires remportées sur notre sol et la fondation de l'empire allemand. M. Léopold Ranke n'a pas suivi la mode du jour dans la troisième et définitive édition de ses *Neuf Livres de l'histoire de Prusse :* c'est le début de son œuvre qu'il a revu, et les chapitres complémentaires sont consacrés au temps qui précède les Hohenzollern. L'éminent écrivain confesse que les derniers événemens l'ont éclairé sur l'importance de cette vieille histoire, à laquelle il n'avait accordé jusqu'ici que quelques pages presque dédaigneuses. Au moment où l'état prussien arrive au plus haut degré de la puissance, lui, qui en est l'historiographe officiel, éprouve le besoin de se recueillir; l'histoire de la Prusse telle qu'elle a été comprise jusqu'ici ne lui suffit plus. Autrefois on attribuait la fortune de l'état prussien aux vertus de tous les Hohenzollern et au génie de deux d'entre eux, le Grand-Électeur et le grand Frédéric; mais les qualités de quelques hommes, héréditairement transmises pendant une courte période, semblent aujourd'hui une base trop étroite et trop fragile pour porter l'édifice de la grandeur prussienne. L'historien de la papauté le sait mieux que personne : rien ne dure qu'à la condition d'avoir crû lentement, et le temps ne conserve pas ce qui a été fait sans lui. M. Ranke recherche donc à travers les âges, au-delà des Hohenzollern, les origines véritables de la monarchie prussienne, afin de montrer comme

elles sont lointaines, et quelle suite d'efforts il a fallu pour fonder l'état où l'Allemagne est presque absorbée aujourd'hui.

I.

Ces origines, qui n'ont guère intéressé jusqu'ici que quelques érudits, ou bien des sociétés savantes de Berlin et de Kœnigsberg, méritent la tardive curiosité qu'elles éveillent. Elles ne ressemblent pas aux origines de la plupart des états de l'Europe; quel contraste, par exemple, avec celles de la France! La France était prédestinée : je veux dire que le pays compris entre l'Océan, les Pyrénées, la Méditerranée, les Alpes et le Rhin était fait pour recevoir une nation. Si haut que l'on remonte dans l'histoire, on y trouve une vie nationale : les Gaulois étaient un peuple distinct de ses voisins; quand les Romains conquirent la Gaule, ils en formèrent une circonscription administrative spéciale, et respectèrent son intégrité; c'est sur la Gaule entière que prétendirent régner les Mérovingiens et les Carlovingiens; ce sont enfin les frontières de la Gaule que les Capétiens s'efforcèrent d'atteindre dès qu'ils purent sortir de l'Ile-de-France. Où trouver un cadre naturel à la monarchie prussienne? Il n'y a pas longtemps qu'elle s'étendait, comme une chaîne à plusieurs endroits brisée, du Niemen au Rhin. Aussi les mots qu'emploie d'ordinaire en France la langue de l'histoire et de la politique ne peuvent-ils servir pour parler de la Prusse : il n'y a pas de nationalité prussienne, il y a un état prussien; le terme n'est pas encore exact, car la Prusse n'est qu'un des anneaux de la chaîne. Faute de les pouvoir nommer tous dans un titre commun, on dit d'ordinaire *état brandebourgeois-prussien*.

La marche de Brandebourg et le duché de Prusse sont en effet les deux parties principales de la monarchie prussienne. Elles n'ont été réunies qu'au XVIIe siècle; mais leur histoire a plus d'un point de ressemblance, car le Brandebourg est un pays slave dont la conquête a été faite aux XIIe et XIIIe siècles par des margraves allemands de la maison ascanienne, et la Prusse est un pays slave, conquis au XIIe siècle par l'ordre allemand des chevaliers teutoniques. Héritiers des margraves et des chevaliers, les Hohenzollern doivent beaucoup aux uns et aux autres, mais surtout aux margraves. C'est comme ducs de Prusse qu'ils sont devenus rois, mais c'est comme électeurs de Brandebourg qu'ils ont grandi au milieu du corps germanique et qu'ils en sont devenus les maîtres; enfin c'est dans la Marche qu'ils ont trouvé la tradition de cette autorité singulière, à la fois militaire et patriarcale, qu'ils ont étendue ensuite sur les divers pays soumis à leur domination, et qui en a été le lien solide.

Le Brandebourg est une des plus tristes régions de la triste plaine de l'Allemagne du nord. La Havel et la Sprée en sont les deux principales rivières, et si les cours d'eau sont, comme dit Pascal, de grands chemins qui marchent, ceux-ci sont bien tracés, car ils partent des extrémités du pays pour arriver au centre, et de là se diriger vers l'Elbe, qui mène vers la mer; mais que ces chemins brandebourgeois marchent mal! Dès qu'elle entre dans la province, la Sprée, qui ne trouve plus de pente, semble s'arrêter; elle se partage en petits bras, qui coulent à moitié endormis entre des prairies et sous des bois d'aulnes. Le courant de la Havel s'affaiblit en s'épanchant dans un grand nombre de lacs. Du moins ces imperfections ont leur charme : les bois, les lacs où se reflètent les grands nuages du ciel septentrional reposent l'œil du voyageur que fatigue l'aridité de cette terre, et les rares collines qu'on rencontre au bord des rivières rompent la monotonie de la plaine. Ailleurs on se croirait, l'été, transporté dans le Sahara. Ce n'est pas sans raison qu'on appelle le Brandebourg « la sablière de l'Allemagne; » telle petite ville y est enveloppée, quand le vent est fort, par des tourbillons de sable; le vent apaisé, il faut dégager les portes obstruées des maisons, et balayer les rues, où le sable monte jusqu'au genou. Sur le plateau de Flâming, les habitans reçoivent de l'autorité municipale une ration d'eau quotidienne, mesurée parcimonieusement. Au matin, dans chaque village, on se réunit autour de la fontaine; le bourgmestre arrive avec les clés, fait la distribution et referme soigneusement les portes du trésor.

La lumière de l'histoire se lève tard sur ce pays déshérité. Au début de l'ère chrétienne, il est habité par des Germains qui l'abandonnent pour se diriger vers le sud et vers l'ouest, quand la grande invasion des barbares se répand sur les provinces de l'empire romain. Alors les Slaves, qui habitaient la rive droite de la Vistule, s'avancent et prennent possession des terres abandonnées jusqu'à l'Elbe, qu'ils dépassent par endroits. Entre l'Elbe et l'Oder, on les appelle les Wendes, et ils sont divisés en trois groupes : Obotrites, dans le Mecklembourg, Wiltzes dans le Brandebourg, Sorabes en Lusace et en Misnie. Placés à l'avant-garde du monde slave, les Wendes occupent un poste de combat en face de l'Allemagne du nord.

C'est à la faveur de l'invasion que les Slaves avaient fourni, presque sans lutte, cette longue marche en avant : leurs progrès s'arrêtèrent le jour où s'arrêta l'invasion, c'est-à-dire quand des peuplades germaniques, parmi lesquelles dominaient les Francs, eurent pris possession définitive de la Gaule et défendirent ses frontières contre les nouveaux arrivans. Les Francs sont ainsi mêlés à la plus an-

cienne histoire de ce pays, qui est le véritable berceau de la monarchie prussienne. Ce sont eux qui, après avoir opposé aux dernières bandes envahissantes la barrière de leurs épées, attaquent la Germanie pour lui imposer leurs lois et la foi chrétienne : les Mérovingiens commencent l'œuvre, et les Carlovingiens l'achèvent. Charlemagne, après avoir, par le fer et par le feu, soumis et converti la Saxe, guerroie contre les Wendes, qu'il oblige au tribut. Si la mort ne l'eût pas arrêté, il aurait fait entrer de force ces païens dans la communauté chrétienne, dont il était le chef laïque; mais il n'eut que le temps d'armer contre eux la frontière orientale de l'Allemagne, le long de laquelle il échelonna les marches. C'étaient de petits états organisés pour l'offensive et pour la défensive : combattre les Wendes, exiger d'eux le tribut, appuyer par la force la prédication chrétienne, tel était l'office de leurs chefs, qu'on appelait *margraves*, c'est-à-dire comtes de la frontière, et qui étaient les sentinelles avancées de l'empire chrétien.

Il était inévitable qu'à la mort de Charlemagne la lutte s'engageât, sur les rives de l'Elbe, entre les deux races et les deux religions ennemies. Elle dura plusieurs siècles. Les Slaves valaient à coup sûr les Germains du temps de Tacite, mais ils n'étaient point de force à lutter contre les Allemands civilisés et organisés par la conquête franque. Ils furent protégés par diverses circonstances : la faiblesse et l'impuissance des successeurs de Charlemagne, les guerres intestines et les invasions de Normands et de Hongrois qui désolèrent l'empire. Les margraves défendirent mal les postes où ils étaient comme oubliés, et l'Elbe demeura la frontière mal assurée de l'Allemagne mal unie. Un moment, il sembla que l'œuvre de Charlemagne allait être reprise, quand le danger réveilla le sentiment national et que le duc de Saxe, Henri l'Oiseleur, fut élu roi allemand. Les Hongrois furent repoussés, les Wendes vigoureusement attaqués, et même en grande partie convertis et soumis. Sous Henri et sous son successeur Otton, la prédication accompagne la conquête; missionnaires et margraves se donnent la main; des évêchés sont fondés en même temps que des forteresses. Magdebourg est érigée en métropole des pays slaves, où Otton veut qu'elle reprenne le rôle si bien joué en Germanie par Mayence; Brandebourg et Havelberg deviennent des siéges épiscopaux. Quelques années de plus auraient suffi pour faire entrer les Wendes dans le royaume de Germanie; mais Otton prépara de ses mains la destruction de son œuvre. En relevant, pour la placer sur sa tête, la couronne impériale tombée au pouvoir des petites maisons italiennes, il s'abandonna au rêve irréalisable de la domination universelle. Il sentit la première atteinte de la passion pour l'Italie qui perdit ses successeurs. Ceux-ci veulent dominer Milan, la reine des cités lombardes,

et Rome, la ville éternelle devenue la ville sainte; ils sont rois de Naples et convoitent la couronne des successeurs de Constantin, afin de réunir les deux empires jadis séparés par Théodose. Que leur importe l'obscur combat qui se poursuit au-delà de l'Elbe? Les margraves sont écrasés, et la frontière, à la suite d'une grande révolte qui éclate sous le successeur d'Otton, est reportée de l'Oder à l'Elbe. Tous les dieux de la mythologie slave, ceux qui habitent des temples et portent leurs noms inscrits sur le piédestal de leurs statues, ceux dont on ne sait pas les noms, mais qui se manifestent par le bruissement des feuilles de chêne ou le murmure des sources, reprennent possession du pays d'où les ont chassés Notre-Dame de Magdebourg et l'enfant Jésus.

Le paganisme wende trouvait un appui naturel dans le paganisme du reste des Slaves, qui était à peine entamé, et dans celui des Scandinaves, qui était intact. Le temple d'Upsala était alors le centre d'un empire de pirates. Danois et Normands faisaient retentir le chant des scaldes sur toutes les mers et sur toutes les côtes du nord; ils visitaient l'Islande au même temps que la Russie, menaçaient Michel l'Ivrogne dans Constantinople et le duc de France dans Paris, mais surtout ces fidèles d'Odin faisaient une guerre persévérante aux Germains apostats; les coups qu'ils frappaient sur l'Elbe inférieur répondaient aux coups que frappaient les Wendes sur l'Elbe moyen.

Il faut bien dire aussi que le christianisme s'offrait aux Slaves sous les plus tristes couleurs. Les Allemands ont été fort inhabiles à prêcher la parole de miséricorde et de charité : ils n'ont pas donné au monde un seul grand apôtre, et les quelques missionnaires zélés dont on pourrait dire les noms ont été contrariés dans leur œuvre par les princes leurs compatriotes. Les chroniques allemandes s'accordent à flétrir l'avarice et la cruauté des margraves, ducs et comtes de la frontière. « Les princes allemands, dit Helmold après le récit d'une victoire, se partagèrent le butin; mais de christianisme, il ne fut pas fait mention. On voit par là l'insatiable avidité des Saxons : entre toutes les nations, ils excellent aux armes et à la guerre, mais ils sont toujours plus enclins à augmenter les tributs qu'à conquérir des âmes au Seigneur, *proniores tributis augmentandis quam animabus Deo conquirendis...* » Avant Helmold, Adam de Brême avait dit : « L'âme des Saxons est plus portée aux exactions qu'aux conversions. » Avant Adam de Brême, Dithmar de Merseburg avait reproché aux Allemands la barbare coutume de diviser après la victoire les familles de leurs prisonniers pour les vendre comme esclaves, car le prisonnier wende était un des objets du commerce germanique avec l'Orient. Enfin l'un de ces vieux écrivains met dans la bouche d'un chef slave parlant à un évêque allemand

cette harangue, qui fait penser à celle du paysan du Danube : « Nos princes d'Allemagne nous accablent d'une telle sévérité, les impôts et la servitude sont si lourds, que nous préférons la mort à la vie. Tous les jours, on nous pressure jusqu'à nous faire rendre l'âme. Comment voulez-vous que nous remplissions les devoirs qui nous sont imposés par la religion nouvelle, nous que tous les jours on contraint à la fuite! Si seulement il y avait un lieu où l'on pût chercher un refuge! Mais à quoi bon passer la Trawe? Les mêmes malheurs nous attendent au-delà de cette rivière. Ils nous attendent au-delà de la Peene. Il ne nous reste plus qu'à nous confier aux flots de la mer et à vivre sur l'abîme... »

Rien de plus monotone ni de plus lugubre que l'histoire des événemens qui se succèdent à la frontière orientale de l'Allemagne du nord, depuis la révolte qui a suivi la mort d'Otton le Grand. Les Sorabes, il est vrai, demeurent soumis aux margraves de Misnie; mais les Wiltzes et les Obotrites défendent avec une admirable obstination leurs dieux et leur liberté, jusqu'à ce qu'il se présente au début du XIIe siècle un concours de circonstances qui leur est fatal. Presque partout autour d'eux le paganisme a été vaincu par les efforts de la prédication chrétienne; les Danois convertis sont désormais les propagateurs zélés de la foi qu'ils ont si longtemps combattue; les Tchèques et les Polonais ont reçu le baptême : l'influence chrétienne pénètre donc chez les Wiltzes et les Obotrites de tous les côtés à la fois. Les Obotrites cèdent les premiers : il est remarquable que la résistance ait duré le plus longtemps chez les Wiltzes, c'est-à-dire dans le Brandebourg. Le sable de cette plaine a bu bien du sang, bien du sang a rougi les lacs de la Havel et les canaux du Spreewald avant qu'une conquête définitive posât sur la rive droite de l'Elbe la première pierre de la monarchie prussienne!

En face des Wiltzes veillaient sur le territoire allemand les margraves du nord, comme les ducs de Saxe en face des Obotrites, et les margraves de Misnie en face des Sorabes. Placé entre eux, mais bien moins puissant qu'eux, le *marchio aquilonalis*, comme on appelait le margrave du nord, commandait une étroite bande de territoire, sur la rive gauche de l'Elbe, entre l'embouchure de l'Ohre et celle de l'Aland, deux petits affluens du grand fleuve. Il n'était pas de taille à contenir ses turbulens voisins, et son nom n'est guère associé qu'au souvenir de désastres subis par les armes allemandes, jusqu'au jour où l'empereur Lothaire II donna l'investiture de la Marche au comte ascanien Albert l'Ours. C'était en 1134. L'avénement des Ascaniens doubla la force de la Marche, car cette famille possédait sur les dernières pentes orientales du Harz nombre de fiefs, et des châteaux-forts; parmi ces châteaux

était celui d'Aschersleben, appelé en latin *Ascaria* et par corruption *Ascania*, d'où est venu le nom qu'Albert l'Ours et ses successeurs ont illustré.

Albert fut un des plus rudes batailleurs d'un temps fertile en héros. Il prodigua les coups d'épée sur le chemin de Rome, en compagnie de Lothaire et de Barberousse, dans ces singulières expéditions où les chefs du saint-empire se frayaient une voie sanglante jusqu'à l'église du couronnement; en Bohême, où il vit tomber tous les siens autour de lui, quand le duc Sobislav surprit dans la montagne et fit capituler l'armée allemande; en Saxe, où il disputa l'étendard ducal à Henri le Lion, cet autre héros du XIIe siècle; au-delà de l'Elbe enfin, où il prit part à une croisade prêchée par saint Bernard contre les Wendes. Chose singulière pourtant, c'est par politique plutôt que par force que le margrave réussit à établir sa domination sur la rive droite de l'Elbe. Au pied d'une colline, haute de 66 mètres, ce qui est une merveille en ce pays plat, entre les lacs formés par la Havel, et sous les bois qui en couvraient les rives, était cachée Brandebourg, l'humble capitale d'une tribu des Wiltzes. Le petit prince qui y régnait, — il avait nom Pribislaw, — s'était fait chrétien, au milieu de ses sujets demeurés idolâtres; il avait bâti une chapelle et fait quelques tentatives de prosélytisme. Pour être soutenu dans cette entreprise, qui n'était pas sans périls, il entra en relations avec Albert, qu'il fit son héritier. A la mort du Wende, le margrave, prévenu par sa veuve, prit possession de l'héritage; mais, distrait comme il était par mille soucis, il le garda mal. Une révolte éclata; il dut la réprimer : Brandebourg, assiégé l'hiver sur la glace de ses étangs et de ses fleuves, capitula quand le froid et la faim eurent fait tomber les armes des mains de ses défenseurs, et le margrave du nord, définitivement vainqueur, prit le titre de margrave de Brandebourg. C'est un événement que l'apparition de ce nom dans l'histoire : les ancêtres du roi de Prusse, empereur d'Allemagne, le portaient encore, il y a moins de deux siècles.

Albert l'Ours, conquérant d'une ville slave, restaurateur des évêchés de Brandebourg et de Havelberg, jadis érigés par Otton le Grand et détruits aussitôt après lui, a toutes les apparences d'un héros chrétien et allemand : les historiens amis de la Prusse, et qui attribuent à ce pays une mission allemande et chrétienne, n'ont pas manqué de s'y laisser prendre; mais la vérité historique ne s'accommode pas de ces illusions volontaires. Ni l'Allemagne, ni aucun état allemand n'a eu la volonté de continuer la tradition carlovingienne. Un effort sérieux aurait eu raison des dernières résistances du paganisme wende, enveloppé, comme on a vu, par des états chrétiens, excepté au nord-est, où la Poméranie gardait le culte de

ses idoles; mais chez les Poméraniens et même chez les Wendes, les princes inclinaient vers le christianisme, par politique et pour sauvegarder leur indépendance. Tout fanatisme avait disparu du peuple; comme les Romains aux derniers temps du paganisme, les Slaves sentaient que leurs dieux s'en allaient. Ils refusaient le martyre aux missionnaires les plus résolus à le chercher, témoin le moine espagnol Bernard. Bernard s'était aventuré en Poméranie sans guide, sans escorte, et, dans son ferme propos de mourir pour le Christ, il se laissa emporter à toutes les ardeurs d'un zèle sacré Les païens se contentèrent de se moquer de lui, montrant du doigt ses pieds nus, et disant que Dieu, dont il était l'envoyé, aurait bien dû lui faire cadeau de souliers. Un jour qu'il brisa une idole, ils le battirent, puis, comme il continuait à prêcher, ils le mirent en barque sur l'Oder : « Si tu en as tant envie, lui dirent-ils, va-t'en sur mer prêcher aux poissons et aux oiseaux. » Bernard revint en Allemagne, vivant malgré lui. Sa tentative fut reprise par l'évêque Otton de Bamberg, que les Allemands appellent pompeusement l'apôtre de la Poméranie; mais c'est en faire à trop bon compte un héros de l'apostolat chrétien. Le prélat entreprend le voyage, accompagné d'un grand nombre de prêtres et suivi par un long convoi chargé de provisions de route. Le duc de Pologne lui donne des instructions et des guides. A la frontière, Otton trouve le duc de Poméranie lui-même, qui est venu au-devant de lui, et qui, à moitié chrétien, souhaite son succès. L'entrevue aux bords de la Netze fut curieuse; à peine le prince aperçut-il l'évêque qu'il le prit à part pour l'entretenir. Cependant l'escorte militaire du duc se trouvait en présence du cortége épiscopal; la nuit tombait, la campagne était déserte et triste. Les Poméraniens s'aperçurent que les prêtres allemands étaient inquiets; ils prirent à dessein des airs féroces : aussitôt les prêtres de s'agenouiller, de chanter des cantiques, de se confesser entre eux; les soldats redoublent leurs menaces, tirent leurs couteaux, les aiguisent et font le geste de scalper. Cette scène tragi-comique dura jusqu'à ce que l'entrevue fût terminée. Le duc Wratislaw vint rassurer lui-même les compagnons d'Otton, qui aussitôt se mirent à prêcher ceux qui leur avaient fait si grand'peur. Ces Poméraniens n'avaient pas l'étoffe de bourreaux, ni ces Allemands celle de martyrs.

A voir l'extrême facilité avec laquelle se faisaient ces missions, on s'étonne qu'elles n'aient pas été plus fréquentes. Il semble que le Brandebourg aurait dû avoir deux missionnaires attitrés : c'étaient les évêques de Brandebourg et de Havelberg, car ces évêchés avaient conservé des titulaires pendant tout le temps que leurs siéges demeurèrent aux mains des païens. Au temps d'Albert l'Ours, un de ces titulaires était Anselme de Havelberg, une des lumières de l'é-

glise au XIIIe siècle ; mais quelle indifférence pour le troupeau infidèle qui lui était confié ! Anselme est envoyé par le pape à Constantinople pour argumenter sur la question de savoir si le Saint-Esprit procède du Père seul ou bien du Père et du Fils tout ensemble. Quand Albert eut reconquis le diocèse, il fallut bien qu'Anselme habitât sa ville épiscopale : elle n'était point gaie; l'évêque se mit à relire les œuvres des pères; il entretint une vaste correspondance avec ses amis, écrivit le récit de son ambassade théologique; bref, il s'ennuyait, mais il disait aux siens : « Il vaut mieux être dans l'étable du Christ que devant le tribunal, entouré de Juifs qui crient : Qu'il soit crucifié ! qu'il soit crucifié ! » Et le prélat, qui préférait l'étable au calvaire, s'empressa, lorsque le pape l'eut élevé à l'archevêché de Ravenne, de quitter le poste militant et obscur où Albert l'Ours l'avait placé. Le margrave n'était pas plus zélé que l'évêque; il a frappé ses plus rudes coups sur des Allemands, et sans nul doute, pour être duc de Saxe, il aurait donné avec joie tout son domaine transalbin et la gloire de gagner au paradis les âmes de tous les Slaves réunis. C'est seulement la suite des événemens qui a décidé que l'acte le plus important de sa vie fut la prise de possession de quelques lieues carrées sur la rive droite de l'Elbe, et il a fallu toute la bonne volonté des historiens allemands pour transformer ce batailleur en champion de la Germanie et en apôtre du christianisme.

II.

Aucun état ne fut plus faible à son début ni plus menacé que ce petit état brandebourgeois à sa naissance. Qu'on se figure en effet un pauvre territoire, à peu près égal en superficie au quart de la province actuelle de Brandebourg, situé sur les deux rives de l'Elbe moyen, dans cette plaine de l'Allemagne du nord, où il est impossible de se couvrir par aucune frontière naturelle, de sorte que les petits et les faibles semblent une proie désignée à l'appétit des grands et des forts. Il est vrai que le Brandebourg est bien placé pour s'agrandir : à l'est, dans le pays des Wendes, vaincus et désorganisés, l'espace s'ouvre devant lui, tandis que les états du centre de l'Allemagne sont pressés les uns contre les autres, que les Alpes arrêtent ceux du sud, et que la royauté capétienne menace ceux de l'ouest; mais le duché de Saxe, l'archevêché de Magdebourg, la marche de Misnie, sont aussi bien placés que le Brandebourg; ils ont les mêmes ambitions et sont plus puissans que lui. Enfin il est impossible que les margraves fondent une véritable principauté tant que les successeurs de Charlemagne pourront du

haut du trône impérial revendiquer sur les pays slaves leurs droits de souveraineté.

Par une fortune extraordinaire, les obstacles qui se dressaient devant le Brandebourg furent successivement écartés. Le saint-empire succomba dans la lutte qu'il engagea contre la papauté; au lendemain de sa chute, la féodalité, dont il couvrait les progrès d'un voile transparent, apparut dans la plénitude de sa force, et l'Allemagne ne fut plus qu'une confédération anarchique de principautés. Avant l'empire, le duché de Saxe avait disparu, ne laissant qu'un nom et un souvenir. Ce duché, qui s'étendait du Rhin à l'Elbe, était le plus redoutable adversaire du Brandebourg. Au temps d'Albert l'Ours, Henri le Lion y régnait : il était duc de Bavière et possédait des fiefs considérables en Italie; sa principauté s'étendait de la Baltique à l'Adriatique. Pour l'agrandir encore, il avait porté la guerre sur la rive droite de l'Elbe, soumis les Obotrites, et appelé tant de colons dans leur pays que l'immigration allemande noya ce qui subsistait de la population slave. Les ducs de Poméranie et de Rügen reconnaissaient la suzeraineté « du prince des princes du pays, » comme l'appelle un vieux chroniqueur, de celui « qui courbait le front des révoltés, brisait leurs forteresses et faisait la paix sur la terre; » mais un si grand état debout au milieu de l'Allemagne, déjà morcelée par la féodalité, s'accroissant tous les jours de la dépouille des faibles qu'il opprimait, provoqua une formidable coalition et fut brisé. La Bavière fut détachée de la Saxe, et la Saxe morcelée en une quantité de petits fiefs laïques et ecclésiastiques et en villes libres; du même coup, ses entreprises sur le pays transalbin s'arrêtèrent, et une grande place devint vacante à la frontière orientale de l'Allemagne.

Cette place fut prise non par l'archevêché de Magdebourg, ni par la marche de Misnie, mais par la marche de Brandebourg. Une série de furieux combats, où les archevêques et les margraves se rencontrèrent à plusieurs reprises les armes à la main, délivra la Marche de la rivalité de l'archevêché. Enfin les désordres qui troublèrent, au milieu du XIIIe siècle, la puissante famille des Wettin, margraves de Misnie et de Lusace, landgraves de Thuringe et palatins de Saxe, permirent aux Ascaniens de mettre la main sur la Lusace, et même, pour un temps, sur la Misnie. Chute de l'empire, affaiblissement des Wettin, destruction du duché de Saxe, toutes ces ruines profitèrent donc au Brandebourg; il devint le seul gardien de la frontière, le principal adversaire du Danemark et de la Pologne, les deux états étrangers qui pouvaient disputer à l'Allemagne la conquête du pays wende.

Le Danemark et la Pologne ont tous les deux une histoire tragique au moyen âge : tantôt redoutables et tantôt méprisés, ils con-

naissent toutes les extrémités de la fortune. A peine entrée dans la communauté chrétienne, la Pologne se fait conquérante; au commencement du XIe siècle, elle déborde sur la rive gauche de l'Oder; mais bientôt, et pour une longue succession d'années, elle est occupée par des guerres avec tous ses voisins, et par de violentes dissensions qui, à cause de l'incertitude des règles sur la transmission du pouvoir, se renouvellent à chaque avénement. Toute la rive gauche de l'Oder échappe à sa suzeraineté : les margraves y avancent d'un pas lent, mais qui ne s'arrête pas. Ils atteignent le fleuve, puis le dépassent, et la frontière de la Marche pousse le long de la Warta et de la Netze sa pointe vers la Baltique.

En même temps qu'ils s'avançaient vers l'est, les margraves faisaient des progrès au nord; c'est là qu'ils se heurtèrent au Danemark. Chaque fois qu'il était gouverné par des mains habiles, le vaillant petit royaume scandinave disputait aux Allemands la région de l'Elbe inférieur : aux XIIe et XIIIe siècles, une succession de grands princes, Waldemar Ier, Canut VI, Waldemar II, lui assura pour un temps la victoire. Ce dernier se fait confirmer par l'empereur Frédéric II les conquêtes de ses prédécesseurs et les siennes; il obtient la renonciation de l'empire à tous les pays situés sur la rive droite de l'Elbe : le Holstein, la grande ville libre de Lübeck et celle de Hambourg passent sous sa domination et Waldemar s'appelle « roi des Danois et des Slaves, seigneur de la Nordalbingie. » Tous les princes de l'Allemagne orientale essayèrent leurs forces contre lui, mais durent faire leur paix les uns après les autres : les margraves de Brandebourg se résignèrent les derniers. Cependant le Danemark, comme plus tard la Suède pendant la guerre de trente ans, avait fait un effort au-dessus de sa puissance réelle. Quelque admirablement policé qu'il fût, il ne pouvait entretenir longtemps sans s'épuiser des armées de 160,000 hommes et des flottes de 14,000 bateaux. Au reste, il devait beaucoup aux qualités personnelles de son prince, homme de guerre, diplomate, administrateur consommé. Or un des vassaux de Waldemar qui avait à se plaindre de lui s'inspira, comme dit un historien allemand, de la maxime : « aide-toi toi-même, » et il commit un acte dont la « force objective » fut, comme dit un autre écrivain du même pays, considérable. Ces mots pédantesques dont nos voisins se servent pour braver la morale, comme on se sert du latin pour braver l'honnêteté, annoncent une de ces trahisons que les Allemands excusent si volontiers quand elles profitent à l'Allemagne. En effet ce vassal, pieux personnage qui venait de rapporter de la terre-sainte, dans une fiole d'émeraude, une goutte de sang du Sauveur, alla trouver un jour le roi son suzerain, qui l'accueillit à merveille et lui offrit le couvert et

le gîte. Le comte accepta, puis, la nuit, il se saisit de la personne du vieux roi, le blessa, le bâillonna et l'emmena en lieu sûr, dans le cul-de-fosse d'une forteresse. Le captif accepta les plus dures conditions pour recouvrer sa liberté; libre, il déchira des traités arrachés par la félonie et par la force, mais, trahi encore une fois sur le champ de bataille de Bornhöved, il fut vaincu le 22 juillet 1227, et le Danemark tomba dans un long abaissement.

Bientôt après les margraves de Brandebourg se firent donner par Frédéric II la suzeraineté sur la Poméranie, qui était le plus important des petits états slaves, car elle s'étendait au loin le long de la Baltique, sur la rive droite de l'Oder, et sur la rive gauche elle s'était fort avancée dans le pays des Obotrites. Comme les ducs poméraniens ne voulurent pas les reconnaître pour suzerains, les margraves les y contraignirent par la guerre, et ils leur prirent un territoire qui équivaut à peu près aux grands-duchés de Mecklembourg, plus l'Uckermark, petite province qui fait au nord une pointe vers le golfe de Poméranie. Les margraves avaient donc trouvé une nouvelle route vers la Baltique.

Ils atteignirent un moment cette mer dans de singulières circonstances où se montrèrent au grand jour leur hardiesse, toujours en quête d'aventures, et l'âpre passion de l'agrandissement territorial qu'ils devaient léguer à leurs successeurs. La Marche depuis ses progrès touchait par quelques points de sa frontière orientale à la Pomérellie. Ce duché, qui avait été détaché au commencement du XIIe siècle de la Poméranie, était borné à l'est par la Vistule; il confinait de ce côté aux domaines de l'ordre teutonique, dont il n'était séparé que par la largeur du fleuve. Les margraves et les chevaliers étaient de dangereux voisins, et le malheureux duché slave eut l'imprudence d'appeler à la fois les Allemands du Brandebourg et ceux de la Prusse à intervenir dans ses affaires.

Les Brandebourgeois arrivent les premiers, comme alliés d'un puissant parti révolté contre Loktiek, roi de Pologne et duc de Pomérellie; ils entrent dans Dantzig et mettent le siége autour du château. Le commandant, pressé par la nécessité, va demander du secours à l'ordre teutonique. Le grand-maître envoie incontinent des chevaliers qui, moyennant une solde déterminée, devront renforcer pendant un an la garnison polonaise. Aussitôt l'arrivée du renfort, les Brandebourgeois lèvent le siége; les Polonais veulent alors remercier les Teutoniques de leurs services, mais ceux-ci allèguent qu'ils sont venus pour un an, et qu'ils n'ont pas le droit de se retirer. Le règlement de la solde stipulée suscite d'ailleurs des contestations, des disputes, si bien qu'un jour les Teutoniques tombent sur les Polonais, qu'ils tuent ou qu'ils chassent. Ren-

forcés par des secours, ils descendent du château par une nuit de novembre, et surprennent la ville, où ils font un épouvantable massacre, et voilà comment l'ordre des chevaliers allemands a pris pied en Pomérellie. Aussitôt il fait le long de la Vistule de rapides progrès; sous prétexte que l'indemnité qui lui a été promise n'est pas encore payée, il met la main sur Dirschau. Le roi Loktiek veut traiter; on lui présente un mémoire où figurent les dépenses que les chevaliers ont faites pour lui prendre ses villes, et dont le total est si élevé que le malheureux prince ne peut s'acquitter; les chevaliers s'emparent de Schwetz, et se trouvent ainsi maîtres de tout le cours de la Vistule. Pour demeurer les possesseurs tranquilles de leurs précieuses conquêtes, ils entament des négociations avec les margraves de Brandebourg. Le margrave et le grand-maître, ces deux chefs de la colonisation germanique, ces deux exterminateurs de Slaves, ces deux ancêtres de la monarchie prussienne, s'entendent sans difficulté : Waldemar de Brandebourg cède pour 10,000 marcs ses droits sur des villes qui ne lui appartiennent pas.

Waldemar est le dernier des margraves ascaniens, il en est en même temps un des plus illustres. L'éclat de ses mérites personnels, son amour des pompes chevaleresques, son talent poétique, rehaussaient en sa personne la puissance des margraves de Brandebourg. Il se plaisait en la compagnie des petits princes du nord qui au commencement du XIVe siècle dépensaient en fêtes leur médiocre fortune. Il fit grande figure au tournoi de Rostock, présidé par le roi Érich de Danemark : quatre-vingt-dix-neuf de ses vassaux l'accompagnaient; tout le jour ses gens versèrent de la bière et du vin aux vilains accourus pour contempler le spectacle de ces splendeurs, et devant sa tente s'élevait une colline d'avoine où chaque palefrenier prenait à sa guise la nourriture de ses chevaux. Bref, on dit que le margrave dépensa dans ces prodigalités tout l'argent qu'il avait reçu de l'ordre teutonique, mais on vit bientôt que ce brillant personnage était en même temps un politique. A ces fêtes de Rostock, les princes allemands du nord-est s'étaient avec Érich coalisés contre Wismar, Rostock, Stralsund et autres villes dont la richesse tentait leur appétit et leur pauvreté. Waldemar marcha d'abord avec eux, mais ses nobles confédérés apprirent bientôt non sans stupéfaction qu'il avait signé avec Stralsund une alliance offensive et défensive : l'ambitieux margrave avait compris le parti qu'il pouvait tirer du protectorat des villes maritimes. Aussitôt se forma contre lui une ligue formidable où entrèrent, avec ceux dont les richesses de Stralsund ameutaient les convoitises, les princes qu'avait lésés la fortune croissante du Brandebourg. On y comptait les rois Érich de Danemark, Byrger de Suède, Loktiek de Pologne, les princes Witzlaw de Rügen, Canut Pors de Halland, Henri de Meck-

lembourg, Pribislaw de Werle, les ducs de Sonder-Jütland, Slesvig, Lünebourg, Brunswick, Saxe-Lauenbourg, le margrave de Misnie, bon nombre de comtes et des vassaux du margrave. Celui-ci n'avait pour lui que les ducs de Poméranie. La guerre dura deux ans, et fut marquée par de furieuses batailles; mais l'issue en fut indécise, et le Brandebourg ne fut pas entamé. La Marche avait prouvé son ambition en provoquant une telle lutte, et sa puissance en n'en étant pas ébranlée. Depuis Albert l'Ours, son fondateur, jusqu'à Waldemar, elle s'était accrue dans toutes les directions. Elle s'était considérablement élargie vers l'est; en plusieurs points, elle s'était rapprochée de la Baltique; au sud, les acquisitions faites au détriment des margraves de Misnie dans les pays qui appartiennent aujourd'hui à la province prussienne de Saxe et à la Saxe royale portaient la frontière jusqu'au quadrilatère de Bohême. On pouvait, au commencement du XIVe siècle, voyager du nord de l'Uckermark, c'est-à-dire presque de l'embouchure de l'Oder, jusqu'au défilé par lequel l'Elbe entre en Allemagne sans quitter le territoire brandebourgeois.

III.

L'heureux concours des circonstances ne suffit pas pour expliquer la fortune de la Marche. Cette fortune est due en grande partie à des institutions exceptionnelles que la force des choses créa, qui se développèrent peu à peu, se transmirent de dynastie en dynastie, et qu'il est facile de reconaître aujourd'hui encore dans la monarchie prussienne. Pour comprendre l'origine de ces institutions, il faut se représenter la manière dont fut faite par les margraves la conquête du pays transalbin, qui ne ressemble pas du tout à celle des provinces romaines par les rois germains du Ve siècle. Ceux-ci étaient les élus de leurs compagnons; la conquête était l'œuvre commune de la tribu et de son chef; le peuple entier y prenait part, et après la victoire on s'organisait comme pour un établissement définitif dans une nouvelle patrie. Revêtus d'un titre moins éclatant, les margraves étaient pourtant plus élevés au-dessus de leurs vassaux que les rois barbares au-dessus de leurs compagnons. La conquête était leur entreprise personnelle, non celle d'une nation; ils avaient des services à récompenser, non des droits à reconnaître, et, seuls maîtres du sol conquis, ils le distribuèrent aux conditions qu'ils voulurent entre leurs vassaux et leurs sujets.

Dans le voisinage de l'Elbe, la guerre qui sévissait depuis deux siècles sur les rives du fleuve avait si bien dévasté le pays qu'au dire d'un contemporain on n'y trouvait plus que « peu ou point d'habitans : » il fallait donc repeupler cette terre désolée. Si l'on s'éloi-

gnait du fleuve vers l'est, on rencontrait une population plus dense, qu'il fallait germaniser. Tout était donc à créer ou à transformer dans la Marche : les créations et les transformations se firent par l'autorité du margrave. Il manda des colons de la Saxe, des bords du Rhin et des Pays-Bas, et les colons vinrent en foule. Le chroniqueur Helmold raconte qu'Albert, après avoir « soumis un grand nombre de tribus et refréné leurs rébellions, » s'aperçut « que les Slaves allaient manquer, » et qu'il « envoya vers Utrecht, sur les rives du Rhin et chez les nations éprouvées par la violence de la mer, à savoir les Hollandais, les Zélandais, les Flamands, pour en faire venir une quantité de peuple qu'il établit dans les villes et dans les forteresses des Slaves. » Ces colons rendirent à l'état naissant les plus grands services. Parmi eux se trouvaient des hommes de noble condition : certaines familles illustres, celles des Schulenbourg, des Arnim, des Bredow, semblent trahir par leurs noms mêmes leur origine hollandaise; car le premier rappelle un château aujourd'hui ruiné de la Gueldre, et les deux autres les villes d'Arnheim et de Bréda. La plupart étaient gens de labour ou de métier; on établissait ceux-là de préférence là où il fallait féconder un sol ingrat ou gagner à la culture de vastes territoires ensevelis sous l'eau des marécages; ceux-ci furent répartis entre les villes, qu'ils enrichirent par leur industrie et qu'ils embellirent par leur art. Avant eux, les villes brandebourgeoises étaient de fort laides bourgades; les maisons y étaient bâties en grossiers moellons; les Hollandais élevèrent les premiers des édifices en briques, dont la plupart subsistent encore pour attester la rapide prospérité qui suivit leur établissement.

Cependant les Slaves, anciens maîtres du territoire qu'on se partageait ainsi, n'avaient été ni expulsés en masse ni réduits en servage. Il en est qui furent admis dans la bourgeoisie et dans la noblesse brandebourgeoises, ce qui fait dire aux historiens allemands que les vainqueurs mirent beaucoup d'humanité dans le traitement des vaincus; mais s'il est vrai que les colons se sont maintes fois établis en place libre sans faire tort à personne, il arriva souvent qu'ils se heurtèrent à un premier occupant, qui dut céder la place. On suit à travers les documens les transformations d'un grand nombre de noms de villages, slaves à l'origine, qui peu à peu s'altèrent et prennent une terminaison germanique, ou bien sont changés en noms allemands.

Longtemps après le combat, l'antipathie persista entre les deux races; pour les Allemands, Wende était synonyme d'homme de rien; on disait « *unehrliche und wendische Leute,* » c'est-à-dire « les vilains et les Wendes. » La cohabitation avec les vainqueurs était intolérable aux vaincus; les corporations allemandes ne s'ouvraient pas pour

eux; il est même possible qu'ils aient été relégués dans des quartiers spéciaux. Ils durent naturellement s'efforcer de se soustraire à un si mauvais voisinage, et ils allèrent habiter dans de petits villages appelés *kietzen*, d'un mot slave qui désigne un engin de pêche, et que les contemporains traduisent en latin par *villa slavicalis*. C'étaient de misérables hameaux, sans territoire labourable, et dont les habitans n'avaient d'autres ressources que la pêche : ils étaient si pauvres que leur seigneur, le margrave, exigeait d'eux pour tout impôt un certain nombre de lamproies au jour de la Nativité. Un écrivain allemand explique l'existence de ces villages par le goût passionné qu'il attribue aux Slaves pour le poisson et les plaisirs de la pêche; mais il n'y a pas d'autre explication possible ici que la rigueur de la colonisation germanique. Le colon a si bien fait son œuvre qu'excepté dans l'ancienne Lusace le souvenir de l'origine slave ne vit plus en Brandebourg que pour les érudits, dans des noms de villes, de villages ou de cours d'eau, sur lesquels on discute. La langue, qu'on n'avait pas le droit de parler devant les tribunaux du vainqueur, disparut; tout ce qui pouvait rappeler la vieille religion wende fut proscrit par le clergé; maintes superstitions locales, que l'on a cru longtemps remonter aux temps antérieurs à la conquête, ont été reconnues purement germaniques. Les contes brandebourgeois parlent encore aujourd'hui de Wodan, de Freia, du chasseur de Hackelberg; mais il n'y a plus place au foyer pour les dieux slaves comme Radegast, le dieu hospitalier et de bon conseil, ou Swantwit, le dieu de la sainte lumière. Or le souvenir des légendes qui ont bercé l'enfance est le dernier que garde la mémoire des peuples comme celle des individus : il ne s'évanouit que dans la mort.

Le pays transalbin a donc été germanisé par l'établissement de colons sur des terres inoccupées, par la juxtaposition de l'Allemand et du Slave au détriment de ce dernier, en d'autres endroits par l'extermination des vaincus. Qu'on remarque ici encore l'originalité de l'histoire brandebourgeoise. En France, des couches romaine et germanique ont recouvert le fond celtique de la population, et à la fin du ve siècle de notre ère, le mélange est fait : la France est à peu près au complet. En Brandebourg, la population primitive disparaît peu à peu; peu à peu elle est remplacée, non par une tribu quelconque, comme celle des Francs, des Burgondes ou des Wisigoths, mais par de petites troupes, qui arrivent sans cesse de contrées différentes. Aucune d'elles n'est assez considérable pour absorber les autres, imposer ses coutumes et ses lois; aucune n'est conduite par un chef puissant : toutes se rangent, en arrivant, sous le chef commun, le margrave, qui les a mandées, leur marque leurs places et leur dicte leurs devoirs. Ces immigrations se perpé-

tuent à travers le moyen âge et les temps modernes; elles modifient sans cesse l'ethnographie de la Marche, mais non le caractère de l'état, personnifié dans le margrave, qui a composé, pièce par pièce, la population artificielle du Brandebourg, et rallié autour de lui, comme autour d'un point fixe, ces élémens divers.

Les margraves ascaniens se gardèrent bien d'établir une grande noblesse en Brandebourg; mais ils distribuèrent quantité de petits fiefs aux vassaux qui les avaient suivis, ou que le désir de conquérir un établissement attira dans la Marche. En même temps, ils répartirent dans les villages les colons venus de Saxe ou de Hollande. Pour créer un village, le margrave vendait un certain nombre d'arpens à un entrepreneur qui se chargeait de les revendre en détail aux futurs habitans. L'opération terminée, l'entrepreneur devenait le bailli héréditaire du lieu. Là où le commerce et l'industrie se développaient, le prince créait un marché; s'il y avait lieu, il transformait le village en ville après une enquête suivie d'une déclaration d'utilité publique. « Attendu, lit-on en tête d'une charte margraviale, qu'il a paru utile à nous et à nos conseillers de fonder une ville près de Volzen, nous y avons employé tous nos soins. » L'entrepreneur intervenait encore : il achetait au margrave un territoire qui s'ajoutait à celui du village, le revendait aux futurs bourgeois, faisait creuser les fossés, construire les murailles et les édifices publics; après quoi, il devenait le magistrat héréditaire de la cité nouvelle.

A l'origine, il n'y eut pas de distinction entre les habitans d'un même village ou d'une même ville; tous avaient des obligations déterminées envers le margrave, mais jouissaient de la liberté personnelle. La condition du paysan brandebourgeois était, au XIIe siècle, préférable à celle du paysan saxon, qui était attaché à la glèbe; aussi l'émigrant allait-il chercher au-delà de l'Elbe ce qu'il va chercher aujourd'hui au-delà de l'Atlantique, c'est-à-dire une propriété libre. Un curieux document, une glose du grand recueil juridique du temps, le *Sachsenspiegel* ou *Miroir de Saxe*, dit la raison vraie de cette situation privilégiée des Brandebourgeois : « ils sont libres parce qu'ils ont les premiers défriché le sol. » De même les villes, gouvernées par leurs baillis, assistés de conseils élus, avaient une certaine indépendance. Comme le terrain sur lequel elles étaient bâties était exposé à mille attaques, il fallait que les entrepreneurs et les premiers bourgeois fussent encouragés par de grandes franchises. Dans la charte de fondation de Soldin, le margrave dit que la création nouvelle « a besoin de beaucoup de liberté; » c'était reconnaître une loi qui a eu de nombreuses applications dans l'Europe septentrionale. Aux bords du Zuiderzée comme aux bords de la Baltique, en Hollande et en Livonie comme en

Brandebourg, les fondateurs de villes ont demandé des libertés en compensation des difficultés et des périls qu'ils avaient à vaincre; mais ces franchises avaient des limites, les bourgeois comme les paysans demeuraient les sujets des margraves, et leur indépendance dut se concilier avec la subordination envers leur seigneur.

L'église subit la loi commune dans la Marche. Il était naturel qu'elle tînt une grande place dans un pays en partie conquis sur les païens par les armes allemandes. Les moines de Prémontré, disciples de saint Norbert, archevêque de Magdebourg, ceux de Cîteaux, disciples de saint Bernard, les uns et les autres dans le premier élan de la jeunesse, s'établirent sur la rive droite de l'Elbe pour y prier, y prêcher et y labourer; mais en Brandebourg le clerc, malgré les services rendus par lui, dut céder le pas aux laïques. Depuis le margrave jusqu'au dernier paysan, chaque habitant de la Marche, qu'il eût contribué à l'œuvre commune par le fer de l'épée ou par le fer de la charrue, avait conscience des services qu'il avait rendus, et le margrave plus qu'aucun autre. Il y eut un conflit entre lui et les évêques, ou, pour parler la langue moderne, entre l'état et l'église, et l'état l'emporta. L'objet en fut la dîme; les Ascaniens prétendaient à la jouissance de ce revenu que l'usage général de la chrétienté réservait à l'église; ils disaient, pour argument, qu'ils « avaient arraché le territoire des mains des païens, » et « qu'ils payaient les soldats sans lesquels ceux qui professent la religion du Christ ne pourraient être en sûreté. » Les évêques brandebourgeois durent transiger; ils réservèrent leurs droits sur la dîme, mais ils en abandonnèrent la jouissance aux margraves de la famille ascanienne en leur qualité de conquérans du pays. Cette sorte de traité est la seule pièce où se trouve énoncée d'une façon précise la raison de tous les priviléges qui donnaient au pouvoir du margrave un caractère exceptionnel. Quant à lui, sa prétention est très nette : sans lui et sans les soldats qu'il commande et qu'il paie, dit-il, il n'y aurait pas d'église; il sait qu'il est le personnage nécessaire de qui tout le reste tire l'existence.

Entre le margrave d'une part, ses vassaux et ses sujets de l'autre, l'intermédiaire était l'*avoué*, qui représentait le margrave dans sa circonscription, comme le comte représentait le roi dans son comté; mais le margrave sut prendre contre son délégué les précautions nécessaires : non content de ne nommer jamais d'avoué à titre héréditaire, il ne voulut même pas que la fonction fût viagère. Il n'est pas rare de trouver dans les documens mention d'avoués qui ont été transférés d'une circonscription dans une autre, et l'on rencontre des noms à côté desquels figure la mention d'ancien avoué, *quondam advocatus*, comme on dirait d'un fonctionnaire moderne.

Des paysans, des bourgeois, des vassaux, établis par les mar-

graves dans leurs villages, leurs villes et leurs fiefs : telle est la population de la Marche. Un suzerain, presqu'un souverain, qui n'a pas de conditions à subir, pas de droits antérieurs à respecter, qui est lui-même pour ainsi dire anterieur à ses paysans, bourgeois, vassaux, évêques, et par conséquent leur est supérieur : tel est le margrave. Entre le margrave et ses vassaux ou sujets, des relations nombreuses, mais simples; nombreuses, parce que chacun de ces vassaux ou sujets avait envers lui des obligations personnelles, simples, parce qu'ils n'étaient point séparés de lui par les degrés multiples de la hiérarchie féodale : telle est à l'origine la constitution politique et sociale du Brandebourg. Elle s'altéra peu à peu, mais ne s'effaça point.

Elle s'altéra parce que les margraves, obligés de pourvoir aux frais d'une guerre sans trêve et d'une administration coûteuse, connurent de bonne heure les rigueurs d'une détresse financière, qui les força de battre monnaie avec leurs droits et leurs revenus. On vit alors des églises, des monastères, des villes, même de simples bourgeois acheter les droits seigneuriaux, tantôt sur une partie du village, tantôt sur un village entier, quelquefois sur tout un district. On vit les seigneuries se former et la population rurale tomber dans le servage, les villes acheter une indépendance presque complète. A la fin, les margraves furent contraints, pour avoir abusé des levées d'impôts, à traiter avec leurs sujets et à subir des conseils chargés d'exercer sur eux un contrôle financier. On commettrait pourtant une grande erreur, si l'on s'imaginait que l'institution primitive disparut dans le chaos et que le margrave devint un suzerain nominal, comme le duc de Saxe, après la chute d'Henri le Lion. Son autorité, menacée de toutes parts, ne fut pas sérieusement atteinte. Les conseils organisés pour le contrôle financier devinrent, il est vrai, les états provinciaux; mais l'action de chacun de ces petits parlemens demeura circonscrite dans d'étroites limites, et aucun lien ne rattacha ces fragmens d'une représentation politique brandebourgeoise. Des états-généraux auraient pu faire échec au margrave de Brandebourg; mais le margrave de Brandebourg demeura toujours supérieur aux états provinciaux de la Vieille-Marche, de la Lusace, de Lebus, etc. En lui demeura personnifié l'état brandebourgeois. D'ailleurs ni ses villes, ni ses vassaux, au profit desquels il avait aliéné un si grand nombre de ses droits, ne devinrent assez puissans pour conquérir une indépendance absolue. Quelques-unes des villes de la marche commencèrent à jouir d'une certaine prospérité au XIIe siècle, et entrèrent dans la ligue hanséatique, mais elles demeurèrent fort inférieures aux villes allemandes : qu'est-ce que Stendal, Salzwedel, Berlin, Brandebourg, Francfort-sur-l'Oder, à côté de Cologne, Brême, Hambourg, Lübeck, Nuremberg, Vienne? Les villes

brandebourgeoises étaient situées à l'extrémité de la zone commerciale de l'Europe au moyen âge; le sol sur lequel elles étaient bâties n'était pas riche; le terrain sur lequel elles faisaient leurs échanges n'était pas sûr : aucune ne fut assez forte pour prétendre à l'honneur de faire peur aux margraves. Quant à la noblesse brandebourgeoise, elle demeura pauvre, à de rares exceptions près, car le pays n'était point riche, et il ne s'y forma pas de grandes seigneuries. Enfin le margrave se réserva toujours ce qu'il appelait sa « suzeraineté princière. » Personne n'eût osé la contester du temps des Ascaniens, et les margraves surent la faire respecter, même pendant la triste période qui s'écoule entre la mort de Waldemar et l'avénement du premier Hohenzollern. Sigismond de Luxembourg, si faible qu'il fût, résista énergiquement aux empiétemens de la juridiction épiscopale : « Sachez, monsieur, écrivit-il à un évêque, qu'il est venu jusqu'à nous que vous mettez nos villes en interdit avant d'avoir porté plainte devant nous. Or nous entendons rester le juge de nos villes, et notre sérieuse volonté est que vous cessiez sur l'heure d'en agir ainsi; sinon nous avons commandé qu'on vous donnât du tracas, à vous et aux vôtres, que cela vous plaise ou non. »

Ce n'étaient point là des paroles en l'air, ni de vaines prétentions, comme en ont les pouvoirs déchus. Un curieux procès qui s'éleva au XVIe siècle entre l'empire et la Marche abonde en témoignages qui attestent la permanence du caractère exceptionnel de l'autorité margraviale. Quand Maximilien d'Autriche créa la chambre impériale, il inscrivit les évêques de la Marche, comme ceux du reste de l'Allemagne, parmi les princes relevant directement de l'empire, et de qui les querelles devaient être portées devant la juridiction nouvelle. Le margrave protesta, alléguant que les évêques de Brandebourg, de Havelberg et de Lebus n'avaient rien à voir avec l'empire, puisqu'ils tenaient leurs régales et leurs fiefs uniquement de leurs seigneurs les margraves. Au cours du débat, qui dura longtemps et qui n'eut pas de conclusion, — ce qui équivaut à un désistement de l'empire, — il fut produit un grand nombre de documens, dont plusieurs remontent au temps des margraves ascaniens, et des témoins autorisés vinrent déposer contre les prétentions impériales. De leurs dépositions, il résulte que les évêques étaient sujets brandebourgeois et non princes d'empire, qu'on en appelait de leurs tribunaux, non à l'empereur, mais au margrave, et que les lettres impériales adressées aux évêques passaient d'abord par les mains du margrave. Les évêques devaient au margrave le service militaire et le service de cour; leur place était marquée dans les cérémonies; ils portaient les couleurs du suzerain, et se disaient, dans les lettres qu'ils lui écrivaient, « de sa grâce électorale, les chapelains très soumis; » le margrave les

appelait « monsieur; » il leur disait non pas « votre dilection, » comme il est d'usage entre personnes de conditions princières, mais simplement *vous*. L'électeur Joachim Ier résume en quelques mots ses droits et les devoirs des évêques : « J'ai, dit-il, trois évêques dans mon pays, qui ne doivent de services qu'à moi. » Aucun autre exemple ne saurait mieux montrer combien est grande la différence entre les institutions de la Marche et celles de l'Allemagne, où les évêques avaient partout l'indépendance que donnait l'immédiateté, où les plus belles des principautés souveraines étaient en des mains ecclésiastiques. La hiérarchie et la discipline instituées à l'origine ne se sont donc pas perdues en traversant le siècle lamentable qui suivit l'extinction de la famille ascanienne, et les Hohenzollern, à leur arrivée, en ont retrouvé la tradition vivante.

IV.

L'histoire des origines brandebourgeoises éclaire toute l'histoire de la Prusse : les prédécesseurs des Hohenzollern annoncent et expliquent les Hohenzollern eux-mêmes. N'a-t-on pas reconnu les traits principaux de la monarchie prussienne dans la Marche, telle qu'elle a été créée d'abord par les margraves ascaniens, puis modifiée par les circonstances? Des libertés provinciales, des libertés municipales, une nombreuse petite noblesse toute militaire, des seigneuries investies du patronat et de la juridiction sur les campagnes, ce mélange singulier du féodal et du moderne, n'est-ce pas, avec les changemens inévitables apportés par le temps, le Brandebourg d'aujourd'hui? Bien des contradictions qui étonnent l'observateur contemporain de la monarchie prussienne disparaissent à la lumière de l'histoire. Pourquoi le roi de Prusse, tout ensemble chef constitutionnel de l'état et monarque de droit divin, concilie-t-il difficilement les devoirs que lui impose la première qualité avec les droits qu'il tient de la seconde? C'est que les institutions parlementaires, nées d'un accident révolutionnaire, sont toutes nouvelles dans ce pays. Le parlement unique et national date de 1848; seuls, les états provinciaux, dont nous avons vu l'origine, ont pour eux la tradition historique : l'unité de la monarchie était encore, il y a trente ans, représentée par le roi seul, c'est-à-dire par le successeur des margraves.

Personne plus que ces margraves n'a mérité le nom de *landesvater* ou *père du pays*, que les princes allemands aiment à se faire donner par leurs sujets. La Marche a été créée par les Ascaniens, mais plusieurs fois après eux elle a failli périr : le Grand-Électeur,

après la guerre de trente ans, le grand Frédéric, après la guerre de sept ans, l'ont à nouveau créée. Tous les deux, quand ils parcourent leurs états dévastés, ordonnant de relever telle ruine ou de dessécher tel marais, d'arroser et de fertiliser telle lande déserte, appelant des colons de tous pays, reconstruisant ou bâtissant des villages par entreprise, rappelient les Ascaniens, au moment où ils prirent possession du pays transalbin, désolé par la guerre, et que les villes et les villages s'élevèrent par leur ordre et sous leurs yeux. Quoi d'étonnant que leurs successeurs se sentent et se disent supérieurs à la condition d'un roi constitutionnel?

Si les Hohenzollern ont suivi l'exemple des Ascaniens, c'est assurément sans le savoir : Frédéric II ne connaît pas leur histoire, dont il parle avec dédain. La persévérance dans les mêmes traditions s'explique par la persistance des mêmes nécessités. Laissons de côté toutes les déclamations sur une mission allemande et chrétienne de la Prusse, pour résumer l'étude qui vient d'être faite en quelques lignes qui pourraient servir d'introduction à la philosophie de l'histoire prussienne.

L'état brandebourgeois est né sur une frontière disputée entre deux races ennemies : son origine est donc toute militaire. Il aurait pu se faire à coup sûr qu'un autre état allemand grandît à cette frontière, et les circonstances qui ont édifié la fortune de la Marche sur les ruines de ses rivaux n'étaient point nécessaires et fatales. C'est sa médiocrité même qui l'a protégée contre une tempête semblable à celle qui a détruit le duché de Saxe; c'est sa pauvreté qui a stimulé la hardiesse et l'activité de ses chefs. D'ordinaire l'historien qui recherche les causes de la fortune d'un état trouve les premières et les plus importantes dans une heureuse situation stratégique, bonne pour la défense et pour l'attaque, dans la fertilité du sol, qui donne la richesse, source de tout progrès. Ici tout est renversé : le sol ingrat donne peu en échange d'un travail opiniâtre, et la nature n'a point pourvu à sa défense; pour comble de malheur, les circonstances historiques ont mis de tous côtés des ennemis, et ce sont précisément ces désavantages qui ont fait la fortune du Brandebourg.

Pour vivre et pour grandir dans des circonstances si difficiles, il fallait dans l'état de l'ordre, de la hiérarchie, de la discipline; la Marche se donna tout cela. Quand les institutions naissent d'elles-mêmes, ce n'est jamais sans quelque désordre; quand on les établit, c'est toujours sur un plan plus ou moins bien conçu : or, une fois qu'ils eurent passé l'Elbe, les margraves se trouvèrent en terre nouvelle, libres d'y bâtir comme ils l'entendaient. Ils firent beaucoup mieux qu'on ne faisait de leur temps, et bien que leur temps

ait réagi contre leur œuvre et l'ait gâtée en maints endroits, la partie principale en a survécu; le margrave est demeuré le personnage essentiel de la Marche.

Placé au milieu de la plaine germano-slave, sur les deux rives de l'Elbe, le Brandebourg n'est protégé, mais aussi n'est contenu par aucune frontière. Le soin même de sa sécurité l'excite à s'agrandir. Comme il ne peut s'étendre du côté de l'Allemagne, où toutes les positions sont occupées, il prend corps à l'est, aux dépens des petites principautés slaves désorganisées. Pendant qu'il s'allonge en plaine, entre la montagne et la mer, ses flancs découverts sont menacés de toutes parts; mais les margraves, riverains d'un fleuve, sont naturellement tentés de le remonter et de le descendre. Ils atteignent la montagne, car les acquisitions qu'ils ont faites en Lusace et Misnie, dans la Saxe actuelle, portent leurs frontières jusqu'aux monts de Bohême. Un moment même, la Silésie est entamée par eux; quatre jours avant sa mort, Waldemar se faisait promettre par les ducs de Glogau les territoires de Schwiebus, Zullichau, Crossen. Enfin à plusieurs reprises ils touchent la mer; ils ont possédé Dantzig et convoité Stralsund : sans cesse en mouvement, achetant tout ce qui est à vendre, prenant tout ce qui est à prendre, ils annoncent les Hohenzollern, qui suivront, pour aller plus loin, toutes les routes où ils ont marché.

Dans cet état besoigneux, aucune qualité de luxe. Quelques-uns des margraves ascaniens s'abandonnent aux tentations des pompes chevaleresques, mais leur trésor obéré les avertit qu'ils ont fait fausse route. Tous d'ailleurs n'ont pas, comme Waldemar, prodigué leurs marcs d'or. Un jour le margrave Jean s'avisa que la guerre a des fortunes diverses, et qu'il faut dans la prospérité songer aux temps difficiles; il remplit d'or un grand coffret qu'il alla porter dans l'église de Neu-Angermünde. On montre encore aujourd'hui le tilleul que le prudent margrave avait planté pour marquer l'endroit où fut pratiquée la cachette qui a reçu le premier trésor de guerre du Brandebourg. Les Hohenzollern ont imité le margrave Jean, et non le brillant Waldemar : pour un qui a fait coudre des boutons d'or sur son habit, comme le premier roi, combien ont fait servir, comme le roi actuel, sur leurs habits neufs leurs vieux boutons de cuivre! Ne cherchons pas non plus dans ce pays le luxe intellectuel : les poètes et chanteurs de la cour ascanienne venaient du dehors, et cette cour, comparée à celle d'un landgrave de Thuringe, où l'on tenait école de chevalerie, devait paraître aussi barbare que la cour d'un roi franc de Cambrai, comparée à celle d'un roi wisigoth de Toulouse ou de Tolède. De même Frédéric-Guillaume, le second roi de Prusse, sorte de caporal grossier, habitué de cabaret et de

tabagie, faisait triste figure, comparé à l'empereur Charles VI; mais les successeurs des rois de Cambrai ont régné à Toulouse, et la victoire a conduit naguère le successeur de Frédéric-Guillaume aux portes de Vienne! Enfin il ne faut demander aux Brandebourgeois aucun luxe de sentiment, aucun entraînement du cœur : les Ascaniens laissent à d'autres la folie de la croix; ils n'ont de goût que pour les croisades proches et utiles qui rectifient les frontières.

Il est inutile de mêler aucune récrimination à ces faits indiscutables : il suffit de les constater. En Allemagne, on essaie pourtant de porter dans cette vieille histoire les préoccupations politiques du temps où nous sommes. Les uns sont heureux de faire remonter au moyen âge les origines de l'état qui dès son début se distingue nettement du reste de l'Allemagne et prélude ainsi à ses grandes destinées. D'autres mettent en lumière le caractère particulier des institutions de la Marche, afin de montrer que l'entente est impossible entre l'esprit allemand et l'esprit brandebourgeois, produits de deux histoires si différentes. Ils prévoient que la lutte commencée entre eux finira, non par la victoire de l'un ou de l'autre, mais par l'altération de tous les deux. Ils comprenaient bien l'office que pouvait remplir en Allemagne un état tout militaire, comme la Prusse, veillant sur la frontière, à l'orient et à l'occident, et demeuré une véritable marche à deux têtes, dont l'une était tournée vers la France et l'autre vers la Russie; mais ils s'inquiètent et pour l'Allemagne et pour l'Europe de voir l'Allemagne entière transformée en un état militaire, et entraînée dans la voie brandebourgeoise de l'accroissement indéfini, car c'est bien la loi qui résulte de toute l'histoire de la Prusse, prise à ses véritables origines. Le chef actuel de la monarchie en a la très claire intelligence, lui qui disait le jour de son couronnement : « Ce n'est pas la destinée de la Prusse de s'endormir *dans la jouissance des biens acquis;* la tension de toutes les forces intellectuelles, le sérieux et la sincérité de la foi religieuse, l'accord de l'obéissance et de la liberté, l'accroissement de la force défensive, sont les conditions de sa puissance; si elle l'oubliait, elle ne garderait pas son rang en Europe. » Dépouillez de ses accessoires la pensée principale de ce discours, écartez la forme mystique qu'aiment les pieux rois de la famille de Hohenzollern, et surtout entendez bien ce qu'il faut comprendre par « l'accroissement de la force défensive, » dans un pays où l'offensive a toujours été considérée comme le meilleur mode de défensive; il restera tout justement la loi de l'histoire de Prusse, qu'au siècle dernier Mirabeau a donnée sous cette forme plus brève : « la guerre est l'industrie nationale de la Prusse. »

ERNEST LAVISSE.

LE

DERNIER DES VALERIUS

I.

Mon père, digne New-Yorkais, ayant fait fortune dans le commerce, — je le dis avec un certain orgueil, — céda aux conseils du maître de dessin qu'il m'avait donné et m'envoya à Rome. Ma vocation pour la peinture était réelle, et, séduit par les richesses de la ville éternelle, je ne la quittai plus depuis bientôt trente ans. J'y attirai même une de mes cousines, dont l'unique enfant était ma filleule.

Usant des prérogatives que me donnaient mon affection, mon âge et mon titre de parrain, j'avais plus d'une fois déclaré à Marthe que, si elle épousait un étranger, il lui faudrait se passer de mon consentement. Aussi fus-je très étonné lorsqu'un beau jour elle entra dans mon atelier et me présenta le jeune comte Valério comme son fiancé. Le premier moment de surprise passé, je ne pus m'empêcher de contempler sans une sorte de bienveillance paternelle l'heureux élu. Au point de vue pittoresque (elle avec ses tresses blondes, — lui avec sa chevelure noire), c'était là un couple bien assorti. Elle me l'amena d'un air à moitié orgueilleux, à moitié timide, le poussant du coude et me suppliant avec un de ces gestes de toute belle effarouchée de me montrer poli. On ne m'a jamais accusé de grossièreté, que je sache; mais Marthe était si éprise qu'elle trouvait que son futur méritait d'être traité avec les plus grands égards. Certes la noblesse de vieille date du comte Valério n'aurait pas suffi pour séduire une Américaine qui avait l'allure et presque les habitudes d'une princesse; elle aimait, voilà tout. Son imagination, aussi bien que son cœur, avait été frappée.

C'était un fort beau garçon que le comte, et son genre de beauté n'avait rien de cette fadeur que l'on reproche parfois aux descendans de la race latine. Il se distinguait par un air de profondeur; son sourire grave et lent, s'il n'annonçait pas une grande vivacité d'esprit, indiquait une calme intensité de sentiment que je trouvai d'un bon augure pour le bonheur de Marthe. La fausse urbanité de ses compatriotes n'avait pas déteint sur lui, et son regard brillait d'une sorte de lourde sincérité qui semblait l'empêcher de vous répondre avant qu'il ne fût sûr de vous avoir bien compris; peut-être ne se serait-il pas volontiers engagé dans une discussion politique ou esthétique. — Il est bon et fort, et brave, — me dit ma filleule, et je n'eus pas de peine à la croire. Le comte était fort, on n'en pouvait douter; sa tête et son cou rappelaient certains bustes du Vatican. Habitué depuis longtemps à tout regarder avec les yeux d'un peintre, je m'étonnais de voir un pareil cou sortir de la cravate blanche de nos jours. Ce cou soutenait une tête d'une rondeur aussi massive que celle de l'empereur Caracalla, et les boucles qui l'ornaient avaient la même abondance sculpturale. Les Romains d'autrefois portaient de ces chevelures-là lorsqu'ils parcouraient le monde nu-tête; elle formait un arc parfait au-dessus de son front un peu étroit, et se complétait par une barbe bien fournie que le rasoir n'avait pas encore rendue moins soyeuse. Le nez et la bouche manquaient de délicatesse; mais la forme avait la correction et la vigueur d'un dessin classique. Son teint, d'un brun chaud, semblait incapable de trahir aucune émotion, et on aurait pu comparer ses grands yeux clairs à deux billes d'agate. Il était de taille moyenne avec une poitrine assez large pour faire craindre de voir éclater son linge sous l'effort égal de sa respiration. Et pourtant, grâce à son bon sourire humain, il n'avait l'air ni d'un jeune taureau, ni d'un gladiateur; peut-être sa voix résonnait-elle avec une certaine dureté. Mes félicitations ne me valurent qu'une réponse cérémonieuse; les phrases de politesse échangées au siècle d'Auguste ont dû être prononcées avec cette gravité.

J'avais toujours regardé ma filleule comme une petite personne essentiellement américaine dans le sens le plus flatteur du mot, et je doutai que ce jeune Latin réussît jamais à comprendre l'élément transatlantique qui dominait chez Marthe, bien que tout annonçât qu'il serait pour elle un compagnon loyal et aimant. Elle me parut si douce, si séduisante dans sa blonde gentillesse, qu'il me fut impossible de croire qu'il n'eût pas songé à cela autant qu'à la belle dot dont, en bon Italien, il avait sans doute demandé le chiffre exact. Quant à lui, il ne possédait que le domaine paternel, une villa située près des murs de Rome et que, faute de ressources,

il laissait dans un triste état de délabrement. — Elle est tout aussi amoureuse de la villa que du comte, me dit la mère de Marthe; elle songe à convertir son futur, rien de mieux; mais elle songe surtout à restaurer la villa.

Les tapissiers se mirent à l'œuvre bien avant le jour fixé pour le mariage. Il fallut remeubler les salons et ratisser les allées du parc. Marthe fit de nombreuses visites d'inspection durant ces préparatifs. Un jour, elle entra dans mon atelier avec une mine consternée. Elle venait de trouver les ouvriers en train de gratter le sarcophage qui ornait la grande avenue, le dépouillant de sa couche de mousse, lui enlevant la sainte moisissure des siècles! C'est ainsi qu'ils entendaient embellir l'antique villa! Elle leur avait ordonné de transporter le pauvre monument dans le coin le plus humide de la propriété, car, après le sourire de son fiancé, — sourire si lent à venir, si lent à disparaître, — ce qu'elle admirait le plus, c'était le teint rouillé des vieux marbres. Quant à la conversion du comte, elle s'opérait plus lentement que le reste, et, à vrai dire, Marthe déploya peu de zèle dans cette dernière entreprise. Elle aimait son futur au point de croire que nul changement ne le rendrait meilleur. De son côté, il eut le bon goût de n'exiger d'elle aucun sacrifice de ce genre, et je fus frappé un jour de l'heureuse promesse d'une scène dont le hasard me rendit témoin. C'était un dimanche, à Saint-Pierre, durant les vêpres. J'avais rencontré là ma filleule qui se promenait radieuse au bras de son fiancé. La foule se tenait groupée devant l'autel, et la nef restait presque déserte. De temps à autre, la voix des chantres m'arrivait pour se perdre avec lenteur dans l'atmosphère alourdie par les parfums qui s'échappaient des encensoirs. Au moment où je l'aperçus, Marthe, la tête rejetée en arrière, contemplait la magnifique immensité de la voûte et du dôme. Je compris qu'elle se trouvait dans cette disposition d'esprit où le sentiment de l'existence gravite autour d'un centre unique, et que son admiration pour les splendeurs de l'art se confondait avec son amour. Les fiancés s'arrêtèrent près des sombres confessionnaux, à peine suffisans pour le nombre des pécheurs repentis, et Marthe parut adresser à son compagnon quelque protestation passionnée. Peu d'instans après, je les rejoignis.

— Ne pensez-vous pas comme moi, me dit le comte, qui ne m'adressait jamais la parole qu'avec une déférence affectueuse, qu'avant d'épouser une si pure et si douce créature, je ferai bien d'aller m'agenouiller là-bas sur l'heure et de confesser tous les péchés que j'ai pu commettre?

Marthe le regarda d'un œil où le reproche se mêlait à l'admiration. Elle semblait affirmer que son prétendu s'accusait à tort ou

que, s'il avait des défauts, ce ne pouvaient être que des défauts trop magnifiques pour qu'il eût à en rougir.

— Sais-tu ce que je viens de lui proposer? dit-elle en se penchant vers moi avec la confiance filiale qu'elle m'a toujours témoignée et en rougissant un peu. Je suis prête à changer de religion, s'il me l'ordonne. Il y a des momens où je suis terriblement lasse d'assister aux cérémonies du catholicisme en simple spectatrice; ce serait un soulagement pour moi de venir ici pour prier. Après tout, les églises sont faites pour cela comme nos temples. Donc, *Camillo mio*, si l'idée que je suis une hérétique jette une ombre sur votre cœur, j'irai m'agenouiller devant le bon vieux prêtre qui entre dans ce confessionnal, et je lui dirai : « Mon père, je me repens, j'abjure, je crois, — baptisez-moi au nom de la vraie foi. »

— Si c'est une concession que tu veux faire au comte, répliquai-je, il devrait te donner l'exemple en devenant protestant.

Elle avait parlé d'un ton léger, mais avec une ferveur mal dissimulée. Le jeune homme la contempla d'un air grave et surpris, puis secoua la tête.

— Gardez votre religion, dit-il. Si vous essayiez d'embrasser la mienne, peut-être n'étreindriez-vous qu'une ombre. Je suis un pauvre catholique; je ne comprends guère ces chants et ces splendeurs. Lorsque j'étais jeune, j'ai eu bien de la peine à apprendre mon catéchisme, et on me traitait de païen. Il ne faut pas que vous soyez meilleure catholique que votre mari. Quoique je ne comprenne pas non plus votre religion, je vous prie de n'en point changer. Si elle a servi à faire de vous ce que vous êtes, elle ne saurait être mauvaise. — Et, prenant la main de Marthe, il allait la porter à ses lèvres lorsqu'il se rappela qu'il se trouvait dans un endroit où les passions profanes sont mal venues.

— Sortons, murmura-t-il en se pressant le front, cette atmosphère me fait toujours mal.

Le mariage fut célébré au mois de mai, et nous nous séparâmes pour l'été. La mère de la petite comtesse alla répandre sur la haute société de New-York l'éclat de sa noblesse de reflet. Lorsque je revins à Rome, vers le commencement du printemps, je trouvai le jeune couple installé dans la villa, dont on réparait peu à peu les dégradations. Je me mis en frais d'éloquence afin d'empêcher les décorateurs d'avoir la main trop lourde. En ma qualité de peintre toujours à la recherche de « sujets, » j'aurais préféré voir les ruines s'accumuler. Ma filleule partageait mes idées, parfois même elle se montrait plus conservatrice que moi. Je souriais de son zèle archéologique, et je l'accusais d'avoir épousé le comte parce qu'il ressemblait à une statue de la décadence. Je passais mes journées à

la villa, et mon chevalet demeurait sans cesse dressé sous les arbres du parc. Je me pris d'une passion d'artiste pour cette charmante retraite, et j'établis une intimité avec chaque bosquet enchevêtré, chaque tronc tordu, chaque vase couvert de tartre, chaque sarcophage effrité,— avec les bustes de ces vieux Romains défigurés qui n'étaient pas assez beaux pour perdre impunément un trait de leur visage sévère. Le parc manquait d'étendue; mais, bien qu'il existât à Rome beaucoup de villas plus prétentieuses et plus splendides, aucune ne me paraissait plus romanesque dans sa beauté inculte, plus riche en précieuses vieilleries, plus remplie d'échos historiques. Il y avait là une allée bordée de houx dans laquelle je venais régulièrement passer quelques heures par jour. Les branches des arbres s'entrelaçaient de façon à former une arcade d'une symétrie originale, et, comme l'avenue se trouvait exposée sans interruption à l'ouest, l'approche de la nuit y répandait une brume dorée qui, pénétrant à travers les feuilles, planait sur les branches noueuses et sur les marbres plaqués de mousse. Elle servait d'asile à d'innombrables fragmens de sculpture, — statues sans nom, têtes sans nez, sarcophages rongés, qui lui donnaient un aspect délicieusement chimérique. Les statues se dressaient là dans un crépuscule perpétuel, comme des êtres consciens plongés dans les tristes souvenirs d'un passé irrévocable.

Marthe jouissait d'un bonheur idyllique et s'abandonnait tout entière à son amour. Je fus obligé de m'avouer que les règles les plus inflexibles ont leurs exceptions, et qu'un comte italien peut devenir un mari exemplaire. Valério méritait ce titre et paraissait disposé à se laisser adorer. L'existence du jeune couple n'était qu'un échange de caresses aussi candides et aussi expansives que celles des bergers et des bergères de Théocrite. Se promener d'un pas indolent à travers l'allée des houx, sentir le bras de son mari autour de sa taille, rêver la joue appuyée sur l'épaule de son compagnon, rouler pour lui des cigarettes qu'il fumait silencieusement dans la rotonde pavée de mosaïque qui s'ouvrait au centre de la maison, lui verser le vin contenu dans une vieille amphore, — ces gracieuses occupations suffisaient au bonheur de la jolie comtesse.

Elle se promenait parfois à cheval avec son mari sur les sentiers couverts d'herbes, à l'ombre des aqueducs et des tombes; parfois elle souffrait qu'il montrât sa charmante femme dans les grands dîners ou aux bals de Rome. Elle tenta même de réaliser, au profit du comte, un beau projet de lecture quotidienne des journaux; mais cet exercice était sujet à des fluctuations causées par la facilité déplorable avec laquelle Camillo s'endormait. Ce défaut, sa femme ne cherchait pas à le déguiser et songeait encore moins à le blâmer.

Elle ne demandait pas mieux que de rester assise auprès de lui et de chasser les mouches tandis qu'il s'abandonnait à une somnolence pittoresque. S'il m'arrivait de me présenter devant une de ces siestes, elle posait un doigt sur ses lèvres et m'assurait à mi-voix qu'elle trouvait son mari aussi beau endormi qu'éveillé. J'avoue que je me sentais tenté de répondre qu'il était au moins aussi divertissant, car le bonheur n'augmentait pas le nombre des sujets dont il aimait à s'entretenir. On ne pouvait l'accuser de manquer de bon sens, et ses avis sur les questions pratiques valaient la peine d'être écoutés. Il venait souvent s'asseoir près de moi lorsque je peignais et me soumettait des critiques amicales. Son goût était peu cultivé; mais il voyait juste, — la mesure qu'il prenait de la ressemblance entre quelque détail de ma copie et de l'original méritait autant de confiance que si elle eût été obtenue à l'aide d'un instrument de précision. Toutefois il semblait doué d'une discrétion ou d'une simplicité peu commune et absolument dépourvu d'idées. Il n'affichait ni croyances, ni espérances, ni craintes, — rien que des goûts et des appétits auxquels il se livrait avec la sérénité d'un sybarite. Lorsque je le voyais errer sous les ombrages du parc en regardant ses ongles, je me demandais s'il possédait ce que l'on peut convenablement appeler une âme, et si un bon caractère joint à une bonne santé ne représentait pas la somme de ses mérites. — Il est fort heureux qu'il ne soit pas méchant, pensais-je, car rien dans sa conscience ne tiendrait en bride les mauvais instincts. S'il avait des nerfs irritables au lieu d'un tempérament paisible, il nous étranglerait aussi facilement que le jeune Hercule étranglait les pauvres petits serpens. C'est l'homme de la nature! Par bonheur, sa nature est douce, et je puis mêler mes couleurs en toute sécurité.

A quoi songeait-il durant les loisirs ensoleillés qui le séparaient du monde des travailleurs, auquel je me flattais encore d'appartenir malgré ma manie de barbouiller sur de vieux panneaux la copie de ces statues frustes qui ressortaient si bien sur un fond vert? Je m'imaginai qu'à certains momens sa pensée le transportait dans un autre monde. Il fallait une caresse de Marthe ou un bruit inattendu pour le tirer de sa rêverie. Les marques d'amour qu'il prodiguait à sa femme avaient quelque chose qui ne me plaisait qu'à moitié. Qu'il eût ou non une âme, il ne semblait pas soupçonner que la comtesse pût en posséder une. Je prenais un intérêt de parrain dans ce que je croyais pouvoir, sans pédanterie, appeler « le développement moral » de ma filleule. J'aimais à voir en elle un être susceptible des plus nobles émotions; mais que devenait sa vie spirituelle dans cette longue lune de miel païenne? Un jour ou l'autre, elle se lasserait d'admirer les beaux yeux du comte et ferait

un appel à son esprit. Je savais qu'elle formait des projets d'étude et de charité, car elle voulait remplir dignement son rôle de patricienne; mais, bien que Valério trouvât les journaux soporifiques, je me doutais qu'il ne tournerait pas bien vite pour sa femme les pages du Dante, et que les anecdotes de Vasari ne le charmeraient guère. Pourrait-il conseiller, instruire, guider sa compagne? Et si elle devenait mère, comment partagerait-il ses responsabilités? Sans doute, il assurerait à son petit héritier une solide paire de bras et de jambes, une abondante moisson de cheveux noirs; mais j'avais de la peine à me le figurer enseignant au robuste bambin ses lettres, ses prières ou les premiers rudimens des vertus enfantines. Le comte, il est vrai, possédait un talent qui ferait de lui un agréable camarade de jeux : il portait sans cesse dans ses poches une collection de précieux fragmens d'un antique pavage, — échantillons de porphyre, de malachite, de lapis, de basalte, — déterrés sur son domaine, et qui devaient leur poli à un maniement continuel. Vous auriez pu le voir s'amuser pendant des heures entières à les lancer à la file pour les rattraper sur le dos de sa main. Son talent était si remarquable qu'il envoyait une pierre à une hauteur de cinq pieds et la recevait à la descente.

Je surveillai avec une inquiétude affectueuse quelque symptôme annonçant que Marthe s'apercevait que son mari ne la valait pas. Une ou deux fois, à mesure que les semaines s'écoulaient, je crus reconnaître à son regard qu'elle se rappelait certains entretiens où j'avais affirmé, — avec autant de justesse que vous voudrez, — qu'un Espagnol ou un Italien peut être un très brave garçon, mais qu'il ne respectera jamais au fond la femme qu'il prétend aimer. Presque toujours cependant mes noires prévisions se dissipaient dans l'atmosphère enchantée de l'antique paradis où nous vivions isolés du monde moderne, et n'ayant que faire des scrupules modernes. L'endroit était si calme, si bien enfoui dans un passé silencieux, que l'on y respirait malgré soi un bonheur somnolent. Parfois, tandis que je peignais, je voyais mes hôtes passer, en se tenant par le bras, à l'extrémité d'une avenue, et la brillante vision me faisait trouver mes couleurs plus ternes. Alors je me persuadais que j'avais pour mission de devenir le fidèle chroniqueur d'une poétique légende.

Bien que le spectacle de cette rare félicité n'eût rien de monotone, j'appris avec plaisir que le comte, cédant aux sollicitations de Marthe, allait entreprendre une série de fouilles systématiques. Les fouilles sont un luxe coûteux, et ni Valério ni ses prédécesseurs immédiats n'avaient eu les moyens de faire de l'archéologie en amateurs; mais ma filleule, convaincue que le sol du parc cachait d'innombrables trésors, croyait honorer l'antique maison qui l'ac-

ceptait pour maîtresse en consacrant une partie de sa fortune à une bonne œuvre profitable aux arts. Elle pensait sans doute que ce généreux procédé enlèverait à ses dollars leur vile odeur commerçante. Elle consulta des experts, et fut bientôt prête à jurer, en s'appuyant sur des prémisses irréfutables, qu'une colossale statue de Minerve, en bronze doré, dont parle Strabon, attendait patiemment l'heure de la résurrection à une centaine de mètres de l'angle nord-ouest de la villa. J'eus l'honneur de dîner chez elle en compagnie de deux vieux antiquaires grotesques qui, le repas achevé, durent se livrer à des marches forcées à travers le parc. Ces messieurs, bien qu'ils ne fussent d'accord sur aucune autre question, déclarèrent à tour de rôle à la comtesse, en la prenant à part, que des fouilles savamment dirigées donneraient une récolte de splendides découvertes. Valério avait non-seulement témoigné de l'indifférence, mais s'était opposé à ce projet. Plus d'une fois il avait même interrompu les prévisions enthousiastes de sa femme avec une aigreur inusitée. — Qu'ils dorment en paix, les pauvres dieux déshérités, dit-il. Ne trouble pas leur repos. Que leur veux-tu? Nous ne pouvons pas les adorer. L'Apollon, la Cérès, la Minerve, que tu es si sûre de découvrir, songes-tu à les placer sur des piédestaux pour qu'on les critique et qu'on les raille? Puisque tu ne peux croire en eux, ne les dérange pas.

Je me rappelle avoir été assez frappé de la véhémence d'un aveu que sa femme lui arracha lorsqu'un jour, à la suite de quelque remontrance de ce genre, elle l'accusa en riant d'être superstitieux. — Oui, je suis superstitieux! s'écria-t-il. Peut-être ne le suis-je que trop; mais les Valerius sont des Italiens de la vieille roche, et il faut me prendre tel quel. Ah! on voit et l'on entend ici des choses qui laissent derrière elles d'étranges influences! Ces choses ne te touchent pas, naturellement, puisque tu es d'une autre race; moi, elles me frappent dans le bruit des feuilles, dans l'odeur du sol moisi, dans le regard vide de ces vieux marbres. J'ose à peine contempler une statue en face. Il me semble voir d'autres yeux rouler dans ces orbites de pierre, et je ne sais trop ce qu'ils veulent me dire. J'appelle ces pauvres statues des revenans. En conscience, nous en avons déjà assez dans le parc qui se tiennent là aux écoutes, plongeant les yeux dans chaque coin obscur. N'en déterrons plus!

Cette sortie de Valério était trop bizarre pour que sa femme y vît autre chose qu'une plaisanterie, et bien que je prisse les paroles du comte plus au sérieux, il plaisantait si rarement, que j'aurais regretté d'interrompre le sourire de ma petite Marthe. Grâce à son sourire, elle triompha, et au bout de quelques jours on vit arriver une sorte de *detective* doué, disait-on, du flair archéologique, et es-

corté d'une douzaine de terrassiers. Pour ma part, ces mesures par trop énergiques ne me souriaient pas. Si j'aimais les statues déterrées, les préparatifs de l'exhumation ne me plaisaient guère, et je maudissais les bruits profanes qui menaçaient de troubler le silence de ma retraite.

Le personnage chargé de diriger les fouilles m'inspira une assez vive antipathie. C'était un petit homme fort laid qui avait l'air d'un gnome sorti des entrailles de cette terre qu'il bouleversait pour y chercher des chefs-d'œuvre. Il ne louchait pas, et cependant ses yeux glauques vous regardaient rarement en face. Sa chevelure inculte cachait son front, et malgré la petitesse de sa taille, ses bras étaient d'une longueur démesurée. Il allait furetant partout avec vivacité, et sur sa large bouche s'épanouissait un sourire méphistophélique qui me donnait à croire qu'il songeait à l'argent que le comte se disposait à enfouir plus qu'aux marbres ou aux bronzes que nous espérions tirer du sol. Dès que la première motte de gazon eut été retournée, l'humeur de Valério changea, et la curiosité vainquit ses scrupules. Il aspirait avec délices l'odeur de la terre humide, et son regard devenait de plus en plus animé à mesure que l'on creusait. Si une pioche résonnait contre une pierre, il poussait une exclamation de joie, et, pour l'empêcher de sauter dans la tranchée, il fallait qu'un des travailleurs lui annonçât que c'était une fausse alerte. La perspective d'une découverte causait à mon hôte une étrange agitation nerveuse. Plus d'une fois je le rencontrai se promenant d'un air inquiet sous les arbres séculaires, comme s'il eût enfin commencé à penser. Il me prenait alors le bras et discutait avec un optimisme fiévreux les probabilités d'une trouvaille. Cette ardeur subite me surprenait un peu, et je cherchais à deviner s'il s'enthousiasmait en vue du passé ou de l'avenir, — si, au lieu de rêver aux beautés d'une Minerve ou d'un Apollon, il n'en supputait pas la valeur vénale. Lorsque le comte me dénonçait les terrassiers comme une bande de fainéans, leur chef se permettait à mon adresse un clignement d'yeux qui semblait me donner à entendre que les fouilles cachaient un piége. Notre patience fut soumise à une assez longue épreuve, car on creusa en vain plus d'un trou. Le comte, découragé, cessa d'abréger ses siestes; mais le petit expert poursuivit ses recherches en homme qui connaît son métier. Tandis que je me tenais devant mon chevalet, j'entendais les travailleurs à l'œuvre. Quand le bruit des pioches devenait moins régulier, j'interrompais ma tâche, et mon cœur battait plus fort.

Un matin, il me sembla que les voix étaient plus animées que de coutume; mais, préoccupé par un effet de lumière difficile à

reproduire, je ne me dérangeai pas. Soudain une ombre obscurcit le bas de ma toile, et je me retournai. Le petit gnome se tenait à mon côté, l'œil brillant, casquette en main, le front baigné de sueur. Il portait sous le bras un fragment de marbre. En réponse à mon regard interrogateur, il me le montra, et je vis que c'était une main de femme admirablement sculptée. — Venez, me dit-il laconiquement, — et il me conduisit vers la tranchée. Les ouvriers se pressaient autour de la fosse, de sorte que je n'aperçus rien jusqu'à ce que mon guide leur eût ordonné de s'écarter. Alors, éclairée en plein par les rayons du soleil qu'elle reflétait presque en dépit de ses taches terreuses, inclinée sur un amas de décombres, m'apparut une superbe statue de marbre. Au premier coup d'œil, elle me sembla colossale; mais je ne tardai pas à reconnaître que ses proportions parfaites n'avaient rien de surhumain. Mon pouls se mit à battre la charge, car je me trouvais en face d'un chef-d'œuvre, et l'on pouvait se sentir fier d'être un des premiers à lui souhaiter la bienvenue. Sa beauté merveilleuse lui donnait un aspect vivant. On eût dit que ses yeux distraits renvoyaient aux spectateurs leur regard de surprise. Elle était amplement drapée, et je vis que je n'avais pas devant moi une Vénus. — C'est une Junon, me dit d'un ton décisif le gnome, comme s'il eût deviné ma pensée. — En effet, elle semblait personnifier la suprématie et le repos célestes. Sa tête sereine, entourée d'une seule bandelette, ne pouvait s'abaisser que pour signifier un ordre, ses yeux regardaient droit devant elle, sa bouche respirait un orgueil implacable, une de ses mains, étendue, paraissait avoir autrefois porté quelque emblème de souveraineté olympienne; le bras dont la main avait été brisée pendait à son côté dans une pose majestueusement classique. L'œuvre, dans ses moindres détails, était d'une grâce achevée, et, bien que l'effort tenté pour donner du caractère à l'expression rappelât vaguement les procédés modernes, cette Junon était conçue à la manière large et simple de la grande période grecque. C'était un chef-d'œuvre et une merveille de conservation.

— A-t-on prévenu le comte? demandai-je bientôt, car ma conscience m'adressait des reproches, comme si nos regards eussent enlevé quelque chose à la statue.

— Le signor comte n'est pas levé, répondit le petit explorateur en ricanant. On a craint de le déranger.

— Le voici ! s'écria un des ouvriers.

Et l'on s'écarta pour livrer passage au maître, dont le sommeil venait d'être brusquement interrompu, à en juger par son teint plus animé que de coutume et par sa chevelure un peu ébouriffée.

— Ah! mon rêve ne me trompait pas! s'écria-t-il après être resté un moment immobile, les yeux fixés sur la statue.

— Qu'avez-vous rêvé? lui demandai-je en remarquant que son visage trahissait moins de satisfaction que d'effroi.

— Que l'on avait découvert une Junon et qu'elle se levait pour poser sa main de marbre sur la mienne.

Une sorte de cri rauque s'échappa du gosier des ouvriers effrayés.

— Voici la main, dit le petit homme, montrant son admirable fragment. Je la tiens depuis une demi-heure; ce n'est donc pas elle qui a pu vous toucher.

— Quant au reste, il n'y a pas d'erreur, ajoutai-je, c'est bien une Junon. Admirez-la à votre aise.

Je me retirai; puisque le comte était superstitieux, je voulais lui laisser le temps de se remettre.

Je regagnai la maison pour annoncer la bonne nouvelle à ma filleule, que je trouvai sommeillant sur un gros bouquin archéologique, mais d'un sommeil sans rêves. — Ils ont jeté la sonde au bon endroit, lui dis-je; ils viennent de mettre au jour une Junon, — une Junon de Praxitèle pour le moins.

Marthe laissa tomber son in-octavo et sonna pour demander une ombrelle. Je lui décrivis de mon mieux la statue, mais non de façon à la lui faire admirer sur parole, car elle m'écouta avec une petite moue dédaigneuse. — Un long peplum cannelé? répéta-t-elle. Drôle de costume pour une statue! Je ne crois pas qu'elle soit si belle.

— Elle est assez belle pour vous rendre jalouse, répliquai-je.

Nous trouvâmes Valério les bras croisés en contemplation devant la déesse ressuscitée. L'irritation nerveuse causée par son rêve s'était dissipée, mais sa physionomie trahissait une émotion encore plus profonde. Il était pâle, et il demeura silencieux lorsque sa femme s'approcha de lui. Toutefois je ne jurerais pas que l'attitude de Marthe ne fût pas un hommage plus sincère rendu à la beauté de Junon. Chemin faisant, elle avait ri de mes rhapsodies, et je m'étais rappelé une assertion d'un auteur dont le nom m'échappe et qui prétend que les femmes n'ont pas le sentiment de la beauté parfaite. Elle admira longtemps la statue sans prononcer une parole, la tête appuyée sur l'épaule de son mari; puis elle s'avança d'un air presque craintif vers le marbre, auquel on avait improvisé une sorte de piédestal. La jeune femme posa ses deux mains roses sur les doigts de pierre de la déesse et les pressa sous une chaude étreinte, fixant ses yeux brillans sur ce front imperturbable. Lorsqu'elle se retourna, une larme d'admiration tremblait sons ses cils, — larme que son mari ne remarqua pas, tant il demeurait absorbé.

Il avait sans doute donné l'ordre de servir à boire aux ouvriers. En ce moment, on roula jusqu'à nous un tonneau de vin; le petit gnome, ayant rempli le premier verre, s'avança tête découverte et l'offrit obséquieusement à la comtesse. Elle ne fit qu'y tremper les lèvres et le passa à son mari. Celui-ci le porta machinalement à sa bouche; puis il se ravisa tout à coup, leva le verre au-dessus de sa tête et le vida avec solennité aux pieds de la statue.

— Mais c'est une libation! m'écriai-je.

Valério ne répondit pas, et s'éloigna à pas lents.

II.

Ce jour-là, on ne travailla plus. Les ouvriers restèrent étendus sur le gazon, contemplant l'admirable statue avec la satisfaction qu'un beau morceau de sculpture inspire à tout vrai Romain, mais sans gaspiller leur vin en cérémonies païennes. Dans l'après-midi, le comte fit une nouvelle visite à la Junon, et ordonna de la transporter le lendemain au casino. Ce casino était un grand pavillon construit sur le modèle d'un temple ionique et qui s'élevait dans une partie du jardin, où les ancêtres de Valério avaient souvent dû se réunir pour boire des sirops glacés et déguster de savans madrigaux. Il renfermait quelques fragmens de sculptures antiques voilés par maintes toiles d'araignée, et il était assez vaste pour contenir le musée plus précieux dont je me plaisais à regarder la Junon comme le point de départ. On ne tarda pas à poser la belle déesse sur un cippe funéraire renversé, solide piédestal où elle dominait dans une attidude sereine. Le surveillant des fouilles, qui connaissait à fond tous les procédés de restauration, la frotta et la gratta avec un art mystérieux, enleva les taches laissées par la terre et doubla l'éclat de sa beauté. L'œuvre harmonieuse parut briller d'une fraîcheur et d'une pureté nouvelles; sans sa main brisée, on eût pu s'imaginer qu'elle venait de recevoir le dernier coup de ciseau. Les amateurs de Rome commencèrent à parler de cette merveille. Au bout de trois ou quatre jours, une demi-douzaine de *conoscenti* se mirent en route pour la voir. Je me trouvai là lorsque le premier de ces messieurs (un Allemand à lunettes bleues, un grand carton sous le bras) présenta sa requête au valet de chambre du comte. Ce dernier entendit la voix du solliciteur, alla à sa rencontre et le toisa froidement des pieds à la tête.

— Signor comte, dit l'Allemand sans autre préambule, votre Junon doit être une Proserpine; je me fais fort de vous prouver...

— Je n'ai ni Junon ni Proserpine dont je tienne à discuter

l'identité avec vous, interrompit Valério. Vous avez été mal renseigné.

— Quelle indigne mystification! s'écria l'Allemand. Quoi! vous n'avez pas déterré une statue?

— Aucune qui mérite l'attention d'un érudit tel que vous.

— Mais vous avez sûrement découvert quelque chose? La rumeur publique...

— La peste étouffe la rumeur publique! répliqua le comte d'un ton farouche. Je n'ai rien à montrer, — rien, comprenez-vous? Soyez assez bon pour en prévenir vos amis.

La réponse était claire et nette. L'infortuné archéologue poussa un soupir, et reprit le chemin du Capitole en secouant avec tristesse sa crinière jaunâtre. Moi, je le plaignais; je me permis d'adresser des remontrances à mon hôte. — Autant vaudrait que votre Junon fût encore sous terre, lui dis-je, si personne ne doit la voir.

— Je la verrai, et cela suffit, répliqua-t-il. — Puis il ajouta aussitôt en remarquant ma surprise : — Son grand portefeuille m'a agacé. Il aurait voulu faire quelque hideux croquis.

— Voilà qui me touche, dis-je, car je songeais aussi à prendre une petite esquisse.

Il se tut pendant une minute ou deux, puis se tourna vers moi, me saisit le bras et répondit avec une gravité extraordinaire : — Rendez-lui visite vers l'heure du crépuscule, asseyez-vous en face d'elle, et contemplez-la à loisir. Je crois qu'ensuite vous ne songerez plus à votre esquisse. Sinon, mon bon vieil ami, vous êtes le maître.

Je suivis son conseil, et, comme ami, je renonçai à mon projet; mais un artiste sera toujours un artiste, et au fond je désirais vivement tenter un dessin. Des ordres conformes à ce que Camillo avait répondu au visiteur tudesque furent donnés aux gens de la villa, qui, avec la largeur de conscience et la sincérité dont sont doués les Italiens, plaignirent les curieux d'avoir été si grossièrement trompés. Je ne doute pas que, faute de mieux, ils n'aient su rendre la condoléance lucrative. Toute nouvelle fouille fut ajournée comme impliquant un affront pour l'incomparable Junon. On congédia les terrassiers, mais le petit explorateur continua de hanter le parc et de sonder le sol pour son propre plaisir. Un jour, il m'aborda avec sa grimace équivoque habituelle. — Pourriez-vous m'apprendre, signor, ce qu'est devenue la belle main de la Junon? me demanda-t-il à brûle-pourpoint et d'un ton mystérieux.

— Je ne l'ai pas revue depuis le jour de la trouvaille, répondis-je. Je me souviens que, lorsque je me suis éloigné, elle gisait sur l'herbe à côté de la tranchée.

— Oui, à l'endroit où je l'avais déposée moi-même. Ensuite elle a disparu. *Ecco!*

— Soupçonnes-tu un de tes hommes? Un pareil fragment vaut plus de *scudi* que la plupart d'entre eux n'en ont jamais vu.

— Il y en a dans le nombre qui sont plus voleurs que les autres; mais, si j'accusais le pire de la bande, le comte se fâcherait.

— Il doit pourtant attacher de la valeur à cette belle main?

Le petit expert en exhumations regarda un instant autour de lui et cligna de l'œil. — Il y attache tant de valeur qu'il l'a volée lui-même, dit-il.

— Volée lui-même! Quelle idée! Après tout, la statue lui appartient.

— Pas tant que cela! Une aussi belle chose appartient un peu à tout le monde; chacun a le droit de l'admirer; mais le comte la tient sous clé comme si c'était une image sacro-sainte de la madone, et veut être seul à la voir. En somme, il n'y a pas de mal à cela, puisque la dame est en pierre. Et que fait-il de cette main précieuse? Il l'a enfermée dans un coffret d'argent; il en fait une relique!

Et le grotesque personnage s'éloigna en ricanant, me laissant fort intrigué. Si le comte n'aimait pas à montrer sa Junon, c'était là une conséquence assez naturelle de la joie que lui causait la possession d'un tel trésor. Il ne tarderait sans doute pas à ouvrir aux curieux les portes du casino, et en attendant je devais me réjouir de voir qu'il y eût des limites à son apathie constitutionnelle. Cependant les jours s'écoulèrent, et sa joie ne devint pas plus communicative. Qu'il admirât sa déesse de marbre, je ne songeais pas à le lui reprocher; cependant était-ce une raison pour mépriser l' h u manit? On eût dit néanmoins qu'il se plaisait à établir entre elle et nous des comparaisons qui tournaient au détriment des simples mortels, sans en excepter sa charmante femme. Lorsque je cherchais à me persuader qu'il n'était ni plus ni moins aimable qu'autrefois, le visage de Marthe donnait un démenti à mon optimisme. Bien qu'elle ne se plaignît pas, son allure trahissait une touchante perplexité. Elle fixait souvent les yeux sur Valério avec une sorte de curiosité éplorée, comme si une surprise mêlée de commisération eût tenu tout ressentiment en échec. Naturellement je ne pouvais m'enquérir de ce qui se passait entre eux dans l'intimité. Il ne se passait rien, je le devinais, — et c'était là le malheur. Le comte, distrait et taciturne, évitait le regard de sa femme. Lorsque par hasard il remarquait que je le contemplais d'un air de reproche, ses yeux brillaient d'un éclat passager, — il semblait à moitié tenté de m'adresser un défi railleur et à demi disposé à justifier sa conduite. Si

Marthe s'approchait de lui, il se détournait avec un frisson mal dissimulé. J'enrageais. Je me mis à haïr le comte et tout ce qui lui appartenait. — J'avais mille fois raison, pensai-je; un comte italien peut séduire l'œil, mais c'est une étoffe brûlée d'un mauvais usage. Parlez-moi d'un brave Américain, qui ne vous trompe pas comme ces mystérieux produits du vieux monde! Tout peintre que je suis, je ne conseillerai jamais à une femme de choisir un mari pittoresque!

La villa, avec ses ombres pourprées, ses jours éclatans, ses marbres muets et son interminable panorama du mont Albano, cessa de m'attirer. Mes paysages ne valaient rien. Je voyais tout en laid. Je m'asseyais, je préparais ma palette et il me semblait mêler de la boue avec mes couleurs. Je ne broyais que du noir, et un poids intolérable s'appesantissait sur mon cœur. Le comte m'apparaissait comme une efflorescence maladive des mauvais germes que l'histoire avait implantés dans sa race. Comment s'étonner qu'il se montrât cruel? Chez les siens, la cruauté n'était-elle pas une tradition et le crime un exemple? Les passions de ses ancêtres s'agitaient en aveugles au fond de sa nature inculte et demandaient à se faire jour. Quel lourd héritage! pensais-je en évoquant la longue procession des aïeux du comte. Il fallait remonter jusqu'à l'époque dissolue de la renaissance des arts et des vices, jusqu'aux ténèbres des premiers siècles chrétiens, jusqu'à l'origine des Valerius, dont le nom se rattache aux annales de la Rome primitive, pour reparaître à travers les pages les plus sombres de l'histoire, De telles archives sont à elles seules une malédiction, — et ma pauvre filleule se figurait que ce passé ne pèserait ni plus lourdement ni moins gracieusement sur son existence que la plume qui ornait son chapeau!

Il me serait difficile de préciser la durée de cette pénible situation. Je la trouvai d'autant plus longue que Marthe se montrait plus réservée et qu'il m'était impossible de lui offrir un mot de consolation. Une femme impressionnable, lorsqu'elle rencontre une déception dans le mariage, épuise ses propres ressources avant de demander conseil à autrui. Les préoccupations du comte, de quelque nature qu'elles fussent, le troublaient de plus en plus : il allait et venait sans but apparent, avec une brusquerie nerveuse; il faisait seul de longues promenades à cheval, et jugeait rarement nécessaire de s'excuser auprès de sa femme. Pour qu'un homme devînt aussi sombre sans motif avoué, il fallait qu'il fût très malheureux. Il m'avait toujours traité avec le respect que méritait ma barbe grise, et j'espérais que le jour viendrait où il me permettrait de sonder sa blessure. Un soir, après avoir pris congé de ma filleule, je trouvai le comte dans le jardin, contemplant à la lueur des étoiles

un Hermès niché dans un bosquet d'orangers. Je m'assis à son côté et je lui dis sans détour que sa conduite demandait une explication. Il tourna à moitié la tête vers moi et son regard brilla un instant d'un sombre éclat.

— Je comprends, murmura-t-il; vous me croyez fou.

— Non, répliquai-je; mais je vous crois malheureux, et quand on laisse un trop libre cours aux idées noires, notre pauvre cerveau est rudement éprouvé.

Il demeura quelques minutes sans répondre, puis s'écria : — Je ne suis pas malheureux; je suis prodigieusement heureux! Vous ne pouvez vous imaginer quel plaisir j'éprouve à rester assis sur ce banc, à contempler ce vieil Hermès si maltraité par les siècles. Autrefois il me faisait peur; le froncement de ses sourcils me rappelait l'abbé qui m'enseignait le latin et qui me lançait des regards terribles lorsque j'estropiais Virgile. Aujourd'hui il me semble le compagnon le plus affectueux et le plus jovial du monde, et il ne réveille en moi que d'agréables pensées. Il y a deux mille ans, il montrait ses grosses lèvres boudeuses dans le jardin de quelque vieux Romain. Il a vu des pieds chaussés de sandales fouler le sol, et des têtes couronnées se pencher sur les coupes pleines: il connaissait les anciennes cérémonies et l'ancien culte, les anciens Latins et leurs dieux. Tandis que je le regarde, il me décrit tout ce passé. Non, non, mon ami, je suis le plus heureux des mortels!

J'avais déclaré que je ne le croyais pas fou; mais je ne trouvais rien de rassurant dans cette bizarre rhapsodie. L'Hermès, par le plus grand des hasards, conservait un nez intact, et lorsque je songeai que ma chère petite comtesse était négligée en faveur de ce bloc inanimé, je me promis de revenir le lendemain armé en guerre et d'administrer au marbre païen un vigoureux coup de marteau qui le rendrait trop ridicule pour un tête-à-tête sentimental. En attendant, l'infatuation du comte n'était pas chose risible, et, après avoir réfléchi, je l'engageai vivement à voir soit un prêtre, soit un médecin.

Il poussa un éclat de rire formidable.

— Un prêtre? Que ferais-je d'un prêtre, et que ferait-il de moi? Je n'ai jamais trop aimé les prêtres et je me sens moins disposé que jamais à les aimer. Un prêtre, répéta-t-il en posant la main sur mon bras, ne m'envoyez pas un prêtre, si vous tenez à sa raison! Ma confession épouvanterait le pauvre homme au point de le rendre fou. Quant à un médecin, je ne me suis jamais mieux porté, et à moins que vous ne vouliez m'empoisonner par charité chrétienne, je vous engage à ne pas déranger les docteurs.

Décidément il avait le cerveau malade, et pendant quelques jours

je n'eus pas le courage de retourner à la villa. Comment devais-je l'accueillir? Quelles mesures prendre? Que faire pour assurer le bonheur et sauvegarder la dignité de Marthe? J'errai à travers les rues de Rome en me posant ces questions, et une après-midi je me trouvai dans le Panthéon. Afin d'échapper à une averse printanière, je m'étais réfugié dans le vaste temple, que ses autels chrétiens n'ont qu'à moitié transformé en église. Aucun édifice romain ne conserve une empreinte plus profonde des siècles passés, — aucun ne démontre d'une façon plus claire que ces anciennes croyances où nous ne voyons plus que des fables monstrueuses ont été des réalités. L'immense dôme semble renvoyer à l'oreille un vague écho du culte oublié, comme un coquillage ramassé au bord de la mer nous apporte la rumeur de l'océan. Sept ou huit personnes étaient éparpillées devant les divers autels; une autre se tenait seule au centre de l'édifice, sous l'ouverture pratiquée dans la coupole. Dès que je m'approchai, je reconnus le comte. Il était planté là, les mains derrière le dos, contemplant les nuages chargés de pluie, qui passaient au dessus du grand œil-de-bœuf, et regardant ensuite le cercle humide formé sur les dalles.

Le pavage du Panthéon, à cette époque, était raboteux, disjoint et magnifiquement vieux. L'ample espace exposé aux intempéries des saisons restait aussi couvert de moisissure et de taches verdâtres que le sentier d'un jardin mal entretenu. Une herbe microscopique poussait dans les crevasses et scintillait sous les gouttes de pluie. Le grand courant d'air qui passait par la voûte ouverte dissipait l'odeur de l'encens ou des cierges, établissant ainsi des rapports plus directs entre les fidèles et la nature extérieure, — ou du moins le comte ressentait une impression de ce genre. Son visage révélait une extase indéfinissable, et il était trop absorbé dans sa contemplation pour s'apercevoir de ma présence. Au dehors, le soleil luttait bravement contre les nuages; néanmoins une pluie fine continuait à tomber et descendait sous forme de vapeur illuminée dans les pénombres du vieux sanctuaire. Valério la suivait dans sa descente avec le regard fasciné d'un enfant qui voit couler l'eau d'une fontaine. Il se détourna enfin pour se diriger vers un des autels, pressant une main sur son front. Il ne fit qu'une courte station, contempla un instant ce coin de l'église et tourna soudain sur lui-même pour regagner la place qu'il occupait d'abord. Ce ne fut qu'alors qu'il me vit. Il fut sans doute frappé du regard que je fixais sur lui; il s'avança aussitôt vers moi et me tendit cordialement la main. Si je ne me trompe, il était en proie à une agitation nerveuse qu'il s'efforçait de maîtriser.

— C'est le plus beau monument de Rome, dit-il. Cela vaut mieux

que Saint-Pierre. Croiriez-vous que je le visite pour la première fois? Je laissais ce spectacle aux étrangers qui se promènent avec leur guide rouge sous le bras, lisent une description et se figurent qu'ils ont vu. Ah! il faut *sentir* pour comprendre la convenance et la beauté de ce grand dôme ouvert! Aujourd'hui il n'y a que la pluie, le soleil et le vent qui pénètrent par là; mais autrefois les dieux et les déesses du paganisme venaient planer un instant sur cette ouverture, descendaient avec une lenteur majestueuse et prenaient place devant leur autel. Quelle procession alors qu'on pouvait la contempler avec les yeux de la foi! Et que nous a-t-on donné à leur place?

Il haussa les épaules avec un geste de pitié.

— Mon cher Camillo, lui dis-je avec douceur, vous devez tolérer les croyances d'autrui. Voudriez-vous donc rétablir l'inquisition, et au profit de Jupiter et de Mercure?

— Ils ne toléreraient point mes croyances, s'ils les connaissaient! On a beaucoup parlé des persécutions païennes; mais les chrétiens aussi ont persécuté, et les anciennes divinités ont été adorées dans les caves et dans les bois aussi bien que les nouvelles. Elles n'en valaient pas moins pour cela! C'est dans les caves, dans les bois, dans les sources, dans les entrailles de la terre qu'elles habitaient. Et c'est là, — et ici également, malgré toutes les lustrations chrétiennes, — qu'un fils de la vieille Italie peut encore les retrouver!

Il m'en avait dit plus qu'il ne voulait, et son masque venait de tomber. Je le regardai fixement, et je ressentis cette subite effusion de pitié qu'inspire la vue d'un être irresponsable. Le secret qui le troublait m'était connu, et je me sentis soulagé. Étouffant mon envie de rire, je me contentai d'affecter un air bénévole. Il me lança un regard soupçonneux, comme pour s'assurer jusqu'à quel point il s'était trahi, et ce regard m'apprit, je ne sais trop comment, qu'il avait une conscience sur laquelle on pouvait agir. Dans ma reconnaissance, j'étais prêt à invoquer toutes les divinités qu'il lui plairait d'invoquer.

— Prenez garde, lui dis-je, si ce sacristain vous entendait... et passant mon bras sous le sien, je l'emmenai hors de l'église.

J'étais effrayé et indigné; cependant cet aveu m'amusait. Le comte passait à l'état de phénomène, et les phénomènes m'ont toujours intéressé. Durant le reste de la journée, je ne songeai qu'à l'étrange indélébilité des caractères distinctifs d'une race. J'avais qualifié Valério de « jeune latin, » — plus latin en réalité que je ne l'avais supposé! L'heure de la discrétion était passée. Le lendemain je parlai à ma filleule. Elle espérait depuis quelque temps,

je crois, que je l'aiderais à soulager son cœur, car elle fondit en larmes et m'avoua qu'elle se regardait comme la plus malheureuse des femmes.

— Tout d'abord, me dit-elle, je me figurai que je me trompais, que ce n'était pas son amour à lui qui diminuait, mais mon exigence à moi qui croissait. Tout à coup j'ai senti mon cœur se glacer, convaincue qu'il ne m'aimait plus, et qu'un obstacle surgissait entre nous. Ce qui m'embarrassait, c'était l'absence de toute cause, — car je ne lui avais donné aucun motif de plainte, et rien n'annonçait qu'il y eût une autre femme dans le cas. Je me suis mis l'esprit à la torture pour découvrir en quoi j'ai pu lui déplaire, et pourtant il se comporte en homme trop vivement offensé pour se plaindre. Il ne m'adresse ni un mot de blâme, ni un regard de reproche. Il a tout simplement renoncé à moi! J'ai cessé d'exister pour lui!

Sa voix tremblait, et elle avait si bien l'air de me supplier de lui venir en aide, que je fus sur le point de lui annoncer que j'avais résolu l'énigme et que nous pouvions considérer la victoire comme à moitié remportée. Je craignis de la trouver incrédule. Ma solution était si absurde que je résolus d'attendre que j'eusse des preuves convaincantes à lui fournir. Je continuai donc à surveiller le comte de façon à ne pas exciter ses soupçons, et cela avec une vigilance que ma curiosité rendait singulièrement tenace. Je me remis à ma peinture, ne perdant aucun prétexte pour rôder autour du casino. Le comte cherchait évidemment à se rappeler ce qui lui était échappé lors de notre rencontre au Panthéon. Je lisais sur son visage assombri qu'il me pardonnait à moitié son indiscrétion. De temps à autre il me lançait un regard où la méfiance semblait lutter contre l'envie de s'expliquer. Je me sentais tout disposé à provoquer un aveu; mais le cas était des plus embarrassans. Au fond, ses illusions m'inspiraient une sorte de tendre respect. Je lui enviais la force de son imagination, et je fermais parfois les yeux avec la vague idée que, dès que je les rouvrirais, je verrais Apollon accorder paresseusement sa lyre sous les arbres qui me faisaient face, ou Diane accourir le long de l'avenue des houx. Le plus souvent mon hôte me semblait tout simplement un malheureux jeune homme affligé d'un torticolis moral qu'il importait de guérir au plus vite. Cependant, si le remède devait avoir quelque rapport avec la maladie, il faudrait un pharmacien bien ingénieux pour le composer!

Un soir, ayant souhaité bonne nuit à Marthe, je me mis en route selon mon habitude pour regagner mon logis. Cinq minutes après avoir quitté la villa, je m'aperçus que j'avais oublié mon lorgnon. Je me rappelai qu'en peignant j'avais brisé le cordon et que je l'avais accroché à une branche. Comme je me proposais de lire le

journal du soir au Café Greco, il ne me restait d'autre alternative que de retourner sur mes pas. Je découvris sans peine ce que je cherchais, et je m'attardai un moment à contempler le curieux aspect de l'endroit que j'avais étudié en plein jour. La nuit était magnifique et chargée des parfums d'un printemps romain. La lune répandait déjà ses lueurs argentées sur les lourdes masses d'ombres. Tout en observant ces effets, je poursuivis ma promenade, et je me trouvai à l'improviste en vue du casino.

Au même instant, la lune, qu'un nuage venait de voiler, inonda de sa pâle clarté une petite statue qui ornait le bas de cette construction d'une originalité par trop cherchée. Je me souvins qu'il y avait là, tout près de moi, une statue autrement belle et que ce genre d'éclairage ne pouvait manquer d'être très avantageux à la Junon emprisonnée. La porte du casino, comme à l'ordinaire, était fermée à clé; mais Diane illuminait si généreusement les fenêtres de l'édifice que ma curiosité devint aussi obstinée qu'inventive. Je traînai plusieurs siéges près du mur et je pus grimper assez haut pour que mes yeux se trouvassent au niveau d'une des croisées. Cédant à un premier effort, les charnières tournèrent sur leurs gonds, et je contemplai à mon aise ce que je voulais voir : — Junon visitée par Diane. L'admirable statue, baignée dans un flot radieux, brillait d'un doux éclat, qui la rendait plus divinement belle. Si, en plein soleil, son teint suggérait l'idée de l'or terni, elle avait l'air en ce moment d'être en argent. L'effet était presque terrible. Comment croire qu'une beauté aussi éloquente soit inanimée? Telle fut ma première impression. Je vous laisse à penser si la seconde dut être moins saisissante. A peu de distance du piédestal de la statue, juste en dehors de la lumière qui répandait une auréole autour de la Junon, je vis tout à coup une figure prosternée dans l'attitude d'une profonde adoration. Il me serait difficile d'exprimer à quel point elle compléta l'effet produit sur moi. Elle semblait proclamer ce magnifique chef-d'œuvre une déesse et donner raison à l'orgueil triomphant qui éclatait sous son masque de pierre. Je n'ai pas besoin de dire que cet adorateur n'était autre que le comte. Ses yeux étaient fermés. Bientôt les rayons de la lune vinrent donner un ton livide à ses traits, déjà pâlis par la fatigue. Il avait rendu visite à Junon sous l'empire d'une étrange hallucination. Épuisé soit pour avoir résisté, soit pour avoir trop cédé à sa ferveur païenne, il était tombé en syncope; cependant sa respiration égale m'annonça qu'il n'y avait pas lieu de m'alarmer. En effet, il ne tarda pas à sortir de sa léthargie, poussa une exclamation inintelligible, regarda autour de lui comme quelqu'un qui sort d'un rêve; puis, reconnaissant l'endroit où il se trouvait, il se leva, se tint un

instant immobile, les yeux fixés sur la statue resplendissante, avec une expression où je crus lire qu'il protestait contre le charme qu'il subissait. Enfin il laissa échapper des paroles sans suite dont je ne pus saisir le sens, et après avoir hésité et poussé un gémissement, il se dirigea avec lenteur vers la porte. Je descendis de mon poste d'observation aussi vite, aussi peu bruyamment que possible, et je passai derrière le casino; à peine descendu, j'entendis le bruit de la clé dans la serrure et celui des pas du comte, qui s'éloignait.

Le lendemain, lorsque je rencontrai le petit gnome dans le parc, je levai le doigt avec un geste que je croyais plein de menaces. Loin de paraître intimidé, il se mit à ricaner ainsi qu'aurait pu le faire un de ces diablotins auxquels je me plaisais à le comparer, et tortilla sa moustache.

— Si tu t'avises encore de creuser des trous ici, lui dis-je, on te jettera dans la tranchée la plus profonde et on entassera sur toi la terre que tu auras enlevée. Nous avons assez de tes statues. Cette Junon nous a menés loin!

Il éclata de rire. — Je m'y attendais bien un peu! s'écria-t-il.

— A quoi?

— A voir le comte lui adresser ses prières.

— Bonté du ciel! le cas est-il donc si commun?

— Au contraire il est très rare; mais il y a si longtemps que je remue ce monstrueux héritage de vieilleries que j'ai appris une foule de choses. Je sais que d'anciennes reliques peuvent opérer des miracles modernes. Nous avons tous en nous un germe païen, — je ne parle pas pour vous, illustrissime étranger, — et les divinités d'autrefois retrouvent parfois des adorateurs. L'esprit du passé respire encore ici, et le signor comte en a subi l'influence. C'est un excellent homme; mais, entre nous, c'est un chrétien impossible!

Et le singulier personnage s'abandonna de nouveau à une hilarité inconvenante.

— Puisque tu vois si clair, lui dis-je, il était de ton devoir de me prévenir. J'aurais envoyé promener tes ouvriers.

— La Junon est une si belle œuvre!

— Que le diable emporte sa beauté! Peux-tu me dire ce qu'est devenue celle de la comtesse? Pour rivaliser avec ta Junon, elle se transforme elle-même en statue.

Le gnome haussa les épaules.

— Oui, mais la Junon vaut cinquante mille *scudi!*

— J'en donnerais cent mille pour la voir détruite, répliquai-je. Peut-être après tout aurais-je à te prier de creuser un autre trou.

— A votre service! répondit-il avec un profond salut, et nous nous séparâmes.

Deux jours plus tard je dînai à la villa, et je rencontrai le comte face à face pour la première fois depuis sa syncope dans le casino. Il paraissait encore faible et restait plongé dans une morne rêverie. Je m'imaginai que les sentiers de la nouvelle foi n'étaient pas tous semés de roses et que la Junon devenait de jour en jour une maîtresse plus exigeante. Le dîner à peine terminé, il se leva de table et alla prendre son chapeau. Il passa près de Marthe et lui lança un de ces regards pleins d'une vague supplication qu'il m'avait souvent adressés. Il l'attira près de lui avec une sorte d'ardeur irritée; puis, au lieu de l'embrasser, s'éloigna à grands pas. L'occasion était propice, et tout nouveau retard inutile.

— Ce que j'ai à t'annoncer est presque incroyable, dis-je à la comtesse; mais peut-être ne trouveras-tu pas la chose aussi terrible que tu le craignais. *Il y a une femme dans le cas!* Ta rivale est la Junon. Le comte, — comment dirai-je? — le comte l'a prise au sérieux.

Marthe garda le silence; au bout d'une minute, elle posa la main sur mon bras, et je compris qu'elle avait déjà à moitié deviné ce que je croyais lui apprendre.

— Tu admirais son antique simplicité, repris-je. Eh bien! tu vois jusqu'où elle va. Il est retourné à la foi de ses pères. Cette statue impérieuse, endormie pendant des siècles, s'est réveillée pour ranimer l'ancienne croyance. Voilà Valério plongé dans cette mythologie qui t'a causé tant d'ennui à l'école. En un mot, ma chère enfant, ton mari est un païen.

— Je présume que tu seras affreusement choqué, répliqua-t-elle, si je te dis que peu m'importe sa foi pourvu qu'il la partage avec moi. Je croirai à Junon, s'il le veut! Ce n'est pas là ce qui me tourmente. Que mon mari redevienne pour moi lui-même! Ce qui me désole, c'est l'abîme d'indifférence ouvert entre nous. Sa Junon est la réalité; je suis la fiction.

— Après la fable, la morale, repris-je, le pauvre garçon n'a succombé qu'à moitié : l'autre moitié proteste. Il doit sentir vaguement que tu es un fruit du temps plus parfait qu'aucune de ces dames pour qui Junon était une terreur et Vénus un exemple. Il a traversé l'Achéron, mais il t'abandonne sur la rive opposée, comme un gage confié au présent. Son gage, il faudra qu'il vienne le réclamer. Il nous a prouvé qu'il est un descendant des Valerius; — eh bien! nous ferons de lui le dernier des Valerius, et néanmoins son décès laissera ton Valério en bonne santé!

Je m'exprimai avec une confiance absolue, car il me semblait que, si le comte devait être ramené, ce serait par la certitude que son escapade n'avait pas poussé sa femme à le haïr. Nous nous en-

tretînmes longuement, et je réussis à rendre un peu d'espoir à ma filleule, qui, avant que je m'éloignasse, voulut sortir pour voir la Junon.

— Elle m'a fait peur dès le premier jour, me dit-elle, et je ne l'ai pas revue depuis qu'on l'a installée au casino. Peut-être apprendrai-je quelque chose d'elle, — peut-être devinerai-je comment elle l'a charmé!

J'hésitai un moment, car je craignais de troubler un tête-à-tête de Valério... Puis, comme je vis que ma filleule partageait mes craintes et qu'elle voulait remporter la victoire en affrontant le danger, je lui offris le bras. Le ciel était nuageux, et cette fois la triomphante déesse ne pourrait briller que de son propre éclat. Arrivé près du casino, je m'aperçus que la porte était entr'ouverte et qu'une lumière brûlait à l'intérieur. Une lampe suspendue devant la déesse nous permit de constater que la salle était vide. En face de la statue se dressait un autel improvisé à l'aide d'un fragment de marbre antique enrichi d'une inscription grecque illisible. Nous aurions vraiment pu nous croire dans un temple païen, et nous contemplâmes avec une muette admiration la beauté de cette Junon impassible. Notre recueillement aurait dû être augmenté, je le suppose, par un curieux reflet rougeâtre que renvoyait la surface de l'autel peu élevé; le résultat fut tout autre, — un seul coup d'œil suffit pour nous apprendre que nous voyions briller une petite mare de sang!

Ma compagne détourna les yeux en poussant un cri d'horreur. Une foule de conjectures hideuses m'assaillirent, et je sentis mon cœur se soulever; mais je me rappelai qu'il y a sang et sang, et que les Latins sont postérieurs aux cannibales.

— Sois-en convaincue, dis-je à ma filleule, il ne s'agit que d'un agneau, d'une chèvre ou d'un veau en bas âge.

Mais ces quelques gouttes cramoisies suffisaient pour irriter les nerfs et blesser la conscience de Marthe. Elle regagna la maison dans un triste état d'agitation. Je ne la quittai pas, et je parvins à lui rendre un peu de calme. Le comte n'était pas rentré, et à chaque instant nous nous attendions à le voir paraître. Je fumai mon cigare d'un air tranquille, cachant de mon mieux mes inquiétudes secrètes. Les heures s'écoulaient, et le comte ne se montrait pas. Je cherchai à expliquer sa longue absence d'une façon rassurante. — Les gouttes de sang qui rougissent cet autel, pensai-je, doivent avoir dissipé son illusion. Le sacrifice a été une heureuse nécessité, car au fond Valério est trop doux pour ne pas s'adresser des reproches, pour ne pas abhorrer une idole d'une exigence aussi cruelle. Il erre à travers les rues comme une âme en peine, et va nous revenir guéri et repentant. — Certes j'aurais accepté plus aisément ces hypo-

thèses, si j'avais pu entendre dans le vestibule le pas du coupable. Vers l'aube, le scepticisme menaça de m'envahir, et je me mis à me promener fiévreusement sous le portique. Je m'y trouvais à peine depuis quelques minutes, lorsque je vis le comte traverser la pelouse d'un pas lourd. Ses traits fatigués annonçaient qu'il avait marché toute la nuit sans que son esprit se fût plus reposé que son corps. Arrivé près de moi, il s'arrêta avant de pénétrer dans la maison, et me tendit la main sans prononcer un mot; je la serrai dans une étreinte cordiale, — son pouls désordonné me révéla l'agitation qu'il désirait cacher.

— Ne voulez-vous pas voir Marthe? lui demandai-je.

Il passa la main sur ses yeux.

— Non, pas maintenant,... plus tard, répliqua-t-il.

Ce fut une déception pour moi; mais je persuadai à ma filleule que Valério avait rompu le charme de la sorcière païenne. Pauvre petite, elle ne demandait pas mieux que de me croire. Je regagnai mon logis. Une affaire importante m'empêcha de retourner à la villa avant l'heure du crépuscule. On me dit que je rencontrerais la comtesse au jardin. Je la cherchai d'abord avec discrétion, de peur de troubler les épanchemens d'une réconciliation; ne voyant pas ma filleule, je me dirigeai vers le casino, et je me trouvai soudain nez à nez avec le petit gnome.

— Votre excellence aurait-elle par hasard sur elle une vingtaine de mètres de bonne corde? me demanda-t-il avec le plus grand sérieux.

— Veux-tu donc pendre quelqu'un pour le punir des maux que tu as causés? répliquai-je.

— Il s'agit de choses pendables, je vous en réponds. La comtesse a donné des ordres. Vous la trouverez dans le casino. Elle a beau avoir la voix douce, elle sait se faire obéir.

A la porte du casino se tenaient cinq ou six travailleurs attachés au domaine. Ils avaient l'air aussi vaguement solennels que les serviteurs qui suivent le convoi d'un défunt de première classe. Les paroles de la comtesse et son attitude impérieuse m'expliquèrent l'énigme posée par l'entrepreneur d'exhumations. Les yeux fixés sur la Junon, qui, renversée de son piédestal, gisait sur un brancard improvisé, elle me montra du doigt la statue et me dit :

— Elle est belle, elle est majestueuse,... n'importe! il faut qu'elle rentre sous terre! — et son geste passionné semblait désigner une fosse ouverte.

J'étais ravi; mais je jugeai plus digne de me caresser le menton d'un air sagace. — Elle vaut cinquante mille *scudi*, dis-je.

Ma filleule secoua tristement la tête.

— Si nous la vendions au pape pour distribuer l'argent aux pau-

vres, répliqua-t-elle, cela ne nous servirait à rien. Il faut qu'elle rentre dans son trou,... il le faut! Nous n'avons d'autre alternative que d'étouffer sa beauté sous un amas de terre. Oui, c'est horrible, et il me semble presque que nous allons l'enterrer vivante; mais hier, lorsque Camillo a refusé de me voir, j'ai compris qu'il ne me reviendra pas tant qu'elle restera sur terre. Pour rompre complétement le charme, il faut enfouir à jamais la Junon.

— Puisse le ciel récompenser ce sacrifice! lui dis-je.

Quand mon petit gnome revint, il ne ressemblait guère à un envoyé céleste; seulement il était adroit, ce qui pour le moment le rendait fort utile. De temps à autre, il laissait échapper une sorte de lamentation étouffée, comme pour protester contre la cruauté de la comtesse; mais je le vis examiner la statue détrônée avec une joie contenue et un ricanement qui excitait la surprise des travailleurs. Il arriva muni d'une ample provision de corde. Ses aides ayant enlevé le brancard, il les mena vers le trou d'où l'on avait tiré la statue et que l'on s'était abstenu de combler en vue de fouilles ultérieures. Lorsque les porteurs atteignirent le bord de la fosse, la nuit tombait, et l'obscurité voilait sous son linceul la beauté de la victime de marbre. Personne ne proféra une parole, — chacun éprouvait des regrets, sinon de la honte. Quelle que fût notre excuse, la cérémonie semblait monstrueusement profane. Enfin les cordes furent ajustées, et la Junon descendit avec lenteur dans sa tombe. La comtesse arracha quelques fleurs d'un buisson voisin et les jeta sur la poitrine de la déesse. — Repose en paix, dit-elle, et à tout jamais!

— A tout jamais! répéta une voix.

Nous nous retournâmes. Le comte, le regard fixe, les bras croisés, s'approchait de l'excavation. Je me plaçai entre ma filleule et son mari, redoutant les terribles conséquences que pouvait provoquer le coup d'état de Marthe. La jeune femme m'écarta doucement et se plaça devant le comte.

— Qui donc a ordonné cela? demanda-t-il d'un ton de menace en se tournant de mon côté.

— Moi, répondit Marthe d'une voix résolue.

Le comte demeura un instant pensif, puis son regard enveloppa la charmante créature qu'il oubliait depuis plus d'un mois. Ses traits se détendirent; il poussa un long soupir et lui saisit brusquement les mains.

— Ah! *cara mia!* dit-il, tu me sauves!

— J'étais jalouse, répliqua-t-elle.

— Et moi j'ai été fou. Qu'elle dorme en paix, ta rivale d'un jour! Elle est le passé, — tu es le présent et l'avenir.

HENRI JAMES.

LE

DESSÉCHEMENT DU ZUIDERZÉE

On remarquait naguère, à l'exposition du Congrès de géographie, dans la section hollandaise, un beau plan où M. Leemans retrace les travaux projetés pour le desséchement du Zuiderzée. Rien n'est plus sérieux que cette gigantesque entreprise. L'autre jour, la chambre des Pays-Bas votait un crédit pour procéder à de nouveaux sondages et pour vérifier encore une fois la qualité des terrains qu'on prétend rendre à la culture. Bien que ces travaux intéressent plus la Hollande que l'Europe, les Français ne manqueront pas de s'associer par leurs sympathies à l'activité persévérante du petit peuple néerlandais, qui, dans un siècle de prodiges, sait se distinguer par la hardiesse des conceptions et par l'habileté des moyens.

A vrai dire, le génie de cette race industrieuse s'exerce surtout dans une lutte sans fin contre les eaux. Ne semble-t-il pas qu'en ces lieux elles font des efforts incessans pour ravir à l'homme le fruit de son labeur et pour engloutir la contrée dans une inondation désastreuse? Qu'on jette les yeux sur la carte hollandaise dressée au ministère de la marine par les soins du bureau topographique : on reconnaîtra, à des nuances ingénieusement combinées, que la moitié du pays au moins est sous le niveau de la mer, et que toutes ces riches provinces sont seulement défendues contre l'océan par une ligne de dunes sablonneuses coupées d'innombrables brèches. On est donc obligé de protéger les parties faibles par des digues. Cependant la mer ne cesse de ronger cet obstacle et de tenter contre lui des assauts parfois victorieux. Ainsi en 1277 une invasion soudaine des eaux marines produisit le lac Dollart; en 1421, la rupture de plusieurs digues forma le lac Bies-Bosch, et noya, dit-on, 100,000 personnes. A ce danger s'ajoute la menace incessante des eaux fluviales, qui de toutes parts descendent en Hol-

lande comme dans un vaste réservoir : l'Ems, le Vecht, l'Yssel, l'Amstel, le Rhin, la Meuse, l'Escaut, se donnent rendez-vous aux Pays-Bas, et, grâce à leurs rives plates, les moindres crues deviendraient des inondations sans les massifs remblais qui les contraignent à suivre leur cours. Parfois pourtant la nature déjoue ces précautions : comme ces fleuves coulent sur un terrain mouvant, il leur arrive de s'ensabler. Par exemple, jusqu'en 869, le Rhin avait son embouchure au-dessus de Leyde; mais à cette époque il s'encombra et ne trouva plus d'issue. En 1709, un canal lui rouvrit la voie, et quelques années plus tard de nouveaux ensablemens arrêtèrent encore les eaux; c'est en 1807 seulement que fut achevé le percement des dunes qui lui assure aujourd'hui un passage. En ces derniers temps, la Meuse a donné des embarras analogues : la navigation y devenait chaque jour plus dangereuse, et on a dû y exécuter de grands travaux.

On ne s'étonnera pas que, dans de telles conditions, la Hollande se soit surtout occupée des constructions hydrauliques et qu'en ce genre elle n'ait pas de maîtres. Là, chacun s'intéresse aux digues, aux écluses, aux canaux : du bon entretien de ces ouvrages dépend la prospérité privée et publique. Le gouvernement lui-même a créé, sous le nom de *Waterstaat*, une sorte de ministère des eaux, conseil supérieur que composent les ingénieurs et les savans les plus distingués, car la défense du pays contre l'inondation exige une vigilance incessante et une science sûre de son fait. Dans ces plaines basses, couvertes d'alluvions et de dépôts tourbeux, sur un fond compressible, toutes les ressources de l'art deviennent indispensables pour établir les puissantes constructions qu'exige la sécurité du pays. Aussi les travaux publics ont-ils pris dans cette contrée un admirable essor. Il suffit de rappeler le canal de Nord-Hollande, où deux frégates pourraient naviguer de front, ces ponts avec des travées d'ouverture de 120 à 150 mètres, ce port créé sur une côte droite, avec des jetées longues chacune d'un kilomètre et demi. A voir toutes ces entreprises hardies, réalisées avec tant de bonheur, il semble que le courage des Hollandais s'exalte en proportion même de la difficulté de l'ouvrage. Au commencement de ce siècle, on desséchait le lac de Harlem, grand de 18,000 hectares. Dans les quinze dernières années, on a rendu à la culture le golfe de l'Y, avec une dépense de 64 millions de francs. Maintenant il ne s'agit de rien moins que de couper par une énorme digue la moitié du Zuiderzée, et d'ajouter au royaume une douzième province. Le *Waterstaat*, la chambre, le gouvernement, s'intéressent tous au projet. Le moment est donc venu d'étudier ici l'histoire de cette entreprise, les moyens d'exécution et les résultats espérés.

I.

Le Zuiderzée est la plus jeune des mers européennes. Selon Tacite et les géographes anciens, elle n'existait pas encore lorsque les Romains envahirent ces parages; le pays était couvert de sombres forêts, au milieu desquelles s'étendait le lac *Flevo;* un fleuve, nommé *Flevum,* établissait une communication avec la mer. Peut-être le sable des dunes obstrua-t-il l'embouchure; ce qui est certain, c'est que les eaux de l'Amstel et de l'Yssel s'attardèrent peu à peu dans le lac. Plus tard, par ses travaux, Drusus Néron augmenta l'Yssel d'une partie des eaux du Rhin, et le danger s'accrut encore. Enfin le Flevo déborda et transforma ses rives boisées en marécages. Tel fut l'état des lieux jusqu'en l'an 1282, époque à laquelle la mer, poussée sans doute par une tempête du nord, fit irruption dans cette vaste plaine bourbeuse, dont elle devait garder la propriété pendant plus de six siècles.

Bien longtemps personne ne songea qu'on pût contester à l'océan sa conquête; mais en 1849 l'ingénieur van Diggelen conçut l'idée d'un desséchement complet, au moyen d'une digue qui fermerait le détroit d'ouverture. Par malheur, l'énormité des travaux proposés, la violence de la mer en cet endroit, l'existence de courans rapides et de chenaux profonds rendaient ce plan impraticable. Pendant seize ans, on n'y pensa plus.

En 1865, M. Rochussen, ancien gouverneur-général des îles néerlandaises, esprit actif et entreprenant, reprit l'idée abandonnée. A son instigation, M. Beyerinck, du *Waterstaat,* ancien directeur des travaux de Harlem, se chargea de rédiger un avant-projet, d'après lequel on devait restreindre le desséchement à la partie méridionale de la mer. Aussitôt la société néerlandaise du crédit foncier s'engagea dans l'entreprise et chargea M. Stieltjes des premiers sondages; un chimiste lui fut adjoint pour analyser les échantillons de terre extraits du golfe. Le résultat de ces études préparatoires fut très satisfaisant; on acquit la certitude que le lit du Zuiderzée était presque partout formé d'une terre d'alluvion fort grasse, en couche épaisse, et excellente pour la culture. Alors M. Heemskerk, ministre de l'intérieur, prit l'affaire en main : il composa un conseil spécial, formé de 11 membres du *Waterstaat,* qui consulta toutes les parties intéressées, prit avis des administrations provinciales, communales et hydrographiques, puis rédigea en 1868 un rapport qui approuvait la concession du desséchement à la Société néerlandaise du crédit foncier, sous la réserve qu'elle présenterait d'abord un projet définitif. Dès lors

l'affaire devenait trop sérieuse pour que le gouvernement restât étranger à l'entreprise. En mai 1870, une commission d'état fut instituée par ordonnance royale, et, après trois années d'études, le 21 avril 1873, un nouveau rapport, approuvé par une forte majorité, déclarait enfin le projet praticable et avantageux.

Ces hautes approbations ne tardèrent point à émouvoir l'opinion publique. Dès le mois de février 1874, une brochure parut à La Haye sous ce titre : *Où en sommes-nous du desséchement du Zuiderzée?* L'auteur demandait que le 25e anniversaire de l'avénement de Guillaume III fût célébré par un décret qui ordonnerait le commencement des travaux. En même temps la presse, les chambres de commerce, les conseils municipaux envoyèrent au gouvernement des adresses pour appuyer ce vœu. Bref, en septembre, dans le discours du trône, le roi se déclara favorable à l'entreprise; puis les états-généraux, en répondant au roi, demandèrent qu'on se mît à l'œuvre sans retard. Enfin la chambre vient de voter 8,000 florins pour l'achèvement des études préparatoires. Tout fait donc espérer que, dans un court délai, le projet entrera dans la période d'exécution.

Lorsqu'on jette les yeux sur la carte, on est pris d'un doute involontaire devant ce large bassin à vider, ces rives lointaines à unir par une digue, cette énorme masse d'eau à puiser et à déverse dans la mer; mais dès aujourd'hui le rapport de la commission répond aux incrédules : tout y est prévu, les moyens pratiques, la durée du travail, la somme probable des dépenses. Et ce ne sont point là de ces appréciations hypothétiques qui trompent si souvent les espérances de l'ingénieur : en ce genre d'entreprises, la Hollande a une longue expérience, et chaque chiffre est étayé par des faits. En résumant ce rapport, nous parlerons d'abord de la grande digue d'isolement, destinée à faire un lac du Zuiderzée méridional; viendront ensuite les ouvrages secondaires, tels que canaux intérieurs, ponts et écluses, puis les machines dont on se sert pour pomper l'eau ou pour draguer les vases, enfin les travaux d'exploitation, chaussées et chemins de fer.

La grande digue est évidemment la plus importante des constructions à exécuter; elle est aussi la plus difficile. Selon le projet, elle partira de la ville d'Enkuizen, sur la rive occidentale, se dirigera en ligne droite jusqu'à l'île d'Urk, puis, avec deux angles rentrans très ouverts, rejoindra la côte orientale à Kampen. Elle sera longue de 40 kilomètres, avec 50 mètres de largeur à la base, et 8 mètres au-dessus du niveau moyen des hautes mers, déterminé par le point de repère d'Amsterdam. La berme extérieure aura 5 mètres; la berme intérieure portera une voie ferrée et un chemin de halage pour le canal riverain. Sur trois points, à l'île d'Urk,

à Enkuizen et à Kampen, de doubles écluses ouvriront une communication avec la mer libre.

Pour comprendre que l'industrie de l'homme ne recule pas devant un pareil travail, il faut se rappeler que le Zuiderzée est très peu profond, que son lit est partout semé de fonds bas, qu'à côté d'un chenal de 15 à 20 pieds s'étendent de vastes bancs de sable, recouverts d'eau à 3 ou 4 pieds seulement. En outre, par un heureux hasard, l'un de ces bancs de sable s'étend sans interruption d'Enkuizen à Kampen, et il fournira pour la digue une assise solide. Si l'on devait traverser des terrains tourbeux ou vaseux, la difficulté serait doublée; mais on sait par expérience que ces sables compactes portent sans danger les poids les plus lourds; on a pu même y bâtir sans pilotis des ponts de chemin de fer sur la ligne d'Amsterdam. Enfin on doit remarquer encore que ce sable fournira pour les digues des matériaux de remplissage, excellens et tout transportés.

Ainsi nul obstacle sérieux ne s'oppose à la réalisation du projet. Si l'on veut maintenant s'initier aux détails pratiques, on peut prendre pour exemples plusieurs ouvrages exécutés déjà dans des conditions semblables. Les travaux anciens de Westkappel, et ceux tout récens du golfe de l'Y, nous enseigneront les procédés mis en usage par les ingénieurs hollandais.

Auprès du village de Westkappel, les dunes qui protégent l'île de Walchren s'abaissent tout à coup, et le pays serait inondé sans la digue qui ferme le passage. Cette digue se rompit en 1808, et beaucoup d'habitans périrent. Aujourd'hui elle est solidement rétablie et compte parmi les plus belles de la contrée. Haute de $7^{m},10$ au-dessus de A P (1), elle présente à la mer un talus incliné de 1 mètre pour 14 mètres, de sorte que le flot vient s'y briser doucement; sa largeur au sommet est de 12 mètres. Le corps de la construction est ainsi composé : d'abord un fort enrochement à pierres perdues, puis un revêtement de $0^{m},50$ de pierres de Tournai, qui s'élève jusqu'à $0^{m},60$ au-dessus des hautes mers moyennes. La partie supérieure est couverte d'une couche d'argile gazonnée, et la berme porte deux chemins, l'un de fer, pour l'approvisionnement des matériaux de réparation, l'autre de terre pour la circulation des piétons et des voitures. Le tout est protégé par une estacade de onze rangées de pieux, dont les têtes s'élèvent à 1 mètre au-dessus du revêtement.

Quelques modifications ont été apportées à la digue de l'Y, terminée en 1872. Les talus forment, non plus un seul plan très oblique sur le plan horizontal, mais trois plans qui se coupent avec

(1) Point de repère d'Amsterdam.

des angles inégaux. La partie inférieure au niveau des eaux basses est construite en pierre, avec une inclinaison de 1 mètre par 3, 4 ou 5 mètres, selon l'endroit. A partir du point où se brise le flot, commence un second plan, encore en pierre et incliné de 1 mètre par 20 mètres. Enfin, au-dessus des marées moyennes, le troisième plan se relève de 1 mètre par 3 mètres, ce qui suffit pour une surface que la mer atteint rarement. La berme seule est gazonnée. On a dû aussi, en raison de la mobilité des terrains argileux et vaseux sur lesquels on travaillait, changer quelque chose à la composition intérieure de l'ouvrage, et recourir à l'emploi des plates-formes en fascines, fort usitées aux Pays-Bas. Ces plates-formes, fortement liées, et superposées en se rétrécissant, forment de chaque côté de la digue des massifs très résistans, entre lesquels on fait un remplissage de terre et de sable. Par ce moyen, on prévient les affaissemens et les écroulemens, on obtient une stabilité parfaite, et on donne au barrage une indissoluble ténacité.

Sans doute on ne peut prévoir pour la digue du Zuiderzée les innovations partielles que suggérera peut-être aux ingénieurs une expérience chaque jour plus clairvoyante; mais il est incontestable que les dispositions qui viennent d'être expliquées seront généralement adoptées. Il est vraisemblable toutefois que la configuration extérieure de la digue se rapprochera de celle de l'Y plutôt que de celle de Walchren, parce qu'on réalisera ainsi une grande économie de matériaux et de main-d'œuvre. Dans tous les cas, on a pu dès maintenant se faire sur l'ensemble des travaux une idée assez exacte pour évaluer approximativement le prix de revient.

Une fois la digue construite, il faut procéder au desséchement. A cet effet, on divise d'abord en portions secondaires le terrain précédemment isolé. Les carrés ainsi formés sont épuisés à leur tour par de puissantes machines, situées le long des canaux de décharge. Ces canaux de décharge se raccordent aux grands canaux de communication maritime, qui aboutissent eux-mêmes aux vastes réservoirs, où l'eau s'accumule en attendant pour sortir l'heure favorable de la marée basse. Pour la description de ces travaux compliqués, nous suivrons le plan dressé par M. Leemans.

Les grands canaux maritimes (*zuiderzeebœzem*) ont pour objet propre de rendre, après le desséchement, accessibles aux gros navires les ports qui bordent aujourd'hui le littoral de la mer. Plusieurs ouvrages de ce genre existent déjà dans le pays; sans parler du vieux canal de Nord-Hollande, construit dans les terres sur 80 kilomètres de longueur avec 42 mètres de largeur et 7 mètres de profondeur, Amsterdam vient d'être relié à la mer par un nouveau canal, qui traverse le golfe desséché de l'Y entre deux levées énormes et qui coule plus haut que le sol, profond de $7^{m},50$ et

large de 63 mètres au niveau de l'eau. Ce travail a été exécuté sous la direction des ingénieurs sir John Hawkshaw et M. J. Dirks. Les grands canaux du Zuiderzée seront établis à peu près dans ces proportions; la marine exige pour ses vaisseaux des voies aussi spacieuses. Deux lignes principales traverseront les polders de création nouvelle. La première, d'Enkuizen à Amsterdam, se dirigera d'abord en ligne droite jusqu'au Pampus, puis entrera dans l'Y avec une forte courbe; sur son parcours, elle enverra quatre ramifications vers Hoorn, Schardam, Edam, Monnikendam et le canal de Nord-Hollande. La seconde ligne, partant des environs d'Harderwijk, longera la côte méridionale en gagnant directement Huizen, pour se relever ensuite vers le Pampus avec un angle très ouvert et pour se raccorder avec la première ligne; deux bras de quelques kilomètres la relieront en outre à Muiden et à l'embouchure de l'Eem.

Au système des grands canaux maritimes s'ajoute celui des canaux de décharge et de communication (*hoofdpoldersbœzem*). Beaucoup moins larges, beaucoup moins profonds, soutenus aussi par des chaussées, ils servent pour le desséchement, et ils sont des voies de transport : leur lit emporte vers les réservoirs le trop-plein des eaux que pompent les machines et est sillonné sans cesse par de longs bateaux qui glissent silencieusement au-dessus des polders verdoyans. Ces canaux de second ordre formeront quatre lignes principales. La première longera la grande digue d'Enkuizen à Kampen ; deux autres, parallèles entre elles, courront par le travers du Zuiderzée, dans la direction sud-ouest et nord-est; la quatrième partira de l'île d'Urk et descendra vers le sud en ligne droite, après avoir rencontré les deux lignes précédentes. On pourrait donc figurer grossièrement ce réseau avec deux parallèles que traverserait une oblique, coupée elle-même par une perpendiculaire dans sa partie supérieure. Nous négligeons ici le détail des ramifications accessoires, au nombre de huit ou dix, et intelligibles seulement avec le secours d'une carte.

Pour garantir aux terres conquises un bon état de desséchement, tout cela ne suffit point encore. Il faut que le sol soit labouré en tout sens par des milliers de fossés, de rigoles, de ruisseaux, profonds de $1^{m},50$ à $0^{m},50$, larges de 3 mètres à 1 mètre. La multitude des petits parallélogrammes ainsi obtenus donne aux nouveaux polders l'aspect d'un immense échiquier, ou mieux encore d'une vaste toile d'araignée qui serait tissée avec des fils d'eau. On peut du reste se représenter l'importance de tous ces travaux, si on songe que, dans l'Y, pour le polder de Wijkermeer, grand de 858 hectares, le cahier des charges portait 223,870 mètres de fossés, et 24,850 mètres de chemins larges de 7 mètres au sommet. Or les polders du Zuiderzée auront 200,000 hectares !

Et pourtant l'œuvre la plus laborieuse est bien moins l'établissement des canaux que la construction des écluses et des ponts, car l'ingénieur se trouve alors aux prises avec les données d'un problème qui peut se formuler ainsi : asseoir solidement des travaux d'un poids écrasant sur un terrain mouvant et imbibé d'eau. Ordinairement on recourt à des pilotis de chêne; quelquefois on consolide les ouvrages avec des plates-formes en fascines. Sans entrer dans la minutie des détails techniques, nous remarquerons seulement qu'on distingue trois sortes d'écluses : les *schutzluis* ou doubles écluses, les écluses simples (*uitwateringzluis*) pour l'écoulement des eaux épuisées, enfin les petites écluses d'inondation, destinées à arroser les polders pendant les chaleurs de l'été. A Enkuizen, à Kampen et à Urk seront établies trois *schutzluis* principales, et une vingtaine d'autres, moins importantes, se trouveront à tous les croisemens de canaux; trois écluses simples s'ouvriront à côté des écluses doubles d'Enkuizen, de Kampen et d'Urk, et les petites écluses se répartiront en grand nombre sur toute la superficie des polders.

Si l'on suppose tous ces travaux achevés, on n'a pas encore assuré suffisamment l'écoulement des eaux, parce que la différence entre les marées hautes et les marées basses n'est pas fort considérable, de sorte que l'écluse de décharge ne rend que de médiocres services. Même, sous l'influence de certains vents, il peut se passer plusieurs semaines sans qu'il y ait moyen d'ouvrir les portes. Aussi devient-il indispensable de recourir aux machines pour maintenir le niveau intérieur. Autrefois on se servait simplement de moulins à vent, moteurs fort économiques : on peut encore en apercevoir les grandes ailes déployées le long de quelques canaux. Malheureusement l'action des moulins à vent est incertaine, et depuis le desséchement du lac de Harlem on ne se sert plus que de machines à vapeur. Le nouveau moyen employé a l'avantage d'être tout entier à la disposition de l'ingénieur, et de permettre un calcul mathématique du temps nécessaire pour épuiser une quantité d'eau donnée. Or, pour le Zuiderzée, on peut évaluer à $3^{m},50$ la profondeur moyenne des eaux qu'il faut extraire. On obtient ainsi une somme de 5 milliards environ de mètres cubes. M. Dirks, qui a dirigé le desséchement de l'Y, juge que si, par minute, 12 chevaux effectifs de force élèvent à 1 mètre 54 mètres cubes, ils suffisent pour maintenir en bon état d'épuisement une superficie de 1,000 hectares. En tenant compte de tous les chiffres précédens et de la hauteur à laquelle il faudra élever les eaux, on voit que 9,400 chevaux de force, retirant 4,500 mètres cubes par minute, auront desséché le Zuiderzée en deux ans et demi environ.

Après les pompes à vapeur viennent les dragues, indispensables

pour creuser les canaux ou pour débarrasser des vases le lieu où l'on assoit les gros ouvrages. On s'est servi jusqu'à présent de machines nombreuses, diverses, toutes très puissantes. La plus curieuse porte un appareil de déchargement automoteur qui permet de travailler jour et nuit. La vase est d'abord déversée dans un cylindre vertical; une roue horizontale centrifuge se meut à la base du cylindre, mise en mouvement par la machine de la drague; cette roue pousse la vase dans un tube flottant composé de pièces de bois que relient des assemblages de cuir et de fer; à 250 mètres et plus, le bout du tube est placé à travers ou au-dessus des sables déjà extraits, et verse au loin un jet vaseux dont les parties solides se déposent successivement et s'étendent à des surfaces considérables. Chacune de ces dragues peut enlever 574 mètres cubes par vingt-quatre heures; elle exige une équipe de 10 hommes.

Il nous reste à parler des travaux d'exploitation. Ce sont d'abord les chemins de terre. Ils sont simplement établis le long des canaux, sur les remblais, sans dispositions particulières d'aucune sorte. Les chemins de fer sont de construction moins facile, parce qu'ils doivent présenter une forte résistance lorsque le train passe en les ébranlant. Dans les terrains de l'Y, le directeur de ces ouvrages, M. van Prehn, a fait draguer la vase jusqu'au fond solide, puis combler la fouille avec du sable des dunes amené par le canal de Nord-Zée. Lorsqu'on travaille sur des tourbes, on se sert aussi de plates-formes en fascines avec un fort bombement et un remblai capable de maintenir ce bombement en état; ensuite on pose deux voies latérales assez écartées; grâce à ces précautions, on obtient un tassement régulier de la tourbe. Selon le plan de M. Leemans, le Zuiderzée sera traversé par deux chemins de fer : le premier suivra la digue de Kampen à Enkuizen pour rejoindre dans les terres, du côté de Kampen, la ligne de Zwolle, Deventer et l'Allemagne, et du côté d'Enkuizen la ligne de Rotterdam, Amsterdam et Nieustad; le second coupera les polders en ligne transversale, et depuis Amsterdam longera d'abord le grand canal maritime, et ensuite le canal de communication qui aboutit à la digue du côté de Kampen.

II.

Tout est donc nettement prévu; mais tout s'accomplira-t-il? Si l'entreprise n'est pas avantageuse, si elle ne constitue pas un bon placement, les fonds nécessaires ne se trouveront pas, car l'argent ignore les dévoûmens gratuits; on ne l'attire que par des profits sûrs ou de séduisantes promesses. Il s'agit donc de savoir si l'affaire est bonne, et si les produits couvriront les capitaux engagés.

Et d'abord ne sera-t-il pas nuisible au pays de supprimer une mer intérieure? les villes qui la bordent ne souffriront-elles pas de perdre leur port et leur rivage? la facilité des transactions et des échanges ne disparaîtra-t-elle pas devant ce réseau d'écluses? Avant de répondre, sachons bien ce qu'est aujourd'hui la navigation du Zuiderzée. Cette grande nappe d'eau n'est point de celles où le navigateur peut s'abandonner tranquillement aux vents sans crainte de récifs ni d'abordages. Ce ne sont en tout sens que longs bancs de sable, au milieu desquels une fausse manœuvre, une erreur, un coup de vent, peuvent perdre le navire et l'équipage : du reste les grandes carcasses à moitié démolies qu'on rencontre sans cesse le long de la route prouvent assez les dangers de ces parages. Ajoutons encore qu'à l'entrée du golfe de l'Y se trouve la barre très dangereuse du Pampus; lorsqu'un gros bâtiment veut passer par là, il doit se faire alléger à l'aide de bateaux auxiliaires appelés chameaux, et c'est pour obvier à tous ces inconvéniens qu'on a dû, de 1819 à 1825, créer le canal de Nord-Hollande, puis dans ces dernières années le canal de Nord-Zée, parce que les écluses du précédent étaient encore trop étroites.

Ainsi toute la grande navigation a définitivement abandonné le Zuiderzée. Quant à la petite navigation, elle dépérit depuis longtemps. On ne trouverait peut-être pas sur le littoral un seul pilote qui connaisse tous les parages de cette petite mer, et cela tient d'abord à la nécessité d'un permis coûteux, qui assigne aux capitaines une route déterminée pour chaque voyage, mais surtout aux difficultés et aux périls de ces eaux : personne ne se soucie d'exposer sa personne et son navire pour un médiocre bénéfice. Il est donc permis de dire sans trop d'exagération que le Zuiderzée n'a plus d'importance maritime; les villes de cette côte, jadis si florissantes, semblent maintenant s'endormir d'un sommeil léthargique, et on a pu récemment écrire sur elles un livre qui porte pour titre : *les Villes mortes du Zuiderzée.*

Or, ces villes fussent-elles au contraire dans une crise d'activité industrielle et commerciale, le desséchement du Zuiderzée serait encore utile pour elles, car il leur procurerait l'avantage de communiquer avec la mer par de larges canaux très sûrs, d'avoir de bons ports à l'abri des vents, de réunir les commodités de la terre ferme aux profits d'une situation maritime. Le projet n'assure-t-il pas à chacune, par les grands canaux, une voie directe vers l'océan? Hoorn, Schardam, Edam, Monnikendam, Amsterdam, Muiden, Saardam, Huizen, Harderwijk, continueront à être ports de commerce comme aujourd'hui, et les négocians n'ont pas moins raison d'applaudir à l'entreprise que les cultivateurs et les fermiers.

Mais quel temps exigeront ces travaux prodigieux? Nous avons vu que, grâce aux machines, l'épuisement proprement dit s'accomplirait assez vite. Seulement la construction des digues, des canaux, des ponts, des écluses et des chemins demande beaucoup plus de durée. Aussi les optimistes parlent-ils de douze ans pour l'achèvement total, tandis que les pessimistes réclament seize ans. Mettons quatre ans encore pour les retards imprévus; en vingt ans, on peut être assuré que tout serait fini. De nos jours, l'industrie ne s'effraie point de semblables délais. Déjà d'autres entreprises aussi longues, et peut-être plus aventureuses, ont été menées à bien. Pourquoi le crédit manquerait-il précisément à celle dont le succès est assuré?

A vrai dire, le succès ne suffit pas : il faut encore le profit; mais le profit, lui aussi, ne semble point douteux, lorsqu'on considère l'étendue des terrains desséchés, les rares qualités du sol et le prix probable de revient.

Selon les plans, la digue enferme une superficie de 196,670 hectares. Mais l'expérience a démontré que, dans un desséchement, un dixième du sol est employé en canaux et chemins. Si donc on déduit 19,000 hectares qui ne seront pas vendus, il reste 178,000 hectares disponibles. Sur ce nombre, 20,000 hectares environ se composent de sables peu propres à la culture, qui seront d'ailleurs d'une extrême utilité pour l'établissement des digues et des remblais, parce qu'ils sont à portée de tous les grands ouvrages. Deux petits bancs de tourbe s'étendent encore près d'Edam et de Kamper-Nieustad. Les réservoirs, qui couvriront 3,930 hectares, seront pris sur la superficie sablonneuse. Tout le reste du bassin est formé d'un vaste banc d'argile souvent très profonde et qui aura une grande valeur vénale. On voit donc qu'il restera environ 150,000 hectares de terres de premier choix, après avoir déduit 25,000 hectares de terres inférieures, qui pourtant représentent encore des sommes importantes. Or les frais prévus s'élèveront à 240 millions de francs ainsi répartis : 70 millions pour la digue, 36 millions de frais accessoires, 124 millions pour le travail d'épuisement, pour les machines, pour les réservoirs, pour les canaux et pour les chemins, enfin 10 millions pour les frais d'administration et pour les dépenses imprévues. Ces chiffres ne comprennent pas l'intérêt des capitaux engagés; nous en reparlerons tout à l'heure. Qui fournira ces sommes énormes? Ici deux théories contraires sont en présence. Beaucoup d'économistes et d'administrateurs repoussent toute intervention de l'état, tandis que de bons esprits la réclament. D'une part, on allègue que l'état agit avec trop de lenteur, qu'il n'est pas stimulé par la nécessité de payer la rente de l'argent qu'il emploie, qu'il

est entravé par la bureaucratie ministérielle, administrative et politique. D'autre part, on rappelle la grandeur de l'œuvre, la durée des travaux, l'impossibilité d'imposer aux concessionnaires des conditions précises, lorsqu'il s'agit d'une entreprise aussi longue et aussi difficile.

Si on consulte la pratique suivie jusqu'à ce jour, on trouve que le lac de Harlem a été desséché par l'état, mais qu'on a été peu satisfait de la rapidité des travaux. Aussi en 1865, pour le desséchement de l'Y, l'état ne voulut pas intervenir, ne fournit aucune subvention, garantit seulement un intérêt de 4 pour 100, et avança des fonds dont il devait être remboursé à mesure qu'on vendrait les terrains. En ce qui concerne le Zuiderzée, la question n'est pas définitivement résolue. Pourtant il est probable qu'à raison de l'importance du travail l'état ne se dessaisira point de ses droits. Du moins les projets préparés partent de cette hypothèse, et on ne saurait nier que ce parti présente plus d'un avantage. D'abord l'état échappe à la charge des intérêts, qui serait écrasante pour une compagnie lorsqu'il s'agit d'une entreprise de seize années et d'un capital de 140 millions. En outre, l'état n'a point à craindre les aveugles reviremens de l'opinion publique, qui ont déjà plus d'une fois compromis de grandes œuvres. Enfin il dispose de ressources assez puissantes pour être en mesure de faire face à toute complication inattendue, tandis qu'une simple société pourrait succomber devant quelque difficulté nouvelle. Du reste, lorsque l'acquisition d'une province tout entière est en jeu, les raisons politiques s'ajoutent aux considérations économiques pour décider le gouvernement à garder l'initiative de l'affaire.

Toutefois, si, par un changement improbable, on prenait un autre parti, on procéderait sans doute pour le Zuiderzée comme on a fait récemment pour l'Y. L'état avancerait à la compagnie concessionnaire, sans intérêts, le quart environ de la somme totale, soit 85 millions. Cet argent servirait aux travaux des six premières années; le reste serait demandé au public, de telle sorte qu'on n'aurait à payer que dix ans d'intérêt pour 165 millions, c'est-à-dire 83 millions à peu près. On aurait donc, en chiffres ronds, une dépense totale de 325 millions.

Nous avons dit que les terrains livrés à la culture seraient de 170,000 hectares, par conséquent l'hectare vénal coûtera en moyenne 1,500 francs sans compter les intérêts des capitaux employés, ou 1,900 francs en tenant compte de ces intérêts. A Harlem, l'hectare ne revenait qu'à 1,600 francs, et la vente des terrains n'a pas compensé les frais de desséchement, bien qu'en quelques occasions elle se soit élevée à 3,000 et 4,000 francs; mais ces prix

étaient exceptionnels, et ils n'ont point suffi pour rétablir l'équilibre entre le chiffre des dépenses et le chiffre des ventes. Cependant on ne doit point s'inquiéter de ce précédent : depuis, c'est-à-dire dans les vingt dernières années, la terre a presque doublé de valeur; pour preuve, tout récemment, dans le polder de Wijkermeer, des terres semblables à celles qu'on obtiendra au Zuiderzée se sont vendues 4,450 francs l'hectare. En admettant donc que la grande étendue des terrains disponibles occasionne une dépréciation passagère, il n'en reste pas moins fort probable que les entrepreneurs de ce beau travail seront largement payés de leurs peines.

Si l'on considère maintenant l'utilité que le gouvernement lui-même retirera de cette entreprise, on voit que le desséchement aura pour lui les plus grands avantages. D'abord le royaume, actuellement composé de onze provinces, s'agrandira d'une province nouvelle, qui ne sera point la dernière pour l'étendue, et qui formera la vingtième partie du territoire total. Par conséquent il semble qu'on puisse compter sur un accroissement proportionnel de la production, de l'industrie locale et du commerce intérieur, peut-être même de la population. De là une augmentation nécessaire dans le produit de l'impôt et une source certaine de richesse pour le budget. A ne regarder que le seul impôt foncier, on trouve que cette annexion pacifique rapportera au gouvernement un revenu annuel de 1,880,000 francs : tel est le chiffre qu'on obtient en prenant pour base du calcul la moyenne de l'imposition actuelle, qui est de 12 fr. par hectare.

Souhaitons bon succès à ce petit peuple actif, amoureux du travail et de la liberté, généreux et hospitalier, digne à tous ces égards de l'affection et de la sympathie de la France. Il donne en ce moment aux nations européennes un utile enseignement; il leur montre qu'il est d'autres moyens que la conquête armée pour fonder une puissance solide et pour enrichir un pays. Son exemple est tout ensemble une leçon et une preuve; en dépit de ses étroites limites, de son sol hostile, de sa faible population, de son impuissance militaire, il a su par sa sagesse, par son industrie, par son amour de la paix, devenir riche et rester indépendant. Aussi chacun applaudira-t-il cette fois encore au légitime orgueil qui a fait dire déjà : « Si Dieu a créé le monde, les Hollandais ont créé leurs rivages. »

GEORGE HÉRELLE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1875.

Voilà donc la grande question tranchée, voilà un pas de plus vers la solution définitive des problèmes constitutionnels, vers la réalisation complète du régime du 25 février. La bataille engagée sur le système d'élections, sur l'organisation du suffrage universel, s'est dénouée au profit du scrutin d'arrondissement contre le scrutin de liste. C'était, à vrai dire, une lutte décisive peut-être pour l'avenir des institutions nouvelles et dans tous les cas dès ce moment pour l'existence du ministère. Une majorité de 31 voix, — 357 contre 326, — a donné raison au gouvernement et à ceux qui soutenaient avec lui le système de représentation uninominale. Ce n'est encore sans doute qu'une seconde lecture, la loi ne deviendra irrévocable qu'après une troisième épreuve. On peut cependant considérer dès aujourd'hui le résultat comme définitif, non-seulement parce qu'une assemblée ne revient guère sur des décisions de ce genre, mais en outre parce que le vote a eu lieu dans des circonstances qui ne peuvent qu'en rehausser la portée. Le scrutin d'arrondissement avait le désavantage de se présenter sous la forme d'un amendement, d'avoir pour adversaire la commission chargée de préparer la loi. De plus la question ministérielle, sans cesse agitée depuis quelque temps, pouvait compliquer et compromettre la question d'élection. A la dernière heure enfin la gauche a cru devoir offrir aux consciences timorées le refuge commode du scrutin secret, toujours propice aux capitulations inavouées. Tout cela n'a rien fait, et dans un temps où la constitution elle-même n'a passé d'abord qu'avec le bénéfice d'une voix, la majorité d'hier est certes plus que suffisante pour mettre désormais hors de cause le système de représentation par arrondissement.

Dès le premier instant du reste, il a été visible que tout l'intérêt de la loi électorale se concentrait sur ce point unique, devenu un objet de

controverse passionnée, désigné comme le champ de bataille où allaient se rencontrer les partis et le gouvernement. Qu'un débat ouvert dans ces conditions, sous cette préoccupation, ait été d'abord assez décousu, c'est bien clair. L'inéligibilité des militaires, que la commission n'avait pas voulu inscrire dans la loi, a été prononcée fort sagement, mais un peu à l'improviste, avec une certaine incohérence. D'autres questions sont restées en suspens, presque tous les articles ont été arrêtés au passage. Les auteurs d'amendemens se sont fait un jeu de retirer des propositions qu'ils se réservent de reproduire à une troisième lecture, et on ne s'est même pas demandé si c'était un procédé parlementaire bien régulier d'éluder ainsi par un coup de tactique la garantie des trois lectures. A un autre moment, on y aurait songé un peu plus, il faut le croire, on eût mis sans doute plus de suite, plus de correction et même plus de clarté dans la préparation ou dans l'examen d'une loi de premier ordre, qui touche à de si nombreux et de si sérieux intérêts. L'autre jour on n'avait pas le temps de penser à tout; on a traité cette malheureuse loi électorale avec une certaine distraction impatiente, tant on avait hâte de courir au point essentiel, au rendez-vous de combat. On y est arrivé au plus vite, et ici du moins la discussion a é complète, animée, souvent instructive; elle a marché droit au but sans déviation, sans incident tumultueux.

La question a été poussée à fond en deux séances pendant lesquelles les deux systèmes ont été aux prises. La cause du scrutin de liste était aux mains des rapporteurs de la commission, M. de Marcère et M. Ricard, qui, à la dernière heure, ont trouvé en M. Gambetta un auxiliaire dont l'intervention a été plus brillante qu'habile. Le scrutin d'arrondissement a eu pour défenseurs M. Antonin Lefèvre-Pontalis, qui a vivement engagé la lutte, M. le garde des sceaux, dont la raison éloquente a décidé la victoire, et qu'on le remarque, le résultat de cette discussion bien menée a été aussi net que possible, peut-être plus décisif qu'on ne le prévoyait. On n'a pas eu même besoin de se replier sur un de ces amendemens de transaction qui avaient été présentés, que la commission acceptait à demi. C'est le scrutin d'arrondissement pur et simple qui a triomphé du premier coup, avec cette seule condition que, là où il y a plus de 100,000 habitans, il y aura plusieurs circonscriptions. Voilà le fait qui a certainement une importance constitutionnelle et politique, qui n'est pas seulement une victoire de majorité, qui est aussi une victoire de bon sens et de prévoyance pratique dans les circonstances où nous sommes.

C'est l'éternelle puérilité des partis vaincus de se consoler de leurs défaites en jouant une petite comédie, en refusant à leurs adversaires victorieux et en s'attribuant à eux seuls le talent, les lumières, l'éloquence, le patriotisme. Ils sont vaincus, c'est vrai, ils ne restent pas

moins avec l'avantage moral, à ce qu'ils assurent. Depuis que M. le garde des sceaux, chargé de représenter le gouvernement dans la dernière discussion, a prononcé le discours qui a décidé le succès du scrutin d'arrondissement, il est convenu aux yeux des partisans du scrutin de liste que M. Dufaure est tombé ce jour-là au-dessous de lui-même, qu'il a été vraiment le plus embarrassé des hommes, qu'il n'a retrouvé ni sa dialectique serrée ni sa verve; il n'est pas moins entendu naturellement que M. Ricard s'est révélé comme le modèle des *debaters*, et que M. Gambetta a ébloui le monde des éclairs de son éloquence! C'est un assez risible jeu de la vanité ou de l'esprit de parti.

La vérité est que M. le garde des sceaux a été cette fois ce qu'il est toujours, qu'il a déployé cette raison vigoureuse, pressante, mêlée de bonhomie et de sarcasme, qui lui assure une si singulière autorité dans les assemblées. Lorsqu'il a montré que ce qu'on s'efforce de combattre aujourd'hui était contenu déjà dans les projets constitutionnels du 19 mai 1873, que les auteurs de ces projets avaient considéré comme une nécessité pour la république ces trois garanties indissolubles, — l'existence de deux chambres, le droit de dissolution pour le pouvoir exécutif et le vote par arrondissement, — qu'y avait-il à répondre? Lorsqu'il a exposé, non en historien ou en homme d'imagination, mais en politique, les conditions nouvelles créées par le suffrage universel, lorsqu'il a décrit cette situation électorale où un homme vivant entre sa maison et son champ peut se trouver tout à coup avoir à choisir une liste qui ne représente rien pour lui ou qui ne représente que quelque chose d'inconnu et de lointain, que pouvait-on objecter sérieusement? Lorsqu'il a fait sentir qu'il s'agissait aujourd'hui non plus comme en 1848 ou en 1871 de sortir d'un chaos révolutionnaire, de nommer une assemblée constituante, mais de compléter, de faire vivre une organisation régulière par des institutions pratiques et sincères, qu'avait-on à dire? C'était frappant, et si devant cette parole précise, sensée, la cause du scrutin de liste a été perdue, nous n'aurons pas à notre tour la puérilité de prétendre que c'est parce qu'elle a été mal défendue; elle a été au contraire défendue avec autant de talent que de zèle et de dévoûment par les rapporteurs chargés de cette mission ingrate et difficile. Elle a succombé devant la raison de l'assemblée comme elle avait déjà succombé devant la raison publique, parce que ce scrutin de liste ne répond pas réellement à ce que M. Gambetta appelle une situation « apaisée sous l'égide d'une constitution, » parce que ceux qui ont eu à défendre le système de représentation multiple n'ont pu eux-mêmes en dissimuler le caractère irrégulier et périlleux. Ils ont vainement appelé à leur secours l'histoire, la statistique, la morale, la politique, ils n'ont pas réussi à montrer qu'il y avait plus de vérité dans un scrutin préparé par le hasard ou par des meneurs intéressés que dans une élection

où des hommes peuvent après tout arriver à se faire une opinion sur un seul député appelé à les représenter.

Non, évidemment, on n'a pas réussi à relever la fortune du scrutin de liste, à ébranler les vigoureuses démonstrations de M. Dufaure, et les raisons qu'on a invoquées dans cette discussion d'ailleurs intéressante ne sont pas toutes également sérieuses. Une des recommandations les plus singulières et les plus inattendues en faveur du scrutin de liste est à coup sûr celle qu'on est allé chercher dans l'histoire, dans les combinaisons électorales de 1817, dans les discours de M. Lainé, de M. Royer-Collard, de M. de Serre. Comment M. de Marcère, M. Ricard, ont-ils pu s'y méprendre et se laisser duper par ces fausses analogies historiques? Quelle ressemblance y a-t-il entre la situation de 1817 et la situation d'aujourd'hui? A cette première époque de la restauration, presqu'au lendemain des événemens de 1815, il y avait à décider comment serait formée la chambre des députés dans des conditions tracées d'avance par la charte. On n'était électeur qu'en payant 300 francs d'impôts; pour être éligible, il fallait payer une contribution de 1,000 fr.; dans la France entière, il y avait moins de 100,000 électeurs. La question, telle qu'elle se posait en 1817, au milieu des réactions du temps, n'était certes pas des plus simples. De quelle pensée s'inspiraient ces hommes éminens qu'on invoque, M. Lainé, M. Royer-Collard, M. Guizot, en portant l'élection au chef-lieu du département? Ils voulaient surtout favoriser la prépondérance des intérêts nouveaux, des classes moyennes arrivées à la fortune par la propriété ou par l'industrie depuis la révolution. Le point essentiel dans leurs combinaisons n'était pas le scrutin de liste, c'était principalement le scrutin direct dont les classes moyennes devaient profiter, et ce collége départemental qui était en effet créé par la loi de 1817, on ne le choisissait pas comme préférable au scrutin d'arrondissement, dont personne ne parlait alors, qui n'est apparu que plus tard, on l'opposait à tout un ensemble d'élections indirectes, d'assemblées primaires, où la droite croyait trouver un moyen de relever son influence et sa fortune politique.

Oui en effet, comme on le dit, M. Lainé, M. Royer-Collard, étaient pour le scrutin départemental; ils le proposaient seulement avec des électeurs censitaires peu nombreux, qui le plus souvent dans chaque département, sauf Paris et quelques grandes villes, ne s'élevaient pas à 600, qui devaient se rendre au collége électoral, dont le président était nommé par le roi. Oui, ces hommes illustres faisaient adopter le vote direct et collectif; mais c'était un vote émis au département même par des classes dont ils croyaient élever la puissance politique contre les élémens révolutionnaires aussi bien que contre les élémens de réaction. Quel rapport tout cela peut-il avoir avec la situation d'aujourd'hui, avec la pratique du suffrage universel, avec le scrutin de liste qu'on pro-

pose? A défaut du collége départemental d'autrefois, que reste-t-il? Un moyen commode d'imposer à des milliers d'électeurs votant isolément une liste composée de noms qu'ils ne connaissent pas, combinée dans un intérêt de parti qui ne les touche guère, auquel ils sont parfaitement étrangers. M. Lainé, M. de Serre, M. Royer-Collard, et le dernier disparu de ces grands personnages parlementaires d'autrefois, M. Guizot, tous tant qu'ils sont, ils seraient bien étonnés de se savoir transformés en parrains de si étranges combinaisons; s'ils étaient encore de ce monde, M. le garde des sceaux a eu raison de le dire de son ton narquois, ils auraient été l'autre jour à la place de M. Dufaure, non à la place de M. de Marcère et de M. Ricard, qui se sont trop complu à s'abriter sous ce glorieux patronage. Les partisans du scrutin de liste feront bien de relire les discours de M. Royer-Collard, de M. de Serre, ils y gagneront toujours; mais c'est vraiment abuser des « autorités » et prêter un peu à rire que de se prévaloir des paroles prononcées par M. Lainé en 1817, à propos des électeurs à 300 francs et des colléges à 600 électeurs!

Il y a une autre raison qui n'est point tirée de l'histoire et qui n'est pas meilleure, qui a le malheur de ressembler à une de ces armes banales dont se servent toujours les partis extrêmes. On touche au suffrage universel! Le scrutin d'arrondissement est une atteinte au suffrage universel! Que les révolutionnaires de toutes les couleurs, que les radicaux de toutes les nuances parlent ainsi, c'est chez eux une habitude invétérée dont ils ne peuvent se défaire. A la moindre tentative pour régulariser un régime électoral, ils crient à la violation du droit; ils voient poindre partout une oligarchie menaçante, et, à leurs yeux, c'est pour le moins une nouvelle loi du 31 mai que médite à tout propos la vieille majorité de l'assemblée. Ils sont de ceux qui ne reconnaissent plus la république, qui la croient perdue dès que l'ordre se rétablit à demi. M. Ricard n'est point sans doute de ces déclamateurs, c'est un politique sérieux et modéré, un républicain conservateur, et pourtant il parle ici comme un radical, il se laisse aller à ces exagérations qui finissent par devenir vulgaires. En quoi donc le vote universel est-il menacé par le scrutin d'arrondissement? Où voit-on cette « atteinte formelle, incontestable au principe de l'égalité des suffrages? » Est-ce que l'électeur ne vote pas partout directement, librement, sans condition de cens, sans aucune de ces restrictions qu'imposait la loi du 31 mai et que personne n'a proposé de faire revivre? — C'est que tous les arrondissemens, dit-on, n'ont pas une population égale; il y a des circonscriptions qui comptent à peine 20,000, 30,000 habitans, il y en a qui ont une population de 50,000 âmes ou au-delà, jusqu'à 100,000, et les unes et les autres indistinctement nomment toujours un seul député. Rien n'est plus vrai, et, si l'on veut chercher des inégalités, on en trouvera partout, quel que soit le système qu'on adopte.

Avec le scrutin de liste, il y en a une bien autrement grave qui atteint l'essence même du droit individuel de suffrage. Comment explique-t-on que l'électeur de Paris ou de Lille nomme trente ou vingt députés et qu'un électeur des Alpes-Maritimes ou de tout autre petit département ne participe qu'à la nomination de trois ou quatre représentans? Est-ce que le droit n'est pas le même pour tous? Est-ce qu'il peut varier suivant les latitudes et dépendre du hasard qui fait naître un citoyen français aux bords de la Méditerranée, dans les Alpes ou dans un faubourg de Paris?

Voilà, si nous ne nous trompons, une inégalité bien autrement choquante créée par le scrutin de liste, et même en acceptant une transaction, comme il en a laissé entrevoir le désir, M. Ricard pense-t-il qu'il échapperait à toutes les anomalies? Il y en aurait toujours. L'essentiel est que l'intégrité du droit subsiste, et elle est bien moins atteinte lorsque tous les électeurs ont un seul député à nommer dans leur arrondissement que lorsqu'il y a des Français concourant à la représentation nationale dans une proportion différente selon le hasard de la naissance ou de la résidence. Si l'on veut atteindre à une égalité complète, M. Dufaure l'a dit avec un bon sens supérieur, il n'y a plus qu'à « faire de la France un échiquier sans tenir compte des circonscriptions administratives. » Si l'on prétend à la logique absolue, il faut arriver à l'unité de collége de M. É. de Girardin, et mieux encore l'idéal est toujours le plébiscite. Là, devant l'urne plébiscitaire, il n'y a plus ni départemens, ni arrondissemens, ni villes, ni campagnes; tous les électeurs sont parfaitement égaux, chacun arrive avec son bulletin, un *oui* ou un *non*, et tout est fini. C'est là qu'on en vient en jouant avec des chiffres et avec des chimères d'égalité absolue des suffrages. Dès qu'on rentre dans la pratique, il faut bien en revenir nécessairement à tenir compte de la réalité, de la diversité des intérêts et des habitudes, des traditions, des circonscriptions établies, et une fois dans cette voie, quelle raison y a-t-il de ne point aller jusqu'au bout, de préférer cet amalgame d'une liste départementale à l'élection plus vraie, plus sincère de l'arrondissement, où entre l'électeur et l'élu peut se former une sorte de lien naturel, permanent?

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que parmi ceux-là mêmes qui viennent de former cette minorité de 326 voix en faveur du scrutin de liste, il en est qui la veille encore n'étaient rien moins que convaincus et qui ne cachaient pas leurs doutes. Ils ont obéi à des mobiles assez divers et assez complexes. Les uns ont paru craindre que le scrutin d'arrondissement, qu'ils considéraient au fond comme le système le plus naturel et le plus régulier, n'eût pour effet de diminuer le prestige et la force morale des assemblées en localisant l'élection, d'amortir la vie politique. La crainte est singulière à l'heure où nous sommes. Quoi donc! est-ce

là aujourd'hui le danger? Lorsque la politique est partout, lorsqu'elle envahit les conseils-généraux, les conseils municipaux eux-mêmes, qu'il faut souvent ramener à leur modeste rôle, on pourrait craindre de la voir disparaître de la seule manifestation publique où elle est à sa place! C'est une inquiétude certainement chimérique. Parce que les électeurs sont désormais appelés à voter dans leur circonscription, pour le député de leur arrondissement, croit-on qu'ils cessent d'avoir leurs opinions, leurs préférences et même leurs passions? Pas plus aujourd'hui qu'hier ils ne se désintéresseront des luttes qui pourront s'ouvrir; ils seront ce qu'ils étaient, avec cette différence qu'ils sauront un peu mieux ce qu'ils font.

Soit, cela se peut, disent les autres; mais l'arrondissement, par cela même qu'il est assez restreint, offre plus de chances ou, si l'on veut, plus de tentations aux influences administratives : c'est la résurrection possible de la candidature officielle! Évidemment cette considération a pesé sur certains esprits, et elle est peut-être destinée à jouer un rôle dans les mêlées prochaines de la politique, à être tout au moins exploitée par les partis. Il ne faudrait pas cependant se créer à tout propos des fantômes, des périls imaginaires. On ne remarque pas que la candidature officielle ne naît pas ainsi à volonté, et que, si le gouvernement était en état d'exercer cette prépotence, dont on lui suppose gratuitement la pensée, il l'exercerait dans le département tout aussi bien que dans l'arrondissement. On oublie que cette candidature officielle qui a fleuri sous l'empire a pu jusqu'à un certain point être facilitée par le système des circonscriptions arbitraires, mais qu'elle se liait en réalité à toute une situation; elle était pour ainsi dire l'expression de la puissance absorbante d'un gouvernement maître de tout, résolu à ne souffrir ni dissidence ni contestation, tenant le pays par des agens sans nombre, par une administration qui disposait de tous les moyens de domination ou de captation. C'est à ce prix que la candidature officielle a été possible, et même avec tout cela le moment est venu où des hommes comme M. Thiers, M. Berryer, M. Buffet, ont trouvé des circonscriptions qui les ont renvoyés au corps législatif. Chose bien plus curieuse et spirituellement démontrée par M. Lefèvre-Pontalis, avec le scrutin de liste, le premier noyau d'opposition qui a commencé à se former sous le nom des *cinq* dès les élections de 1857, ce noyau n'aurait pas été possible; élus dans leurs circonscriptions, les *cinq* ne l'auraient pas été dans l'ensemble du département : le gouvernement de l'empire gardait encore une majorité de 10,000 voix dans le dénombrement général des suffrages parisiens. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui, et, si le gouvernement cherchait à dépasser la limite d'une intervention naturelle, légitime dans les élections, il serait aussitôt arrêté par la force des choses, par la puissance de l'opinion. Voyons sérieusement! Parce que le gouvernement

nommera quelques maires, est-il quelqu'un qui osera dire que c'est la candidature officielle, que M. de Persigny est rentré au ministère de l'intérieur.

Il faut aller au fond des choses. Le plus vrai mobile des adversaires modérés du scrutin d'arrondissement, de ceux qui ne l'ont combattu peut-être que par circonstance, a été cette idée qu'il pouvait être utile de provoquer un grand mouvement d'opinion favorable à la république constitutionnelle, et que le scrutin de liste était le meilleur moyen pour créer une majorité destinée à exprimer ce mouvement, à renouveler, à maintenir par les élections l'alliance du 25 février entre les fractions de la gauche, le centre gauche et le centre droit libéral. On serait allé ainsi ensemble devant les électeurs avec la constitution pour mot d'ordre et pour drapeau. Ceux qui raisonnaient ainsi n'étaient-ils point dupes d'une singulière illusion? ne s'exposaient-ils pas à de cruels mécomptes? Ne faisaient-ils pas un dangereux calcul ou, selon le mot de M. le garde des sceaux, de la politique de « pure rêverie? » M. Dufaure ne s'y est point trompé, et il a eu mille fois raison de le dire avec une pénétrante fermeté de bon sens qui a dissipé toutes les chimères. La constitution, c'est fort bien; mais il n'y a pas à se payer de mots et à rêver des fusions impossibles. Il y a des hommes qui ont voté la constitution le 25 février : les accepteriez-vous pour alliés après leurs discours, leurs lettres et leurs manifestations de ces derniers temps? Si les constitutionnels sérieux et modérés acceptent ou subissent cette alliance, ils ne s'appartiennent plus; s'ils la repoussent, que devient la fusion? Les radicaux ont voté la constitution, rien de mieux, « il faut les en remercier, il faut leur donner la main » pour leur bonne pensée de ce jour-là. En dehors de ce rapprochement accidentel et tout momentané, il n'y a plus rien de commun, on ne peut plus s'entendre, l'alliance est impossible, et cela tient à ce qu'en dépit de tous les rêveurs de fusion on ne comprend pas la république de la même manière. « J'ai adopté les deux chambres, dit justement et impitoyablement M. Dufaure, ils ont décidé que ce n'était point là de la république. J'ai adopté le droit de dissolution, ils ont décidé que ce n'était pas là de la république. Je proclame le scrutin par arrondissement, ils répondent de même sur tous les points de notre programme... Nous avons été réunis un jour, nous sommes divisés dans le passé et dans l'avenir... » Voilà la vérité politique à la place de la fiction!

Que serait-il arrivé, si sous l'empire d'un faux calcul ou d'une illusion une majorité s'était formée dans l'assemblée en faveur du scrutin de liste? Les modérés auraient livré une garantie précieuse comme rançon d'une alliance chimérique. Il serait resté le lendemain un instrument d'agitation, une vaste confusion où les radicaux n'auraient pas manqué de se servir de ce puissant moyen d'action pour grossir leur

importance, où les modérés auraient risqué d'être entraînés, s'ils n'avaient pas été étouffés. La constitution serait devenue ce qu'elle aurait pu. Nous ne disons point à coup sûr que le scrutin d'arrondissement soit un remède à tout, mais il tempère ces mouvemens violens que le scrutin de liste déchaîne parfois, il assure à un régime régulier un ressort simple et naturel, il met par cela même bien moins en péril les institutions qu'on veut faire vivre, et c'est assez pour que le vote qui l'a consacré soit réellement un vote de prévoyance et de raison politique.

C'était le résultat le plus désirable, et s'il est resté douteux tant qu'il n'a point été constaté, si la nerveuse parole de M. Dufaure n'avait pas suffi pour rallier les convictions encore incertaines, M. Gambetta s'est chargé de frapper le dernier coup pour achever la ruine de la cause qu'il prétendait servir, en même temps que le succès du scrutin d'arrondissement, qu'il voulait combattre. M. Gambetta est certainement un orateur qui ne manque pas de puissance. Il a son éloquence à lui, une parole bouillante, écumeuse, incorrecte. Comme ceux qui se permettent tout, il trouve parfois, au milieu des plus singulières licences, des élans passionnés et même des traits assez vifs où il y a une pointe d'esprit. C'est un mélange de fougue, de facilité, d'exaltation factice et de bonne humeur. Au fond, M. Gambetta est modéré, il a des instincts de gouvernement, il ne répugnerait pas aux transactions, s'il était plus libre; mais il n'est pas libre, il est enchaîné par des liens de parti, par des considérations de position, et de là cette incohérence perpétuelle qui diminue singulièrement l'autorité de sa parole, l'efficacité de ses interventions. Ce qui est certain, c'est que, s'il a cru l'autre jour être un habile tacticien, il s'est trompé, il a été malheureux de toute façon. Qu'on dise tant qu'on voudra qu'il a été un prodige, qu'il n'a jamais été plus éloquent : la vérité est qu'il a fait tout ce qu'il fallait pour marcher à une déroute et même pour aggraver cette déroute. D'abord, comme s'il tenait à justifier sur-le-champ ce que venait de dire M. Dufaure au sujet de la difficulté d'une alliance avec les radicaux, même avec les radicaux relativement modérés, M. Gambetta n'a trouvé rien de mieux que de prendre violemment à partie le centre droit tout entier, de le mettre en cause dans sa politique, dans ses souvenirs, dans ses traditions. C'était, on l'avouera, bien prendre son moment et montrer un tact supérieur! M. Gambetta, qui a la parole leste, trouve que la monarchie constitutionnelle est le plus médiocre des régimes, qu'il a suffi, pour en avoir raison, d'une « agitation de fourchettes. » Le mot est bien imaginé, il ira chatouiller délicieusement le radicalisme inférieur, déjà disposé à soupçonner l'ancien dictateur de modérantisme. Quant à cette révolution de février ainsi qualifiée, d'autres l'ont appelée une « catastrophe, » M. Gambetta l'appelle une « agitation de fourchettes, » c'est

lui qui le dit, ce n'est pas nous qui le disons, nous n'aurions pas voulu être aussi sévères.

Si M. Gambetta, qui met dans ses jugemens tant de jovialité et surtout tant d'à-propos, daignait consulter quelques-uns des républicains les plus sérieux et les plus sincères, ceux-ci lui répondraient vraisemblablement que, s'ils avaient ce pouvoir, qui n'appartient à personne, de refaire le passé, ils consentiraient volontiers à revenir au 23 février 1848 et à s'arrêter là. M. Gambetta lui-même, avec un peu de réflexion, se demanderait ce qu'elle a produit, cette révolution; il suivrait du regard cet enchaînement de catastrophes où depuis ce jour sont allées s'abîmer la liberté, la puissance, la gloire, l'intégrité de la France, et peut-être lui aussi s'arrêterait-il devant cette dernière extrémité qui ne prête pas à rire, qui est la rançon plus que suffisante de « l'agitation des fourchettes! » Le centre droit était sans doute l'autre jour décidé d'avance dans son vote. S'il y avait quelques membres ayant encore de l'hésitation, on conviendra qu'après ce qu'ils venaient d'entendre ils ont dû sans façon dire avec M. Dufaure à la gauche : « Fort bien, ne comptez pas sur nous! » M. Gambetta ne s'est pas borné à cette brillante sortie, il a couronné sa stratégie en demandant d'un ton un peu honteux le scrutin secret, — sans doute pour offrir à ces membres du centre droit, qu'il venait de traiter si bien, une occasion de montrer qu'ils n'avaient point de rancune en votant clandestinement pour le scrutin de liste! Le secret du vote a-t-il eu réellement quelque influence sur le résultat? Il n'est point impossible que ce calcul peu moral n'ait été aussi peu habile et qu'au lieu des défections qu'on attendait en faveur du scrutin de liste il n'y ait eu des défections en faveur du scrutin d'arrondissement. Voilà tout ce qu'on aura gagné par cette spéculation sur la faiblesse des hommes, sur « le sort équivoque fait au parlement. » C'était assurément la plus triste manière d'aller à un échec, et si M. Gambetta se figure encore avoir pulvérisé de son éloquence M. le garde des sceaux, qui, à vrai dire, n'avait pas trop l'air d'un homme foudroyé, il s'est exposé quant à lui à rester sous le poids de cette parole, par laquelle M. Dufaure a commencé et terminé son discours : « on ne se soustrait pas à la responsabilité par une demande de scrutin secret. » Par le fait, M. Gambetta n'a réussi qu'à compléter la défaite du vote par la défaite morale qui s'attache à un calcul trompé, à une tactique déjouée. La question a été tranchée et bien tranchée dans les conditions de scrutin choisies par la gauche elle-même. Que veut-on de plus?

Et maintenant voilà une affaire réglée. La solution d'une question qui depuis quelque temps tenait les esprits dans une certaine attente a nécessairement des conséquences que la tactique de la gauche a rendues peut-être plus décisives qu'elles ne l'auraient été, si on avait agi

plus prudemment ou plus habilement. Au point de vue constitutionnel, il n'y a plus rien à faire. La loi électorale complète cet ensemble organique qui embrasse les institutions de la France. C'est l'acheminement inévitable vers des élections qui ne peuvent plus être éloignées. Au point de vue politique, ou, si l'on veut, ministériel, il n'est point douteux que le vote de la loi électorale et les incidens parlementaires qui ont précédé ce vote ont un résultat qui n'avait pas été prévu. Le ministère se trouve visiblement raffermi et fortifié. D'abord il a reconquis un peu de cet ascendant moral que donne toujours une victoire vivement disputée. En outre les dernières péripéties ont montré que ce qu'on appelait l'alliance du 25 février ne suffisait pas pour tenir le gouvernement en échec, et même M. le garde des sceaux en a dit assez pour faire comprendre qu'il croyait peu à cette alliance, au moins comme combinaison durable. Enfin le ministère est resté uni et compacte dans cette épreuve décisive. C'est M. Dufaure qui a porté le fardeau d'une lutte où M. le vice-président du conseil n'aurait pu parler autrement que son collègue. Voilà le fait. Renverser le ministère devient certainement une entreprise plus difficile aujourd'hui qu'hier. Que le cabinet puisse avoir encore à essuyer des attaques et à traverser quelques crises dans l'assemblée, ce n'est point impossible. S'il le veut, il peut surmonter ces difficultés par une politique de libérale conciliation, il le peut d'autant plus aisément qu'il a obtenu ce qu'il demandait, qu'il n'a plus qu'à s'appuyer sur un ensemble d'institutions régulières, sur une organisation constitutionnelle dont il est le premier gardien.

Tout ce qu'il y a d'important dans le monde n'est point sûrement à Versailles pour le moment, et ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait d'en finir au plus vite avec toutes ces discussions parfois un peu énervantes pour rendre la France à ses intérêts permanens, à son rôle dans le mouvement universel. Ce n'est pas M. le duc Decazes qui se plaindrait qu'on lui donnât une certaine stabilité d'institutions, de gouvernement, et il trouverait peut-être même le moment présent bien choisi. Le fait est que l'Europe diplomatique semble passer aujourd'hui par une de ces crises intimes qui ne laissent pas de tenir l'opinion indécise et inquiète. Tantôt l'empereur d'Allemagne, en ouvrant le parlement de Berlin, prodigue avec une confiance presque communicative les déclarations les plus pacifiques; tantôt arrive de Saint-Pétersbourg une sorte de communication assez énigmatique dont on est réduit à chercher le secret, qui peut être une simple satisfaction pour l'opinion russe comme aussi elle peut laisser entrevoir des événemens que la Russie reste maîtresse de retenir ou de déchaîner. A son tour, M. Disraeli, dans le dernier banquet du lord-maire, ne se défend pas d'une certaine inquiétude, recueillant volontiers les déclarations pacifiques de Berlin, ayant en même temps l'air de se tourner vers Saint-Pétersbourg, et

paraissant embarrassé lui-même de savoir s'il peut rassurer l'opinion ou s'il doit la tenir en éveil.

La raison ou le prétexte de ces agitations confuses qui règnent à la surface de l'Europe, c'est cette éternelle question d'Orient qui a reparu depuis quelques mois déjà par l'insurrection de l'Herzégovine, que les catastrophes financières de la Turquie n'ont pu qu'aggraver récemment. Oui, il est bien clair que cet Orient est toujours malade, et qu'il suffit du moindre incident, de l'agitation dans une province, pour mettre tout en question. Cette fois l'insurrection de l'Herzégovine a pris évidemment un caractère plus sérieux; elle s'obstine, et les Turcs aussi s'obstinent à montrer leur impuissance. Le danger est dans ce foyer toujours incandescent, et ce qui est plus grave que tout le reste, c'est que l'état de l'Orient n'a plus sa garantie dans les anciennes alliances occidentales aujourd'hui dissoutes, dans l'ancien équilibre européen désormais rompu. Le centre de l'action diplomatique s'est transporté au nord. La question est maintenant entre la Russie, l'Autriche et l'Allemagne, qui ont pris la direction de ces dangereux événemens, en offrant d'ailleurs à l'Angleterre, à la France et à l'Italie de se joindre à elles dans la mesure de leurs convenances. Que se proposent de faire les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin? Ils paraissent s'être mis d'accord sur plusieurs points principaux, d'abord sur le maintien de l'intégrité géographique de l'empire ottoman, puis sur la nécessité de demander des réformes intérieures au gouvernement turc. Les rapports de la commission consulaire envoyée cet été dans l'Herzégovine semblent avoir offert les élémens des propositions de réformes que l'Autriche s'est chargée de préparer; mais ce n'est pas tout, on ne demande pas seulement des réformes, on veut des garanties. Or quelles seront ces garanties? Voilà le point aigu. C'est par là évidemment que tout peut arriver. Il n'est pas moins vrai que, si les trois empires tombent d'accord sur un certain genre d'action, ils seraient bien embarrassés de s'entendre sur une solution définitive qui les diviserait aussitôt, et c'est ce qui fait que cette question d'Orient, toujours ouverte, n'est pas près d'être résolue.

CH. DE MAZADE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

nion

à la
paru
les
ent.
uffit
ttre
évi-
ussi
yer
'est
ces
ées
au
le-
of-
e à
ire
ent
in-
né-
arc.
zé-
nes
ne
lles
que
om-
as-
ssi-
rte,